

REVUE DE PRESSE Janvier - août 2022

BIEN FAIT POUR TA COM'

Press book chrono 2022

MEDIA	DATE	TITRE	THÈME
Les cahiers techniques	Décembre 2021-Janvier 2022	Le béton de Chanvre, un atout en réhabilitation ?	Chanvre
Batinfo.com	10 janvier 2022	Le bailleur Maisons & Cités lance l'expérimentation Pecquet Chanvre	Chanvre
La voix du Nord	10 janvier 2022	Lens - Liévin : une nouvelle zone d'activités dédiée aux petites entreprises à Quadraparc	Info Territoire
Nord éclair	11 janvier 2022	Lens - Liévin : une nouvelle zone d'activités dédiée aux petites entreprises à Quadraparc	Info Territoire
Le batiment performant.fr	13 janvier 2022	Ventilation double flux	Rapport AQC - CD2E et Aménagement Durable - Ventilation double flux
La voix du Nord	17 janvier 2022	Entre Bully et Grenay, un village de petites entreprises	Info territoire
Nord éclair	17 janvier 2022	Entre Bully et Grenay, un village de petites entreprises	Info territoire
CFP Chaud Froid Performance	janvier 2022	Douze enseignements à connaître (5 à 8) - Ventilation double flux en rénovation	Rapport AQC - CD2E et Aménagement Durable - Ventilation double flux
Lavoixdunord.fr	20 janvier 2022	Lin, chanvre et paille: les bétons végétaux s'invitent dans nos maisons	Bio-sourcés
Actualités & habitat	15 janvier 2022	Filière Béton de chanvre : nouvelle expérimentation dans le bassin minier	Chanvre
La voix du Nord	21 janvier 2022	Lin, chanvre et paille, les bétons végétaux s'invitent dans nos	Bio-sourcés

		maisons	
La voix du Nord	21 janvier 2022	La région bientôt sur la paille	Paille
Nord Eclair	21 janvier 2022	Lin, chanvre et paille, les bétons végétaux s'invitent dans nos maisons	Chanvre
Nord Eclair	21 janvier 2022	Le chanvre et la paille sont assurables, demain le lin ?	Chanvre
Nord Eclair	21 janvier 2022	La région bientôt sur la paille	Paille
Nord Littoral	23 janvier 2022	Un calaisien va lancer son éco-gite à Tardinghen	Bio-sourcés
La voixdunord.fr et La Voix du nord	24 janvier 2022	Rev3, l'usine à projets industriels ne s'arrête plus dans le Nord - Pas-de-Calais Les bétons végétaux entrent en scène.	Bio-sourcés
Nord éclair	24 janvier 2022	Les bétons végétaux entrent en scène.	Chanvre / Isolation
Séquences Bois	Janvier-Mars 2022	Mouvement "Les possibles du-bois-terre-paille"	Mouvements
L'avenir de l'Artois	26 janvier 2022	Un éco-gîte dans une longère tricentenaire	Région
La semaine dans le boulonnais	26 janvier 2022	Un éco-gîte dans une longère tricentenaire	Région
Actu environnement	25 janvier 2022	Valorisation des sédiments : Etat de l'art et innovations	Conférence / sédiments
IBATI & ISO	27 janvier 2022	Devenir Constructeur de maison à ossature bois	Bio-sourcés
Green univers	Février 2022	l'agenda de la transition énergétique : le solaire thermique dans les stratégies de chaleur durable	Agenda
Zepros	Février 2022	Il y a de l'or dans les bennes de chantier	Recyclage des déchets du bâtiment

Autrement dit	28 janvier 2022	Le béthunois veut capitaliser sur l'électro-mobilité	Energies renouvelables
L'écho du Pas-de-Calais	Février 2022	Montrer l'exemple pour convaincre (Noeux Environnement)	Expertise CD2E
Eco 121	2 février 2022	« Faire du Dunkerquois un hub de la décarbonation »	Economie
Nord Littoral	4 février 2022	Fouquières-lez-Béthun e : un couple construit une maison sans chauffage et attire les caméras	Maisons passives
Le journal des énergies renouvelables	janvier-mars 2022	Les rencontres régionales du solaire	Agenda
Le journal des entreprises	février 2022	La région consolide ses ambitions dans l'écoconstruction	Bâticité/Bio-sourcés
Dechet.com/recyclage récupération	8 février 2022	Valorisation des sédiments - Etat de l'art et innovations	Conférence / sédiments
L'avenir de l'artois	9 février 2022	Un reportage diffusé sur M6	Maisons passives
cerdd	8 février 2022	Revivez les Rencontres régionales de l'énergie citoyenne !	Energies renouvelables
L'écho de la Lys	10 février 2022	La maison qui attire les caméras d'M6	Maisons passives
Nord littoral	11 février 2022	Un couple construit une maison sans chauffage	Maisons passives
cerdd	10 février 2022	"cocopeop": faciliter les projets éoliens et photovoltaiques	Energie
Le bâtimentperformant.fr	14 février 2022	Chaud Froid Performance est là! Et en février brrrrr On vous parle de froid!	Rapport AQC - CD2E et Aménagement Durable - Ventilation double flux
Décision achat	février 2022	Les clauses vertes s'imposent dans les marchés publics	Clause verte

Chaud Froid Performance	15 février 2022	Douze enseignements à connaître (9 à 12) : ventilation double flux en rénovation	Rapport AQC - CD2E et Aménagement Durable - Ventilation double flux
CFP chaud froid performance	février 2022	Douze enseignements à connaître (9 à 12) : ventilation double flux en rénovation	Technique
Le Journal des entreprises - Le brief et lejournaldesentreprises .com	21 et 22 février 2022	La région Hauts-de-France bâtit ses ambitions dans l'écoconstruction	Bâticité/Bio-sourcés
Eco 121	Mars 2022	Agenda	Rencontres régionales du solaire du CD2E
cerdd	7 mars 2022	Rencontres élu·es et territoires en transition : 5 dates en 2022 !	Animation du CD2E (s'y retrouver dans les méandres de la réhabilitation énergétique)
Le moniteur des artisans	11 mars 2022	Nordbat 2022, l'édition des retrouvailles	Nordbat 2022
Autrement dit	4 mars 2022	Sylvain ROBERT - "Il nous faut une visibilité nationale !"	Info Territoire
Autrement dit	4 mars 2022	Renouveau du Bassin Mimer : et maintenant ?	Info Territoire
Autrement dit	4 mars 2022	Maisons&Cités maintient le cap et prépare son futur projet stratégique	Economie
L'Aisne Nouvelle	15 mars 2022	Des techniques pour améliorer l'habitat	Formation FIT
Ze Pros	Printemps 2022	Il y a de l'or dans les bennes de chantier	Recyclage des déchets du bâtiment
Courrier picard	18 mars 2022	Formés aux techniques pour améliorer l'habitat	Formation FIT
Habitat naturel	Mars-mai 2022	Chanvribox : monter une filière en compétence	Formation Chanvribox
L'agriculteur de l'Aisne	18 mars 2022	Un contrat de relance et de transition écologique agricole	Bio-sourcés

		signé en Thiérache	
Construction 21	22 mars 2022	Le dispositif FRATRI pour le photovoltaïque	Energies Renouvelables
Habitat naturel hors série	mars 2022	Le passif en France	Construction passive
France 3 hdf	6 avril 2022	JT 19/20	Rénovation énergétique
L'écho de la baie	11 avril 2022	NordBat 2022 : une édition conviviale	Nordbat
Batiactu	15 avril 2022	Quel bilan pour Nordbat 2022 ?	Nordbat
L'écho de la baie et l'echodelabaie.fr	20 avril 2022	Nordbat a accueilli 14 000 visiteurs	Nordbat
Construction 21	21 avril 2022	Best Practice Guide (le guide des bonnes pratiques du bâtiment et de la commande publique) est présenté en France	Guide des bonnes pratiques du bâtiment (ACV projet porté par LMH t le CD2E à Villeneuve d'Ascq et Wavrin)
Construction 21	21 avril 2022	Agenda	Rencontres de l'éco transition
Construction cayola	21 avril 2022	L'Alliance HQE-GBC France présente un guide des bonnes pratiques du Bâtiment durable et de la commande publique	Guide des bonnes pratiques du bâtiment (ACV projet porté par LMH t le CD2E à Villeneuve d'Ascq et Wavrin)
conseils.xpair.com	22 avril 2022	Guide des bonnes pratiques du bâtiment durable et de la commande publique et de la commande publique	Guide des bonnes pratiques du bâtiment (ACV projet porté par LMH t le CD2E à Villeneuve d'Ascq et Wavrin)
Batiweb	21 avril 2022	Bâtiment durable : un guide européen détaille les bonnes pratiques et indicateurs	Guide des bonnes pratiques du bâtiment (ACV projet porté par LMH t le CD2E à Villeneuve d'Ascq et Wavrin)
Batinfo	25 avril 2022	L'Alliance HQE-GBC France édite un guide des bonnes pratique du bâtiment durable et de la	Guide des bonnes pratiques du bâtiment (ACV projet porté par LMH t le CD2E à Villeneuve d'Ascq et

		commande publique	Wavrin)
Actu-environnement	25 avril 2022	Un guide européen pour promouvoir les bâtiments durables dans les marchés publics	Guide des bonnes pratiques du bâtiment (ACV projet porté par LMH t le CD2E à Villeneuve d'Ascq et Wavrin)
Construction 21	25 avril 2022	Le réseau " Les Générateurs Hauts-de-France"	Energies Renouvelables
La gazette du Nord Pas de Calais (site web)	26 et 29 avril 2022	Le groupe Ramery, solide sur ses bases et serein pour l'avenir	Bio-sourcés (chanvre sur Condé sur Escaut avec Maisons et Cités)
Autrement dit	22 avril 2022	Le bâtiment régional, de Charybde en Scylla	Recyclage des sédiments
Prescription béton	Mai-juin 2022	Un projet pilote en béton de chanvre	Péquenchanvre
Bati.com	6 mai 2022	Alliance HQE-GBS : guide des bonnes pratiques d'évaluation des performances du bâtiment	Guide des bonnes pratiques du bâtiment
AEF info	6 mai 2022	Hauts-de-France : la formation s'invite sur les chantiers pour promouvoir l'usage du chanvre	Formation Chanvribox
La Voix du Nord	10 mai 2022	Transitions économiques et écologiques : la région amplifie rev3 (défi 1 : mieux se loger)	Rev3
Nord-Eclair	10 mai 2022	Transitions économiques et écologiques : la région amplifie rev3 (défi 1 : mieux se loger)	Rev3
Lavoixdunord.fr	10 mai 2022	Transitions économiques et écologiques : les trois enjeux prioritaires (défi 1 : mieux se loger)	Rev3
La gazette du Nord-Pas de Calais	13 mai 2022	Le bureau de conseil DEC2 veille et recrute	Adhérent CD2E
Lemoniteur.fr et Le Moniteur	20 mai 2022	Commande publique - Le choix du maître d'oeuvre au prisme du	La clause verte

		critère vert	
Zepros	Juin 2022	La baraque à FIT forme sur les chantiers	Formation FIT
Futura sciences	25 mai 2022	L'éolien arrive en ville en complément du photovoltaïque avec Unéole	Energies Renouvelables
AEF info	1er juin 2022	"La Fabrique des transitions vise à accompagner les politiques publiques en jouant sur l'imaginaire" (Jean-François Caron)	Ancienne gouvernance CD2E
Eco 121	juin 2022	Rencontres de l'éco transition agenda	Agenda
Carrelage référence	Mai-juin	Nordbat Un retour remarqué!	Norbat
Actualités habitat	31 mai 2022	Un partenariat en faveur de l'éco-construction	Partenariat - Eco construction/rénovatio n
Batizepro.fr	9 juin 2022	La baraque à Fit forme sur les chantiers	Formation Baraque à Fit
cerdd	8 juin 2022	Rencontres de l'éco-transition à Loos-en-Gohelle	Agenda
La voix du Nord	14 juin 2022	EuraTechnologies fait grandir les start-up depuis 2009	Info Territoire / incubation
L'observateur de l'arrageois et lobservateur.fr	16 juin 2022 et 21 juin	Parler écologie sans être rasoir Ecoland le site touristique des nouveaux modes de vie	Ecoland - création d'un pôle de recherche de formation sur les low tech pour sortir des prototypes de maison à zéro impact carbone
La voix du Nord	14 juin 2022	Des incubateurs nombreux en région	Info Territoire / incubation
Nord éclair	14 juin 2022	Des incubateurs nombreux en région	Incubateurs régionaux
La Voix du Nord (pages régionales)	23 juin 2022	-> Pensez-y Portes ouvertes des bâtiments paille	Portes ouvertes bâtiments paille
La voix du Nord	25 juin 2022	Nomain Journées portes	Portes ouvertes bâtiments paille

		ouvertes des bâtiments paille.	
La voix du Nord	25 juin 2022	Ligny en Cambrésis Journées portes ouvertes des bâtiments paille.	Portes ouvertes bâtiments paille
La voix du Nord	26 juin 2022	Aulnoy lez-Valenciennes Journées portes ouvertes des bâtiments paille.	Portes ouvertes bâtiments paille
La voix du nord	27 juin 2022	Région : Du 30 juin au 9 juillet Journées Portes Ouvertes des Bâtiments en paille	Portes ouvertes bâtiments paille
La voix du Nord	27 juin 2022	Ennevelin Journées portes ouvertes.	Portes ouvertes bâtiments paille
La Voix du Nord	28 juin 2022	Ligny en Cambrésis Journées portes ouvertes des bâtiments en paille.	Portes ouvertes bâtiments paille
La voix du Nord	28 juin 2022	Nomain Journées portes ouvertes des bâtiments paille.	Portes ouvertes bâtiments paille
Nord éclair	27 juin 2022	Région : Du 30 juin au 9 juillet Journées Portes Ouvertes des Bâtiments en paille	Portes ouvertes bâtiments paille
La Voix du Nord	29 juin 2022	Un isolant naturel très performant : construire ses bâtiments avec de la paille, c'est pas ballot	Portes ouvertes bâtiments paille
L'Avenir de l'Artois	29 juin 2022	Bailleul-Sire-Berthoult Un bâtiment en paille à visiter	Portes ouvertes bâtiments paille
La voix du Nord	29 juin 2022	Nomain Journées portes ouvertes des bâtiments paille.	Portes ouvertes bâtiments paille
La voix du Nord	30 juin 2022	Eco Région Journées portes	Portes ouvertes bâtiments paille

		ouvertes des bâtiments paille.	
Nord-Eclair	30 juin 2022	ECO REGION Journées portes ouvertes des bâtiments paille.	Portes ouvertes bâtiments paille
Lagazettenpdc.fr	30 juin 2022	Hauts-de-France : et si vous veniez visiter un bâtiment en paille ?	Portes ouvertes bâtiments paille
Eco121	Juillet-Août 2022	Economie circulaire: la team 2 enfin en orbite haute ?	Info Territoire
La Gazette	1er juillet 2022	«Éveiller les consciences et créer des synergies»	Rencontres Eco-transition
Terres et territoires	1er juillet 2022	Portes ouvertes de 15 bâtiments en paille	Portes ouvertes bâtiments paille
Courrier Picard	2 juillet 2022	Bâtiment : et si vous mettiez de la paille dans votre maison?	Portes ouvertes bâtiments paille
La Voix du Nord On vous en dit plus	2 juillet 2022	Enquête Construire ses bâtiments avec de la paille, c'est pas ballot Une usine vertueuse près d'Arras	Portes ouvertes bâtiments paille
Nord Eclair	2 juillet 2022	Enquête Construire ses bâtiments avec de la paille, c'est pas ballot Une usine vertueuse près d'Arras	Portes ouvertes bâtiments paille
Compiègne et son agglomération	4 juillet 2022	Bâtiment en paille en Hauts-de-France, journées porte ouvertes	Portes ouvertes bâtiments paille
La Gazette du Nord-Pas de Calais	5 juillet 2022	«Éveiller les consciences et créer des synergies»	Rencontres Eco-transition
Le Bonhomme Picard	6 juillet 2022	Tout en matériaux biosourcés, les enfants découvrent la salle polyvalente du futur.	Bio-sourcés (Paille)
Le moniteur	6 juillet 2022	Achat public durable : « La clause verte » fait peau neuve	La clause verte

L'Union	8 juillet 2022	Une formation pour construire en paille	Portes ouvertes bâtiments paille
Courrier Picard	9 juillet 2022	La salle polyvalente du village de Le Crocq sera écologique	Projet Bio-sourcés, éco-construction
iCéO!	12 juillet 2022	Le CD2E, accélérateur de l'écoconstruction dans la région	Bâticité
Hauts de France Innovation développement	13 juillet 2022	La valorisation de nos ressources agricoles perdues	Info adhérent
		[Les pépites incubées en Région Hauts-de-France]	
Construction 21 France	15 juillet 2022	[Pionniers de la Ville Durable] Frédérique Seels - CD2E	Interview Frédérique Seels
Le Moniteur	22 juillet 2022	Pas-de-Calais Le bailleur Flandre Opale Habitat teste la rénovation biosourcée	Rénovation biosourcés +Partenariat CD2E Eco-construction
Lemoniteur.fr	22 juillet 2022	Pas-de-Calais Le bailleur FOH teste la rénovation biosourcée	
La Voix du Nord	27 juillet 2022	Le billet de Yannick Boucher, journaliste à la rédaction régionale	Rencontres Eco-transition Billet
La Voix du Nord et la voixdunord.fr	1er et 5 août 2022	Réempro, le réemploi massif des matériaux à prix cassés	Rencontres Eco-transition zoom adhérent
La Voix du Nord et la voixdunord.fr	1er et 5 août 2022	La belle idée d'Ixane pour moins polluer les eaux de nos milieux naturels	Rencontres Eco-transition zoom adhérent
Nord-Eclair	5 août 2022	La belle idée d Ixane pour moins polluer les eaux de nos milieux naturels	Rencontres Eco-transition zoom adhérent
Nord-Eclair	5 août 2022	Réempro, le réemploi massif des matériaux à prix cassés	Rencontres Eco-transition zoom adhérent
Le Moniteur.fr	12 août 2022	Commande publique - Malgré l'urgence, le verdissement des	La clause verte

		marchés reste une affaire de volonté	
Le Bonhomme Picard	17 août 2022	Tout en matériaux biosourcés Les enfants découvrent la salle polyvalente du futur	Projet Bio-sourcés, éco-construction
La Voix du Nord	17 août 2022	C'est nouveau, je partage mon électricité solaire avec mes voisins	Energies Renouvelables
La Voix du Nord	25 août 2022	L'autoconsomation collective en projets	Energies Renouvelables
Nord-Eclair	25 août 2022	L'autoconsomation collective en projets	Energies Renouvelables





Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : **Mensuelle**Audience : **73000**

Sujet du média : BTP-Architecture





Edition : Decembre 2021 - janvier

2022 P.8

Journalistes : **F.G.**Nombre de mots : **112**

p. 1/1

Le béton de chanvre, un atout en réhabilitation?

Après une série d'études, le bailleur social Maisons & Cités, avec l'accompagnement du <u>CD2E</u>, a reconnu le béton de chanvre comme matériau biosourcé le plus adapté



à la réhabilitation de son parc d'habitations sur le bassin minier des Hauts-de-France. L'opération Pecquenchanvre, lancée fin novembre, a pour but de prouver la faisabilité et l'intérêt d'un usage massif du béton de chanvre, en étudiant la rénovation de 50 logements de la cité Barrois, à Pecquencourt (59), sur une période de deux ans. Grâce à cette expérimentation, Maisons & Cités souhaite créer une véritable filière du chanvre à usage du BTP dans les Hauts-de-France. À suivre. F.G.





batinfo.com



Famille du média : Médias professionnels

Audience: 23617

Sujet du média : BTP-Architecture

10 Janvier 2022

Journalistes : -

Nombre de mots : 4210

p. 1/2

Visualiser l'article

Le bailleur Maisons&Cités lance l'expérimentation Pecquenchanvre

Menée avec le soutien du <u>CD2E</u> et du cabinet OPUN, l'opération porte sur la réhabilitation de 50 logements de la Cité Barrois à Pecquencourt à l'aide du béton de chanvre, et entend prouver la faisabilité d'un usage massif de ce matériau biosourcé.

Objectif : encourager le développement d'une filière du chanvre à usage du BTP dans les Hauts-de-France et accompagner la transition écologique du territoire. Les travaux qui ont débuté cet été se poursuivront jusque fin 2022.

Le recours aux matériaux biosourcés pour l'amélioration thermique des logements devient une problématique majeure pour répondre aux enjeux sociaux et environnementaux actuels. En effet, la baisse des factures énergétiques et la réduction des émissions de gaz à effet de serre face au dérèglement climatique constituent une priorité pour les bailleurs sociaux.

Depuis plus de cinq ans, Maisons & Cités est engagé dans une réflexion autour d'une alternative aux isolants classiques dans le cadre de la rénovation de son parc de logements. Après plusieurs expérimentations menées dans le bassin minier à travers les opérations Réafutur 1 & 2, ainsi que Rénochanvre, le bailleur a reconnu le béton de chanvre comme biomatériaux d'avenir, notamment dans le cadre de la rénovation d'habitations en briques, dominantes sur le territoire des Hauts-de-France.

Un projet pilote en France

D'un montant d'investissement de 800.000 €, le projet Pecquenchanvre constitue une nouvelle étape dans ce cheminement. Sur une période de 2 ans, 50 logements de la Cité Barrois à Pecquencourt seront ainsi rénovés en utilisant du béton de chanvre, à un rythme de 6 logements livrés chaque mois. Une étude scientifique sera menée en parallèle par le CEREMA, l'Université Polytechnique des Hauts-de-France et l'Université Catholique de Lille afin de mesurer l'efficacité de la démarche écologique de l'opération. En complément, une étude sociologique sera réalisée afin d'analyser les pratiques et le ressenti des occupants. Pour l'heure, les retours des 1 ers habitants ayant regagné leur logement rénové sont prometteurs.

Pour Corinne Sevin, bénéficiaire de l'opération Pecquenchanvre : « Le recours au béton de chanvre comme isolant thermique assure une température ambiante idéale dans mon habitat. A la mi-novembre, je n'ai toujours pas allumé le chauffage. »

Si l'expérimentation est concluante, Maisons & Cités prévoit de rénover, à terme, 1000 logements en faisant appel à ce matériau biosourcé : un défi ambitieux et inédit de la part d'un bailleur social à travers l'Hexagone.

Bâtir une filière régionale du béton de chanvre d'ici 5 ans

Soutenue par la région dans le cadre de la Troisième Révolution Industrielle Rev3 et accompagnée par le <u>CD2E</u> et le cabinet ÖPUN, ce projet s'intègre par ailleurs dans une démarche plus globale baptisée « Hauts-de-Chanvre », qui tend à initier la création d'une filière du béton de chanvre dans les Hauts-de-France d'ici 5 ans.

Le développement d'un marché du chanvre et d'une filière régionale de culture et de transformation constituerait en effet un formidable vecteur de développement économique pour les Hauts-de-France. Dans le Bassin minier, la naissance de cette filière pourrait s'accompagner du développement d'unités de préfabrication en local et ainsi générer de nouveaux emplois. De quoi contribuer à la renaissance de ce territoire.

Mais pour y parvenir, le chemin est encore long et nécessite l'implication de tous les acteurs du territoire, tous secteurs confondus. Pour ce faire, Maisons & Cités travaille en étroite collaboration avec le <u>CD2E</u>, aussi bien sur les aspects de





batinfo.com



Le bailleur Maisons&Cités lance l'expérimentation Pecquenchanvre

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 23617

Sujet du média : BTP-Architecture

10 Janvier 2022Journalistes: -

Nombre de mots : 4210

p. 2/2
Visualiser l'article

développement de la culture du chanvre sur le territoire que de la formation des entreprises de BTP à son usage.

Pour Jean-François Campion, Président de Maisons et Cités: « Il faut leur montrer que le modèle peut être rentable. C'est en créant le marché que l'on parviendra à rendre ce matériau compétitif et à oeuvrer pour la transition écologique du territoire. »







www.lavoixdunord.fr

Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Audience: 4322863

Sujet du média : Actualités-Infos Générales

10 Janvier 2022Journalistes : **Élise**

Forestier

Nombre de mots: 4134

p. 1/2

Visualiser l'article

Lens - Liévin : une nouvelle zone d'activités dédiée aux petites entreprises à Quadraparc

La communauté d'agglomération de Lens-Liévin lance un appel à manifestation d'intérêt aux opérateurs pour la construction d'un « village d'entreprises » sur l'extension de la zone d'activités de Quadraparc. Démarrage des travaux fin 2022.



Un appel à manifestation d'intérêt a été lancé par la communauté d'agglomération de Lens Liévin (CALL)(1) auprès des opérateurs pour imaginer le futur « village d'entreprises » dédié aux TPE (très petites entreprises, moins de 10 salariés) à Quadraparc. La zone d'activités (31 ha), située à cheval sur Loos-en-Gohelle, Lens, Liévin, Bully et Grenay, s'étire sur 3 km en bordure d'autoroute A21 (accès à l'A1 et l'A26). Le projet est prévu sur l'extension (10 ha), en cours d'aménagement à l'ouest, entre le relais frigorifique et l'échangeur 7, à Bully.

75 % de TPE dans l'agglo

Un nouvel espace qui viendra compléter les 40 zones d'activités recensées par l'agglo (aux superficies très variables : de 1 ha à 140 ha) qui affichent presque complet, à l'image de la zone de l'Alouette . « Le stock de foncier disponible (...) y est extrêmement limité puisqu'elles sont commercialisées à plus de 90 % », souligne la collectivité. « Il y a sur l'agglo des pépinières d'entreprises, comme à Liévin (l'Écloserie) ou à Loos-en-Gohelle (CD2E, spécialisée dans l'éco-construction). Une fois qu'elles ne sont plus en création après deux ou quatre ans, il faut bien qu'elles s'implantent quelque part (...) L'intérêt pour nous, c'est qu'elles se développent ici et créent de l'emploi », pose Sylvain Robert, président de l'agglo.

Sauf que l'offre n'est pas toujours au rendez-vous : « On note une faiblesse de l'offre des petites et moyennes surfaces sur les locaux d'activité », pose la CALL. Or, les TPE représentent plus de 75 % du tissu économique local. « Des attentes







www.lavoixdunord.fr

Lens - Liévin : une nouvelle zone d'activités dédiée aux petites entreprises à Quadraparc

Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Audience: 4322863

Sujet du média : Actualités-Infos Générales

10 Janvier 2022Journalistes : **Élise**

Forestier

Nombre de mots: 4134

p. 2/2

Visualiser l'article

d'entreprise on en a. Mais on rencontre parfois des difficultés à trouver des solutions adaptées aux besoins réels. » Une incompatibilité qui donne parfois lieu à des départs ou des installations avortées. « Ce n'est pas nouveau. Ce n'est pas

« On note une faiblesse de l'offre des petites et moyennes surfaces sur les locaux d'activité »

forcément que l'offre n'existe pas, mais qu'elle n'est pas disponible, et c'est plutôt bon signe. »

La création de ce « village d'entreprises » (1,1 ha) composé de 12 à 15 cellules d'environ 300 m2 d'atelier et 30m2 de bureau, avec une cour et parking commun et réseaux partagés, viendra compléter l'offre. Modulable, il devra s'adapter aux besoins des entreprises en termes d'espace et présenter un faible impact environnemental (bâtiment à énergie positive, performance énergétique, optimisation des mobilités douces...) À l'issue de la première phase de la consultation, quatre candidats vont être retenus avant qu'un candidat ne soit désigné au printemps 2022. Début de travaux prévu à la fin de l'année.

1. Jusqu'au 4 février. Renseignements sur le site <u>agglo-lenslievin.fr</u> Des vestiges découverts

Lors des fouilles préventives menées par l'INRAP (Institut national de recherches archéologiques préventives) à l'automne, des traces de vestiges datant de la fin de l'époque gauloise, début de l'époque romaine ont été découverts : morceaux de céramique, trous de poteau figurant des plans de bâtiments, emplacement de fosse à grains, fosse à latrines... « L'idée c'est de sauvegarder cette donnée qui ne peut pas entraver l'aménagement du territoire », expliquait l'INRAP. Après un travail d'observations (photo et relevés de dessin) et de prélèvements, le site a été rendu à l'aménageur pour que la vie économique puisse s'y bâtir.







Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Audience: 28067

Sujet du média : Actualités-Infos Générales

11 Janvier 2022

Journalistes : -

Nombre de mots: 4032

p. 1/2

Visualiser l'article

www.nordeclair.fr

Lens - Liévin : une nouvelle zone d'activités dédiée aux petites entreprises à Quadraparc

La communauté d'agglomération de Lens-Liévin lance un appel à manifestation d'intérêt aux opérateurs pour la construction d'un « village d'entreprises » sur l'extension de la zone d'activités de Quadraparc.

Démarrage des travaux fin 2022.

Un appel à manifestation d'intérêt a été lancé par la communauté d'agglomération de Lens Liévin (CALL)(1) auprès des opérateurs pour imaginer le futur « village d'entreprises » dédié aux TPE (très petites entreprises, moins de 10 salariés) à Quadraparc. La zone d'activités (31 ha), située à cheval sur Loos-en-Gohelle, Lens, Liévin, Bully et Grenay, s'étire sur 3 km en bordure d'autoroute A21 (accès à l'A1 et l'A26). Le projet est prévu sur l'extension (10 ha), en cours d'aménagement à l'ouest, entre le relais frigorifique et l'échangeur 7, à Bully.

75 % de TPE dans l'agglo

Un nouvel espace qui viendra compléter les 40 zones d'activités recensées par l'agglo (aux superficies très variables : de 1 ha à 140 ha) qui affichent presque complet, à l'image de la zone de l'Alouette . « Le stock de foncier disponible (...) y est extrêmement limité puisqu'elles sont commercialisées à plus de 90 % », souligne la collectivité. « Il y a sur l'agglo des pépinières d'entreprises, comme à Liévin l'Écloserie ou à Loos-en-Gohelle CD2E, spécialisée dans l'éco-construction Une fois qu'elles ne sont plus en création après deux ou quatre ans, il faut bien qu'elles s'implantent quelque part (...) L'intérêt pour nous, c'est qu'elles se développent ici et créent de l'emploi », pose Sylvain Robert, président de l'agglo.

Sauf que l'offre n'est pas toujours au rendez-vous : « On note une faiblesse de l'offre des petites et moyennes surfaces sur les locaux d'activité », pose la CALL. Or, les TPE représentent plus de 75 % du tissu économique local. « Des attentes d'entreprise on en a. Mais on rencontre parfois des difficultés à trouver des solutions adaptées aux besoins réels. » Une incompatibilité qui donne parfois lieu à des départs ou des installations avortées. « Ce n'est pas nouveau. Ce n'est pas forcément que l'offre n'existe pas, mais qu'elle n'est pas disponible, et c'est plutôt bon signe. »

« On note une faiblesse de l'offre des petites et moyennes surfaces sur les locaux d'activité »

La création de ce « village d'entreprises » (1,1 ha) composé de 12 à 15 cellules d'environ 300 m2 d'atelier et 30m2 de bureau, avec une cour et parking commun et réseaux partagés, viendra compléter l'offre. Modulable, il devra s'adapter aux besoins des entreprises en termes d'espace et présenter un faible impact environnemental (bâtiment à énergie positive, performance énergétique, optimisation des mobilités douces...) À l'issue de la première phase de la consultation, quatre candidats vont être retenus avant qu'un candidat ne soit désigné au printemps 2022. Début de travaux prévu à la fin de l'année.

1. Jusqu'au 4 février. Renseignements sur le site agglo-lenslievin.fr

Des vestiges découverts

Lors des fouilles préventives menées par l'INRAP (Institut national de recherches archéologiques préventives) à l'automne, des traces de vestiges datant de la fin de l'époque gauloise, début de l'époque romaine ont été découverts : morceaux de céramique, trous de poteau figurant des plans de bâtiments, emplacement de fosse à grains, fosse à latrines... « L'idée c'est de sauvegarder cette donnée qui ne peut pas entraver l'aménagement du territoire », expliquait l'INRAP. Après un travail d'observations (photo et relevés de dessin) et de prélèvements, le site a été rendu à l'aménageur pour que la vie économique







Lens - Liévin : une nouvelle zone d'activités dédiée aux petites entreprises à Quadraparc

Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Audience: 28067

Sujet du média : Actualités-Infos Générales

11 Janvier 2022

Journalistes : Nombre de mots : 4032

p. 2/2

Visualiser l'article

www.nordeclair.fr

puisse s'y bâtir.



Le village d'entreprises devrait voir le jour.







lebatimentperformant.fr

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 5033

Sujet du média : BTP-Architecture

13 Janvier 2022

Journalistes: -

Nombre de mots: 5649

p. 1/4

Visualiser l'article

CFP est là ! Découvrez le sommaire (édition de janvier N° 861)

Au sommaire de CFP: Dossier spécial Ventilation et traitement de l'air Entretien du mois : Kévin Le Port, président et co-fondateur de Beeldi Focus Salon BePositive Technique : Ventilation double flux en rénovation Chantier : 5 000 sertissages et une seule fuite! Marché : Tubes et raccords etc.



DOSSIER

Ventilation et traitement de l'air

Si la ventilation a longtemps été le parent pauvre des équipements techniques du bâtiment, elle a peu à peu fini par creuser son sillon dans la hiérarchie des préoccupations des professionnels de la construction. A la lueur de campagnes de mesures démontrant son utilité voire sa nécessité dans tous les lieux clos où nous évoluons, le contrôle de son installation s'inscrit désormais dans la réglementation. Même si dans ce domaine, les industriels ont toujours été prompts à proposer de nouvelles solutions, leur capacité d'innovation semble prendre un coup d'accélérateur dans le cadre de la lutte contre le Sars-CoV-2.

- Le marché de la ventil se redynamise
- La vérification des systèmes de ventilation désormais obligatoire
- Concilier QAI et performance énergétique
- La VMC double flux parée à décoller







CFP est là ! Découvrez le sommaire (édition de janvier N° 861)

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 5033

Sujet du média : BTP-Architecture

13 Janvier 2022

Journalistes : -

Nombre de mots : 5649

lebatimentperformant.fr

•

p. 2/4

Visualiser l'article

- OQAI : 20 ans de campagnes sur la qualité de l'air intérieur
- Premier bilan pour la Safe Air Unit
- Les équipements de ventilation dans l'économie circulaire
- Double flux pour le nouveau bâtiment d'Ecovégétal
- Ventilation naturelle pour un collège
- Ventilation vs Covid-19 Saison 2

ENTRETIEN DU MOIS

Kévin Le Port, président et co-fondateur de Beeldi

« Les audits des bâtiments ne sont pas suffisamment exploités »

La start-up Beeldi a été créée en 2017 par Kévin Le Port et Thomas Feltrin. Tous deux issus du monde de la gestion technique du bâtiment au sens large, ils ont fait le constat qu'un grand nombre de diagnostics réalisés dans le bâtiment n'étaient que peu exploités. Ils ont développé une solution pour y remédier et ont créé le «Beeldi Lab», un laboratoire dédié à l'exploitation et l'analyse de la banque data récoltée à partir de leur application d'audit technique. Une première étude sur le parc tertiaire a été publiée fin 2021.

L'ACTU

Ce qui change en 2022

FOCUS

Salon BePositive

Ce que préparent les industriels pour 2022

Du 14 au 16 décembre derniers, le salon BePositive, qui s'est tenu à Lyon, a clôturé l'année 2021 en termes de manifestations professionnelles. De nombreux industriels ont pu y dévoiler leurs nouveautés à venir pour 2022.

CHANTIER

5 000 sertissages et une seule fuite!

Dans le cadre de la réhabilitation des réseaux de distribution de chauffage d'un ensemble scolaire à Paris (15 e), la société d'installation et d'exploitation Cram a fait le choix de déployer une solution de sertissage à grande échelle. Gain de temps et économies d'énergie sont au rendez-vous.

TECHNIQUE

Ventilation double flux en rénovation

Douze enseignements à connaître (5 à 8)

Cet article est extrait d'un rapport élaboré par l'Agence Qualité Construction (AQC), le Centre de Développement des Eco-entreprises (CD2E) et Ville et Aménagement Durable dans le cadre du dispositif REX Bâtiments Performants. Le choix de la VMC double flux se fait notamment en cas de rénovations très performantes d'un point de vue énergétique. Son efficacité est associée en particulier à une bonne étanchéité à l'air du bâti, mais aussi à la possibilité, pour certaines installations double flux, de pouvoir moduler les débits selon l'usage et l'occupation d'un bâtiment non-résidentiel.







CFP est là ! Découvrez le sommaire (édition de janvier N° 861)

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 5033

Sujet du média : BTP-Architecture

13 Janvier 2022

Journalistes : Nombre de mots : 5649

lebatimentperformant.fr

Visualiser l'article

p. 3/4

TECHNIQUE - TRIBUNE

Le recyclage concentrique de l'eau chaude sanitaire

La distribution de l'eau chaude sanitaire (ECS) collective dans les immeubles a souvent été une source de problèmes. En recyclant l'ECS dans la colonne d'ECS, cela supprime une bonne partie des gaspillages.

Par Thierry Dalberto, ingénieur, professeur

REGLEMENTATION

- Du nouveau concernant la convention collective nationale des cadres oeuvrant à la gestion d'équipements thermiques et de climatisation
- Le Snefcca reconnu dans la convention collective des thermiciens et frigoristes
- Limiter l'empreinte numérique et développer les réseaux de chaleur et de froid
- Fin annoncée des accessoires gaz sans marquage NF
- RE 2020 : conditions de délivrance des attestations de performance énergétique
- RE 2020 : deux arrêtés d'application pour actualiser le dispositif
- Etc.

SUR LE MARCHE

Tubes et raccords

En 2020, le marché du multicouche a connu une croissance de près de 10 % en valeur chez les adhérents de Cochebat, alors que le marché de la plomberie est à - 2 %. En volume, la croissance s'élève à 8 % en mètres linéaires et 5,5 % pour les raccords. La dynamique du marché est portée par les gammes de pré-gainés (+ 9,6 %) et de pré-isolés (+ 9,5 %). A l'inverse, le marché du PER connaît une baisse de 5 % en valeur et en volume (- 5,5 %): le tube nu ne pèse plus que 50 % du marché.

L'ACTUALITE EN DIRECT

- Fin du fioul : le décret est paru
- Approvisionnement : un nouveau plan de soutien face aux difficultés
- Le réseau gazier européen prêt pour l'hydrogène
- Dosseret de chaudière NF : sursis de deux mois pour les installateurs
- Aermec revient sur le marché du résidentiel
- Une Pac qui va faire du bruit!







CFP est là ! Découvrez le sommaire (édition de janvier N° 861)

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 5033

Sujet du média : BTP-Architecture

13 Janvier 2022

Journalistes : -

Nombre de mots : 5649

lebatimentperformant.fr

p. 4/4

Visualiser l'article

- Fluides frigorigènes : une plateforme de traçabilité des déchets
- Budget 2022 : des moyens supplémentaires pour l'Anah
- L'Université Côte d'Azur passe à l'hydrogène
- Compresseurs et Pac pour 2 200 logements danois
- EnergieSprong : 9 projets à l'honneur pour des réno performantes
- Etc.







Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Périodicité : **Quotidienne**Audience : **999000**Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 17 janvier 2022 P.60 Journalistes: ÉLISE FORESTIER

Nombre de mots: 737

p. 1/4

Lens-Liévin-Hénin



Entre Bully et Grenay, un village de petites entreprises

La communauté d'agglomération de Lens-Liévin lance un appel à manifestation d'intérêt aux opérateurs pour la construction d'un « village d'entreprises » sur l'extension de la zone d'activités de Quadraparc. Démarrage des travaux fin 2022.



Le village d'entreprises devrait voir le jour.





Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Périodicité : **Quotidienne**Audience : **999000**Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition : 17 janvier 2022 P.60

Journalistes : ÉLISE FORESTIER

Nombre de mots: 737

p. 2/4

LE PROJET DE "VILLAGE D'ENTREPRISES" En chiffres



Le pourcentage de TPE (très petites entreprises, moins de 20 salariés) dans le tissu économique local





La **surface** en hectare de ce futur "village d'entreprises" sur la zone Quadraparc





Le **nombre de cellules** (12 à 15) prévues dans le projet, avec 300 m² d'atelier et 30 m² de bureau





Le début des travaux de création du village programmé pour cette fin d'année



Infographie VDN J.LEMAIRE







LA VOIX DU NORD

Entre Bully et Grenay, un village de petites entreprises

Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Périodicité : **Quotidienne**Audience : **999000**Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 17 janvier 2022 P.60

Journalistes: ÉLISE FORESTIER

Nombre de mots: 737

p. 3/4

PAR ÉLISE FORESTIER lens@lavoixdunord.fr

LENS-LIÉVIN. Un appel à manifestation d'intérêt a été lancé par la communauté d'agglomération de Lens-Liévin (CALL)⁽¹⁾ auprès des opérateurs pour imaginer le futur « village d'entreprises » dédié aux TPE (très petites entreprises, moins de 10 salariés) à Quadraparc.

On note une faiblesse de l'offre des petites et moyennes surfaces sur les locaux d'activité."

La zone d'activités (31 ha), située à cheval sur Loos-en-Gohelle, Lens, Liévin, Bully-les-Mines et Grenay, s'étire sur 3 km en bordure d'autoroute A21 (accès à l'A1 et à l'A26). Le projet est prévu sur l'extension (10 ha), en cours d'aménagement à l'ouest, entre le relais frigorifique et l'échangeur 7, à Bully-les-Mines.

Un nouvel espace qui viendra compléter les 40 zones d'activités recensées par l'agglo (aux

superficies très variables: de 1 ha à 140 ha) qui affichent presque complet, à l'image de la zone de l'Alouette. « Le stock de foncier disponible (...) y est extrêmement limité puisque les zones sont commercialisées à plus de 90 %», souligne la collectivité. «Il y a sur l'agglo des pépinières d'entreprises, comme à Liévin (l'Écloserie) ou à Loos-en-Gohelle (CD2E, spécialisée dans l'éco-construction). Une fois qu'elles ne sont plus en création après deux ou quatre ans, il faut qu'elles s'implantent quelque part (...) L'intérêt pour nous, c'est qu'elles se développent ici et créent de l'emploi», pose Sylvain Robert, président de l'agglomération.

75 % DE TPE DANS L'AGGLO

Sauf que l'offre n'est pas toujours au rendez-vous : « On note une faiblesse de l'offre des petites et moyennes surfaces sur les locaux d'activité », pose la CALL. Or, les TPE représentent plus de 75 % du tissu économique local. « Des attentes d'entreprise, on en a. Mais on rencontre parfois des difficultés à trouver des solutions adaptées aux besoins réels. »

Une incompatibilité qui donne parfois lieu à des départs ou des installations avortées. « Ce n'est pas nouveau. Ce n'est pas forcément que l'offre n'existe pas, mais qu'elle n'est pas disponible, et c'est plutôt bon signe. » La création de ce « village d'entreprises » (1,1 ha) composé de 12 à 15 cellules d'environ

treprises » (1,1 ha) composé de 12 à 15 cellules d'environ 300 m² d'atelier et 30 m² de bureaux, avec une cour et un parking commun et des réseaux partagés, viendra compléter l'offre.

À l'issue de la première phase de la consultation, quatre candidats vont être retenus.

Modulable, ce « village d'entreprises » devra s'adapter aux besoins des entreprises en termes d'espace et présenter un faible impact environnemental (bâtiment à énergie positive, performance énergétique, optimisation des mobilités douces...)

À l'issue de la première phase de la consultation, quatre candidats vont être retenus avant qu'un candidat ne soit désigné au printemps 2022. Début des travaux prévu à la fin de l'année.

1. Jusqu'au 4 février. Renseignements sur le site agglo-lenslievin.fr







Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Périodicité : **Quotidienne**Audience : **999000**Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 17 janvier 2022 P.60

Journalistes: ÉLISE FORESTIER

Nombre de mots: 737

p. 4/4



SUR NOTRE SITE
Retrouvez toute
l'actualité économique
de l'Artois et du Douaisis
sur la playlist dédiée sur notre
site www.lavoixdunord.fr
ou en flashant ce QR code
avec votre smartphone.

DES VESTIGES DÉCOUVERTS

Lors des fouilles préventives menées par l'INRAP (Institut national de recherches archéologiques préventives) à l'automne, des traces de vestiges datant de la fin de l'époque gauloise, début de l'époque romaine ont été découverts : morceaux de céramique, trous de poteau figurant des plans de bâtiments, emplacement de fosse à grains, fosse à latrines... « L'idée c'est de sauvegarder cette donnée qui ne peut pas entraver l'aménagement du territoire », expliquait l'INRAP.

Après un travail d'observations (photo et relevés de dessin) et de prélèvements, le site a été rendu à l'aménageur pour que la vie économique puisse s'y bâtir.





Famille du média : PQR/PQD

(Quotidiens régionaux)

Périodicité : **Quotidienne**Audience : **N.C.**Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 17 janvier 2022 P.73

Journalistes: ÉLISE FORESTIER

Nombre de mots: 737

p. 1/4

LENS-LIÉVIN-HÉNIN

Entre Bully et Grenay, un village de petites entreprises

La communauté d'agglomération de Lens-Liévin lance un appel à manifestation d'intérêt aux opérateurs pour la construction d'un « village d'entreprises » sur l'extension de la zone d'activités de Quadraparc. Démarrage des travaux fin 2022.



Le village d'entreprises devrait voir le jour.





Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Périodicité : Quotidienne

Audience : **N.C.** Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 17 janvier 2022 P.73

Journalistes: ÉLISE FORESTIER

Nombre de mots: 737

p. 2/4

PAR ÉLISE FORESTIER lens@lavoixdunord.fr

LENS-LIÉVIN. Un appel à manifestation d'intérêt a été lancé par la communauté d'agglomération de Lens-Liévin (CALL)⁽¹⁾ auprès des opérateurs pour imaginer le futur « village d'entreprises » dédié aux TPE (très petites entreprises, moins de 10 salariés) à Quadraparc.

On note une faiblesse de l'offre des petites et moyennes surfaces sur les locaux d'activité."

La zone d'activités (31 ha), située à cheval sur Loos-en-Gohelle, Lens, Liévin, Bully-les-Mines et Grenay, s'étire sur 3 km en bordure d'autoroute A21 (accès à l'A1 et à l'A26). Le projet est prévu sur l'extension (10 ha), en cours d'aménagement à l'ouest, entre le relais frigorifique et l'échangeur 7, à Bully-les-Mines.

Un nouvel espace qui viendra compléter les 40 zones d'activités recensées par l'agglo (aux

superficies très variables: de 1 ha à 140 ha) qui affichent presque complet, à l'image de la zone de l'Alouette. «Le stock de foncier disponible (...) y est ex-trêmement limité puisque les zones sont commercialisées à plus de 90 %», souligne la collectivité. «Il y a sur l'agglo des pépinières d'entreprises, comme à Liévin (l'Écloserie) ou à Loos-en-Gohelle (CD2E, spécialisée dans l'éco-construction). Une fois qu'elles ne sont plus en création après deux ou quatre ans, il faut bien qu'elles s'implantent quelque part (...) L'intérêt pour nous, c'est qu'elles se développent ici et créent de l'emploi », pose Sylvain Robert, président de l'agglomération.

75 % DE TPE DANS L'AGGLO

Sauf que l'offre n'est pas toujours au rendez-vous: « On note une faiblesse de l'offre des petites et moyennes surfaces sur les locaux d'activité », pose la CALL. Or, les TPE représentent plus de 75 % du tissu économique local. « Des attentes d'entreprise, on en a. Mais on rencontre parfois des difficultés à trouver des solutions adaptées aux besoins réels. »

Une incompatibilité qui donne parfois lieu à des départs ou des installations avortées. « Ce n'est pas nouveau. Ce n'est pas forcément que l'offre n'existe pas, mais qu'elle n'est pas disponible, et c'est plutôt bon signe. »
La création de ce « village d'entreprises » (1,1 ha) composé de 12 à 15 cellules d'environ 300 m² d'atelier et 30 m² de bureaux, avec une cour et un parking commun et des réseaux partagés, viendra compléter

À l'issue de la première phase de la consultation, quatre candidats vont être retenus.

l'offre.

Modulable, ce «village d'entreprises» devra s'adapter aux besoins des entreprises en termes d'espace et présenter un faible impact environnemental (bâtiment à énergie positive, performance énergétique, optimisation des mobilités douces...)

À l'issue de la première phase de la consultation, quatre candidats vont être retenus avant qu'un candidat ne soit désigné au printemps 2022. Début des travaux prévu à la fin de l'année.

1. Jusqu'au 4 février. Renseignements sur le site agglo-lenslievin.fr





Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Périodicité : Quotidienne

Audience : **N.C.** Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition : 17 janvier 2022 P.73

Journalistes : ÉLISE FORESTIER

Nombre de mots: 737

p. 3/4

LE PROJET DE "VILLAGE D'ENTREPRISES" En chiffres



Le **pourcentage** de TPE (très petites entreprises, moins de 20 salariés) dans le tissu économique local





La **surface** en hectare de ce futur "village d'entreprises" sur la zone Quadraparc





Le nombre de cellules (12 à 15) prévues dans le projet, avec 300 m² d'atelier et 30 m² de bureau





Le début des travaux de création du village programmé pour cette fin d'année



Infographie VDN J.LEMAIRE





Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Périodicité : Quotidienne

Audience : **N.C.** Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 17 janvier 2022 P.73

Journalistes: ÉLISE FORESTIER

Nombre de mots: 737

p. 4/4



SUR NOTRE SITE
Retrouvez toute
l'actualité économique
de l'Artois et du Douaisis
sur la playlist dédiée sur notre
site www.lavoixdunord.fr
ou en flashant ce QR code
avec votre smartphone.

DES VESTIGES DÉCOUVERTS

Lors des fouilles préventives menées par l'INRAP (Institut national de recherches archéologiques préventives) à l'automne, des traces de vestiges datant de la fin de l'époque gauloise, début de l'époque romaine ont été découverts : morceaux de céramique, trous de poteau figurant des plans de bâtiments, emplacement de fosse à grains, fosse à latrines... « L'idée c'est de sauvegarder cette donnée qui ne peut pas entraver l'aménagement du territoire », expliquait l'INRAP.

Après un travail d'observations (photo et relevés de dessin) et de prélèvements, le site a été rendu à l'aménageur pour que la vie économique puisse s'y bâtir.





CFP CHAUD FROID PERFORMANCE

FRA

Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Mensuelle Audience : 51000

Sujet du média : BTP-Architecture



Edition: Janvier 2022 P.43-46

Journalistes : -

Nombre de mots: 1425

p. 1/4

Technique

Douze enseignements à connaître (5 à 8)

Ventilation double flux en rénovation

Cet article est extrait d'un rapport élaboré par l'Agence Qualité Construction (AQC), le Centre de Développement des Eco-entreprises (<u>CD2E</u>) et Ville et Aménagement Durable dans le cadre du dispositif REX Bâtiments Performants. Le choix de la VMC double flux se fait notamment en cas de rénovations très performantes d'un point de vue énergétique. Son efficacité est associée en particulier à une bonne étanchéité à l'air du bâti, mais aussi à la possibilité, pour certaines installations double flux, de pouvoir moduler les débits selon l'usage et l'occupation d'un bâtiment non-résidentiel.

Les enseignements 1 à 4 ont été présentés dans le CFP 860 de décembre 2021. Retrouvez dans le prochain numéro de CFP quatre nouveaux «Enseignements à connaître» du dispositif REX BP de l'AQC.

5. TESTER ET CONTRÔLER L'ASSERVISSEMENT DE LA VENTILATION AU TAUX DE CO,

CONSTAT

 Les débits de ventilation n'augmentent pas malgré une présence humaine et un taux de CO₂ croissant.

PRINCIPAL IMPACT

 Risque pour la qualité de l'air, car le renouvellement d'air peut être insuffisant et entraîner une augmentation du niveau de confinement et une augmentation du taux d'humidité.

ORIGINES

- Choix inadapté en phase de conception. Le type de modulation n'est pas pertinent au regard de l'occupation de la pièce.
- Lors de la mise en œuvre, l'installation des capteurs et des registres, ainsi que leurs asservissements et réglages ne sont pas réalisés correctement.
- · En exploitation, l'entretien n'est pas assuré.

Solutions correctives

- Réaliser des contrôles de débits de ventilation et du paramétrage de la modulation de débit.
- Vérifier l'état des cellules des capteurs et les nettoyer si elles sont encrassées.
- · Vérifier les réglages des seuils de détection des capteurs qui

réalisent les mesures. Si un défaut est constaté, régler ou calibrer correctement le capteur.

 Remplacer les capteurs qui dérivent.

Bonnes pratiques

- Définir le mode d'usage des lieux et choisir des capteurs en fonction de leur durabilité et de l'occupation (tout ou rien / proportionnel, selon les paramètres adaptés : présence, CO,...).
- Positionner les capteurs dans un lieu représentatif de l'occupation, identifier leurs nombres en fonction de leurs zones de détection.
- Réaliser un commissionnement dynamique des installations de ventilation.
- Définir la fréquence d'entretien dans les contrats de maintenance.

(Suite au dos



Un détecteur de CO₂ a été positionné dans cette salle à occupation intermittente. Il permet de confirmer visuellement le bon renouvellement de l'air géré grâce à des registres motorisés «proportionnels». Les débits sont ajustés proportionnellement au taux de CO₂, «AQC



Sur cette courbe, le taux de CO₂ varie en fonction l'occupation avec une augmentation journalière. Cependant, le pic ne dépasse jamais 1 000 à 1 200 ppm et redescend très vite signe d'une bonne régulation de la ventilation en fonction de la présence.



Des registres motorisés et asservis au taux de CO_2 permettent de moduler les débits de ventilation double flux en fonction des besoins. Cette disposition garantit une bonne qualité de l'air et des économies d'énergie. $\odot \mathrm{ADC}$





CFP CHAUD FROID PERFORMANCE

Ventilation double flux en rénovation

Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : **Mensuelle** Audience : **51000**

Sujet du média : BTP-Architecture



Edition : Janvier 2022 P.43-46

Journalistes : -

Nombre de mots: 1425

p. 2/4

Référence :

Guide pratique sur la modulation des débits de ventilation dans le tertiaire, Ademe 2011.

6. PRÉVOIR L'ÉVACUATION DES CONDENSATS

CONSTAT

 L'évacuation des condensats au niveau de l'échangeur n'est pas raccordée aux eaux pluviales (EP) ou aux eaux usées (EU).

PRINCIPAUX IMPACTS

- Présence permanente d'humidité dans la CTA pouvant endommager son socle (rouille...) et favoriser les développements fongiques.
- Débordement des condensats pouvant engendrer des dégâts sur le bâti.

ORIGINE

• Méconnaissance des règles de l'art.

Solution corrective

 Raccorder le réseau d'évacuation des condensats sur le réseau d'EU ou d'EP via un siphon.



Sur cette CTA, l'évacuation des condensats n'a pas été raccordée au réseau EU ou EP, ce qui engendre de l'humidité sous la CTA. ©AOC



L'évacuation des condensats a été raccordée au réseau d'eaux usées du bâtiment.

©ADC

Bonnes pratiques

- Identifier dès la phase conception le point de raccordement au réseau d'évacuation EU ou EP du bâtiment.
- Réaliser le raccordement dans les règles de l'art, notamment (siphon, pente, isolation du réseau en local non chauffé).



En l'absence de réseau d'évacuation des eaux usées proche, l'évacuation des condensats est raccordée sur le réseau d'évacuation des eaux pluviales. ®AGC

Références:

NF DTU 68.3 partie I-1-4 : Ventilation mécanique contrôlée autoréglable double flux – Règles de calcul, dimensionnement et mise en œuvre 7.5.6 Evacuation des condensats au niveau de l'échangeur.

7. ASSURER L'ACCESSIBILITÉ AISÉE À LA CTA

CONSTAT

Les CTA et leurs composants ne sont pas ou peu accessibles.
 Les opérations d'entretien et de maintenance sont très difficiles voire impossibles à réaliser.

PRINCIPAUX IMPACTS

- Dégradation de la qualité sanitaire de l'air, car l'absence d'entretien va provoquer l'encrassement de l'installation de ventilation, notamment les filtres.
- Surcoût lié au temps et aux moyens nécessaires à la réalisation de la maintenance.

ORIGINES

- · Les locaux techniques sont trop exigus, voire absents.
- L'organisation des équipements au sein même des locaux techniques n'a pas été suffisamment étudiée (la CTA se retrouve derrière d'autres équipements ou réseaux, le cheminement des réseaux empêche l'accès aux CTA...).

Solution corrective

 Mettre en place un protocole d'entretien maintenance notifiant les difficultés d'accès afin que les entreprises prévoient le matériel et le temps nécessaire.

Bonnes pratiques

 Réaliser une étude de dimensionnement intégrant la prise en compte de l'existant, afin d'anticiper les passages de réseaux et l'emprise du système de ventilation dès les premières phases de conception.





CFP CHAUD FROID PERFORMANCE

Ventilation double flux en rénovation

Famille du média : **Médias professionnels**

Périodicité : Mensuelle Audience : 51000

Sujet du média : BTP-Architecture



Edition : Janvier 2022 P.43-46

Journalistes : -

Nombre de mots: 1425

p. 3/4

- Respecter les distances minimales réglementaires et les prescriptions des constructeurs.
- Faire figurer sur des plans détaillés le positionnement des futurs systèmes et équipements et leurs réseaux ainsi que l'encombrement des opérations de maintenance (place pour sortir les filtres...).



Le cheminement et l'encombrement du réseau aéraulique empêchent un accès aisé à la CTA. ®AGC



Dans cette installation, l'ouverture du caisson est orientée vers l'extérieur. Le changement du préfiitre est réalisable uniquement par une nacelle depuis l'extérieur. Ce surcoût peut décourager la MOA. ©AGC



L'accès à la CTA est aisé, l'intervention est donc possible sur l'ensemble des équipements du système. @AQC

- Prévoir l'accessibilité aux locaux techniques (largueur et hauteur de toutes les portes pour le remplacement du matériel).
- Prévoir et estimer le coût des opérations d'entretien et de maintenance en fonction de l'accessibilité.

Références :

NF DTU 68.3 Travaux de bâtiment – Installations de ventilation mécanique.

NF EN 12 097 Ventilation des bâtiments – Réseau de conduits – Exigences relatives aux composants destinés à faciliter l'entretien des réseaux de conduits.

8. PRÉVOIR UNE REMONTÉE D'INFORMATION SUR L'ÉTAT DES FILTRES

CONSTAT

 Les filtres sont encrassés car ils ne sont pas remplacés à une fréquence suffisante.

PRINCIPAL IMPACT

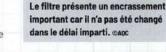
- · Augmentation des pertes de charge, pouvant conduire à :
- Une diminution des débits (dans le cas où le ventilateur ne compense pas l'augmentation des pertes de charges).
- Une augmentation de la consommation électrique des ventilateurs et un risque de nuisance acoustique (cas où

les ventilateurs compensent l'augmentation des pertes de charges).

ORIGINES

- Défaut de conception sur la remontée d'information sur l'état des filtres qui n'a pas été automatisée alors qu'elle aurait pu/dû l'être.
- Défaut d'intervention de l'entreprise d'entretien maintenance dans les délais impartis.
- Défaut d'information sur la fréquence et les modalités de changement des filtres.
- Pollution importante de l'air extérieur proche du bâtiment entraînant des

encrassements plus rapides des filtres (autoroutes, chantiers...).



Solution corrective

 Informer le maître d'ouvrage de la bonne fréquence de changement des filtres. Celle-ci peut dépendre de la typologie du bâtiment, des pollutions extérieures, etc.

Bonnes pratiques

- Prévoir dès la conception la remontée automatique de l'information au gestionnaire ou au maître d'ouvrage.
- Mettre en place sur chaque CTA une mesure de pression différentielle sur la filtration reliée à une alarme ou à la GTC.
- · Mettre en place un contrat d'entretien maintenance avec une





CFP CHAUD FROID PERFORMANCE

Ventilation double flux en rénovation

Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : **Mensuelle** Audience : **51000**

Sujet du média : BTP-Architecture



Edition: Janvier 2022 P.43-46

Journalistes : -

Nombre de mots: 1425

p. 4/4



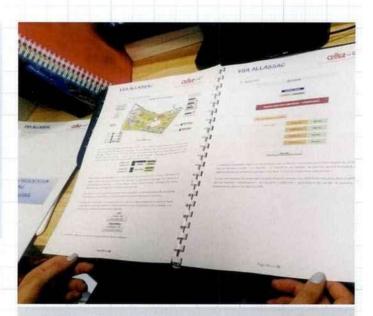
L'écran permet la remontée d'information en direct de l'état du filtre et avertit quand le changement doit s'effectuer. ©AOC

professionnel qui se chargera régulièrement de la vérification de l'état des filtres et de leur changement le cas échéant.

Références:

NF DTU 68.3 Travaux de bâtiment – Installations de ventilation mécanique.

Règlement Sanitaire Départemental.



Si l'alerte automatique ne peut être mise en place, un guide d'utilisation peut être fourni au maître d'ouvrage afin qu'il soit informé de la fréquence de changement des filtres de sa CTA. ®AOC







Famille du média : Médias professionnels

Audience: 5033

Sujet du média : BTP-Architecture

18 Janvier 2022

Journalistes: -

Nombre de mots: 1011

p. 1/1

Visualiser l'article

lebatimentperformant.fr

Douze enseignements à connaître (5 à 8) - Ventilation double flux en rénovation

Cet article est extrait d'un rapport élaboré par l'Agence Qualité Construction (AQC), le <u>Centre</u> de <u>Développement</u> des <u>Eco</u>-entreprises (<u>CD2E</u>) et Ville et Aménagement Durable dans le cadre du dispositif REX Bâtiments Performants. Le choix de la VMC double flux se fait notamment en cas de rénovations très performantes d'un point de vue énergétique. Son efficacité est associée en particulier à une bonne étanchéité à l'air du bâti, mais aussi à la possibilité, pour certaines installations double flux, de pouvoir moduler les débits selon l'usage et l'occupation d'un bâtiment non-résidentiel. Les enseignements 1 à 4 ont été présentés dans le CFP 860 de décembre 2021. Retrouvez dans le prochain numéro de CFP quatre nouveaux «Enseignements à connaître» du dispositif REX BP de l'AQC.



Lire l'article sur le pdf ci-dessous

PDF:

 $\underline{https://lebatimentperformant.fr/actualites/douze-enseignements-a-connaitre-5-a-8-ventilation-double-flux-en-renovation/5/43} \\ \underline{25}$







Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Audience: 4322863

Sujet du média : Actualités-Infos Générales

20 Janvier 2022

Journalistes : -

Nombre de mots : 6705

p. 1/3

Visualiser l'article

Lin, chanvre et paille: les bétons végétaux s'invitent dans nos maisons

Des blocs de lin ou de chanvre, aussi solides que du béton traditionnel. De la paille aussi pour isoler les parois intérieures de nos maisons. Les chantiers sortent enfin de terre dans le Nord-Pas-de-Calais, des filières se mettent en place en faveur des écomatériaux non émetteurs de CO2.



Alain Lucas, expert en écomatériaux devant sa maison à Noordpeene, dans les Flandres. En main, un petit bloc de lin pour isoler ses parois intérieures. Photo SEBASTIEN JARRY - VDNPQR

Nous regardons alors son mur, blanchi à l'ancienne dans le petit salon. La maison est ancienne, 1750, dans son jus flamand à Noordpeene, derrière le mont Cassel. Alain Lucas nous fait la démonstration de l'utilité, de la nécessité de rendre ses lettres de noblesse au lin dans la construction des habitations, au moins dans leur isolation.

Cette plante coche de bonnes cases. Pas d'eau, pas de phyto pour la faire pousser, une production locale puisqu'il n'y a bien que les Normands à s'intéresser à sa fibre, des usages renaissants dans le textile avec le projet d'un retour d'une <u>filature</u>
Safilin près d'Armentières... Mais enfin, pourquoi ne pas utiliser massivement le lin pour les logements ?

Nous sommes au bon endroit. Alain Lucas est l'un des premiers employés au <u>Cd2e</u> de <u>Loos</u>-en-<u>Gohelle</u> pour sensibiliser le monde du bâtiment, les architectes et les élus aux bienfaits des matériaux biosourcés neutres en carbone, la plante (lin, chanvre, colza) ou la céréale (blé pour la paille) stockant le Co2 en poussant.







Lin, chanvre et paille: les bétons végétaux s'invitent dans nos maisons

Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Audience: 4322863

Sujet du média : Actualités-Infos Générales

20 Janvier 2022

Journalistes : -

Nombre de mots : 6705

www.lavoixdunord.fr

p. 2/3

Visualiser l'article

La nouvelle filière pousse vite

Les Hauts-de-France sont la deuxième région productrice de lin derrière la Normandie. À Bourbourg, la coopérative LA Linière récupère les récoltes pour valoriser la fibre et les graines, mais pas les anas qui enrobent la fibre. Après calculs, on s'aperçoit que les anas ne réalisent que 4 % du chiffre d'affaires de la coopérative mais représentent plus de 50 % de la production. Des anas qui ne sont pas valorisés, sauf à partir en litières pour les chevaux, en panneaux pour des industriels belges ou en paillage de jardins. Gâchis! « Je suis allé voir l'ingénieur matériau de la Linière il y a trois et les choses se sont accélérées », ajoute Alain Lucas. Vermeulen, un industriel lillois du béton et Sylvagreg, entreprise de bâtiment en métropole lilloise sont associés, ainsi que le bailleur social SIA Habitat, le premier à offrir un chantier.

Lire aussi Pecquencourt, nouvelle patrie du chanvre

Deux maisons sont concernées à Lederzeele et à Bambecque et des bâtiments publics (école, médiathèque, mairie) servent l'expérience à Lederzeele, Millam et Sercus. Les blocs de lin ne sont jamais porteurs (on ne sait pas y mettre du ciment), ils sont installés en parois et on peut aussi le souffler en vrac sur des combles. Le produit est caractérisé avec l'aide de l'Université d'Artois, ses performances thermiques seront évaluées par un bureau d'étude : cette filière enfin née est la toute première du genre à l'échelle nationale et les Normands regardent de plus en plus les Nordistes avec intérêt.

Et c'est de bonne guerre. Le lin offre des solutions biosourcées sous forme de béton, avec un mélange de chaux ou de terre pour des enduits isolants. Comme le chanvre, il est plus performant que les laines minérales (fabriquées avec des énergies fossiles) pour gérer la vapeur d'eau dans un logement et donc réduire son taux d'humidité. Les anas ne coûtent rien, moins de 30 € la tonne, et ils peuvent apporter un revenu supplémentaire aux agriculteurs. Tout bénéfice. Petite porte pour les biosourcés

Il en faudra bien davantage pour que le secteur du bâtiment ne soit plus vraiment un gros émetteur de gaz à effet de serre responsable du réchauffement climatique. Mais un chemin est à présent sérieusement emprunté. Il était temps. Il y a vingt ans naissait le Cd2e à Loos-en-Gohelle, un pôle de développement encore unique en son genre pour soutenir les écoactivités, la croissance verte, les entreprises soucieuses de réduire leur empreinte environnementale sur les territoires. On parla tout de suite, d'abord, de bilan carbone, pour réduire les émissions de Co2. Années 90, c'est le temps du « *développement durable* », pas encore celui du « *changement climatique* ». L'une des premières mesures du Cd2e est de proposer un « Théâtre de l' écoconstruction », une vitrine de tout ce qu'il est possible de réaliser avec des écomatériaux. La laine de bois, le chanvre déjà, la paille bien sûr. On forme une poignée d'artisans, souvent militants de la cause d'un bâtiment plus durable. L'irruption vers 2010 de l'urgence climatique dans le débat public révèle l'importance de l'isolation des logements. C'est le premier levier d'action à impact rapide, y compris sur le bénéfice politique pour des élus qui peuvent montrer des chantiers à leurs électeurs. Mais le lin, le bois, le chanvre et la paille sont trop timidement invités, voire pas du tout, la laine de verre reste indétrônable. Pourtant, les écomatériaux biosourcés ne rejettent pas de gaz à effet de serre, mieux, ils en stockent. Ce qui n'empêche pas leur usage encore trop confidentiel. Résultat : trente ans d'explications essoufflées par ceux qui les connaissent pour voir seulement poindre les premiers projets à grande échelle.

La région bientôt sur la paille







Lin, chanvre et paille: les bétons végétaux s'invitent dans nos maisons

Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Audience: 4322863

Sujet du média : Actualités-Infos Générales

20 Janvier 2022

Journalistes : -

Nombre de mots : 6705

www.lavoixdunord.fr

p. 3/3

Visualiser l'article

Encore un écomatériaux qui coche toutes les cases. La paille est ramassée après la récolte du blé, autant dire qu'on en trouve vraiment partout dans notre région. La paille mobilisable en région permettrait d'isoler chaque année 100 000 maisons ou 10 000 établissements recevant du public.

Le pole de développement du $\underline{\text{Cd2e}}$ a mis en place un $\underline{\text{collectif de 40 professionnels}}$ du bâtiment, d'architectes et de maîtres d'ouvrage pour massifier l'usage des blocs de paille en isolant intérieur. Les résultats sont là, bien plus avancés que pour le chanvre et bien sûr, pour le lin. Près de 200 bâtiment contiennent aujourd'hui de la paille en région (5 000 en France). Le bloc de paille est comme celui du chanvre en terme de performances thermiques et accoustiques. Son prix est également sensiblement le même à 6 \in le mètre carré en coût de construction, soit un surcoût de 10 à 20 % maximum en comparaison des laines minérales (verre, roche).







Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Bimensuelle

Audience: 71129

Sujet du média : BTP-Architecture



Edition: 15 janvier 2022 P.43

Journalistes : **D.V.**Nombre de mots : **281**

p. 1/1

Développement durable

FILIÈRE BÉTON DE CHANVRE : NOUVELLE EXPÉRIMENTATION DANS LE BASSIN MINIER

aisons & Cités a lancé une nouvelle expérimentation en béton de chanvre fin novembre 2021. Baptisée "Pecquenchanvre", cette opération porte sur la réhabilitation sur deux ans de 50 logements de la Cité Barrois, à Pecquencourt (59), à raison de six logements livrés par mois, et entend prouver la faisabilité d'un usage massif de ce matériau biosourcé.

Soutenue par la Région dans le cadre de la Troisième Révolution Industrielle Rev3 et accompagnée par le CD2E et le cabinet Opun, l'expérimentation vise à s'intégrer dans une démarche globale, dénommée "Hauts-de-chanvre", dont l'objectif est de bâtir une filière régionale de béton de chanvre d'ici 5 ans. Une filière qui pourrait s'accompagner du développement d'unités de préfabrication en local et générer de nouveaux emplois pour la région.

Doté d'un investissement de 800 000 €, le projet fera l'objet de deux études menées en parallèle. La première, à caractère scientifique, conduite par le Cerema, l'Université Polytechnique des Hauts-de-France et l'Université catholique de Lille, mesurera l'efficacité de la démarche écologique de l'opération. La seconde, à portée sociologique, analysera les pratiques et le ressenti des occupants.



Si l'opération s'avère concluante, Maisons & Cités prévoit de rénover, à terme, 1000 logements en béton de chanvre. L'ESH conduit depuis plus de cinq ans diverses expérimentations dans le bassin minier, à travers les opérations Réafutur 1 & 2 et Rénochanvre, qui lui ont permis de reconnaître le béton de chanvre comme biomatériau d'avenir en

O Un biomatériau d'avenir, pour la rénovation d'habitats en briques.

termes d'isolation, spécifiquement dans le cadre de rénovations d'habitations en briques, dominantes sur le territoire des Hauts-de-France, ● D.V.







Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Périodicité : Quotidienne Audience: 999000 Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 21 janvier 2022 P.42 Journalistes : YANNICK

BOUCHER

Nombre de mots: 622

p. 1/2

34 On vous en dit plus

LA VOIX DU NORD VENDREDI 21 JANVIER 2022



Des blocs de lin ou de chanvre, aussi solides que du béton traditionnel. De la paille aussi pour isoler les parois intérieures de nos maisons. Les chantiers sortent enfin de terre dans le Nord - Pas-de-Calais, des filières se mettent en place en faveur des écomatériaux non émetteurs de CO2.

PAR YANNICK BOUCHER

yboucher@lavoixdunord.fr







Lin, chanvre et paille, les bétons végétaux s'invitent dans nos maisons

Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Périodicité : Quotidienne Audience: 999000 Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 21 janvier 2022 P.42 Journalistes: YANNICK

BOUCHER

Nombre de mots: 622

p. 2/2

Nous regardons alors son mur, blanchi à l'ancienne dans le petit salon. La maison est ancienne, 1750, dans son jus flamand à Noordpeene, derrière le mont Cassel. Alain Lucas nous fait la démonstration de l'utilité, de la nécessité de rendre ses lettres de noblesse au lin dans la construction des habitations, au moins dans leur isolation. Cette plante coche de bonnes cases. Pas d'eau, pas de phyto pour la faire pousser, une production locale puisqu'il n'y a bien que les Normands à s'intéresser à sa fibre, des usages renaissants dans le textile avec le projet d'un retour d'une filature Safilin près d'Armentières... Mais enfin, pourquoi ne pas utiliser massivement le lin pour les logements?

Nous sommes au bon endroit. Alain Lucas est l'un des tout premiers employés au Cd2e de Loos-en-Gohelle pour sensibiliser le monde du bâtiment, les architectes et les élus aux bienfaits des matériaux biosourcés neutres en carbone, la plante (lin, chanvre, colza) ou la céréale (blé pour la paille) stockant le CO2 en poussant.

Les Hauts-de-France sont la deuxième région productrice de lin derrière la Normandie. À Bourbourg, la coopérative L.A. Linière récupère les récoltes pour valoriser la fibre et les graines, mais pas les anas qui enrobent la fibre. Après calculs, on s'aperçoit que les anas ne réalisent que 4 % du chiffre d'affaires de la coopérative mais représentent plus de 50 % de la production. Des anas qui ne sont pas valorisés, sauf à partir en litières pour les chevaux, en panneaux pour des industriels belges ou en paillage de jardins. Gâchis! « Je suis allé voir l'ingénieur matériau de L.A. Linière il y a trois ans et les choses se sont accélérées ». ajoute Alain Lucas. Vermeulen, un industriel lillois du béton et Sylvagreg, entreprise de bâtiment en métropole lilloise sont associés, ainsi que le bailleur social SIA Habitat, le premier à offrir un chan-

LE LIN OFFRE DES SOLUTIONS BIOSOURCÉES SOUS FORME DE BÉTON

Deux maisons sont concernées à Lederzeele et à Bambecque et des bâtiments publics (école, médiathèque, mairie) servent l'expérience à Lederzeele, Millam et Sercus. Les blocs de lin ne sont jamais porteurs (on ne sait pas y mettre du ciment), ils sont installés en parois et on peut aussi le souffler en vrac sur des combles. Le produit est caractérisé avec l'aide de

l'université d'Artois, ses performances thermiques seront évaluées par un bureau d'étude : cette filière enfin née est la toute première du genre à l'échelle nationale et les Normands regardent de plus en plus les Nordistes avec intérêt.

Et c'est de bonne guerre. Le lin offre des solutions biosourcées sous forme de béton. avec un mélange de chaux ou de terre pour des enduits isolants. Comme le chanvre, il est plus performant que les laines minérales (fabriquées avec des énergies fossiles) pour gérer la vapeur d'eau dans un logement et donc réduire son taux d'humidité. Les anas ne coûtent rien, moins de 30 € la tonne, et ils peuvent apporter un revenu supplémentaire aux agriculteurs. Tout bénéfice.







Famille du média : PQR/PQD

(Quotidiens régionaux)

Périodicité : Quotidienne

Audience : **999000** Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 21 janvier 2022 P.43

Journalistes: Yannick Boucher

Nombre de mots: 372

p. 1/1

LA VOIX DE





Petite porte pour les biosourcés.

Il en faudra bien davantage pour que le secteur du bâtiment ne soit plus vraiment un gros émetteur de gaz à effet de serre responsable du réchauffement climatique. Mais un chemin est à présent sérieusement emprunté. Il était temps. Il y a vingt ans naissait le Cd2e à Loos-en-Gohelle, un pôle de développement encore unique en son genre pour soutenir les écoactivités, la croissance verte, les entreprises soucieuses de réduire leur empreinte environnementale sur les territoires. On parla tout de suite, d'abord, de bilan carbone, pour réduire les émissions de CO2. Années 90, c'est le temps du « développement durable », pas encore celui du « changement climatique ». L'une des premières mesures du Cd2e est de proposer un « Théâtre de l'écoconstruction », une vitrine de tout ce qu'il est possible de réaliser avec des écomatériaux. La laine de bois, le chanvre déjà, la paille bien sûr. On forme une poignée d'artisans, souvent militants de la cause d'un bâtiment plus durable. L'irruption vers 2010 de l'urgence climatique dans le débat public révèle l'importance de l'isolation des logements. C'est le premier levier d'action à impact rapide, y compris sur le bénéfice politique pour des élus qui peuvent montrer des chantiers à leurs électeurs. Mais le lin, le bois,

le chanvre et la paille sont trop timidement invités, voire pas du tout, la laine de verre reste indétrônable. Pourtant, les écomatériaux biosourcés ne rejettent pas de gaz à effet de serre, mieux, ils en stockent. Ce qui n'empêche pas leur usage encore trop confidentiel. Résultat: trente ans d'explications essoufflées par ceux qui les connaissent pour voir seulement poindre les premiers projets à grande échelle.



LE CHANVRE ET LA PAILLE SONT ASSURABLES, DEMAIN LE LIN ?

Pour Nicolas Guezel, expert en bâtiment durable au Cd2e, la réglementation doit suivre pour massifier l'usage des bétons végétaux. « Les blocs de chanvre et de paille sont réglementés avec des avis techniques, ils sont donc assurables et c'est important pour les entreprises via les garanties décennales. Ce n'est pas encore le cas du lin qui ne bénéficie pas encore d'un cadre réglementaire. C'est un frein à lever rapidement. »







Famille du média : PQR/PQD

(Quotidiens régionaux)

Périodicité : Quotidienne

Audience : **999000** Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 21 janvier 2022 P.43

Journalistes : Y. B.

Nombre de mots : 192

p. 1/1

La **région** bientôt sur la paille

ENCORE un écomatériau qui coche toutes les cases. La paille est ramassée après la récolte du blé, autant dire qu'on en trouve vraiment partout dans notre région. La paille mobilisable en région permettrait d'isoler chaque année 100 000 maisons ou 10 000 établissements recevant du public.

Le pôle de développement du Cd2e a mis en place un collectif de 40 professionnels du bâtiment, d'architectes et de maîtres d'ouvrage pour massifier l'usage des blocs de paille en isolant intérieur. Les résultats sont là, bien plus avancés que pour le chanvre



À Frévin-Capelle, près d'Arras, la salle des fêtes est isolée avec de la paille. PHOTO MATHIEU BOTTE

et, bien sûr, pour le lin.

200 EXEMPLES

Près de 200 bâtiment contiennent aujourd'hui de la paille en région (5 000 en France).

Le bloc de paille est comme celui de chanvre en termes de performances thermiques et acoustiques. Son prix est également sensiblement le même à 6 € le mètre carré en coût de construction, soit un surcoût de 10 à 20 % maximum en comparaison des laines minérales (verre, roche).

Y. E





Famille du média : PQR/PQD

(Quotidiens régionaux)

Périodicité: Quotidienne

Audience : **N.C.** Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 21 janvier 2022 P.38 Journalistes: YANNICK

BOUCHER

Nombre de mots: 610

p. 1/3

ENQUÊTE



Des blocs de lin ou de chanvre, aussi solides que du béton traditionnel. De la paille aussi pour isoler les parois intérieures de nos maisons. Les chantiers sortent enfin de terre dans le Nord - Pas-de-Calais, des filières se mettent en place en faveur des écomatériaux non émetteurs de CO₂.

PAR YANNICK BOUCHER





Lin, chanvre et paille, les bétons végétaux s'invitent dans nos maisons

Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Périodicité : Quotidienne

Audience : **N.C.** Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 21 janvier 2022 P.38

Journalistes: YANNICK

BOUCHER

Nombre de mots : 610

p. 2/3

Nous regardons alors son mur, blanchi à l'ancienne dans le petit salon. La maison est ancienne, 1750, dans son jus flamand à Noordpeene, derrière le mont Cassel. Alain Lucas nous fait la démonstration de l'utilité, de la nécessité de rendre ses lettres de noblesse au lin dans la construction des habitations, au moins dans leur isolation. Cette plante coche de bonnes cases. Pas d'eau, pas de phyto pour la faire pousser, une production locale puisqu'il n'y a bien que les Normands à s'intéresser à sa fibre, des usages renaissants dans le textile avec le projet d'un retour d'une filature Safilin près d'Armentières... Mais enfin, pourquoi ne pas utiliser massivement le lin pour les logements?

Nous sommes au bon endroit. Alain Lucas est l'un des tout premiers employés au Cd2e de Loos-en-Gohelle pour sensibiliser le monde du bâtiment, les architectes et les élus aux bienfaits des matériaux biosourcés neutres en carbone, la plante (lin, chanvre, colza) ou la céréale (blé pour la paille) stockant le CO₂ en poussant.

paille) stockant le CO₂ en poussant. Les Hauts-de-France sont la deuxième région productrice de lin derrière la Normandie. À Bourbourg, la coopérative L.A. Linière récupère les récoltes pour valoriser la fibre et les graines, mais pas les anas qui enrobent la fibre. Après calculs, on s'apercoit que les anas ne réalisent que 4 % du chiffre d'affaires de la coopérative mais représentent plus de 50 % de la production. Des anas qui ne sont pas valorisés, sauf à partir en litières pour les chevaux, en panneaux pour des industriels belges ou en paillage de jardins. Gâchis! « Je suis allé





Lin, chanvre et paille, les bétons végétaux s'invitent dans nos maisons

Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Périodicité : Quotidienne

Audience : **N.C.** Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 21 janvier 2022 P.38

Journalistes: YANNICK

BOUCHER

Nombre de mots : 610

p. 3/3

voir l'ingénieur matériau de L.A. Linière il y a trois ans et les choses se sont accélérées », ajoute Alain Lucas. Vermeulen, un industriel lillois du béton et Sylvagreg, entreprise de bâtiment en métropole lilloise sont associés, ainsi que le bailleur social SIA Habitat, le premier à offrir un chantier.

LE LIN OFFRE DES SOLUTIONS BIOSOURCÉES SOUS FORME DE BÉTON

Deux maisons sont concernées à Lederzeele et à Bambecque et des bâtiments publics (école, médiathèque, mairie) servent l'expérience à Lederzeele, Millam et Sercus. Les blocs de lin ne sont jamais porteurs (on ne sait pas y mettre du ciment), ils sont installés en parois et on peut aussi le souffler en vrac sur des combles.

Le produit est caractérisé avec l'aide de l'université d'Artois, ses performances thermiques seront évaluées par un bureau d'étude: cette filière enfin née est la toute première du genre à l'échelle nationale et les Normands regardent de plus en plus les Nordistes avec intérêt.

Et c'est de bonne guerre. Le lin offre des solutions biosourcées sous forme de béton, avec un mélange de chaux ou de terre pour des enduits isolants. Comme le chanvre, il est plus performant que les laines minérales (fabriquées avec des énergies fossiles) pour gérer la vapeur d'eau dans un logement et donc réduire son taux d'humidité. Les anas ne coûtent rien, moins de 30 € la tonne, et ils peuvent apporter un revenu supplémentaire aux agriculteurs. Tout bénéfice. ■







Périodicité : Quotidienne

Audience : **N.C.** Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 21 janvier 2022 P.39

Journalistes: Yannick Boucher

Nombre de mots: 372

p. 1/1

LA VOIX DE





Petite porte pour les biosourcés.

Il en faudra bien davantage pour que le secteur du bâtiment ne soit plus vraiment un gros émetteur de gaz à effet de serre responsable du réchauffement climatique. Mais un chemin est à présent sérieusement emprunté. Il était temps. Il y a vingt ans naissait le Cd2e à Loos-en-Gohelle, un pôle de développement encore unique en son genre pour soutenir les écoactivités, la croissance verte, les entreprises soucieuses de réduire leur empreinte environnementale sur les territoires. On parla tout de suite, d'abord, de bilan carbone, pour réduire les émissions de CO2. Années 90, c'est le temps du « développement durable », pas encore celui du « changement climatique ». L'une des premières mesures du Cd2e est de proposer un « Théâtre de l'écoconstruction », une vitrine de tout ce qu'il est possible de réaliser avec des écomatériaux. La laine de bois, le chanvre déjà, la paille bien sûr. On forme une poignée d'artisans, souvent militants de la cause d'un bâtiment plus durable. L'irruption vers 2010 de l'urgence climatique dans le débat public révèle l'importance de l'isolation des logements. C'est le premier levier d'action à impact rapide, y compris sur le bénéfice politique pour des élus qui peuvent montrer des chantiers à leurs électeurs. Mais le lin, le bois, le chanvre et la paille sont trop timidement invités, voire pas du tout, la laine de verre reste indétrônable. Pourtant, les écomatériaux biosourcés ne rejettent pas de gaz à effet de serre, mieux, ils en stockent. Ce qui n'empêche pas leur usage encore trop confidentiel. Résultat : trente ans d'explications essoufflées par ceux qui les connaissent pour voir seulement poindre les premiers projets à grande échelle.



LE CHANVRE ET LA PAILLE SONT ASSURABLES, DEMAIN LE LIN ?

Pour **Nicolas Guezel**, expert en bâtiment durable au <u>Cd2e</u>, la réglementation doit suivre pour massifier l'usage des bétons végétaux. « Les blocs de chanvre et de paille sont réglementés avec des avis techniques, ils sont donc assurables et c'est important pour les entreprises via les garanties décennales. Ce n'est pas encore le cas du lin qui ne bénéficie pas encore d'un cadre réglementaire. C'est un frein à lever rapidement. »







Périodicité : Quotidienne

Audience : **N.C.** Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 21 janvier 2022 P.39

Journalistes : Y. B.

Nombre de mots : 192

p. 1/1

La **région** bientôt sur la paille

ENCORE un écomatériau qui coche toutes les cases. La paille est ramassée après la récolte du blé, autant dire qu'on en trouve vraiment partout dans notre région. La paille mobilisable en région permettrait d'isoler chaque année 100 000 maisons ou 10 000 établissements recevant du public.

Le pôle de développement du Cd2e a mis en place un collectif de 40 professionnels du bâtiment, d'architectes et de maîtres d'ouvrage pour massifier l'usage des blocs de paille en isolant intérieur. Les résultats sont là, bien plus avancés que pour le chanvre



À Frévin-Capelle, près d'Arras, la salle des fêtes est isolée avec de la paille. PHOTO MATHIEU BOTTE

et, bien sûr, pour le lin.

200 EXEMPLES

Près de 200 bâtiment contiennent aujourd'hui de la paille en région (5 000 en France).

Le bloc de paille est comme celui de chanvre en termes de performances thermiques et acoustiques. Son prix est également sensiblement le même à 6 € le mètre carré en coût de construction, soit un surcoût de 10 à 20 % maximum en comparaison des laines minérales (verre, roche). ■

Y. B.





Périodicité : Quotidienne

Audience : **37830** Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 23 janvier 2022 P.7 Journalistes: GRÉGORY

FAUCQUEZ

Nombre de mots: 1213

p. 1/2

CALAIS

TOURISME

Un Calaisien va lancer son éco-gîte à Tardinghen

On savait le Conservatoire du Littoral propriétaire de terrains, il est aussi propriétaire de cette maison au beau milieu de la baie de Wissant, dont il va faire un outil et un atout touristique. L'éco-gîte, qui ouvrira au printemps 2023, a déjà son exploitant et il est calaisien.

LES FAITS

- Dans sa mission de préservation des bords de mer, le Conservatoire du Littoral (CDL) est amené à acquérir des parcelles qu'il se charge de rendre accueillantes pour les promeneurs, dans le respect des équilibres naturels
- Le rachat d'une parcelle de 2 hectares en baie de Wissant, à la limite de Wissant et Tardinghen, au bord du sentier balisé du Fartz (4 km, 1 heure) a eu quelque chose de particulier, puisque le terrain en question comporte une grande maison et sa dépendance.
- C'est une longère, considérée comme typique du pays de Marquise, dont les murs de pierre auraient été dressés il y a plus de trois cents ans.
- · Elle va devenir un éco-gîte.

GRÉGORY FAUCQUEZ"

e Conservatoire du Littoral en est propriétaire depuis 2015. Cette maison que nous fait visiter Mélanie Calcoen, chargée de mission au CDL, a déjà été un gîte autrefois, précédemment un logement de fonction pour des agents d'Eden 62 et, il y a longtemps, la

maison du gardien de la gravière de Wissant. Témoignage insolite de ce passé carrier, c'est une route départementale (désormais déclassée) qui mène au futur gîte avant de se terminer étrangement au pied d'une bute. Son ascension (sans grand effort) vaut le coup puisqu'elle offre une belle vue sur le lac Loanne.

LA BELLE ET LA BAIE

Plutôt que raser ces bâtisses, le Conservatoire du Littoral s'est inspiré de son homologue breton, qui a réhabilité des logements de gardiens de phare. Par une drôle de coïncidence, le Phare est aussi le nom de ce coin de la baie de Wissant. Dans ce trou de verdure où chante une rivière, la longère va devenir un gîte double (pour quatre et six personnes, la partie pour six sera aux normes PMR). Sa dépendance, un peu à l'écart, va devenir le local du Groupement Ornithologique du Nord, intéressé par ce point stratégique.

La totalité des deux hectares ne sera pas privatisée, seul le jardin de la longère sera clôturé juste ce qu'il faut pour garantir la tranquillité des hôtes. Être dérangé serait en effet dommage quand on profite de ce site splendide et reposant, situé à deux pas du centre du village de Wissant, tout en étant à l'écart de la







Un Calaisien va lancer son éco-gîte à Tardinghen

Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Périodicité : **Quotidienne** Audience : **37830**

Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition : 23 janvier 2022 P.7 Journalistes : GRÉGORY

FAUCQUEZ

Nombre de mots: 1213

p. 2/2



Au beau mileu de la baie de Wissant, le Conservatoire du Littoral a trouvé la perle rare. Mais il y a du pain sur la planche

route et des autres habitations. Hormis les murs tricentenaires et la charpente de la ferme, absolument tout est à refaire.

« On cherchait quelqu'un, de préférence un amoureux du site, pour faire vivre le lieu. » Mélanie Calcoen

Des travaux de démolition ont déjà enlevé les couches de modernité plus ou moins heureuses accumulées au fil des occupations. Afin de rester concentré sur ses missions, le CDL a choisi de déléguer l'exploitation du gîte. Une dizaine de dossiers solides ont été déposés suite à l'appel d'offres lancé en 2020 et l'heureux élu est Yannick Loyer: « Nous avons été sensibles au volet social de son projet » indique Mélanie Calcoen, « Yannick nous est apparu d'emblée comme un candidat très ouvert sur les questions environnementales et le respect du patrimoine bâti, Il arrive avec plein d'idées, il va créer des liens avec des entreprises d'insertion professionnelle, il va proposer des pa-

niers de circuits courts... On ne se serait pas contenté de quelqu'un qui tient la boîte à clés. On cherchait quelqu'un, de préférence un amoureux du site, pour faire vivre le lieu. » L'exploitant du gîte devra vivre à proximité, mais il n'aura pas le plaisir de loger sur place. L'exploitant aura la mission de décorer le gîte, de l'équiper en électro-ménager mais aussi en vélos. Le gîte devra être ouvert au minimum six mois par an, impérativement pendant toutes les vacances scolaires. Le CDL espère pendre la crémaillère en mars 2023.

OUESTIONS À...



YANNICK LOYER GÉRANT DU FUTUR GÎTE

« C'est le site qui a fait le projet, pas l'inverse! »

Comment avez-vous eu connaissance de ce projet de gîte éco-touristique? Le Conservatoire du Littoral avait passé une annonce dans la presse et ma belle-mère connaissait le lieu, elle en a parlé un week-end et ça m'a tout de suite intéressé. On est allés sur place et j'ai eu un coup de cœur, c'est un site privilégié, atypique, magnifique. C'est le site

qui a fait le projet, pas l'inverse! L'appel d'offres débutait en février 2020, il y a eu une quarantaine de candidatures, dont 10 jugées sérieuses, et à la fin on était trois très bons candidats à passer l'oral. J'ai appris que j'étais retenu la première semaine du confinement... Tout un symbole!

Qu'est ce qui a fait la différence? C'est un projet à la fois social, environnemental et entrepreunarial. Ça va plus loin que le simple tourisme ordinaire. Or, j'ai travaillé 10 ans dans le social, et j'ai déjà géré un lieu, le bar la Timbale à Calais. Je suppose que ça a joué, et j'ai beaucoup de chances de faire partie de ça.

Savez-vous déjà quel public sera

ciblé? Quelles activités seront proposées?

On vise plutôt un public familial en haute saison, et en basse saison, on proposera des séjours plus atypiques, avec des structures spécialisées. Tout sera écologique et local, la consommation d'eau, les produits d'hygiène, les repas... Il y aura un potager pour les légumes, des poules pour les œufs, des moutons, des circuits courts pour le reste... L'idée, c'est que les gens n'aillent pas se ravitailler chez Carrefour! Pour les déplacements, on invite les gens à garer leur voiture pour prendre des vélos, il y aura des randonnées avec des ânes, un partenariat avec les guides natures, Eden62, la société ornithologique voisine, on s'insérera dans tous les enjeux du territoire.

ÉCO-GÎTE, MODE D'EMPLOI

Si, pour des raisons de coûts, le Conservatoire du Littoral a renoncé à créer un gîte autonome en énergie, il vise toujours l'exigeant label EnerPHit, qui certifie les hautes performances énergétiques d'un bâtiment rénové. Plus souple que pour le neuf, ce label tolère les consommations de chauffage jusqu'à 25 kWh/m²/an.

Parmi les principaux choix : fenêtres à triple vitrage et matériaux biosourcés et perspirants : isolation des murs en béton de chanvre et isolation de la toiture en ouate de cellulose. Une seule concession sera faite, pour le parquet, en polyuréthane. L'objectif est d'avoir une maison aussi agréable en hiver que les jours de chaleur.

Sur ces points, le Conservatoire s'appuie sur l'expertise du <u>CD2E</u> et du Point Info Énergie du Parc Naturel Régional des Caps et Marais d'Opale (ouvert à tous à Le Wast).

Typiques du pays, des volets de bois peints en bleu ciel seront reposés. En toiture, des tuiles flamandes.

Rien que pour les travaux, le Conservatoire investit 550 000 euros, sachant que la redevance de l'exploitant devrait, au mieux, lui rapporter 7 000 euros par an.







Famille du média : PQR/PQD

(Quotidiens régionaux)

Périodicité : **Quotidienne**Audience : **999000**

Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 24 janvier 2022 P.28-28

Journalistes : -

Nombre de mots: 126

p. 1/1



Les bétons végétaux entrent en scène

à encore c'est une petite révolution avec l'accélération du montage de filières végétales au service de l'isolation des bâtiments. Rev3 s'associe au pôle de développement du Cd2e à Loos-en-Gohelle pour accompagner l'essor des blocs de chanvre par Maisons & Cités dans le cadre de la rénovation du bassin minier, avec le projet de 1 000 logements individuels isolés par le chanvre d'ici quatre ans, avec un premier chantier de 50 maisons à Pecquencourt. Le lin et la paille ne sont pas en reste, des groupes d'experts sont à l'œuvre, il faut former, sensibiliser et convaincre les entrepreneurs du bâtiment, les architectes, les élus locaux.

Le chantier de rénovation de Pecquencourt. Photo « La Voix »







Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Audience: 4322863

Sujet du média : Actualités-Infos Générales

24 Janvier 2022

Journalistes : Yannick

Boucher

Nombre de mots : 5400

p. 1/8

Visualiser l'article

Rev3, l'usine à projets industriels ne s'arrête plus dans le Nord - Pas-de-Calais

Rev3 n'est pas un label, mais une démarche dans laquelle peuvent s'inscrire les acteurs du développement économique régional. Ils y trouvent des ressources en conseils et en finances.



1 - La méthanisation superstar







Rev3, l'usine à projets industriels ne s'arrête plus dans le Nord -Pas-de-Calais

Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Audience: 4322863

Sujet du média : Actualités-Infos Générales

24 Janvier 2022

Journalistes : Yannick

Boucher

Nombre de mots: 5400

p. 2/8

Visualiser l'article



La création il y a un an à Saint-Laurent-Blangy d'un technocentre <u>Euramétha</u> fait de l'Arrageois la vitrine et le laboratoire de la filière croissante de la méthanisation, filière largement accompagnée par Rev3 pour transformer les déchets organiques ou biodéchets agricoles en biométhane injecté dans le réseau de gaz. <u>Grdf</u> recense 58 unités à ce jour, une vingtaine supplémentaire d'ici la fin de l'année. C'est une alternative phare au gaz naturel fossile avec l'espoir de 3 terawattheures en gaz vert d'ici 2025, un Twh pouvant couvrir les besoins de 250 000 logements ou 4 500 bus. Près de 450 emplois directs sont déjà assurés par les 58 unités, avec de un à huit emplois par unité supplémentaire.

2 L'hydrogène pour l'avenir







Rev3, l'usine à projets industriels ne s'arrête plus dans le Nord -Pas-de-Calais

Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Audience: 4322863

Sujet du média : Actualités-Infos Générales

24 Janvier 2022

Journalistes : Yannick

Boucher

Nombre de mots : 5400

p. 3/8

Visualiser l'article



Rev3 suit de très près la structuration de la filière hydrogène en région. Au port de Dunkerque, le projet H2V a servi une usine de production d'hydrogène et de biogaz. La production d'hydrogène vert, fabriqué à partir d'eau et d'électricité issue d'énergies renouvelables permet d'obtenir une empreinte carbone nulle, pour produire ensuite du biogaz, qui sert lui-même à produire de la chaleur, de l'électricité ou du biocarburant. L'hydrogène sert aussi la mobilité avec la première ligne de bus à Lens avec le syndicat mixte Artois Gohelle.

3 - L'ami CO2





LA VOIX DU NORD

www.lavoixdunord.fr

Rev3, l'usine à projets industriels ne s'arrête plus dans le Nord -Pas-de-Calais

Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Audience: 4322863

Sujet du média : Actualités-Infos Générales

24 Janvier 2022

Journalistes : Yannick

Boucher

Nombre de mots: 5400

p. 4/8

Visualiser l'article



En faire une ressource industrielle et non plus un problème pour le climat. Et utiliser le CO2 pour décarboner l'économie : la région est en pointe dans l'innovation servie par de beaux projets et déjà d'importantes réalisations, la plupart accompagnées par le Pole Énergie 2020 à Dunkerque. « *Rev3 nous suit et stimule l'émergence de projets de transition énergétique forte* », souligne Jean Gravelier, son directeur général. L'ambition est de passer du premier émetteur industriel de C02 en France avec 19 Mt en région sur les 65 Mt en France à une baisse de 32 % en 2030 et la neutralité carbone en 2050. Dans cette optique, ArcelorMittal fait converger les regards avec la transformation électrique de ses hauts fourneaux pour passer de 10 Mt de CO2 rejetés à 2 Mt. Bienvenue à «l'acier vert». Sans oublier sa nouvelle tour de captation du CO2 (*notre photo*) pour réduire ses émissions de 35 % d'ici à 2030.

4 - Le Life Tree à la Catho







Rev3, l'usine à projets industriels ne s'arrête plus dans le Nord -Pas-de-Calais

Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Audience: 4322863

Sujet du média : Actualités-Infos Générales

24 Janvier 2022

Journalistes : Yannick

Boucher

Nombre de mots: 5400

p. 5/8

Visualiser l'article



Il fut considéré comme le <u>premier quartier estampillé «troisième révolution industrielle».</u> Le projet est né en 2013 pour **réduire l'empreinte carbone** du campus de l'université catholique de Lille et le transformer en laboratoire d'innovation sociétale. Transverse, Live Tree croise les disciplines et les fonctions de l'université pour expérimenter autour de l'énergie, de la mobilité, de la gestion des déchets, de la nature en ville. Les solutions innovantes imaginées se focalisent sur les aspects techniques et humains de la transition et sont testées en conditions réelles à l'échelle du quartier Vauban.

5 - Les bétons végétaux entrent en scène







Rev3, l'usine à projets industriels ne s'arrête plus dans le Nord -Pas-de-Calais

Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Audience: 4322863

Sujet du média : Actualités-Infos Générales

24 Janvier 2022

Journalistes : Yannick

Boucher

Nombre de mots: 5400

p. 6/8

Visualiser l'article



Là encore c'est une petite révolution avec l'accélération du montage de filières végétales au service de l'isolation des bâtiments. Rev3 s'associe au pôle de développement du <u>Cd2e</u> à Loos-en-Gohelle pour accompagner l'essor des blocs de chanvre par Maisons & Cités dans le cadre de la rénovation du bassin minier, avec le projet de 1 000 logements individuels isolés par le chanvre d'ici quatre ans, avec un premier chantier de 50 maisons à <u>Pecquencourt</u>. Le lin et la paille ne sont pas en reste, des groupes d'experts sont à l'oeuvre, il faut former, sensibiliser et convaincre les entrepreneurs du bâtiment, les architectes, les élus locaux.

6 - L'énergie des batteries électriques





LA VOIX DU NORD

www.lavoixdunord.fr

Rev3, l'usine à projets industriels ne s'arrête plus dans le Nord -Pas-de-Calais

Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Audience: 4322863

Sujet du média : Actualités-Infos Générales

24 Janvier 2022

Journalistes : Yannick

Boucher

Nombre de mots: 5400

p. 7/8

Visualiser l'article



C'est le grand dossier médiatique de l'économie, la création de nouvelles usines de production de batteries automobile en mode gigafactory. À Billy-Berclau pour PSA avec ACC, à Douai pour Renault avec Envision et c'est plus récent, à Dunkerque, toujours pour Renault. Rev3 intervient activement avec le pôle de compétitivité Team2 sur l'économie circulaire pour intégrer le recyclage des millions de batteries qui seront fabriquées dans notre région.

7 - Fourmies, territoire Rev3





LA VOIX DU NORD

www.lavoixdunord.fr

Rev3, l'usine à projets industriels ne s'arrête plus dans le Nord -Pas-de-Calais

Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Audience: 4322863

Sujet du média : Actualités-Infos Générales

24 Janvier 2022

Journalistes : Yannick

Boucher

Nombre de mots : 5400

p. 8/8

Visualiser l'article



La ville centre du sud-Avesnois, 12 000 habitants, s'engage dès 2015 avec Rev3 pour devenir un territoire vitrine des solutions d'économie circulaire, notamment par l'innovation technologique. L'ancienne glorieuse cité textile était connue dans le monde entier pendant la première révolution industrielle, fin 19ème. Lourdement frappée par la désindustrialisation avec des indicateurs sociaux catastrophiques, la ville entreprend de changer son image en rendant prioritaires l'autonomie énergétique et alimentaire par la production locale, l'inclusion de ses habitants.







Périodicité : Quotidienne

Audience : **N.C.** Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 24 janvier 2022 P.32-32

Journalistes : -

Nombre de mots: 126

p. 1/1



Les bétons végétaux entrent en scène

à encore c'est une petite révolution avec l'accélération du montage de filières végétales au service de l'isolation des bâtiments. Rev3 s'associe au pôle de développement du Cd2e à Loos-en-Gohelle pour accompagner l'essor des blocs de chanvre par Maisons & Cités dans le cadre de la rénovation du bassin minier, avec le projet de 1 000 logements individuels isolés par le chanvre d'ici quatre ans, avec un premier chantier de 50 maisons à Pecquencourt. Le lin et la paille ne sont pas en reste, des groupes d'experts sont à l'œuvre, il faut former, sensibiliser et convaincre les entrepreneurs du bâtiment, les architectes, les élus locaux.

Le chantier de rénovation de Pecquencourt. Photo « La Voix »





SEQUENCES BOIS

Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Bimestrielle

Audience: N.C.

Sujet du média : BTP-Architecture

Edition : Janvier - mars 2022

P.8

Journalistes : -

Nombre de mots: 800

p. 1/1

ACTUS | MOUVEMENT

MOUVEMENT

LES POSSIBLES DU BOIS-TERRE-PAILLE

Alors que l'Etat lance l'appel à projets « Mixité pour la Construction Bas Carbone », une part croissante de concepteurs s'en remet à la version originelle de la mixité constructive : le Bois-Terre-Paille, comme alternative au BTP. « Nous sommes passés de 500 bâtiments isolés en paille en 2010 à plus de 6 000 aujourd'hui », observait Dominique Gauzin-Müller lors de l'inauguration de l'exposition TerraFibra (voir p.2). Une évolution que vise à conforter le proiet européen Up-Straw, porté par le Réseau français de la construction paille (RFCP). Fin novembre, les Rencontres régionales de la construction bois-paille des Hauts-de-France¹ ont montré que la filière bois était bien décidée à s'associer à cette dynamique. Par ailleurs, alors que « le sujet n'est plus tant celui de la thermique d'hiver que du confort d'été » d'après l'ingénieur Alain Bornarel², les constructions bois nécessitent des apports d'inertie auxquels la terre crue ou la pierre répondent de manière intéressante. Nécessitant peu de transformation, saine et vertueuse pour l'homme et les territoires, la synergie de ces matériaux apparaît comme une solution évidente de simplicité et de proximité pour réduire l'impact environnemental de nos constructions. « Cultiver la maison de demain »3, recourir aux matériaux agrosourcés, c'est aussi contribuer à la fabrication d'un paysage porteur de sens pour ses habitants. « La seule écologie se trouve à moins de 20 kilomètres », défend l'architecte Julien

Pradat (Murmur architectes). La pénurie de matériaux contribue aussi à cette remise en cause du recours systématique aux circuits mondialisés, et réoriente l'intérêt de plus en plus d'acteurs vers les filières courtes, économiquement plus stables, moins carbonées sur le plan du transport, mais aussi vectrices de développement local. Si le réseau Fibois cherche ainsi à stimuler l'usage des feuillus, la paille s'impose partout comme une évidence, disponible localement, en abondance. Là où le cycle de la forêt, et donc du matériau bois, s'inscrit sur le temps long, l'intérêt des fibres végétales repose aussi sur le fait que ces « plantes ont un cycle d'une année seulement », rappelle Dominique Gauzin-Müller, Parmi celles-ci, la paille à l'intérêt de ne pas concurrencer d'autres usages du sol, car elle est un co-produit de la culture de céréales. Elle est plus exactement « un reiet, et pas un sous-produit », précise Denis Delporte (coopérative Artois Eco-Paille), rappelant qu'elle ne s'utilise pas telle quelle en construction : elle doit être longue, compactée avec une densité réglementée, et mise en œuvre avec une humidité contrôlée. Ces paramètres garantissent sa qualité sur le plan isolant, mais aussi sur le plan de l'inertie et du confort hygrométrique, même si ces vertus ne sont pas comptabilisées dans les calculs de thermique. Mais comme la terre crue ou le bois, la paille est sensible à l'eau, et nécessite donc « de bonnes bottes et un bon chapeau », rappelle le contrôleur technique Laurent Dandres, référent national en matériaux biosourcés chez Apave. La formation Pro-Paille permet de maîtriser ces particularités de mise en œuvre. En effet, la construction en paille fait l'objet de règles professionnelles depuis 2012, lui permettant de s'inscrire dans le cadre avantageux des techniques courantes. Avec l'expérience de plusieurs chantiers en bois-paille, Julien Pradat relève néanmoins quelques points de vigilance : la nécessité de charpentiers formés, des tests d'étanchéité renforcés, et une attention accrue au bon remplissage des angles, que le format standard des ballots complique. Pour répondre à ces enjeux, des entreprises comme Activ'Paille se spécialisent dans la préfabrication de caissons bois-paille. D'autres travaillent sur la possibilité de fabriquer des demi bottes, voire des bottes sur mesure, qui pourraient être utilisées en ITE ou en milieu urbain dense. De son côté, la coopérative jelo cherche à homologuer une technique de paille hachée, qui pourrait être insufflée dans des ossatures bois, comme la ouate de cellulose, à un prix équivalent. En effet, malgré l'apparente simplicité de ce matériau agrosourcé, son prix reste souvent, pour l'heure, plus élevé que celui d'isolants standards, induisant la nécessité d'un portage politique « sans quoi les architectes ne peuvent rien », déplore l'agence d+h Architecture Environnement. Pour ne pas en dépendre, la recherche de solutions compétitives est un enjeu majeur de démocratisation de ces pratiques. SA

 Co-organisées à Arras par Fibois Hauts-de-France et CD2E - 2. Co-fondateur du BET Tribu et co-auteur du Manifeste pour une frugalité heureuse et créative, lors du OFF du Dévelopement Durable de Paris - 3. Slogon de l'entreprise Activ Paille



▲ L'école des collines à Miribel (26), finaliste du TerroFibra Award - Pisé et assatures bals-pail - Desian & Architecture + Nama Architecture + Gaujard Technologies Scop + Vessière & Cie



▲ Chantier paille porteuse et structure en chene du centre de loisirs socques Chira à Rosny-sous-Bois (93) - Maîtrise d'œuvre interne de la ville.





Famille du média : Médias régionaux

(hors PQR)

Périodicité : Hebdomadaire

Audience : **49050** Sujet du média :

Actualités-Infos Générales





Edition: 26 janvier 2022 P.50 Journalistes: GRÉGORY

FAUCOUEZ

Nombre de mots: 1190

p. 1/2

HAUTS-DE-FRANCE

TOURISME

Un éco-gîte dans une longère tricentenaire

TARDINGHEN On savait le Conservatoire du Littoral propriétaire de terrains, il est aussi propriétaire de cette maison au beau milieu de la baie de Wissant, dont il va faire un outil et un atout touristique. L'éco-gîte, qui ouvrira au printemps 2023, a déjà son exploitant

LES FAITS

- Dans sa mission de préservation des bords de mer, le Conservatoire du Littoral (CDL) est amené à acquérir des parcelles qu'il se charge de rendre accueillantes pour les promeneurs, dans le respect des équilibres naturels.
- Le rachat d'une parcelle de 2 hectares en baie de Wissant, à la limite de Wissant et Tardinghen, au bord du sentier balisé du Fartz (4 km, 1 heure) a eu quelque chose de particulier, puisque le terrain en question comporte une grande maison et sa dépendance.
- C'est une longère, considérée comme typique du pays de Marquise, dont les murs de pierre auraient été dressés il y a plus de trois cents ans.
- Elle va devenir un éco-gîte.

GRÉGORY FAUCQUEZ

e Conservatoire du Littoral en est propriétaire depuis 2015. Cette maison que nous fait visiter Mélanie Calcoen, chargée de mission au CDL, a déjà été un gîte autrefois, précédemment un logement de fonction pour des agents d'Eden 62 et, il y a longtemps, la maison du gardien de la gravière de Wissant. Témoignage insolite de ce passé carrier, c'est une route départementale (désormais déclassée) qui mène au futur gîte avant de se terminer étrangement au pied d'une bute. Son ascension (sans grand effort) vaut le coup puisqu'elle offre une belle vue sur le lac Loanne.

LA BELLE ET LA BAIE

Plutôt que raser ces bâtisses, le Conservatoire du Littoral s'est inspiré de son homologue breton, qui a réhabilité des logements de gardiens de phare. Par une drôle de coïncidence, le Phare est aussi le nom de ce coin de la baie de Wissant. Dans ce trou de verdure où chante une rivière, la longère va devenir un gîte double (pour quatre et six personnes, la partie pour six sera aux normes PMR). Sa dépendance, un peu à l'écart, va devenir le local du Groupement Ornithologique du Nord, intéressé par ce point stratégique.

La totalité des deux hectares ne seront pas privatisés, seul le jardin de la longère sera clôturé pour garantir la tranquillité des hôtes. Être dérangé serait en effet dommage quand on profite de ce site splendide et reposant, situé à deux pas du centre village de Wissant, tout en étant à l'écart de la route et des autres habi-





l'Avenir de l'Artois

Un éco-gîte dans une longère tricentenaire

Famille du média : Médias régionaux

(hors PQR)

Périodicité : Hebdomadaire

Audience : **49050** Sujet du média :

Actualités-Infos Générales





Edition: 26 janvier 2022 P.50 Journalistes: GRÉGORY

FAUCOUEZ

Nombre de mots: 1190

p. 2/2



Au beau mileu de la baie de Wissant, le Conservatoire du Littoral a trouvé la perle rare. Mais il y a du pain sur la planche.

tations.

Hormis les murs tricentenaires et la ferme de charpente, absolument tout est à refaire. Des travaux de démolition ont déjà enlevé les couches de modernité plus ou moins heureuses accumulées au fil des occupations.

« On cherchait quelqu'un, de préférence un amoureux du site, pour faire vivre le lieu. » Afin de rester concentré sur ses missions, le CDL a choisi de déléguer l'exploitation du gîte. Une dizaine de dossiers solides ont été retenus suite à l'appel d'offres lancé en 2020 et l'heureux élu est Yannick Loyer: « Nous avons été sensibles au volet social de son projet » indique Mélanie Calcoen, « Yannick nous est apparu d'emblée comme un candidat très ouvert sur les questions environnementales et le respect du patrimoine bâti. Il arrive avec plein d'idées, il va créer des liens avec des entreprises d'insertion professionnelle, il va proposer des

paniers de circuits courts... On cherchait quelqu'un, de préférence un amoureux du site, pour faire vivre le lieu.»

L'exploitant du gîte devra vivre à proximité, mais il n'aura pas le plaisir de loger sur place. L'exploitant aura la mission de décorer le gîte, de l'équiper en électro-ménager mais aussi en vélos. Le gîte devra être ouvert au minimum six mois par an, impérativement pendant toutes les vacances scolaires. Le CDL espère pendre la crémaillère en mars 2023.

3 QUESTIONS À...



VANNICK LOYER GÉRANT DU FUTUR GÎTE

« C'est le site qui a fait le projet, pas l'inverse ! »

Comment avez-vous eu connaissance de ce projet de gîte éco-touristique? Le Conservatoire du Littoral avait passé une annonce et ma belle-mère connaissait le lieu, ça m'a tout de suite intéressé. On est allés sur place et j'ai eu un coup de cœur, c'est un site privilégié, atypique, magnifique. C'est le site qui a fait le projet, pas l'inverse! L'appel d'offres débutait en février 2020, il y a eu une quarantaine de candidatures, dont 10 jugées sérieuses, et à la fin on était trois très bons candidats à passer l'oral. J'ai appris que j'étais retenu la première semaine du confinement... Tout un symbole!

Qu'est ce qui a fait la différence? C'est un projet à la fois social, environnemental et entrepreunarial. Ça va plus loin que le simple tourisme ordinaire. Or, j'ai travaillé 10 ans dans le social, et j'ai déjà géré un lieu, le bar la Timbale à Calais. Je suppose que ça a joué, et j'ai beaucoup de chances de faire partie de ça.

Savez-vous déjà quel public sera ciblé ? Quelles activités seront proposées ?

On vise plutôt un public familial en haute saison, et en basse saison, on proposera des séjours plus atypiques, avec des structures spécialisées. Tout sera écologique et local, la consommation d'eau, les produits d'hygiène, les repas... Il y aura un potager pour les légumes, des poules pour les œufs, des moutons, des circuits courts pour le reste... Pour les déplacements, on invite les gens à garer leur voiture pour prendre des vélos, il y aura des randonnées avec des ânes, un partenariat avec les guides natures, Eden62, la société ornithologique voisine, on s'insérera dans tous les enjeux du territoire.

ÉCO-GÎTE, MODE D'EMPLOI

Si, pour des raisons de coûts, le Conservatoire du Littoral a renoncé à créer un gîte autonome en énergie, il vise toujours l'exigeant label EnerPHit, qui certifie les hautes performances énergétiques d'un bâtiment rénové. Plus souple que pour le neuf, ce label tolère les consommations de chauffage jusqu'à 25 kWh/m²/an. Parmi les principaux choix: fenêtres à triple vitrage et matériaux biosourcés et perspirants : isolation des murs en béton de chanvre et isolation de la toiture en ouate de cellulose. Une seule concession sera faite, pour le par-quet, en polyuréthane. L'objectif est d'avoir une maison aussi agréable en hiver que les jours de chaleur.

Sur ces points, le Conservatoire s'appuie sur l'expertise du <u>CD2E</u> et du Point Info Énergie du Parc Naturel Régional des Caps et Marais d'Opale (ouvert à tous à Le Wast). Typiques du pays, des volets de bois peints en bleu ciel seront reposés. En toiture, des tuiles flamandes

Rien que pour les travaux, le Conservatoire investit 550 000 euros, sachant que la redevance de l'exploitant devrait, au mieux, lui rapporter 7 000 euros par an.







Famille du média : Médias régionaux

(hors PQR)

Périodicité : Hebdomadaire

Audience : **40300**Sujet du média :

Actualités-Infos Générales





Edition: 26 janvier 2022 P.22 Journalistes: GRÉGORY

FAUCOUEZ

Nombre de mots: 1187

p. 1/2

BOULONNAIS

TOURISME

Un éco-gîte dans une longère tricentenaire

TARDINGHEN On savait le Conservatoire du Littoral propriétaire de terrains, il est aussi propriétaire de cette maison au beau milieu de la baie de Wissant, dont il va faire un outil et un atout touristique. L'éco-gîte, qui ouvrira au printemps 2023, a déjà son exploitant.

LES FAITS

- Dans sa mission de préservation des bords de mer, le Conservatoire du Littoral (CDL) est amené à acquérir des parcelles qu'il se charge de rendre accueillantes pour les promeneurs, dans le respect des équilibres naturels
- Le rachat d'une parcelle de 2 hectares en baie de Wissant, à la limite de Wissant et Tardinghen, au bord du sentier balisé du Fartz (4 km, 1 heure) a eu quelque chose de particulier, puisque le terrain en question comporte une grande maison et sa dépendance.
- C'est une longère, considérée comme typique du pays de Marquise, dont les murs de pierre auraient été dressés il y a plus de trois cents ans.
- · Elle va devenir un éco-gîte.

GRÉGORY FAUCQUEZ

e Conservatoire du Littoral en est propriétaire depuis 2015. Cette maison que nous fait visiter Mélanie Calcoen, chargée de mission au CDL, a déjà été un gîte autrefois, précédemment un logement de fonction pour des agents d'Eden 62 et, il y a longtemps, la maison du gardien de la gravière de Wissant. Témoignage insolite de ce passé carrier, c'est une route départementale (désormais déclassée) qui mène au futur gîte avant de se terminer étrangement au pied d'une bute. Son ascension (sans grand effort) vaut le coup puisqu'elle offre une belle vue sur le lac Loanne.

LA BELLE ET LA BAIE

Plutôt que raser ces bâtisses, le Conservatoire du Littoral s'est inspiré de son homologue breton, qui a réhabilité des logements de gardiens de phare. Par une drôle de coïncidence, le Phare est aussi le nom de ce coin de la baie de Wissant. Dans ce trou de verdure où chante une rivière, la longère va devenir un gîte double (pour quatre et six personnes, la partie pour six sera aux normes PMR). Sa dépendance, un peu à l'écart, va devenir le local du Groupement Ornithologique du Nord, intéressé par ce point stratégique.

La totalité des deux hectares ne seront pas privatisés, seul le jardin de la longère sera clôturé pour garantir la tranquillité des hôtes. Être dérangé serait en effet dommage quand on profite de ce site splendide et reposant, situé à deux pas du centre village de Wissant, tout en étant à l'écart de la route et des autres habitations.

Hormis les murs tricentenaires et la ferme de charpente, absolument tout







Un éco-gîte dans une longère tricentenaire

Famille du média : Médias régionaux

(hors PQR)

Périodicité : Hebdomadaire

Audience: 40300 Sujet du média :

Actualités-Infos Générales





Edition: 26 janvier 2022 P.22 Journalistes : GRÉGORY

FAUCOUF7

Nombre de mots: 1187

p. 2/2



Au beau mileu de la baie de Wissant, le Conservatoire du Littoral a trouvé la perle rare. Mais il y a du pain sur la planche.

est à refaire. Des travaux de démolition ont déjà enlevé les couches de modernité plus ou moins heureuses accumulées au fil des occupations.

« On cherchait quelqu'un, de préférence un amoureux du site, pour faire vivre le lieu. »

Afin de rester concentré sur ses missions, le CDL a choisi de déléguer l'exploitation du gîte. Une dizaine de dossiers solides ont été retenus suite à l'appel d'offres lancé en 2020 et l'heureux élu est Yannick Loyer: « Nous avons été sensibles au volet social de son projet » indique Mélanie Calcoen, «Yannick nous est apparu d'emblée comme un candidat très ouvert sur les questions environnementales et le respect du patrimoine bâti. Il arrive avec plein d'idées, il va créer des liens avec des entreprises d'insertion professionnelle, il va proposer des paniers de circuits courts... On cherchait

quelqu'un, de préférence un amoureux du site, pour faire vivre le lieu. » L'exploitant du gîte devra vivre à proximité, mais il n'aura pas le plaisir de loger sur place. L'exploitant aura la mission de décorer le gîte, de l'équiper en électro-ménager mais aussi en vélos. Le gîte devra être ouvert au minimum six mois par an, impérativement pendant toutes les vacances scolaires. Le CDL espère pendre la crémaillère en mars

UESTIONS A.



GÉRANT DU FUTUR GÎTE

« C'est le site qui a fait le projet, pas l'inverse! »

Comment avez-vous eu connaissance de ce projet de gîte écotouristique?

Le Conservatoire du Littoral avait passé une annonce et ma belle-mère connaissait le lieu, ça m'a tout de suite intéressé. On est allés sur place et j'ai eu un coup de cœur, c'est un site privilégié, atypique, magnifique. C'est le site

qui a fait le projet, pas l'inverse ! L'appel d'offres débutait en février 2020, il y a eu une quarantaine de candidatures, dont 10 jugées sérieuses, et à la fin on était trois très bons candidats à passer l'oral. J'ai appris que j'étais retenu la première semaine du confinement... Tout un symbole!

Qu'est ce qui a fait la différence? C'est un projet à la fois social, environnemental et entrepreunarial. Ça va plus loin que le simple tourisme ordinaire. Or, j'ai travaillé 10 ans dans le social, et j'ai déjà géré un lieu, le bar la Timbale à Calais. Je suppose que ça a joué, et j'ai beaucoup de chances de faire partie de ça.

Savez-vous déjà quel public sera

ciblé? Quelles activités seront proposées?

2023.

On vise plutôt un public familial en haute saison, et en basse saison, on proposera des séjours plus atypiques, avec des structures spécialisées. Tout sera écologique et local, la consommation d'eau, les produits d'hygiène, les repas... Il y aura un potager pour les légumes, des poules pour les œufs, des moutons, des circuits courts pour le reste... Pour les déplacements, on invite les gens à garer leur voiture pour prendre des vélos, il y aura des randonnées avec des ânes, un partenariat avec les guides natures, Eden62, la société ornithologique voisine, on s'insérera dans tous les enjeux du territoire.

ÉCO-GÎTE, MODE D'EMPLOI

Si, pour des raisons de coûts, le Conservatoire du Littoral a renoncé à créer un gîte autonome en énergie, il vise toujours l'exigeant label EnerPHit, qui certifie les performances énergétiques d'un bâtiment rénové. Plus souple que pour le neuf, ce label tolère les consommations de chauffage jusqu'à 25 kWh/m²/an. Parmi les principaux choix: fenêtres à triple vitrage et matériaux biosourcés et perspirants : isolation des murs en béton de chanvre et isolation de la toiture en ouate de cellulose. Une seule concession sera faite, pour le parquet, en polyuréthane. L'objectif est d'avoir une maison aussi agréable en hiver que les jours de chaleur.

Sur ces points, le Conservatoire s'appuie sur l'expertise du <u>CD2E</u> et du Point Info Énergie du Parc Naturel Régional des Caps et Marais d'Opale (ouvert à tous à Le Wast). Typiques du pays, des volets de bois peints en bleu ciel seront reposés. En toiture, des tuiles flamandes.

Rien que pour les travaux, le Conservatoire investit 550 000 euros, sachant que la redevance de l'exploitant devrait, au mieux, lui rapporter 7 000 euros par an.







www.actu-environnement.com

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 233986

Sujet du média : Energie-Environnement

25 Janvier 2022

Journalistes : -

Nombre de mots: 3879

p. 1/2

Visualiser l'article

Valorisation des sédiments : Etat de l'art et innovations

Conférence réservée aux professionnels / Tarif : 310 euros - 24 mars 2022

Lille - France

Au programme

08h45

Accueil des participants

09h00

Introduction au forum

- Franck Dhersin, Vice-président en charge des Mobilités, des Infrastructures de Transport et des Ports Région Hauts-de-France
- Aurore Colson, Conseillère régionale déléguée à l'Economie Circulaire Région Hauts-de-France

09h15

- Sedilab : Centre de ressource sur les sédiments pour la capitalisation et la diffusion des acquis de Sédimatériaux
- Cyril Scribot, Consultant en Economie Circulaire & Valorisation des Sédiments CD2E 09h30
- Présentation de la chaire d'innovation Ecosed digital 4.0: Economie circulaire des sédiments
- Nor-Edine Abriak, Directeur du développement CERI MP IMT Nord Europe,

Professeur Associé - Université de Sherbrooke (Canada), Directeur Adjoint du Laboratoire Régional - LGCgE 10h00

- VNF : un acteur proactif dans la valorisation des sédiments. Exemple concret : la restructuration de sols agricoles
- Marion Delplanque, Chargée de Missions Sédiments Voies Navigables de France (VNF)

10h30

Pause

11h00

- Les difficultés et les leviers pour les collectivités en matière de valorisation des sédiments
- Valérie Saudemont, Directrice Cycle de l'eau GEMAPI Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Omer (CAPSO)
 11h30
- Valorisation des sédiments marins dans les travaux publics, retour d'expérience
- Pascal Grégoire, Expert international Bâtiments Travaux Publics, Aménagement et Urbanisme, Développement Durable 12h00

Techniques de dragage : quand choisir l'extraction par moyen mécanique ? Mathieu Audebert, Directeur Général CDES 12h30

Séance de questions-réponses / Discussions

13h00

Pause déjeuner

14h00

Déshydratation continue des sédiments : lère étape de traitement des fines pour leur valorisation.

Retours d'expériences du projet Interreg SURICATES

Tristan Debuigne, Innovation Manager Ixsane

14h30

Gestion des sédiments : les solutions innovantes appliquées en BTP

Nor-Edine Abriak, Directeur du développement CERI MP - IMT Nord Europe,







www.actu-environnement.com

Valorisation des sédiments : Etat de l'art et innovations

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 233986

Sujet du média : Energie-Environnement

25 Janvier 2022

Journalistes : -

Nombre de mots : 3879

p. 2/2

Visualiser l'article

Professeur Associé - Université de Sherbrooke (Canada), Directeur Adjoint du Laboratoire Régional LGCgE

15h00

Valorisation en technique routière des sédiments : Bilan et dernière expérimentation

Christophe Priez, Directeur Technique Colas

15h30

Pause

16h00

Les sédiments dans les bétons : retour d'expérience

Jaouad Nadah, Chargé de projets développement EQIOM

16h30

Présentation du guide échantillonnage et REX d'application

Virginie Amant, Chargée d'études Economie Circulaire, Département Littoral Aménagement Biodiversité Cerema 17h00

Présentation des méthodologies transposables aux sédiments de dragage utilisées pour élaborer les formulations sur les matériaux excavés

Amine Kadiri, Associé Néo-Eco

17h30

Conclusions - Recommandations

18h00

Fin de la journée

Renseignements

Mar

24

Ajouter à votre agenda

Lieu de l'événement

Espaces Inkermann Châtillon

5, rue Gauthier de Châtillon - Lille - France

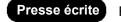
Contacts

• World Event Business Solutions

• Téléphone : +33 (0)6 08 21 92 49

• Obtenir plus d'infos et/ou s'inscrire





IBATI & ISO

Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Bimensuelle

Audience: N.C.

Sujet du média : BTP-Architecture

Edition: 27 janvier 2022 P.35-37

Journalistes: -

Nombre de mots : 816

p. 1/3

Devenir... Constructeur de maison à ossature bois

Matériaux biosourcés, isolation responsable, conception raisonnée... Les constructeurs de maisons à ossature bois sont des passionnés.



« L'ossature bois, c'est une affaire de passionnés », explique Jean-Paul Jobert, gérant d'Arcréabois. [©Arcréabois]

Etre éco-responsable, c'est « chercher à intégrer des mesures de protection de l'environnement dans ses activités, ses principes ». Comment s'isoler tout en respectant cette ambition ?

Interview croisée sur la construction passive et l'isolation, avec l'architecte Fabienne Vanderbecq et l'ingénieur en bureau d'études Clément Castel. Tous deux membres du Collectif des acteurs du passif dans les Hauts-de-France.

Le groupe Femat est spécialisé dans l'éco-construction. Depuis 10 ans, le distributeur accompagne la montée en puissance du bâtiment performant autour de 3 gammes de produits : l'isolation, l'étanchéité et la ventilation.

Cette année, le <u>CD2E</u> fête ses 20 ans. Ce centre de développement des éco-entreprises agit dans les Hauts-de-France comme accélérateur de transition écologique.





IBATI & ISO

Devenir... Constructeur de maison à ossature bois

Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Bimensuelle

Audience: N.C.

Sujet du média : BTP-Architecture

Edition: 27 janvier 2022 P.35-37

Journalistes : -

Nombre de mots: 816

p. 2/3

La pandémie aura bien chamboulé le secteur de l'évènementiel. Les salons et autres grand-messes professionnelles ont dû se réinventer et c'est le cas du 13^e congrès Passi'bat.

A Mons en Belgique, Homeco s'est occupée de la rénovation performante d'une maison individuelle. Ici, les travaux d'isolation et la mise en place de système de vitrage ou de ventilation ont permis de réduire considérablement la consommation énergétique du bâtiment.

Alors que les constructions à ossature bois se multiplient et rivalisent de hauteur et d'audace, focus sur ceux qui les conçoivent et les construisent. Et notamment, l'en d'entre eux, Jean-Paul Jobert, gérant d'Arcréabois, à Saint-Dié-des-Vosges (88).

« Le cœur de notre métier est de concevoir des maisons à ossature bois, qui intègrent des **matériaux biosourcés** et qui correspondent aux besoins de nos clients. La majorité de nos projets étant de niveau passif". Pour cela, notre entreprise s'occupe de la conception et de la maîtrise d'œuvre des travaux.

La base de notre travail repose sur le rendez-vous avec le client, afin de prendre connaissance de ses aspirations, de son budget, et surtout du terrain. Celui-ci est très important, afin de prendre en compte son orientation, sa déclivité et la nature de son sol. Toutes ces données rentrent en compte pour définir le projet et son coût. Puis, vient un devis descriptif estimatif avec une étude d'avant-projet sommaire (APS), présentée au maître d'ouvrage.

Retrouvez l'ensemble du dossier par -> ici

Cette phase préparatoire est, sans doute, la plus importante. Nous sommes sur un type de constructions novateur et uniquement sur mesure, qui réunit des professionnels passionnés. Il faut donc que le maître de l'ouvrage le soit aussi... La maison ossature bois est avant tout une philosophie et un choix de vie.

Tout est préparé en amont

Lorsque le projet est défini, un contrat de maîtrise d'œuvre est signé et un permis de construire déposé. Au retour de ce dernier, les marchés de travaux seront signés entre le maître de l'ouvrage et l'entreprise pour chaque corps de métier. Généralement, nous travaillons avec les mêmes entreprises, parce que nous avons confiance en la qualité de leur travail et surtout, ce sont des passionnés, voire des militants qui continuent de vouloir progresser.

L'abécédaire du constructeur de la maison à ossature bois

A comme Avantages: Je suis très heureux de travailler tous les jours sur des projets, qui font avancer l'écologie. C'est une passion et c'est d'autant plus gratifiant de travailler à la sauvegarde de l'environnement. F comme Formation: C'est un métier de passionnés. A mon niveau, je me forme chaque année auprès d'organismes de la branche,





IBATI & ISO

Devenir... Constructeur de maison à ossature bois

Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Bimensuelle

Audience: N.C.

Sujet du média : BTP-Architecture

Edition: 27 janvier 2022 P.35-37

Journalistes : -

Nombre de mots: 816

p. 3/3

afin de toujours rester à la pointe des possibilités. I comme Inconvénients: Quelques fois, les clients se tournent vers l'ossature bois, sans plus de motivation que cela. A mon sens, cela doit être un véritable choix de vie, qui ne doit pas se faire à moitié. L comme Lieu: Je passe beaucoup de temps au bureau, davantage que sur le chantier. Car une fois que tout est bien préparé en amont (rendez-vous client, devis descriptif, vue 3D...), cela fonctionne très bien de fait. M comme Mission: Construire le bien-être de nos clients. O comme Outils: Tout part de ma planche à dessin. Ensuite, c'est l'ordinateur, qui prend le relais. P comme Panoplie: Il n'y a pas d'uniforme, chacun s'habillant comme il le souhaite, tout en gardant un respect pour le client.

Il n'y a pas véritablement de difficultés dans la création d'une maison à ossature bois, du moins quand celle-ci est maitrisée dès la conception. La fabrication de l'ossature est préparée avec exactitude et précision en atelier, afin d'obtenir un assemblage parfait type "puzzle". Pour obtenir un habitat sain et étanche à l'air, il faut apporter un soin particulier à l'isolation, afin d'avoir une **paroi perspirante**, et de surcroît, une ventilation performante. De plus, une dimension environnementale caractérise chaque projet avec un maximum de lumière naturelle et d'intégration dans le site. Charge ensuite au maître d'ouvrage d'y bâtir sa vie. »







www.greenunivers.com

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 31867

Sujet du média : Energie-Environnement

28 Janvier 2022

Journalistes : Laurine

Auger

Nombre de mots : 2469

p. 1/3

Visualiser l'article

L'agenda de la transition énergétique



Février 2022

Nouvelles technologies et flexibilités des systèmes électriques en France et en Allemagne, Ofate, en ligne
Coopératives de développement solaire pour la massification de projets locaux, CD2E, en ligne

Controverse Écologique: Quelle nouvelle économie pour la transition écologique? La Fabrique Écologique, en ligne

Stockage: une année charnière pour le marché français AO Flex, nouveaux modèles d'affaires, GreenUnivers & Clean Horizon, en ligne Lien à venir

Festival Energies et Océan, CPDP Nouvelle Aquitaine, La Rochelle

Mars 2022







L'agenda de la transition énergétique

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 31867

Sujet du média : Energie-Environnement

28 Janvier 2022

Auger

Nombre de mots : 2469

Journalistes : Laurine

p. 2/3

www.greenunivers.com

Visualiser l'article

	Time to Change, Forum Climat Energies & Finance
23	durable, GreenUnivers Option Finance, Deauville
24	Forum national des éco-entreprises, Pexe, Paris
23	Meet4Hydrogen (2/2) , Capenergies, Toulon
29	Le grand défi écologique, Ademe, Le Havre
30	Bio360 Expo, Nantes
31	6ème édition EnerJ-meeting, Paris

Avril 2022

Réseaux de chaleur et transition EnR en France et en

Allemagne, Ofate, En ligne

Mix.E: Salon mix énergétique neutre en carbone, Lyon

Mai 2022

13

11 Salon Hyvolution, Paris

Juin 2022

1	<u>European Mobility Expo</u> , Paris
8	Expobiogaz, Bordeaux
14	EnviroPro GrandOuest , Angers
15	Seanergy 2022, Le Havre
28	Le salon euro-méditerranéen de la croissance bleue,
	Euromaritime, Marseille

Septembre 2022







L'agenda de la transition énergétique

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 31867

Sujet du média : **Energie-Environnement**

28 Janvier 2022

Journalistes : Laurine

Auger

Nombre de mots : 2469

p. 3/3

www. green univers. com

Visualiser l'article

22

29

<u>Salon de l'immobilier bas carbone</u>, Paris 23ème Colloque du SER, Paris

Octobre 2022

27 Salon de l'Écologie et de la Biodiversité, AdNatura, Montpellier







Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : **Mensuelle**Audience : **750000**

Sujet du média : BTP-Architecture





Edition: Fevrier 2022 P.14

Journalistes: -

Nombre de mots: 307

p. 1/1



Il y a de l'or dans les bennes de chantier!



epuis 2020, la loi pour la transition écologique a fixé pour objectif de valoriser 70 % des déchets du BTP, ce qui pousse les acteurs du secteur à revoir leurs pratiques, tant sur les marchés de la déconstruction que de la construction. Par ailleurs, la loi Agec prend de nouvelles mesures liées à l'anticipation des déchets avant chantier, avec notamment l'ouverture au secteur du Bâtiment des filières à responsabilité élargie du producteur (REP) et la création d'un bordereau de dépôt pour les déchets inertes non dangereux et inertes. L'intérêt pour le réemploi et le recyclage croît et les initiatives se multiplient.

C'est dans ce contexte que le CD2E a organisé un événement sur ce thème afin de partager les exemples d'initiatives utilisant de nouveaux modèles de travail. En région, on peut citer Saint-Gobain qui travaille avec du verre re-

cyclé, Wicona qui utilise des menuiseries à base d'aluminium recyclé, ou encore Etnisi qui a créé un nouveau matériel à partir de déchets.

Ce recyclage pose aussi la guestion du stockage des déchets et du tri: certains acteurs du secteur proposent déià, à l'image de Recuptri, de passer de 20 t de déchets rebuts par mois à 3 t sur un chantier de 300 logements. D'autres initiatives voient le jour en utilisant des outils comme le passeport circulaire d'un matériau (Upcyclea Cloud), pour être plus exemplaire dans l'utilisation de matériaux. Même les grands groupes s'y sont mis, arguant du fait que de véritables trésors valorisables se trouvent dans les poubelles de chantier à l'image de Egiom Béton et Neo-Eco qui ont utilisé du béton recyclé sur le vaste chantier de réhabilitation de la Maillerie porté par Bouyques. .





Autrement dit

Famille du média : Médias régionaux

(hors PQR)

Périodicité : Bimensuelle Audience: 107800

Sujet du média :

Actualités-Infos Générales

Edition: 28 janvier 2022 P.8-9

Journalistes: Jonathan

Blanchet

Nombre de mots: 1502

p. 1/2

Territoires



projet est affaire d'opportunité, il porte les espoirs de tout un ter-ritoire et de toute une région. Pour conjurer le sort de Bridgestone, pourquoi ne pas créer une « vallée de l'électrique » dans le béthunois ? Si l'expression a été lâchée par la ministre Agnès Pannier-Runacher au sortir de la dernière réunion avant fermeture du site industriel en 2020, tous les élus et décideurs se l'approprient désormais L'annonce d'ACC d'installer son usine de batteries à Douvrin, sous la houlette de Stellantis (ex PSA), est venue en donner l'impulsion. Subdivisée en plusieurs blocs productifs, l'usine sera d'abord dotée d'un premier module de production, attendu en 2023. A horizon 2030, quand le projet sera achevé, le constructeur espère produire localement 500 000 batteries par an et prévoit, pour y parvenir, de déve lopper 1400 à 2000 emplois directs dans les Hauts-de-France. « La dynamique est là », estime une agglo confiante. D'autant qu'un autre projet d'implantation similaire est venu emboîter le pas à la giga factory d'ACC, au travers du chinois Enivision à Douai (2Mds€ d'investissements et 2000 emplois annoncés). « Cela générera certainement aussi des retombées sur notre territoire » poursuivent les services de l'agglo. Et d'autres dossiers du même tonneou se profilent déjà. Le résultat

d'une profonde mutation de l'industrie de l'arrondissement béthunois vers l'électromobilité, dans la troisième région automobile de France_ qui cherche aussi à suivre le mouvement.

L'atout CRITTM2A

Portée par l'annonce d'ACC qui apportera un vrai volume d'emplois autour de la batterie, l'agglo de Béthune-Bruay Artois Lys Romane (CABBALR) s'est positionnée sur cette filière d'avenir avec plusieurs atouts en poche. Dont celui, non négligeable, du CRITTM2A à Bruay la-Buissière, centre de recherche sur les moyens d'essais automobile, comme i n'en existe aucun autre en France. Un site qui a compté tous les plus grands constructeurs parmi sa clientèle. « Nous sommes un peu le phare de cette vallée » sourit Jérôme Bodelle directeur du centre qu'il a monté voila bientôt quinze ans... et qui travaille aujourd'hui sur les derniers prototypes des constructeurs et équipe mentiers. « Les giga factories qui arrivent dans la région, c'est une cible particulière qui doit nous permettre de développer les partenariats locaux ». En cours de discussions avec ACC, le CRITTM2A s'imagine comme un back office de proximité pour sous-traiter au plus près les essais de l'industriel... et ce même si ACC disposera

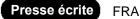
d'un centre de recherche flambant neuf à Bordeaux, qui doit jouer la complémenta-rité avec son site de Douvrin. « Nous proerons la même chose pour les autres gigafactories » dévoile Jérôme Bodelle.

Le marché de l'homologation à ne pas rater

Aux avant-postes de l'industrie auto, le CRITTM2A a vu son chiffre d'affaires - un peu plus de 6M€ annuel -, divisé par deux, au gré des désintérêts des constructeurs pour un moteur thermique en sursis. La transition vers l'électrique, lui, l'a donc engagée dès 2015... en inves tissant sur des moyens d'essais capables de tester les cellules et modules électriques qui composent les batteries. Sauf qu'aujourd'hui, il n'est plus question de diversification, mais de transformation. « L'idée que tout le monde avait de tran-siter tranquillement par l'hybride pour aller vers l'électrique était vraie il y a cinq ans ! On pensait, alors, être très e avance et on s'est trompé » reconnaît le patron du centre. Ce changement de braquet devrait per-

mettre au CRITT de retrouver un volume d'affaires important à court terme, A l'automne dernier, le centre a inauguré une





Autrement dit

Le Béthunois veut capitaliser sur l'électro-mobilité

Famille du média : Médias régionaux

(hors PQR)

Périodicité : **Bimensuelle**Audience : **107800**

Sujet du média :

Actualités-Infos Générales

Edition: 28 janvier 2022 P.8-9

Journalistes : Jonathan

Blanchet

Nombre de mots : 1502

p. 2/2

extension de 200m² pour pousser plus loin les investigations. Il y a installé des bancs d'essais capables de tester des batteries dans leur entièreté, «Nous pouvans désarmais tester tout ce qui tourne autour du stockage embarqué » résume J. Bodelle. L'industriel a lancè le développement d'un banc multi machines capable d'évaluer toute la chaîne de traction électrique, du moteur jusqu'à la batterie. « Pour le moment, il marche très bien sur des études sur le sport automobile, mais il va se démocratiser » assure le directeur du centre. Et les investissements in situ se poursuivent, en partie soutenus par le plan de relance (3,4M€) et complétés par des financements en fonds propres (400 000€). Il en faudra d'autres : 1M€ devraient être investis directement par le centre dans les prochaînes semaines. Désormais entièrement tourné vers l'énergie électrique, le CRITT, qui travaille pour toute l'industrie des mobilités, vise un nouveau marché : l'homologation des batteries, sur laquelle il entend bien faire valoir ses compétences. Pour ce faire, il s'est également doté d'un laboratoire mixte qu'il partage avec l'université de Béthune. Une initiative qu'il est actuellement en train de reproduire avec le laboratoire de chimie de Lille.

Développer un pôle formation

D'autres sujets sont en cours de réflexion ou de développement dans cette même sphère. Pour que l'écosystème béthunois soit à la hauteur de ses ambitions, il devra se doter d'un pôle académique sur le sujet, pour accompagner des métiers demain recherchés. Cinq thésards sont en ce moment accueillis au CRITT. « Nos ingénieurs peuvent fortement aider dans les besoins de formations à venir » poursuit le centre qui vient de nouer un partenoriat en ce sens avec InoEnnergy, Institut européen de technologie, basé à Grenoble. Quant à l'Université d'Artois,

et a fortiori son antenne de Béthune, elle entend aussi développer et capter des cursus de formation continue autour de ces champs de compétences. Elle met la dernière main à une nouvelle école d'ingénieurs orientée vers le génie électrique. L'université serait d'ailleurs en discussions avec le CRITTM2A pour développer des maquettes pédagogiques de ces parcours de formation. En septembre 2021, une convention partenariale s'est nouée entre l'agglo et l'université de Béthune et ses différents laboratoires, dont une plateforme naissante de transfert technologique Tech3E autour de l'électrique et de l'efficacité énergétique. La CABBALR espère que l'initiative permette de faire émerger de nouveaux emplois localement_ et sur toute la chaîne de valeur et l'ensemble de la durée de vie d'une batterie. « L'électromobilité oui, mais cela pose le problème de l'approvisionnement sur ces types de chaînes de production et du recyclage de ces batteries » reconnaît Olivier Gacquerre, à la présidence de l'agglo

L'enjeu de la deuxième vie et du stockage

Conscient de l'enjeu, le Conseil Régional a lancé un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) sur ce sujet qui a été clôturé en avril 2021 et livrera bientôt ses enseignements. La récupération des matériaux bruts devrait plutôt concerner des acteurs dominants de la récupération et du recyclage des déchets. La réutilisation de ces batteries est en revanche une piste explorée du côté de Béthune. « Une batterie qui descend en dessous de 70% de performance dans un véhicule doit être remplacée. Mais il lui reste encore du potentiel. C'est vers la deuxième vie de ces batteries que nous nous penchons, tant pour un usage industriel que domes tique » révèle le CRITT. La CABBALR, qui

a récemment créé une direction de l'innovation au sein de son pôle développe ment économique, aimerait bien exploiter ces futurs gisements dans... l'habitat du futur. L'agglo vient ainsi d'engager des réflexions avec le <u>CD2E</u>, pôle d'excellence de l'éco transition de Loos-en-Gohelle pour creuser davantage le sujet. Selon nos informations, les deux partenaires sont en phase de négociation pour définir une feuille de route multipartite. Une autre agglo des Hauts-de-France aurait manifesté son intérêt et le CD2E aimerait bien mettre dans la boucle le laboratoire de stockage électrochimique d'Amiens et le pôle de compétitivité Team². « La seconde vie naturelle d'une batterie est de faire du stockage stationnaire. Cette source d'énergie peut arriver en appoint d'usines, mais aussi dans l'habitat. Techniquement, c'est tout à fait faisable jauge François-Xavier Callens, directeur adjoint du pôle d'excellence, spécialiste des questions énergétiques. « L'augmentation du coût de l'énergie va rendre encore plus réelle la problématique du stockage. Ce sera un des enjeux de l'habitat individuel de ces dix prochaînes années » estime-t-il, par ailleurs

Mais impossible de rentrer davantage dans le concret : la perspective du recyclage est encore et surtout soumise actuellement à de nombreuses inconnues. comme, d'ailleurs, l'électrification même des véhicules. « L'électrification, oui, mais toute l'électrification ? Et quelle électrification? Cela va dépendre. Si vous mettez cinq constructeurs autour de la table, ils risquent d'avoir des réponses bien différentes » ironise-t-on du côté du CRITTM2A qui met la dernière main à une étude auprès des industriels pour ajuster au mieux ces derniers investissements. Beaucoup d'incertitudes, mais autant de possibilités dans un marché où la CAB-BALR a déjà fait son choix : pas question de louper le train en marche.

Jonathan Blanchet









Famille du média : Médias institutionnels

Périodicité : **Mensuelle** Audience : **N.C.**

Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition : Fevrier 2022 P.10

Journalistes : Julie Borowski

Nombre de mots: 982

p. 1/2

10 Artois

NŒUX-LES-MINES • C'était à l'origine une poignée de bénévoles - dont le président Jacques Switalski - qui pensaient déjà que la protection des milieux naturels et de l'environnement était indispensable. Trente ans plus tard, Nœux Environnement est une association toujours aussi mobilisée pour cette cause, emmenant dans son sillon des acteurs et partenaires d'envergure. Quand la fameuse légende du colibri qui « fait sa part », prend bel et bien de l'ampleur.

Nœux Environnement

Montrer l'exemple pour convaincre

Par Julie Borowski

La gestion et la protection des milieux naturels sont au cœur des ambitions de l'association. Ambitions cultivées au travers de toutes ses actions depuis ses débuts en 1991. Bien au-delà de Nœux-les-Mines, Nœux Environnement rayonne sur un large territoire d'intervention: de la Communauté d'agglomération Béthune Bruay Artois Lys Romane (CABBALR) jusqu'à celle de Lens Liévin. Au fil des années, ses compétences et interventions ont essaimé auprès des enfants, des habitants, des instances de décisions locales. Ses actions d'éducation et de sensibilisation

à l'environnement furent les premières graines plantées. Agréée par l'Éducation nationale depuis plus de 25 ans, l'association mobilise chaque année 2000 personnes pour des expositions, des chantiers participatifs, des sorties de découverte de la faune et de la flore, des ateliers techniques (apiculture, fabrication de nichoirs...) ou la mise en place de sites « vitrine », véritables outils pédagogiques sur le terrain.

Forte d'une équipe d'écologues expérimentés dans la protection de l'environnement et l'aménagement du territoire, Nœux Environnement a développé un pôle « Ingénierie écologique » dans les années 2000, s'engageant notamment dans la réalisation d'études de corridors biologiques, qui favorisent le







Montrer l'exemple pour convaincre

Famille du média : Médias institutionnels

Périodicité : Mensuelle

Audience: N.C. Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: Fevrier 2022 P.10 Journalistes : Julie Borowski

Nombre de mots: 982

p. 2/2

développement des espèces animales et végétales locales. Régulièrement sollicitées par les collectivités locales ou des entreprises privées, les équipes ont permis dans plusieurs communes le maintien voire le retour à la biodiversité, d'Hersin-Coupigny à La Couture, jusque Calonne-Ricouart, en passant par Verquigneul, Sailly-Labourse, Beuvry ou encore Festubert: mares intraforestières, bandes enherbées le long des cours d'eau, jardins naturels fleuris. radeaux pour oiseaux y ont vu le jour. Cette expertise, menée parfois en lien avec le CPIE Chaîne des Terrils (Centre permanent d'initiatives pour l'environnement), plante le décor des actions de l'association nœuxoise. Toujours dans la même idée de maintien de la biodiversité, deux équipes - composées de personnes en réinsertion professionnelle - gèrent les milieux naturels de 60 km de cours d'eau (affluents de la Lawe et de la Clarence) et de 180 km de sentiers pédestres dans le Béthunois.

Depuis 2006 en effet, l'environnement est devenu un terreau idéal pour l'insertion et la reconstruction professionnelle. Agréée « Atelier chantier d'insertion » (ACI) l'association accompagne sur le plan socioprofessionnel

équipes de l'ACI gèrent les « Jardins au naturel » de l'association (trois jardins et une serre actuellement disséminés sur le territoire) et l'atelier menuiserie (initiation, vente et location de toilettes sèches, fabrication de nichoirs et abris à insectes). Les jardins sont en l'occurrence un formidable outil pour les « îlots de la santé » (financés par l'ARS) où comment faire pousser naturellement fruits et légumes et apprendre à les cuisiner auprès d'intervenants de qualité (association PrévArt et chefs cuisiniers locaux). Parmi les 30 salariés de Nœux environnement, 18 travaillent dans les ACI. Un effectif qui passera à 25 postes en 2022, afin de soutenir la mise en place du futur site démonstrateur de la transition écologique et solidaire de l'association.

La transition en action(s)

L'association vient de faire l'acquisition d'une friche commerciale sur la commune de Nœux-les-Mines, dont elle avait déjà investi les abords depuis plusieurs années par la mise en place d'une zone de permaculture, d'une pépinière arbustive et d'un jardin d'insertion, supports de ses différentes acde 2000 m² implanté sur un terrain de 2,59 ha, ce nouveau site à reconvertir permettra à l'association - bien à l'étroit dans ses locaux actuels - d'y recentrer ses activités et d'y épandre « tout l'ADN de Nœux Environnement » affirme Pierre-Alain Bétrémieux, son directeur. Récompensé à hauteur de 30000 € par le Budget Citoyen du conseil départemental du Pas-de-Calais, ce projet est également suivi par de nombreux partenaires, tant sur l'aspect technique que financier, tels que le Centre de Développement des éco-entreprises, accélérateur de l'éco-transition, le CAUE Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement du Pas-de-Calais. Bio en Hauts-de-France, Pas-de-Calais Actif et la CABBALR, la DIRECCTE, la préfecture, la DDTM, la DREAL, le conseil régional pour n'en citer que quelques-uns.

Lieu d'accueil de porteurs de projets, de visites pour les écoles, d'apprentissage et de formation aux nouveaux métiers, ce nouveau siège de Nœux Environnement sera à l'image de ce qu'est un écosystème: un ensemble formé par

une communauté

d'êtres

vivants

reconvertir, en utilisant l'existant: réhabilitation du bâtiment pour démontrer les bienfaits de la sobriété énergétique (structure passive et productrice d'énergie, utilisation d'éco matériaux, d'énergies renouvelables, meilleure gestion de l'eau...) et réaménagement extérieur pour continuer à promouvoir la biodiversité et développer l'alimentation durable. Le site sera ainsi un véritable « démonstrateur » de la transition écologique et solidaire, où comment utiliser à bon escient les ressources naturelles. s'adapter au changement climatique en revoyant les modèles économiques et sociaux, tout en favorisant l'emploi, voire la formation de nouveaux métiers (isolation biosourcée, énergies renouvelables). Un exemple concret emmènera les futurs visiteurs dans un cheminement leur offrant la possibilité de devenir à leur tour acteurs du changement. Et Nœux Environnement de citer, à juste titre le Mahatma Gandhi: « L'exemple n'est pas le meilleur moyen de convaincre, c'est le seul ».

jet d'envergure, l'association souhaite

démontrer que de telles friches, mal-

heureusement foisonnantes, peuvent se









www.eco121.fr

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 1697

Sujet du média : Economie - Services

2 Fevrier 2022

Journalistes : Olivier

Ducuing

Nombre de mots: 5417

p. 1/2

Visualiser l'article

« Faire du Dunkerquois un hub de la décarbonation »



L'interview de RafaeL Ponce, directeur général d'Euraénergie et DGA de la communauté urbaine de Dunkerque

Entre la centrale nucléaire, le terminal méthanier, l'atterrage du gaz, des projets éoliens ou hydrogène et un pole industriel majeur, Dunkerque est un haut lieu de l'énergie en France. Com- ment le territoire se prépare-t-il aux enjeux de demain ?

Dunkerque est un territoire assez emblématique : c'est la première plateforme énergétique d'Europe, qui s'inscrit donc dans l'objectif fixé par la France et l'Union européenne en matière de décarbonation. Le territoire a un double enjeu: l'industrie et son devenir, d'abord, avec la nécessité d'accompagner sa transformation pour une neutralité carbone en 2050, mais aussi faire en sorte que cette transformation et le maintien de ce tissu industriel soit compatible avec la qualité de vie. Le Dunkerquois a un grand atout, c'est un territoire où le monde économique et celui des collectivités et des politiques échangent très facilement et mettent en place des dé-marches communes.

Concrètement?

Il y a trois ans, la CUD s'est inscrite dans un appel à projet lancé par l'Etat, le PIA Territoire d'innovation, construit avec les industriels. On a mis en place un collectif avec la CUD, le Grand port maritime, les services de l'Etat pour batir une démarche de transition industrielle, à laquelle les acteurs industriels sont complètement associés. Ils ont des besoins pour réussir leur transformation et répondre aux enjeux de la décarbonation. Certains ont décidé de construire une feuille de route de décarbonation du territoire. Face au sujet du CO2, il faut mutualiser tous les moyens.







« Faire du Dunkerquois un hub de la décarbonation »

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 1697

Sujet du média : Economie - Services

2 Fevrier 2022

Journalistes : Olivier

Ducuing

Nombre de mots: 5417

p. 2/2

Visualiser l'article

www.eco121.fr

Précisément, votre territoire a des ressources limitées face à des enjeux énormes, avec un grand nombre d'industries électro-intensives et carbonées. Comment résoudre cette équation?

En effet, le Dunkerquois représente à lui seul 72% des émissions de CO2 de la région Hauts-de-France, et 20% des émissions de toute la France. On doit mettre en place ici une révolution, pour créer l'industrie du futur, ce qui demandera des soutiens financiers de l'Etat et de l'Union européenne. On estime les investissements nécessaires pour la décarbonation entre 3 et 4 milliards d'euros, sur la base de projets existants, clairement identifiés. On est déjà dans l'action. On voudrait que d'ici 2030, le territoire tende déjà vers un recul de 30% de ses émissions.

Un acteur pèse à lui seul très lourd dans ces sujets, c'est ArcelorMittal...

Oui, ArcelorMittal a déjà engagé des actions, une planification clairement définie, pour utiliser d'autres matières que le charbon pour produire son acier, comme des matériaux ferreux recyclés, issus par exemple du démantèlement de bateaux. ArcelorMittal a un programme considérable pour sortir demain du charbon vers l'acier recyclé, avec le gaz naturel dans un premier temps, puis l'hydrogène.

La plupart des gros industriels de votre territoire ont des sièges internationaux, et pourraient faire d'autres choix d'implantation si les contraintes devenaient trop fortes. Comment éviter cette perspective ?

Les directeurs de site sont très investis pour défendre leur outil. Nous les aidons à trouver au quotidien des solutions pour leur permettre leur maintien à long terme. C'est un enjeu économique essentiel pour le terri- toire. Vous imaginez les conséquences sociales si ArcelorMittal était amené à fermer, tout le bassin d'emploi serait touché jusqu'à Lille. Nous demandons à ce que cette évolution soit équitable en CO2 aux bornes de l'Europe, avec quelque chose de comparable à la taxe carbone. Nous menons de facon collective des actions de lobbying, au niveau national et européen, pour faire venir des fonds de transformation ici. Notre président Patrice Vergriete dit qu'il faut faire d'un handicap un atout, ce qui passe par de l'accompagnement et le soutien de l'Etat. Notre objectif est de faire du Dunkerquois un grand hub de la décarbonation.

Vous pilotez aussi le pole Euraénergie mis en place par la communauté urbaine. Quel est son role et comment l'articuler avec les autres poles existants, sans multiplier les structures ?

C'est un groupement d'intéret public, qui fédère des acteurs publics et privés. Nous portons un parc d'innovation, dont les travaux seront lancés en 2022 pour une livraison fin 2023, qui pourra accueillir des start up sur les métiers de la transition énergétique mais aussi des activités de formation, qui est un des gros enjeux. L'IMT Nord Europe implante d'ailleurs une antenne. On travaille en interaction avec le digital lab d'Arcelor Mittal. Concernant la gouvernance, il n'y a pas de compétition. La CUD et Euraénergie se concentrent sur le territoire, en coordination avec PoleEnergie pour faire le lien avec le conseil régional. C'est lui qui assure notamment le role de correspondant régional pour la filière hydrogène.







Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Audience: 228042

Sujet du média : Actualités-Infos Générales

4 Fevrier 2022

Journalistes : -

Nombre de mots : 4383

p. 1/2

Visualiser l'article

www.nordlittoral.fr

Fouquières-lez-Béthune : un couple construit une maison sans chauffage et attire les caméras

Virginie et Nicolas Leroy emménageront avec leurs deux filles dans une habitation dite passive. Comprenez, un logement sans chauffage ou presque. Une construction privilégiant les baies vitrées et les matières très isolantes

L e couple était à la recherche d'une maison économe et en ossature bois depuis plus de cinq ans. Il ne l'a pas trouvée, il a décidé de la faire construire.

Mais Virginie et Nicolas Leroy sont allés un peu plus loin dans la démarche écologique et environnementale en optant pour une maison dite passive. C'est-à-dire sans mode de chauffage ou presque. « On aura deux chauffe-serviettes dans les salles de bain. Un air qui sera renvoyé dans les autres pièces » , décrit Nicolas Leroy, 37 ans.

Tous deux sont tombés sous le charme du terrain situé rue Fernand-Fanien à Fouquières-lez-Béthune. Ils vivent actuellement à Saint-Hilaire-Cottes et voulaient se rapprocher de la ville. Pour le projet d'une vie, ils ont choisi le constructeur Alternative Bois Concept à Sains-en-Gohelle.

Comment ça marche?

Pour pouvoir se passer d'un système de chauffage, on ne peut compter que sur le soleil comme source d'énergie. « Dans la conception, l'orientation, l'isolation », décrit Nicolas Leroy. Pour cela, de grandes baies vitrées et des fenêtres triple vitrage, 60 centimètres d'isolation (dont de l'herbe présente au bord des routes !) au plafond.

Un peu de béton tout de même, matériaux qui conserve la chaleur et un système de ventilation à double flux. Ce dernier va brasser l'air de la maison, l'air qui entre est chauffé par l'air qui sort et qui est déjà chaud. « La maison est très étanche, la moindre vis dans le mur est recouverte d'un scotch. On ne sent pas l'air aux fenêtres et le triple vitrage permet d'avoir des vitres chaudes et non froides. »

Pour quel bénéfice ?

CD2E-MDIS - CISION 360084639

Ce type de construction est plus cher « Au lieu d'un prix moyen de 1 500 à 1 800 euros le m², on va arriver à 2 200 euros du m². Ce ne sera pas rentabilisé dans les cinq ans mais c'est un pari sur l'avenir. Ça coûte un peu plus cher, mais on aura fait notre petite part pour la planète. » Une manière de penser à laquelle les filles du couple, Manon et Margaux, respectivement âgées de 8 et 6 ans, adhèrent. Le coût de la construction : 300 à 310 000 euros pour une maison de presque 140m², avec quatre chambres et un sous-sol de la surface de l'habitation. Auquel il faut ajouter le prix du terrain : 120 000 euros.

Ce choix de construction aura une conséquence directe sur les factures énergétiques « Aujourd'hui on paye en moyenne 2 500 euros d'électricité par an. L'objectif est de descendre en dessous des 1 000 euros. » Four, chauffe-eau ou encore machine à laver continueront de consommer de l'énergie. En complément, le couple a installé un récupérateur d'eau de pluie de 10 000 litres raccordé aux toilettes.

Mais qu'en est-il de l'efficacité dans une région où le soleil joue à cache-cache régulièrement ? « Ce ne sont pas forcément les jours de pluie le problème, mais les journées où il fait gris, quand le soleil ne perce pas. Il faudrait vraiment deux à trois semaines sans soleil pour sentir le froid » , estime Virginie Leroy. Et dans le pire des cas, « On fera tourner les chauffe-serviettes ou un chauffage d'appoint » , concède Nicolas Leroy.







Fouquières-lez-Béthune : un couple construit une maison sans chauffage et attire les caméras

Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Audience: 228042

Sujet du média : Actualités-Infos Générales

4 Fevrier 2022

Journalistes : -

Nombre de mots: 4383

www.nordlittoral.fr

p. 2/2

Visualiser l'article

La famille compte emménager à la fin mars-début avril, dans une maison chauffée entre 20 et 20,5 degrés.

Un reportage diffusé sur M6

La future maison de Virginie et de Nicolas Leroy a attiré les caméras. M6 avait déjà consacré une première série de documentaires sur l'<u>éco-construction</u> il y a un an.

« La réalisatrice a contacté <u>CD2E</u> à <u>Loos</u>-en-<u>Gohelle</u> qui en a parlé au constructeur, puis à nous. On a répondu à un questionnaire en se disant qu'on ne passera pas. Après quelques échanges, ils nous ont rappelés et c'est notre projet qui a été retenu », retrace Nicolas Leroy.

Les équipes de tournage sont venues sur place à plusieurs reprises, lors des différentes étapes de construction.

Le reportage sera diffusé dans l'émission Zone Interdite, dimanche 6 février.



Virginie et Nicolas Leroy devant leur future maison dite passive. Les matières isolentes sont fortement présentes.





LE JOURNAL DES ENERGIES RENOUVELABLES Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Bimestrielle

Audience: 32500

Sujet du média : Energie-Environnement

Edition: Janvier - mars 2022

P.50-50

Journalistes : -

Nombre de mots: 130

p. 1/1

AGENDA

23 FÉVRIER 2022 à Loos-en-Gohelle (62)



LES RENCONTRES RÉGIONALES DU SOLAIRE

Ces rencontres ont pour thématique « Le solaire thermique dans les stratégies de chaleur durable ». Elles sont organisées par le CD2E (Centre de développement des éco-entreprises), basé à Loos-en-Gohelle (62) et Amiens (80). À l'heure de la décarbonation, le secteur de la chaleur est une priorité. Quel rôle peut y jouer le solaire? Présentations, tables rondes et retours d'expérience amèneront des éléments de réponse pour les Hautsde-France. Une première partie intitulée "Les synergies solaires thermiques » fera intervenir Ökofen pour le couplage chaudière bois - solaire thermique et Newheat pour le mix énergétique sur réseaux de chaleur et l'industrie. Suivront les thèmes : "La chaleur citoyenne" et "Les stratégies de chaleur municipales".

Renseignements:

cd2e.com







Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : **Mensuelle**Audience : **31160**

Sujet du média : Economie-Services





Edition : Fevrier 2022 P.28-31 Journalistes : Julie Dumez

Nombre de mots : 2002

p. 1/4

L'ENQUÊTE



LA RÉGION CONSOLIDE SES AMBITIONS DANS L'ÉCOCONSTRUCTION

Secteur clé dans la lutte contre le réchauffement climatique et la transition énergétique, la construction est engagée dans une mutation pour limiter son impact environnemental. Une des solutions : opter pour des matériaux plus vertueux, produits localement. Un challenge que les Hauts-de-France espèrent relever sur le long terme, en levant les blocages que rencontre la filière.





FRA



LA RÉGION CONSOUDE SES AMBMONS DANS L'ÉCOCONSTRUCTION

Famille du média : **Médias professionnels**

Périodicité : **Mensuelle**Audience : **31160**

Sujet du média : Economie-Services





Edition : Fevrier 2022 P.28-31

Journalistes : Julie Dumez

Nombre de mots : 2002

p. 2/4



eptembre 2021. Au pied des terrils, à Loos-en-Gohelle (Pas-de-Calais), les acteurs régionaux du bâtiment se pressent. Pour ses vingt ans, l'association CD2e qui accompagne entreprises, collectivités, bailleurs et porteurs de projets dans la transformation de leur modèle économique pour généraliser la transition écologique, a inauguré BatiCité, une exposition permanente dédiée au bâtiment durable et aux écomatériaux. Chanvre, paille, construction passive, performance, « BatiCité est un lieu de référence qui va devenir incontournable pour réussir à massifierles bonnes pratiques », se félicite alors Benoît Loison, président du CD2°. Un outil significatif pour les Hautsde-France, qui affichent de grands besoins en matière de rénovation et constituent un terreau fertile pour l'écoconstruction. Reste à savoir si cette filière naissante saura prendre son envol.

UNE RÉGION DANS LES STARTING-BLOCKS

Avec 40 % des logements estampillés passoires thermiques - deux fois plus qu'ailleurs en France -, l'habitat dans les Hauts-de-France caracole en tête des parcs de logements à rénover d'urgence. Rien que dans l'ex-bassin minier, État, collectivités et bailleurs s'engageaient en 2016 à réhabiliter 23 000 logements en 10 ans. Au-delà de ces besoins, le contexte réglementaire pousse à verdir la construction. Depuis le 1er janvier 2022, la réglementation environnementale 2020 (RE2020), incite les professionnels du bâtiment à user « de modes constructifs qui émettent peu de gaz à effet de serre ou qui permettent d'en stocker, tels que le recours aux matériaux biosourcés». Face à ces enjeux, les acteurs régionaux de l'écoconstruction sont mobilisés de longue date. Après deux décennies de travail, «nous sommes prêts à accélérer», se réjouit Frédérique Seels, nouvelle directrice générale du CD2°, après un parcours dans la construction bois. Au terme d'expérimentations de terrain, à l'image de la rénovation avec des matériaux biosourcés d'une maison minière à Loos-en-Gohelle, le pôle d'excellence régional se positionne en site ressource pour qui veut se mettre aux écomatériaux. Surtout, il œuvre à la structuration de filières avec l'appui du conseil régional. Avec le bailleur nordiste Maisons et Cités (800 salariés, 309 M€ de CA 2020), ils mènent l'expérimentation Pecquen'Chanvre. Au menu: la rénovation de 115 maisons minières en béton de chanvre à Pecquencourt (Nord). «Après plusieurs expériences, le chanvre, déjà utilisé dans d'autres régions et dans l'industrie automobile, nous est apparu comme l'alternative la plus aboutie », détaille Franck MacFarlane, responsable recherche et expertise du bailleur social. D'ici 3 ou 4 ans, l'idée est de lancer la rénovation d'un millier de logements avec du chanvre. Soit un signal fort: « créer une locomotive, pour baisser les surcoûts mais aussipousser au développement des autres écomatériaux ». Certes, le maître d'ouvrage, deuxième bailleur régional, dispose d'un effet levier pour doper l'écoconstruction, mais « il est nécessaire de travailler de manière globale avec tous les acteurs de la construction ». Notamment les entreprises, accompagnées pour monter en compétences (lire par ailleurs) et leur donner de la visibilité.

DES ATOUTS INDÉNIABLES

Côté chanvre, il manque toutefois la matière première locale, la filière étant en cours de structuration. Contrairement à la paille, qui couvre les plaines nordistes et offre ainsi un gisement de taille. De quoi susciterun intérêt grandissant. La région Hauts-de-France fait figure de pionnière en ce qui concerne son exploitation, puisqu'elle se place en tête des régions françaises par le nombre de constructions et de nombre de professionnels formés à la construction paille. Du champ au chantier, il n'y a parfois qu'un pas. C'est tout l'objet de la start-up Activ'Paille (12 salariés) portée par Arnaud Delobel. D'abord fournisseur de ballots de paille, il vient d'investir dans une ligne de fabrication de panneaux en bois, isolés en paille, pour la construction. Installé depuis avril 2020 sur l'ancien site Nestlé d'Itancourt (Aisne), il envisage d'ouvrir une nouvelle ligne de fabrication pour faire passer de

Ce bloc isolant à maçonner, baptisé Batilin, est réalisé à base d'anas de lin. Il est le fruit de la coopération de trois acteurs nordistes: la coopérative La Linière, le fabricant Vermeulen et le constructeur Sylvagreg.











LA RÉGION CONSOUDE SES AMBMONS DANS L'ÉCOCONSTRUCTION

Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Mensuelle Audience: 31160

Sujet du média : Economie-Services





Edition: Fevrier 2022 P.28-31 Journalistes : Julie Dumez

Nombre de mots: 2002

p. 3/4



À Pecquencourt dans le Nord, le bailleur social Maisons et Cités expérimente la rénovation de 115 maisons minières, en utilisant du béton de chanvre.

20 000 à 70 000 m2 sa capacité de production à l'été 2022. De quoi générer quelque 25 emplois au terme d'un investissement d'environ 1 million d'euros. « Avec la RE2020, on sent une hausse de la demande en matériaux biosourcés. Notre carnet de commandes se remplit fortement », se félicite le jeune patron accompagné par le FRATI, fonds régional dédié à la Troisième Révolution Industrielle. Ce volontarisme régional se traduit selon lui en « une vraie dynamique, avec une offre plus structurée qu'ailleurs qui permet de répondre à des projets » qui font boule de neige. Même les privés s'y mettent! À l'instar de l'Oréal qui vient d'inaugurer à Caudry (Nord) un entrepôt de produits inflammables, isolé en bois et en paille.

UN RÉSEAU LOCAL DE LIN

Le lin représente aussi une belle alternative. Là encore, la filière se structure. «Avec la Normandie, nous sommes dans un croissant fertile européen qui produit les trois cinquièmes de la production mondiale. Pour



« Sur les écomatériaux, nous sommes leaders et avons envie de le rester! Il faut maintenant atteler le deuxième étage de la fusée.»

Frédéric Motte, président de la mission REV3

ce produit ultra-local, peu valorisé, nous avons développé un réseau local », se félicite Frédérique Seels. Reste àpasserle capde l'industrialisation. À l'instarde Batilin. Ce bloc isolant à maçonner, à base d'anas de lin, est le fruit de la coopération de trois acteurs nordistes : la coopérative La Linière (450 adhérents, 70 salariés), le fabricant Vermeulen (11 M€ de CA) et le constructeur Sylvagreg(80M€deCA,320 collaborateurs). Ensemble, avec le concours du centre de R & D du Codem à Amiens (Somme), ils ont mis au point ce matériau éco-performant. «2022 sera une année charnière, explique Julien Gilliot, ingénieur produit Batilin. Nous menons un chantier pilote avec deux bailleurs et allons chercher des certifications techniques ». Objectif: investir dans une ligne de production à proximité de la coopérative en 2023. « Batilin représente une réponse biosourcée et 100 % locale pour décarboner la construction », expose Augustin Outters. Le président de Sylvagreg, ETI de la construction, y voit une « démarche porteuse de sens » avecun produit de demain aisément utilisable par ses maçons. Enfin, la filière « bois local » monte aussi en puissance, avec le développement de constructions en peuplier nordiste.

DES EXPÉRIMENTATIONS AUTOUR DES DÉCHETS

Outre des produits biosourcés, les écomatériaux ont parfois des sources plus inattendues. Le Métisse, isolant issu des fibres textiles recyclées par l'entreprise Le Relais (110 M€ de CA, 3 200 salariés), dans le Pasde-Calais, a largement fait ses preuves sur les chantiers. Depuis 2007, cet isolant solidaire et circulaire est fabriqué dans l'usine de Billy-Berclau (62) qui en a produit 588 000 m2 en 2020, valorisant ainsi 2,5 millions de jeans usagés. Réutiliser la matière devenue déchet, c'est aussi toute l'ambition de Néo-Eco. L'entreprise fondée par Christophe Deboffe, à Hallennes-lez-Haubourdin (Nord), développe des boucles d'économie circulaire en valorisant en écomatériaux les déchets de chantiers. Gravats de décon-









LA RÉGION CONSOUDE SES AMBMONS DANS L'ÉCOCONSTRUCTION

Famille du média : **Médias professionnels** Périodicité : **Mensuelle**

Audience: **31160**

Sujet du média : Economie-Services





Edition: Fevrier 2022 P.28-31

Journalistes : Julie Dumez

Nombre de mots : 2002

p. 4/4

struction de bâtiments ou encore de voiries sont, après caractérisation et transformation, réemployés localement, à nouveau au service de la construction. Et les opportunités d'affaires sont exponentielles: travaux du Grand Paris, du Canal Seine-Nord-Europe, des JO ou encore à l'étranger pour traiter les décombres du port de Beyrouth, l'expertise de Néo-Eco (43 salariés, 5 M€ de CA), est de plus en plus plébiscitée. «Il y a un vrai frémissement sur les matériaux alternatifs », estime l'entrepreneur, qui voit par ailleurs un nouvel intérêt du monde bancaire. «Les banques s'installent sur le marché des entreprises à impact positif, elles modifient leur grille de lecture. Les feux sont au vert pour qui veut se lancer!», se réjouit-il.

DES FREINS À LEVER POUR ACCÉLÉRER

S'il est indéniable qu'il y a une vraie émergence de nouveaux matériaux dans les Hauts-de-France, restent des freins à lever. Pour accélérer etdéployer leur utilisation, il conviendra de faire tomber la barrière psychologique, bercée par le conte des Trois petits cochons. Bonne nouvelle, les choses évoluent ! « Il y a de moins en moins de réticences et un vrai intérêt pour ces produits, y compris chez les artisans », selon Julien Gilliot (Batilin). De l'avis d'Arnaud Delobel (Activ'Paille), il reste encore « des blocages » quant à l'utilisation de la paille mais « un virage s'opère petit à petit. Ce n'est plus un sujet réservé à quelques élus écolos. Les acteurs classiques, constructeurs, majors, promoteurs, bailleurs s'y intéressent ». « Depuis 2-3 ans, il y a une prise de conscience sur le réchauffement climatique. Les écomatériaux deviennent un vrai argument commercial, ce n'est plus du greenwashing », affirme Franck MacFarlane (Maisons et Cités). Reste cependant àrégler la question du coût, le nerf de la guerre. Difficile de rivaliser avec les matériaux classiques sans véritable industrialisation. « Sur les écomatériaux, nous sommes leaders et voulons le rester! Il faut maintenant atteler le deuxième étage de la fusée pour les déployer à plus grande échelle. Nous allons pour suivre notre accompagnement pour créer l'environnement propice au développement de ces entreprises », affirme Frédéric Motte, président de la mission REV3. En prenant à sa charge une partie des surcoûts de chantiers vitrines, la Région Hauts-de-





Basée à Intancourt (Aisne), Activ'Paille fabrique des panneaux en bois, isolés en paille, pour la construction.

a mise en œuvre des éco-produits par les entreprises conditionnera pour partie leur démocratisation. Et cela passera par la formation. Chez Toerana Habitat, une coopérative lilloise d'entrepreneurs solidaires, 5 jours de formation sont proposés aux adhérents. « Même si le CD2^e propose des formations, il en manque et c'est un frein à la massification, pense Benoît Boulnois, directeur général. Pourtant, les artisans formés sont les premiers promoteurs de ces matériaux. Les particuliers sont aussi plus sensibles à l'impact environnemental de leurs travaux, même s'ils s'avèrent plus chers. Neuf fois sur dix, un client ainsi conseillé suivra ». Pour accompagner la montée en compétences des compagnons, le bailleur social nordiste Maisons et Cités et le CD2° proposent la

Chanvribox. Ce container mobile est équipé pour déployer une formation dédiée au béton de chanvre, en direct des chantiers. Sur la paille, près de 150 professionnels régionaux ont été formés aux règles professionnelles. On les retrouve d'ailleurs au sein du collectif Paille Hauts-de-France. « Les formations existent, attention toutefois à bien intégrer ces nouveaux matériaux au sein des cursus traditionnels », préviennent certains. De la même manière, certaines entreprises pourraient se trouver réticentes à engager des frais de formation pour des chantiers encore trop épisodiques, le maintien du savoir-faire tenant aussi à la répétition des gestes. A contrario, disposer d'une spécialisation éco-matériaux pourra doter certains d'une longueur d'avance, quand les marchés sortiront.



Outre les matières naturelles comm la paille, le lin, le chanvre ou encore le bois, certains acteurs économiques de l'écoconstruction misent sur les déchets recyclés, comme pour Le Métisse, un isolant à base de jeans et cotons recyclés, produit par l'entreprise nordiste Le relais.

France participe activement à la démocratisation des filières. Le Fratri est par exemple intervenu sur Pecquen'Chanvre, pour absorber une partie des surcoûts. Benoît Boulnois, président de Toerana Habitat, SCOP régionale regroupant 80 artisans spécialistes de l'écoconstruction, plaide, lui, pour « une conditionnalité des aides vers l'usage des biosourcés ». Une façon d'être plus incitatif pour doper le marché de la rénovation des particuliers. Une commande publique volontariste et l'industrialisation de produits locaux permettront de booster le marché et de tendre vers cette généralisation tant attendue. En acceptant peut-être aussi une augmentation du coût de la construction... « Autant faire decette transition énergétique, une transition écologique avec une vision de long terme, créatrice d'emplois locaux », conclut Frédérique Seels. Le territoire se positionne en tout cas, pour jouer sa carte.

Julie Dumez







Famille du média : Médias professionnels

Audience: 3173

Sujet du média : Energie-Environnement

8 Fevrier 2022

Journalistes : -

Nombre de mots: 3036

www.recyclage-recuperation.fr

Visualiser l'article

p. 1/3

Valorisation des sédiments - Etat de l'art et innovations



Au programme:

08h45

Accueil des participants

09h00

Introduction au forum

- Franck Dhersin, Vice-président en charge des Mobilités, des Infrastructures de Transport et des Ports Région Hauts-de-France
- Aurore Colson, Conseillère régionale déléguée à l'Economie Circulaire Région Hauts-de-France

09h15

<u>Sedilab</u>: Centre de ressource sur les sédiments pour la capitalisation et la diffusion des acquis de Sédimatériaux Cyril Scribot, Consultant en Economie Circulaire & Valorisation des Sédiments - CD2E

09h30

Présentation de la chaire d'innovation Ecosed digital 4.0: Economie circulaire des sédiments Nor-Edine Abriak, Directeur du développement CERI MP - IMT Nord Europe, Professeur Associé - Université de Sherbrooke (Canada), Directeur Adjoint du Laboratoire Régional - LGCgE

10h00

VNF: un acteur proactif dans la valorisation des sédiments. Exemple concret: la restructuration de sols agricoles

- Marion Delplanque, Chargée de missions Sédiments Voies Navigables de France (VNF)
- Magali Roman, Chef de projet Dragage et Sécurité des Ouvrages (SOH) à la Direction Territoriale Rhône Saône Voies Navigables de France (VNF)







Valorisation des sédiments - Etat de l'art et innovations

Famille du média : **Médias professionnels**

Audience: 3173

Sujet du média : Energie-Environnement

8 Fevrier 2022

Journalistes : -

Nombre de mots: 3036

www.recyclage-recuperation.fr

p. 2/3

Visualiser l'article

10h30

Pause

11h00

Les difficultés et les leviers pour les collectivités en matière de valorisation des sédiments

Valérie Saudemont, Directrice Cycle de l'eau GEMAPI - Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Omer (CAPSO)

11h30

Valorisation des sédiments marins dans les travaux publics, retour d'expérience

Pascal Grégoire, Expert international - Bâtiments Travaux Publics, Aménagement et Urbanisme, Développement Durable

12h00

Techniques de dragage : quand choisir l'extraction par moyen mécanique ?

Mathieu Audebert, Directeur Général - CDES

12h30

Séance de questions-réponses / Discussions

13h00

Pause déjeuner

14h00

Déshydratation continue des sédiments : 1ère étape de traitement des fines pour leur valorisation.

Retours d'expériences du projet Interreg SURICATES

Tristan Debuigne, Innovation Manager Ixsane

14h30

Gestion des sédiments : les solutions innovantes appliquées en BTP

Nor-Edine Abriak, Directeur du développement CERI MP - IMT Nord Europe,

Professeur Associé - Université de Sherbrooke (Canada), Directeur Adjoint du Laboratoire Régional - LGCgE

15h00

Valorisation en technique routière des sédiments : Bilan et dernière expérimentation

Christophe Priez, Directeur Technique - Colas

15h30

Pause

16h00

Les sédiments dans les bétons : retour d'expérience

Jaouad Nadah, Chargé de projets développement - EQIOM

16h30







Valorisation des sédiments - Etat de l'art et innovations

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 3173

Sujet du média : **Energie-Environnement**

8 Fevrier 2022

Journalistes : -

Nombre de mots : 3036

p. 3/3

Visualiser l'article

www.recyclage-recuperation.fr

Présentation du guide échantillonnage et REX d'application

Virginie Amant, Chargée d'études Economie Circulaire, Département Littoral Aménagement Biodiversité - Cerema

17h00

Présentation des méthodologies transposables aux sédiments de dragage utilisées pour élaborer les formulations sur les matériaux excavés

Amine Kadiri, Associé Néo-Eco

17h30

Conclusions - Recommandations

18h00

Fin de la journée





l'Avenir de l'Artois

Famille du média : Médias régionaux

(hors PQR)

Périodicité : Hebdomadaire

Audience : **49050** Sujet du média :

Actualités-Infos Générales





Edition: 09 fevrier 2022 P.50

Journalistes: -

Nombre de mots: 119

p. 1/1

FOCUS

Un reportage diffusé sur M6

La future maison de Virginie et de Nicolas Leroy a attiré les caméras. M6 avait déjà consacré une première série de documentaires sur l'écoconstruction il y a un an.

« La réalisatrice a contacté CD2E à Loos-en-Gohelle qui en a parlé au constructeur, puis à nous. On a répondu à un questionnaire en se disant qu'on ne passera pas. Après quelques échanges, ils nous ont rappelés et c'est notre projet qui a été retenu », retrace Nicolas Leroy.

Les équipes de tournage sont venues sur place à plusieurs reprises, lors des différentes étapes de construction. Le reportage a été diffusé dans l'émission Zone Interdite, dimanche 6 février.







www.cerdd.org

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 6785

Sujet du média : Energie-Environnement

8 Fevrier 2022

Journalistes : -

Nombre de mots : 3256

p. 1/2

Visualiser l'article

Revivez les Rencontres régionales de l'énergie citoyenne!

L'association **EnergETHIC** organisait, en décembre 2021, les **Rencontres régionales de l'énergie citoyenne**, en visioconférence. Revivez l'événement à travers les vidéos des plénières et des différents ateliers.

Organisée pour la deuxième édition en 2022, ces rencontres sont le fruit de la **collaboration de nombreux acteurs régionaux** qui participent au **développement des énergies renouvelables**. Découvrez des exemples de projets, identifiez les acteurs pour vous accompagner et repérez les solutions proposées aux collectivités et autres acteurs de l'énergie pour se saisir de cette innovation.

Un événement soutenu par la Région Hauts-de-France, avec la participation de nombreux acteurs, Solaire en Nord, la SCIC Énergie Citoyenne, EnergETHIC, la SAS Énergie Citoyenne d'Opale, le Parc Naturel régional des Caps et Marais d'Opale, Enercoop Hauts-de-France, le Cerdd, la SEM Énergie Hauts-de-France, l'Ademe Hauts-de-France, le Cd2e et d'autres...



Plénière d'ouverture : l'implication des citoyens et des collectivités dans les projets d'énergies renouvelables : état des lieux et perspectives en Hauts-de-France

Retrouvez dans cette vidéo la plénière d'ouverture « L'implication des citoyens et des collectivités dans les projets d'énergies renouvelables : état des lieux et perspectives en Hauts-de-France » qui s'est déroulé le vendredi 10 décembre 2021 de 10h à 12h15. >>> Vidéo de la plénière d'ouverture

Atelier n°1 : Nouvel arrêté tarifaire, changement et adaptation : focus sur les







www.cerdd.org

Revivez les Rencontres régionales de l'énergie citoyenne !

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 6785

Sujet du média : Energie-Environnement

8 Fevrier 2022

Journalistes : -

Nombre de mots: 3256

p. 2/2

Visualiser l'article

conséquences

Les changements réglementaires récents de la filière photovoltaïque soulèvent des questionnements à la fois sur l'interprétation du texte, mais aussi sur les adaptations nécessaires des porteurs de projets citoyens. >>> Vidéo de l'atelier n°1

Atelier n°2: Co-développer son projet EnR Citoyen

Chaque collectivité locale peut s'impliquer à son échelle pour favoriser l'émergence de projets citoyens d'énergie renouvelable sur son territoire et impliquer sa population dans ses propres projets. Dans cet atelier, découvrez les retours d'expériences de collectivités et territoires pour co-construire un projet. >>> <u>Vidéo de l'atelier n°2</u>

Atelier n°3 : Quels appuis aux porteurs de projets dans le développement de leurs projets citoyens

Chaque collectivité locale peut s'impliquer, à son échelle, pour favoriser l'émergence de projets citoyens d'énergies renouvelables sur son territoire et impliquer sa population dans ses propres projets. Dans cet atelier, découvrez les outils permettant d'accompagner les porteurs de projets dans la concrétisation de leurs projets. >>> <u>Vidéo de l'atelier n°3</u>

Plénière de clôture : Comment communiquer sur son projets EnR Citoyen ?

À travers le partage et les retours d'expériences sur des projets citoyens, découvrez les principales phases de la communication d'un projet citoyen. >>> Vidéo de la plénière de clôture

>>> Pour retrouver les supports des plénières et des ateliers, rendez-vous sur le site d'EnergETHIC

Contacts:

Esra ERCAN, Animatrice réseau énergie renouvelable citoyenne, Association <u>EnergETHIC</u> <u>esraercan@energethic-asso.fr</u>







Famille du média : Médias régionaux

(hors PQR)

Périodicité : Hebdomadaire

Audience : **30100** Sujet du média :

Actualités-Infos Générales





Edition : 10 fevrier 2022 P.35

Journalistes : STÉPHANIE

HAMEAUX

Nombre de mots: 717

p. 1/1

ISBERGUES ET SON PAYS

INSOLITE

La maison qui attire les caméras d'M6

SAINT-HILAIRE-COTTES Virginie et Nicolas Leroy habitent le village. Ils emménageront bientôt avec leurs deux filles dans une habitation dite passive à Fouquières-lez-Béthune. Comprenez, un logement sans chauffage ou presque

STÉPHANIE HAMEAUX

e couple était à la recherche d'une maison économe et en ossature bois depuis plus de cinq ans. Il ne l'a pas trouvée, il a décidé de la faire construire.

Mais Virginie et Nicolas Leroy sont allés un peu plus loin dans la démarche écologique et environnementale en optant pour une maison dite passive. C'est-à-dire sans mode de chauffage ou presque. « On aura deux chauffe-serviettes dans les salles de bain. Un air qui sera renvoyé dans les autres pièces », décrit Nicolas Leroy. 37 ans.

Tous deux sont tombés sous le charme du terrain situé rue Fernand-Fanien à Fouquières-lez-Béthune. Ils vivent actuellement à Saint-Hilaire-Cottes et voulaient se rapprocher de la ville. Pour le projet d'une vie, ils ont choisi le constructeur Alternative Bois Concept à Sains-en-Gohelle.

COMMENT ÇA MARCHE?

Pour pouvoir se passer d'un système de chauffage, on ne peut compter que sur le soleil comme source d'énergie. « Dans la conception, l'orientation, l'isolation », décrit Nicolas Leroy. Pour cela, de grandes baies vitrées et des fenêtres triple vitrage, 60 centimètres d'isolation (dont de l'herbe présente au bord des routes!) au plafond. Un peu de béton tout de même, matériaux qui conserve la chaleur et un système de ventilation à double flux. Ce dernier va brasser l'air de la maison, l'air qui



Virginie et Nicolas Leroy devant leur future maison dite passive.

entre est chauffé par l'air qui sort et qui est déjà chaud. «La maison est très étanche, la moindre vis dans le mur est recouverte d'un scotch. On ne sent pas l'air aux fenêtres et le triple vitrage permet d'avoir des vitres chaudes et non froides.»

POUR QUEL BÉNÉFICE ?

Ce type de construction est plus cher. « Au lieu d'un prix moyen de 1500 à 1800 euros le m², on va arriver à 2200 euros du m². Ce ne sera pas rentabilisé dans les cinq ans mais c'est un pari sur l'avenir. Ça coûte un peu plus cher, mais on aura fait notre petite part pour la planête. » Une manière de penser à laquelle les filles du couple, Manon et Margaux, respectivement âgées de 8 et 6 ans, adhèrent. Le coût de la construction: 300 à 310 000 euros pour une maison de presque 140m², avec quatre chambres et un sous-sol de la surface de l'habitation.

Ce choix de construction aura une conséquence directe sur les factures

énergétiques. «Aujourd'hui, on paye en moyenne 2500 euros d'électricité par an. L'objectif est de descendre en dessous des 1000 euros.» Four, chauffe-eau ou encore machine à laver continueront de consommer de l'énergie. En complément, le couple a installé un récupérateur d'eau de pluie de 10000 litres raccordé aux toilettes.

Mais qu'en est-il de l'efficacité dans une région où le soleil joue à cachecache régulièrement? «Ce ne sont FOCUS

Un reportage diffusé sur M6

La future maison de Virginie et de Nicolas Leroy a attiré les caméras. Mó avait déjà consacré une première série de documentaires sur l'écoconstruction il y a un an.

«La réalisatrice a contacté <u>CD2E</u> à Loos-en-Gohelle qui en a parlé au constructeur, puis à nous. On a répondu à un questionnaire en se disant qu'on ne passera pas. Après quelques échanges, ils nous ont rappelés et c'est notre projet qui a été retenu », retrace Nicolas Leroy.

Les équipes de tournage sont venues sur place à plusieurs reprises, lors des différentes étapes de construction. Le reportage a été diffusé dans l'émis-

Le reportage a été diffusé dans l'émission Zone Interdite, dimanche 6 fé-

pas forcément les jours de pluie le problème, mais les journées où il fait gris, quand le soleil ne perce pas. Il faudrait vraiment deux à trois semaines sans soleil pour sentir le froid », estime Virginie Leroy. Et dans le pire des cas, « On fera tourner les chauffe-serviettes ou un chauffage d'appoint », concède Nicolas Leroy.

La famille compte emménager à la fin mars-début avril, dans une maison chauffée entre 20 et 20,5 degrés.





Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Périodicité : Quotidienne

Audience : **37830** Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 11 fevrier 2022 P.27

Journalistes : -

Nombre de mots: 717

p. 1/3

HAUTS-DE-FRANCE

INSOLITE

Un couple construit une maison sans chauffage

FOUQUIÈRES-LEZ-BÉTHUNE Virginie et Nicolas Leroy emménageront avec leurs deux filles dans une habitation dite passive. Comprenez, un logement sans chauffage ou presque. Une construction privilégiant les baies vitrées et les matières très isolantes





Un couple construit une maison sans chauffage

Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Périodicité : Quotidienne

Audience: **37830** Sujet du média:

Actualités-Infos Générales



Edition: 11 fevrier 2022 P.27

Journalistes : -

Nombre de mots: 717

p. 2/3

STÉPHANIE HAMEAUX

e couple était à la recherche d'une maison économe et en ossature bois depuis plus de cinq ans. Il ne l'a pas trouvée, il a décidé de la faire construire.

Mais Virginie et Nicolas Leroy sont allés un peu plus loin dans la démarche écologique et environnementale en optant pour une maison dite passive. C'est-à-dire sans mode de chauffage ou presque. « On aura deux chauffe-serviettes dans les salles de bain. Un air qui sera renvoyé dans les autres pièces », décrit Nicolas Leroy, 37 ans.

Tous deux sont tombés sous le charme du terrain situé rue Fernand-Fanien à Fouquières-lez-Béthune. Ils vivent actuellement à Saint-Hilaire-Cottes et voulaient se rapprocher de la ville. Pour le projet d'une vie, ils ont choisi le constructeur Alternative Bois Concept à Sains-en-Gohelle.

COMMENT ÇA MARCHE?

Pour pouvoir se passer d'un système de chauffage, on ne peut compter que sur le soleil comme source d'énergie. « Dans la conception, l'orientation, l'isolation », décrit Nicolas Leroy. Pour cela, de grandes baies vitrées et des fenêtres triple vitrage, 60 centimètres d'isolation (dont de l'herbe présente au bord des routes!) au plafond. Un peu de béton tout de même, matériaux qui conserve la chaleur et un système de ventilation à double flux. Ce dernier va brasser l'air de la maison, l'air qui





Un couple construit une maison sans chauffage

Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Périodicité : Quotidienne

Audience: **37830** Sujet du média:

Actualités-Infos Générales



Edition: 11 fevrier 2022 P.27

Journalistes: -

Nombre de mots: 717

p. 3/3



Virginie et Nicolas Leroy devant leur future maison dite passive.

entre est chauffé par l'air qui sort et qui est déjà chaud. «La maison est très étanche, la moindre vis dans le mur est recouverte d'un scotch. On ne sent pas l'air aux fenêtres et le triple vitrage permet d'avoir des vitres chaudes et non froides.»

POUR QUEL BÉNÉFICE ?

Ce type de construction est plus cher. « Au lieu d'un prix moyen de 1500 à 1800 euros le m², on va arriver à 2200 euros du m². Ce ne sera pas rentabilisé dans les cinq ans mais c'est un pari sur l'avenir. Ça coûte un peu plus cher, mais on aura fait notre petite part pour la planète. » Une manière de penser à laquelle les filles du couple, Manon et Margaux, respectivement âgées de 8 et 6 ans, adhèrent. Le coût de la construction: 300 à 310 000 euros pour une maison de presque 140m², avec quatre chambres et un sous-sol de la surface de l'habitation.

Ce choix de construction aura une conséquence directe sur les factures énergétiques. «Aujourd'hui, on paye en moyenne 2500 euros d'électricité par an. L'objectif est de descendre en dessous des 1000 euros.» Four, chauffe-eau ou encore machine à laver continueront de consommer de l'énergie. En complément, le couple a installé un récupérateur d'eau de pluie de 10000 litres raccordé aux toilettes.

Mais qu'en est-il de l'efficacité dans une région où le soleil joue à cachecache régulièrement? «Ce ne sont pas forcément les jours de pluie le problème, mais les journées où il fait gris, quand le soleil ne perce pas. Il faudrait vraiment deux à trois semaines sans soleil pour sentir le froid », estime Virginie Leroy. Et dans le pire des cas, « On fera tourner les chauffe-serviettes ou un chauffage d'appoint », concède Nicolas Leroy.

La famille compte emménager à la fin mars-début avril, dans une maison chauffée entre 20 et 20,5 degrés.

FOCUS

Un reportage diffusé sur M6

La future maison de Virginie et de Nicolas Leroy a attiré les caméras. M6 avait déjà consacré une première série de documentaires sur l'écoconstruction il y a un an. « La réalisatrice a contacté <u>CD2E</u> à

Loos-en-Gohelle qui en a parlé au constructeur, puis à nous. On a répondu à un questionnaire en se disant qu'on ne passera pas. Après quelques échanges, ils nous ont rappelés et c'est notre projet qui a été retenu », retrace Nicolas Leroy.

Les équipes de tournage sont venues

Les equipes de tournage sont venues sur place à plusieurs reprises, lors des différentes étapes de construction. Le reportage a été diffusé dans l'émission Zone Interdite, dimanche 6 fé-

vrier.







www.cerdd.org

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 6785

Sujet du média : Energie-Environnement

10 Fevrier 2022

Journalistes : -

Nombre de mots : 5604

Visualiser l'article

p. 1/2

« COCOPEOP » : faciliter les projets éoliens et photovoltaïques

Lauréats de l'AMI COnseillers à destination des COllectivités pour le développement de Projets EOliens et Photovoltaïques (COCOPEOP), la FDE80 et <u>le CD2E</u> pilotent dès 2022 l'animation régionale aux côtés de 3 autres syndicats d'énergie de l'Oise (SE60), de la Flandre (SIECF TE) et de l'Aisne (USEDA 02).

Conseillers à destination des collectivités de l'échelon communal pour le développement de projets éoliens et photovoltaïques

Fin 2021, un groupement de syndicats d'énergie des Hauts-de-France étaient lauréats de l'Appel à manifestation d'intérêt (AMI) du Ministère de la Transition Ecologique et l'Ademe " COCOPEOP " : COnseillers à destination des COllectivités pour le développement de Projets EOliens et Photovoltaïques.

Son objectif est d'accompagner les collectivités locales dans le développement des projets photovoltaïques et éoliens en mettant en place sur 3 ans des actions d'animation, de communication et de formation.

L'animation régionale des Hauts-de-France démarre en 2022 sous le pilotage du <u>CD2E</u> et de la <u>FDE80</u> en tant que pilote de l'entente <u>Territoire</u> d'Energie Hauts-de-France .

Le recrutement de conseillers visera à sensibiliser et accompagner les collectivités sur les différentes étapes d'un projet d'énergie renouvelable et les moyens à leur disposition pour devenir le facilitateur du projet dans l'écosystème territorial.

L'accompagnement des syndicats d'énergie

Au total, ce sont 4 s yndicats d'énergie qui sontconcernés par ce projet : le Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre Territoire d'énergie Flandre (<u>SIECF TE</u>), le Syndicat d'Energie de l'Oise (<u>SE 60</u>), la Fédération Départementale d'Energie de la Somme (FDE 80) et l'Union des secteurs d'énergie du département de l'Aisne (<u>USEDA 02</u>).

Les quatre syndicats sont Autorités Organisatrices de la Distribution d'Énergies (AODE). Au-delà de leurs compétences historiques sur la distribution de l'électricité et du gaz, les 4 syndicats s'occupent de compétences optionnelles dont la maîtrise de la demande en énergie et la production d'énergies renouvelables pour lesquelles ils assurent des missions de conseil, portent des études et réalisent des groupements de travaux pour aider à mieux maîtriser les consommations et dépenses énergétiques et produire des énergies renouvelables pour le compte de leurs communes et intercommunalités adhérentes :

- 94 communes sur le Nord et 4 communes sur le Pas-de-Calais pour le SIECF TE ;
- 441 communes sur le département de l'Oise pour le SE 60 ;
- 763 communes sur le département de la Somme pour la FDE 80 ;
- 794 communes sur le département de l'Aisne pour l'USEDA.

Les syndicats d'énergie proposent à leurs adhérents, un accompagnement pour :







www.cerdd.org

« COCOPEOP » : faciliter les projets éoliens et photovoltaïques

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 6785

Sujet du média : Energie-Environnement

10 Fevrier 2022

Journalistes : -

Nombre de mots : 5604

Visualiser l'article

p. 2/2

• La réalisation d'états des lieux énergétiques du patrimoine ;

- Le suivi des consommations énergétiques ;
- Des conseils indépendants et personnalisés pour la programmation d'investissements ;
- La recherche de leviers financiers ;
- La mise en place d'opérations groupées de commandes, leurs suivis et leurs évaluations.

De façon générale, les marchés et accords-cadres conclus dans le cadre des groupements de commande facilitent le passage à l'action pour massifier le nombre de projets de rénovation et de production énergétique sur le patrimoine public . Un appui précieux est apporté par de nouveaux « outils » techniques et financiers tels que les Société d'Économie Mixte (SEM) - SEM Energies Hauts-de-France et Somme Energies - afin d'investir localement aux cotés des collectivités sur ces divers sujets et innover sur des modèles d'affaires avec tiers investissement.

Zoom sur le solaire

Dans la continuité de ces démarches opérationnelles, les syndicats d'énergie manifestent leur volonté de contribuer à la dynamique solaire impulsée par l'ADEME en facilitant et en accélérant l'opérationnalisation des démarches communales et intercommunales, en lien avec les études de planification énergétique et les PCAET.

Dans cette même optique, le SIECF TE, le SE 60 et la FDE 80, associés avec le Syndicat mixte de l'Energie du Cambrésis (
<u>SIDEC</u>), se sont également engagés avec le Région Hauts-de-France et l'ADEME au travers d'une convention de partenariat pour renforcer la coopération entre les parties en développant des projets conjoints et innovants contribuant :

- aux objectifs de la Loi de Transition Energétique Pour la Croissance Verte de 2015 (TEPCV) et de la loi Energie Climat de 2019 ;
- à la mise en oeuvre de la dynamique de Troisième Révolution Industrielle rev3, en accompagnant notamment les Territoires impliqués dans des démarches territoriales intégrées (démonstrateurs rev3, COTTRI, CRTE, ...);
- aux objectifs fixés dans le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET).

Amplifier le développement des ENR

Avec la création de deux postes de conseillers pendant 3 ans, cette candidature des quatre syndicats à l'AMI aux côtés du CD2E constitue ainsi une étape importante dans l'amplification d'une animation de terrain et un plan de déploiement massif des énergies renouvelables électriques .

Celle-ci impliquera d'une part par une solarisation du patrimoine des collectivités (en toiture, ombrières et au sol), ainsi que par un développement raisonné et cadré de l'éolien dans la Région Hauts-de-France. L'objectif est de se baser sur la stratégie déclinée au sein des 32 études de planification énergétique (EPE) et cadastres solaires disponibles du territoire composant les syndicats.







lebatimentperformant.fr

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 5033

Sujet du média : BTP-Architecture

14 Fevrier 2022

Journalistes : -

Nombre de mots: 4955

p. 1/3

Visualiser l'article

CFP est là! Et en février brrrrr... On vous parle de froid!

Au sommaire de CFP Edition de février (N° 862) Dossier spécial Froid Entretien du mois : Christophe Rodriguez, directeur général adjoint de l'Ifpeb Technique : Ventilation double flux en rénovation Chantier : Solaire thermique et Pac au R513A pour les douches d'un Crous Marché : Logiciels de calcul thermique, ACV et outils de la maquette numérique etc.



DOSSIER

Froid

66 % : c'est ce que représentent les fluides frigorigènes pour le froid, le rafraîchissement et les pompes à chaleur dans le total des émissions de gaz à effet de serre de l'Union européenne. Bonne élève, cette dernière n'a pas utilisé tous les quotas prévus par la F-Gas pour 2020. Les fluides à bas GWP ont la cote, mais un autre indicateur n'est pas à négliger pour des installations performantes : en prenant aussi en compte les émissions de CO 2 liées à la consommation d'énergie de l'installation dans son ensemble, le Tewi Total Equivalent Warming Impact permet de valoriser des fluides comme le *CO* 2 ou le propane.

- SOS main-d'oeuvre!
- Comment améliorer les performances des installations au CO 2 ?
- F-Gas : les quotas 2020 n'ont pas tous été utilisés
- Quel fluide frigorigène pour une chaîne du froid éco-efficace ?
- Un outil de modélisation pour le commerce alimentaire
- Décarboner la production d'ECS grâce aux groupes froid
- HFO 1234ze : la Tour Eiffel se met au vert!
- Butagaz milite pour le Tewi!







CFP est là ! Et en février brrrrrr... On vous parle de froid !

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 5033

Sujet du média : BTP-Architecture

14 Fevrier 2022

Journalistes : -

Nombre de mots: 4955

p. 2/3

lebatimentperformant.fr

Visualiser l'article

- Fluide régénéré dans un immeuble de bureaux
- Nouvelles fiches CEE pour les installations au CO 2

ENTRETIEN DU MOIS

Christophe Rodriguez, directeur général adjoint de l'Ifpeb

« Le premier pas vers la performance : se parler »

Association née en 2007, l'Institut français pour la performance du bâtiment (Ifpeb) se définit comme une alliance d'acteurs économiques qui s'attachent à mettre en oeuvre les moyens d'une transition énergétique et environnementale ambitieuse pour l'immobilier et la construction. Son arme principale ? La connaissance opérationnelle. Christophe Rodriguez fait le point sur les outils développés et les actions en cours.

L'ACTU

Les derniers chiffres marché: 2021, année du paradoxe!

CHANTIER

Solaire thermique et Pac au R513A pour les douches d'un Crous

Les étudiants occupant les 162 chambres de la résidence Duportal du Crous Toulouse-Occitanie prennent depuis la rentrée leur douche grâce à deux pompes à chaleur au R513A couplées à 120 m² de panneaux solaires thermiques. L'installation s'est tout juste terminée fin septembre, veille de rentrée des étudiants.

TECHNIQUE

Ventilation double flux en rénovation

Douze enseignements à connaître (9 à 12)

Cet article est extrait d'un rapport élaboré par l'Agence Qualité Construction (AQC), le <u>Centre</u> de <u>Développement</u> des <u>Eco</u>-entreprises (<u>CD2E</u>) et Ville et Aménagement Durable dans le cadre du dispositif REX Bâtiments Performants. Le choix de la VMC double flux se fait notamment en cas de rénovations très performantes d'un point de vue énergétique. Son efficacité est associée en particulier à une bonne étanchéité à l'air du bâti, mais aussi à la possibilité, pour certaines installations double flux, de pouvoir moduler les débits selon l'usage et l'occupation d'un bâtiment non-résidentiel.

REGLEMENTATION

- Modification de fiches d'opérations standardisées concernant le génie climatique
- Un second arrêté révisant des fiches d'opérations standardisées
- CEE : création de deux programmes et prolongation d'un troisième
- Du nouveau concernant la certification des diagnostiqueurs
- L'audit énergétique pour les logements proposés à la vente en vigueur dès le 1 er septembre

SUR LE MARCHE

Logiciels de calcul thermique, ACV et outils de la maquette numérique

Editeurs de logiciels mais aussi bureaux d'études ont développé des outils pour la réalisation d'études thermiques et environnementales en vue de la RE 2020, entrée en vigueur depuis le 1 er janvier 2022. Quant aux logiciels Bim, ils se déclinent en fonction des usages, de l'architecte à l'entreprise de travaux. Voici une petite sélection de ces outils.

L'ACTUALITE EN DIRECT

- Uniclima remet en cause la méthode de calcul de la part EnR des Pac







CFP est là ! Et en février brrrrrr... On vous parle de froid !

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 5033

Sujet du média : BTP-Architecture

14 Fevrier 2022

Journalistes : -

Nombre de mots : 4955

lebatimentperformant.fr

Visualiser l'article

p. 3/3

- Nouvelle organisation pour Ariston
- Une cartographie des réseaux de chaleur en ligne
- EnR électriques : la France peine à rattraper son retard
- Les chaudières biomasse font recette
- négaWatt milite pour un grand programme de rénovation
- Gree veut mettre l'accent sur le tertiaire
- Purification de l'air : Aldes prend des parts dans une start-up
- La méthanisation reste dynamique
- On en sait plus sur l'accompagnateur de travaux
- 800 000 logements rénovés en 2022 ?
- Grand Paris : le potentiel de la géothermie de surface cartographié
- F2A avale Enerbee
- Nouvelles orientations pour Barcol-Air
- Trophées Education de la Maquette numérique : c'est parti!
- 44 logements franciliens déjà prêts pour la RE 2020!
- 41 000 logements concernés par une réno BBC-Effinergie
- Etc.





Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : **Bimestrielle**Audience : **163800**Sujet du média :

Gestion d'entreprise-Management





Edition: Fevrier 2022 P.2-5 Journalistes: Luc Perin Nombre de mots: 1482

p. 1/4



DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les clauses vertes s'imposent dans les marchés publics

La loi "Climat et résilience" du 22 août 2021 rend obligatoires les clauses environnementales dans les marchés publics, à horizon 2026.
Alors, dès à présent, comment les intégrer pour verdir la commande publique?

ans le jardin des acheteurs publics, les clauses ertes sont en pleine croissance. Cela s'inscrit lans un contexte général de lois axées sur le développement durable et l'environnement : loi Egalim sur la restauration collective, RE2020, etc. En rendant obligatoires les clauses vertes en 2026, l'article 35 de la loi Climat et résilience a accéléré leur maturation. Celui-ci précise en effet que les spécifications techniques "prennent en compte des objectifs de développement durable dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale" (article L. 2111-2 du Code de la commande publique). Les acheteurs publics devront donc les intégrer dès la phase de définition du besoin. L'article 35 introduit également l'obligation de retenir au moins un critère d'attribution prenant en compte les caractéristiques environnementales de l'offre (article L. 2152-7). « C'est le nerf de la guerre », commente maître Evangelia Karamitrou, avocat associé chez Landot & associés. « Les critères doivent être précis, liés à l'objet du marché, et non généraux et liés à l'entreprise. Mais ils ne 🔻 🗸



« Les clauses envir onnement ales doi vent êt re précises et liées à l'obj et du marché » Maître Evangelia Karamitrou, avocat associé chez Landot & associés





Les clauses vertes s'imposent dans les marchés publics

Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : **Bimestrielle**Audience : **163800**Sujet du média :

Gestion d'entreprise-Management





Edition : **Fevrier 2022 P.2-5**Journalistes : **Luc Perin**

Nombre de mots : 1482

p. 2/4

achats 45 DÉCRYPTAGE





Les clauses vertes s'imposent dans les marchés publics

Famille du média : **Médias professionnels**

Périodicité : **Bimestrielle**Audience : **163800**Sujet du média :

Gestion d'entreprise-Management





Edition : Fevrier 2022 P.2-5
Journalistes : Luc Perin
Nombre de mots : 1482

p. 3/4



doivent pas restreindre la concurrence. » Les acheteurs publics devront également prendre en compte l'environnement dans les conditions d'exécution du marché (article L. 2112-2). « Cette obligation d'insertion de clauses vertes va dans le bon sens », estime Gildas Renard, chef de projet pilotage de la politique d'achat à la Région Bretagne. « Elle vient consacrer un mouvement déjà bien en place. Nous avons passé le cap de la sensibilisation et sommes maintenant dans la mise en œuvre. »

Clauses vertes: où en est- on?

Les dispositions de l'article 35 de la loi Climat et résilience entreront en vigueur à une date fixée par décret, et au plus tard le 22 août 2026. À cette date, 100 % des marchés publics devront intégrer une clause environnementale. Un objectif ambitieux au vu de la situation actuelle. En effet, l'Observatoire économique de la



« Nous avons passé le cap de la sensibilisat ion et sommes maint enant dans la mise en œuvre » Gildas Renard, chef de projet pilotage de la politique d'achat à la région Bretagne commande publique indique qu'en 2020, seulement 21,7 % des marchés publics de l'État et du secteur hospitalier avaient intégré une clause environnementale. Pour les collectivités territoriales, le pourcentage n'est même que de 12,6%. Cinq ans ne seront donc pas de trop pour généraliser les clauses vertes. Prenons le cas de la région Bretagne. Dans son schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (SPASER) de 2018, elle s'était fixée un objectif de 30% de marchés intégrant une clause environnementale en 2020. Elle devra

l'augmenter significativement dans le nouveau SPASER qu'elle définira cette année. L'enjeu est de taille puisque les marchés publics de la Région représentent chaque année 250 millions d'euros HT. « Il ne faut pas attendre la rédaction du contrat pour penser à une clause environnementale », explique Gildas Renard. « Celle-ci doit s'inscrire dans le cycle de l'achat, doit ressortir de la réflexion sur les besoins. » Certains marchés publics de construction de lycées de la région Bretagne comprennent déjà une clause exigeant un pourcentage d'éco-matériaux. « Ce pourcentage, 20% par exemple, est un niveau minimum », précise Gildas Renard. « Pour encourager les entreprises à faire mieux, nous pouvons en faire un critère d'attribution. Un travail de liaison continue avec les fournisseurs est nécessaire », ajoute-t-il. « Il permet de bien connaître le marché, la capacité de l'offre à répondre à une clause que l'on définit. »

Un clausier environnemental en ligne

Mais alors, quelle clause environnementale intégrer à son marché ? Pour la définir, les acheteurs peuvent s'appuyer sur un outil comme La Clause Verte. Ce clausier en ligne a été lancé en novembre 2020 par CD2E, une association basée dans les Hauts-de-France et spécialisée dans l'éco-transition. Il met à disposition des acheteurs publics des clauses relatives à différents segments d'achats et thématiques à fort enjeu environnemental : énergies renouvelables, éco-conception, gestion des déchets... Chacune des clauses est accompagnée par des commentaires qui en précisent les raisons, les points de vigilance et les articulations avec d'autres clauses. Pour chaque clause, le site propose aussi des liens vers des types d'achats complémentaires et des ressources. « La





Les clauses vertes s'imposent dans les marchés publics

Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : **Bimestrielle**Audience : **163800**Sujet du média :

Gestion d'entreprise-Management





Edition: Fevrier 2022 P.2-5
Journalistes: Luc Perin
Nombre de mots: 1482

p. 4/4

difficulté de ces clauses vertes réside dans la nécessité de partir du technique pour aller au juridique », explique Michaël Surelle, responsable achats publics durables chez CD2E. « Il est bien sûr plus difficile de rédiger une clause verte pour un marché de services assurés par un psychologue que pour un marché de travaux. » Dans La Clause Verte, on trouve également l'indication du document de marché public à laquelle la clause est destinée : CCTP (cahier des clauses techniques particulières), CCAP (cahier des clauses administratives particulières) ou règlement de la consultation (RC). Cet outil semble rencontrer son public puisque le site laclauseverte.fr avait déjà reçu 20 000 visites fin 2021. Il est actuellement alimenté par plus de vingt contributeurs, un chiffre qui devrait augmenter puisque tous les acheteurs publics sont susceptibles de partager leur expérience sur ce site. Mais au-delà de cet outil, quelles autres pistes pour trouver la bonne clause ? « Prenez le temps de faire du benchmark, collaborez avec les réseaux d'acheteurs responsables », conseille Michaël Surelle. « Expérimentez les clauses et retenez celles qui fonctionnent. Focalisez-vous sur les actions où vous aurez le plus d'impact. Et n'oubliez pas de valoriser votre travail pour que d'autres acteurs puissent s'en inspirer. »

Du sur-mesure et des clauses adaptées

Les avocats spécialisés en marchés publics délivrent aussi leurs conseils. « Le but n'est pas d'avoir le plus de clauses environnementales possible. Des documents plus courts sont mieux compris et plus lus par les candidats », rappelle Louis le Foyer de Costil, avocat en droit public. « S'il est utile de s'inspirer du travail des clausiers, il faut faire du sur-mesure, rédiger des clauses bien adaptées à son contrat. » Maître Karamitrou conseille par ailleurs de définir des pénalités pour faire respecter les clauses environnementales : « Elles doivent êtres dissuasives mais pas démesurées, et fixées au cas par cas. » Se pose aussi la question du contrôle de l'exécution des clauses environnementales, gage de leur efficacité. « Beaucoup d'acheteurs élaborent un critère de développement durable pour la passation du marché mais ne le contrôlent pas au stade de l'exécution », constate Louis le Foyer de Costil.



chef du service prospective et performance des achats chez Métropole Toulon Provence Méditerra née

« NOUS AVONS LA LOI POUR NOUS : OSONS VERDIR LA COMMANDE PUBLIQUE »

« Auparavant, le critère environnemental ressemblait un peu à "L'École des fans" : tout le monde avait 10 ! Aujourd'hui, nous demandons aux candidats des éléments, des arguments, du factuel. Le critère ne doit plus être global mais s'appuyer sur le cahier des charges, être plus précis, plus opérant. Ce qui nécessite une connaissance du terrain, des opérateurs économiques, et donc un sourcing pour les interroger, savoir ce qu'ils savent faire. Il est par ailleurs important de se donner les moyens de contrôler les conditions d'exécution du marché. Désormais, presque tous nos marchés ont un critère et une clause d'exécution environnementaux. Dès la publication de la loi « Climat et résilience », nous avons créé un clausier vert métropolitain avec des exemples de clauses qui fonctionnent. Nous avons également contribué à l'outil en ligne « La Clause Verte » en partageant notre critère « Performance en matière de protection de l'environnement » et notre clause «Schéma d'organisation et de gestion des déchets», typique des marchés de travaux. »

Précisons enfin que la loi Climat et résilience ne s'est pas limitée aux clauses environnementales en matière de commande publique. Son article 35 renforce les SPASER instaurés par la loi du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire. Obligatoires pour les collectivités territoriales dont le montant total annuel des achats est supérieur à 100 millions d'euros HT, ils devront comporter "des indicateurs précis" à compter du 1er janvier 2023. La loi Climat et résilience introduit en outre la possibilité d'exclure un candidat soumis à l'obligation d'établir un plan de vigilance et qui ne la satisfait pas (article 35 insérant l'article L. 2141-7-1 dans le Code de la commande publique). Le même article énonce une nouvelle mission parfaitement illustrée par les clauses vertes : "La commande publique participe à l'atteinte des objectifs de développement durable". Luc Perin

16,81%

C'EST LE TAUX
DE MARCHÉS PUBLICS
AYANT INTÉGRÉ
UNE CLAUSE
ENVIRONNEMENTALE
EN 2020

Source : Observatoire économique de la commande publique







Famille du média : Médias professionnels

Audience: 5033

Sujet du média : BTP-Architecture

15 Fevrier 2022

Journalistes : -

Nombre de mots: 884

p. 1/1

lebatimentperformant.fr

Visualiser l'article

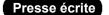
Douze enseignements à connaître (9 à 12) : ventilation double flux en rénovation

Cet article est extrait d'un rapport élaboré par l'Agence Qualité Construction (AQC), le <u>Centre</u> de <u>Développement</u> des <u>Eco</u>-entreprises (<u>CD2E</u>) et Ville et Aménagement Durable dans le cadre du dispositif REX Bâtiments Performants. Le choix de la VMC double flux se fait notamment en cas de rénovations très performantes d'un point de vue énergétique. Son efficacité est associée en particulier à une bonne étanchéité à l'air du bâti, mais aussi à la possibilité, pour certaines installations double flux, de pouvoir moduler les débits selon l'usage et l'occupation d'un bâtiment non-résidentiel. Les enseignements 1 à 4 et 5 à 8 ont respectivement été présentés dans le CFP 860 de décembre 2021 et le CFP 861 de janvier 2022.

Article avec accès abonnés:

 $\underline{https://lebatimentperformant.fr/actualites/douze-enseignements-a-connaitre-9-a-12-ventilation-double-flux-en-renovation/5/4} \\ \underline{394}$





CFP CHAUD FROID PERFORMANCE

FRA

Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Mensuelle Audience : 51000

Sujet du média : BTP-Architecture



Edition: Fevrier 2022 P.4-6

Journalistes: -

Nombre de mots: 805

p. 1/2

Sommaire

N° 862 Février 2022

Entretien du mois P. 10

Christophe Rodriguez, directeur général adjoint de l'Ifpeb



Le premier pas vers la performance : se parler»

Association née en 2007, l'Institut français pour la performance du bâtiment (Ifpeb) se définit comme une alliance d'acteurs économiques qui s'attachent à mettre en œuvre les moyens d'une

transition énergétique et environnementale ambitieuse pour l'immobilier et la construction. Son arme principale ? La connaissance opérationnelle. Christophe Rodriguez fait le point sur les outils développés et les actions en cours.

Il est interdit de reproduire, même partiellement, par quelque procéde que ce soit, le contenu de la presente publica-bon (los du 1 mars son (los

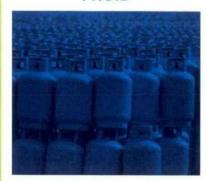
En direct. P. 12

- Les derniers chiffres marché : 2021, année du paradoxe!
- Uniclima remet en cause la méthode de calcul de la part EnR des Pac
- -> Nouvelle organisation pour Ariston
- Une cartographie des réseaux de chaleur en ligne
- EnR électriques : la France peine à rattraper son retard
- → Les chaudières biomasse font recette
- négaWatt milite pour un grand programme de rénovation
- -> Gree veut mettre l'accent sur le tertiaire
- Purification de l'air : Aldes prend des parts dans une start-up
- -> La méthanisation reste dynamique
- -> On en sait plus sur l'accompagnateur de travaux
- → 800 000 logements rénovés en 2022 ?
- Grand Paris : le potentiel de la géothermie de surface cartographié
- → F2A avale Enerbee
- → Nouvelles orientations pour Barcol-Air
- Trophées Education de la Maquette numérique : c'est parti!
- 44 logements franciliens déjà prêts pour la RE 2020!
- 41 000 logements concernés par une réno BBC-Effinergie

Bibliothèque..... P. 25

Livres, catalogues, etc.

DOSSIER P. 26 FROID



66 %: c'est ce que représentent les fluides frigorigènes pour le froid, le rafraîchissement et les pompes à chaleur dans le total des émissions de gaz à effet de serre de l'Union européenne. Bonne élève, cette dernière n'a pas utilisé tous les quotas prévus par la F-Gas pour 2020. Les fluides à bas GWP ont la cote, mais un autre indicateur n'est pas à négliger pour des installations performantes : en prenant aussi en compte les émissions de CO₂ liées à la consommation d'énergie de l'installation dans son ensemble, le Tewi – Total Equivalent Warming Impact – permet de valoriser des fluides comme le CO₂ ou le propane.

- SOS main-d'œuvre !
- Comment améliorer les performances des installations au CO, ?
- F-Gas: les quotas 2020 n'ont pas tous été utilisés
- Quel fluide frigorigène pour une chaîne du froid éco-efficace?
- Un outil de modélisation pour le commerce alimentaire
- Décarboner la production d'ECS grâce aux groupes froid
- HFO 1234ze: la Tour Eiffel se met au vert!
- Butagaz milite pour le Tewi !
- Fluide régénéré dans un immeuble de bureaux
- Nouvelles fiches CEE pour les installations au CO,





CFP CHAUD FROID PERFORMANCE

Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Mensuelle
Audience : 51000

Sommaire

Sujet du média : BTP-Architecture



Edition: Fevrier 2022 P.4-6

Journalistes : -

Nombre de mots: 805

p. 2/2

Chantier P. 44

Solaire thermique et Pac au R513A pour les douches d'un Crous

Les étudiants occupant les 162 chambres de la résidence Duportal du Crous Toulouse-Occitanie prennent depuis la rentrée leur douche grâce à deux pompes à chaleur au R513A couplées à 120 m² de panneaux solaires thermiques. L'installation s'est tout juste terminée fin septembre, veille de rentrée des étudiants.



TechniqueP. 47

Douze enseignements à connaître (9 à 12)

Ventilation double flux en rénovation

Cet article est extrait d'un rapport élaboré par l'Agence Qualité Construction (AQC), le Centre de Développement des Eco-entreprises (CD2E) et Ville et Aménagement Durable dans le cadre du dispositif REX Bâtiments Performants. Le choix de la VMC double flux se fait notamment en cas de rénovations très performantes d'un point de vue énergétique. Son efficacité est associée en particulier à une bonne étanchéité à l'air du bâti, mais aussi à la possibilité, pour certaines installations double flux, de pouvoir moduler les débits selon l'usage et l'occupation d'un bâtiment non-résidentiel.

Logiciels de calcul thermique, ACV et outils de la maquette numérique

Editeurs de logiciels mais aussi bureaux d'études ont développé des outils pour la réalisation d'études thermiques et environnementales en vue de la RE 2020, entrée en vigueur depuis le 1er janvier 2022. Quant aux logiciels Bim, ils se déclinent en fonction des usages, de l'architecte à l'entreprise de travaux. Voici une petite sélection de ces outils.

Réglementation P. 54

- Modification de fiches d'opérations standardisées concernant le génie climatique
- Un second arrêté révisant des fiches d'opérations standardisées
- CEE : création de deux programmes et prolongation d'un troisième
- Du nouveau concernant la certification des diagnostiqueurs
- → L'audit énergétique pour les logements proposés à la vente en vigueur dès le 1^{er} septembre.

Produits du mois P. 56

ABONNEZ-VOUS À

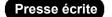


Scannez directement ce code









CFP CHAUD FROID PERFORMANCE

FRA

Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Mensuelle Audience: 51000

Sujet du média : BTP-Architecture



Edition: Fevrier 2022 P.47-50

Journalistes : -

Nombre de mots: 1810

p. 1/4

Technique

Douze enseignements à connaître (9 à 12)

Ventilation double flux en rénovation

Cet article est extrait d'un rapport élaboré par l'Agence Qualité Construction (AQC), le Centre de Développement des Eco-entreprises (CD2E) et Ville et Aménagement Durable dans le cadre du dispositif REX Bâtiments Performants. Le choix de la VMC double flux se fait notamment en cas de rénovations très performantes d'un point de vue énergétique. Son efficacité est associée en particulier à une bonne étanchéité à l'air du bâti, mais aussi à la possibilité, pour certaines installations double flux, de pouvoir moduler les débits selon l'usage et l'occupation d'un bâtiment non-résidentiel.

Les enseignements 1 à 4 et 5 à 8 ont respectivement été présentés dans le CFP 860 de décembre 2021 et le CFP 861 de janvier 2022.

9. DÉFINIR ET ATTEINDRE LES **OBJECTIFS DE PERFORMANCE ACOUSTIQUE**

CONSTAT

· Les niveaux sonores mesurés en sortie de bouches dépassent les prescriptions réglementaires.

PRINCIPAUX IMPACTS

- · Inconfort acoustique ressenti par les usagers.
- Non-respect des niveaux de pression acoustiques maximaux en fonction de l'usage de la pièce.

- · Transmission des bruits de fonctionnement de la CTA par absence de piège à sons. La problématique est accentuée si la CTA fonctionne à un régime supérieur pour compenser les pertes de charges d'un réseau aéraulique peu étanche à l'air,
- · Sous dimensionnement et/ou complexité du réseau aéraulique entraînant des pertes de charge produisant du bruit.
- Pression et/ou débit trop important en sortie de bouche.
- · Bouche de soufflage sous dimensionnée.

Solution corrective

· Si cela est possible, mettre en place des pièges à sons aux endroits critiques identifiés par les occupants.



de pression acoustique de 50,5 dB(A) mesuré dans la salle de classe gêne les occupants. II s'explique par l'absence d'un piège à sons.



Pour limiter les nuisances acous tiques liées à la transmission des bruits de la CTA, un piège à sons a été installé en sortie de la CTA.

Bonnes pratiques

- · Prendre en compte l'acoustique dès la conception de l'installation.
- · Faire intervenir, pour des installations avec hautes exigences d'isolement ou de niveau de bruit final, un acousticien qui pourra définir les éléments à mettre en place pour limiter les nuisances acoustiques.
- Placer les entreprises de réalisation dans une logique d'exigence de résultats, avec un NF fixé par pièce en fonction de sa des-

tination et un rappel de l'émergence maximale de 3 dB côté extérieur.

- · Prévoir des centrales d'air à plus faible perte de charge interne et de fait génératrice de puissance acoustique plus faible.
- · Soigner le réseau aéraulique : respecter les sections en fonction du débit maximal, limiter les singularités et éviter les effets systèmes, s'assurer de son étanchéité à l'air (accessoires à joint, test de perméabilité à l'air...).

Références:

NF DTU 68.3 Travaux de bâtiment - Installations de ventilation mécanique.

Arrêté du 30 juin 1999 relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments d'habitation.

Arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements de santé, d'enseignement et hospitalier.

10. POSITIONNER LE REJET D'AIR ET LA PRISE D'AIR NEUF AFIN D'ÉVITER **TOUTE REPRISE**

CONSTAT





CFP CHAUD FROID PERFORMANCE

Ventilation double flux en rénovation

Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Mensuelle Audience : 51000

Sujet du média : BTP-Architecture



Edition : Fevrier 2022 P.47-50

Journalistes : -

Nombre de mots: 1810

p. 2/4

• La prise d'air neuf et le rejet d'air vicié sont trop proches l'un de l'autre.

PRINCIPAL IMPACT

 Risque pour la qualité sanitaire de l'air, car l'air vicié peut entrer à nouveau dans le bâtiment via la prise d'air neuf.

ORIGINES

- Défaut de conception : le positionnement de la prise d'air neuf et du rejet d'air n'a pas été étudié.
- Méconnaissance des exigences réglementaires et des règles de l'art.

NB: en rénovation, la conception au regard de l'existant peut s'avérer plus complexe et nécessite plus de réflexion que dans le neuf pour atteindre les objectifs de qualité.



La prise d'air neuf et le rejet d'air vicié sont juxtaposés, ce qui peut induire une réintroduction de l'air vicié dans le bâtiment.

Les gaines de la prise et du rejet d'air sortent l'un à côté de l'autre sur la paroi extérieure. Cette installation a été réalisée dans le cadre d'une rénovation avec une contrainte d'espace. ©AOC





A défaut de pouvoir installer le rejet d'air vicié en toiture, la prise d'air neuf et le rejet d'air vicié sont situés sur deux façades différentes de la maison, ce qui empêche la recirculation de l'air vicié dans le bătiment. ©AOC

Solution corrective

 Si cela est envisageable, installer un obstacle physique type déflecteur entre la prise d'air neuf et le rejet d'air vicié pour limiter les risques de recirculation.

Bonnes pratiques

Appliquer les règles de l'art en matière de positionnement de

la prise d'air neuf par rapport au rejet d'air vicié :

- Au moins 60 cm pour des prises d'air neuf individuelles.
- Au moins 4 m pour des prises d'air collectives.
- Identifier dès la conception l'orientation et la localisation de la prise d'air neuf et du rejet d'air vicié, en prenant en compte notamment le sens des vents dominants.
- Positionner la prise d'air neuf et le rejet d'air vicié sur deux façades différentes.

Références :

Arrêté du 24 mars 1982 (modifié) relatif à l'aération des logements,

NF DTU 68.3 Travaux de bâtiment – Installation de ventilation mécanique.

Règlement sanitaire départemental.

11. RÉALISER UNE MISE EN ŒUVRE SOIGNÉE DU RÉSEAU AÉRAULIQUE ET DE LA CTA

CONSTAT

 Les pertes de charges excessives diminuent la performance du système de ventilation : nombre de singularités trop important (coudes, réductions brusques, écrasements...), défaut d'étanchéité à l'air des réseaux et/ou de la CTA, etc.

PRINCIPAUX IMPACTS

- Risque pour la qualité de l'air intérieur par une diminution des débits recommandés dans le cas où la centrale ne compense pas les pertes de charge plus importantes.
- Risque de surconsommation énergétique dans le cas où la centrale compense les pertes de charge excessives.
- Risque d'inconfort acoustique dans le cas où la centrale compense les pertes de charges plus importantes.

ORIGINES

- Le positionnement non judicieux de la CTA au sein du bâtiment entraîne une mise en œuvre complexe des réseaux.
- La conception des réseaux et leur encombrement n'ont pas été anticipés en phase conception.
- · Mise en œuvre défectueuse / non soignée.

NB: en rénovation, la conception au regard de l'existant peut s'avérer plus complexe et nécessite plus de réflexion que dans le neuf pour atteindre les objectifs de qualité.



Des coudes et des écrasements de gaines souples sont présentes à proximité immédiate de la CTA ce qui engendre des pertes de charges importantes. ©ADC

Solution corrective

• Reprendre, quand cela est possible, les singularités et les défauts d'étanchéité à l'air du réseau aéraulique.

(Suite au dos)





FRA

CFP CHAUD FROID PERFORMANCE

Ventilation double flux en rénovation

Famille du média : **Médias professionnels**

Périodicité : **Mensuelle**Audience : **51000**

Sujet du média : BTP-Architecture



Edition : Fevrier 2022 P.47-50

Journalistes : -

Nombre de mots: 1810

p. 3/4



Défauts d'étanchéité à l'air et à l'eau au niveau de la porte de la CTA donnant sur l'échangeur. ®AGC

Bonnes pratiques

- Anticiper l'implantation de la CTA, les passages des gaines et l'accessibilité à tous les organes pour faciliter la bonne mise en œuvre.
- Contrôler l'installation à réception : vérifications et mesures fonctionnelles aux terminaux.
- Fixer, dans le DCE, des objectifs d'étanchéité à l'air des réseaux aérauliques et, à réception, réaliser les mesures de perméabilité à l'air.
- Privilégier des matériaux étanches à l'air, qualitatifs, et s'assurer qu'ils soient correctement mis en œuvre.

Références

NF DTU $68.3\,\mathrm{Travaux}$ de bâtiment – Installations de ventilation mécanique.

Protocole Promevent

FD E51-767 – Ventilation des bâtiments – Mesures d'étanchéité à l'air des réseaux.

12. PROTÉGER LES CONDUITS ET TERMINAUX DE VENTILATION EN PHASE CHANTIER

CONSTAT

 En phase chantier, les gaines et les terminaux de ventilation ne sont pas protégés, notamment de la poussière et de l'humidité.



Lorsque les conduits de ventilation ne sont pas protégés sur chantier, ils peuvent subir des dépôts de poussière qui se retrouveront ensuite dans les gaînes de ventilation. $\odot AOC$

PRINCIPAUX IMPACTS

- Risque pour la qualité de l'air intérieur, car les poussières seront ensuite diffusées via le réseau d'insufflation et présentes dans l'air intérieur du bâtiment.
- Perte de performance aéraulique du réseau si la quantité de poussières et/ou d'éléments indésirables sont importants.

DRIGINES

- Absence de protection lors du stockage des matériaux en phase chantier.
- Absence de protection des matériaux entre leur installation et la livraison du bâtiment.
- Mise en service (ou fonctionnement) de l'installation pendant la phase chantier.

Solutions correctives

- Réaliser un nettoyage des éléments du système de ventilation.
- · Vérifier l'état des filtres et les changer s'ils sont encrassés.

Bonnes pratiques

 Définir dès la conception les modalités de stockage et de protection du système de ventilation afin d'éviter son encrasse-



Les conduits de ventilation sont stockés sans protection et à même le sol pendant le chantier. ©AOC



Pendant le chantier, les conduits de ventilation ont été obturés avec de l'adhésif afin d'éviter le dépôt de poussière dans les réseaux. ©AQC



Des bouchons ont été posés sur les gaines en attente pendant toute la phase chantier. ©AOC





CFP CHAUD FROID PERFORMANCE

Ventilation double flux en rénovation

Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Mensuelle Audience : 51000

Sujet du média : BTP-Architecture



Edition : Fevrier 2022 P.47-50

Journalistes : -

Nombre de mots: 1810

p. 4/4

ment lors du chantier. Ces prescriptions doivent être indiquées dans le DCE.

- Réceptionner et stocker les réseaux avec des bouchons avant même leur mise en œuvre.
- Obturer les bouches de soufflage et d'extraction (gaines avec bouchons, diffuseurs avec films de protection...) pendant toute la période de chantier et ce jusqu'à ce que les travaux générant de la poussière soient terminés.
- Proscrire la mise en route de la ventilation durant toute la période de travaux et jusqu'à réception complète.

Références:

ICHAQAI – Guide méthodologique «Penser la qualité de l'air intérieur en phase chantier».

CONCLUSION

En rénovation, chaque bâtiment présente des spécificités que l'ensemble des acteurs doivent prendre en compte afin de concevoir, d'installer et de maintenir de manière adaptée et conforme l'installation de ventilation.

Pour garantir une bonne qualité de l'air au sein du bâtiment, il faut tout d'abord porter attention au positionnement de la prise

d'air neuf. En effet, celle-ci doit être éloignée de toute source de pollution, notamment du rejet d'air.

Ensuite, lors de la phase chantier et durant l'exploitation, il est important que les éléments de l'installation soient protégés afin que la poussière ne pénètre pas dans les réseaux aérauliques et ne vienne pas dégrader la qualité de l'air insufflé.

Enfin, les filtres doivent être changés de manière régulière afin de ne pas dégrader la qualité de l'air intérieur ni les performances aérauliques, acoustiques et énergétiques de l'installation.

Les étapes de conception et de mise en œuvre sont déterminantes pour le bon fonctionnement de l'installation de ventilation et son entretien. Il est nécessaire de veiller à limiter les défauts afin de ne pas altérer les performances :

- Thermiques, en installant les réseaux et la CTA en volume chauffé.
- Aérauliques, en réalisant une mise en œuvre soignée et conforme aux règles de l'art du système dans son ensemble et en vérifiant l'étanchéité à l'air des réseaux.
- Acoustiques, en dimensionnant convenablement les réseaux, en évitant les réseaux tortueux et en utilisant des équipements adaptés tels que les pièges à sons.





FRA

LE JOURNAL DES
ENTREPRISES - LE BRIEF
(EDITION HAUTS DE
FRANCE)

Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Quotidienne

Audience: N.C.

Sujet du média : Economie-Services

Edition: 22 fevrier 2022 P.5-11

Journalistes : Julie Dumez

Nombre de mots : 1704

p. 1/7

HAUTS-DE-FRANCE BTP

Enquête La région Hauts-de-France bâtit ses ambitions dans l'écoconstruction

Par Julie Dumez, le 21 février 2022

Secteur clé dans la lutte contre le réchauffement climatique et dans la transition énergétique, la construction est engagée dans une mutation pour limiter son impact environnemental. Une des solutions pour y parvenir : opter pour des matériaux plus vertueux, produits localement. Un challenge que les Hauts-de-France espèrent relever sur le long terme, en levant les blocages que rencontre la filière.





FRA

LE JOURNAL DES ENTREPRISES - LE BRIEF (EDITION HAUTS DE FRANCE)

La région Hauts-de-France bâtit ses ambitions dans l'écoconstruction

Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Quotidienne

Audience: N.C.

Sujet du média : Economie-Services

Edition: 22 fevrier 2022 P.5-11

Journalistes : Julie Dumez Nombre de mots: 1704

p. 2/7



Longtemps malmenée par le conte des Trois petits cochons, la construction paille a désormais un bel avenir dans les Hauts-de-France, une région qui veut jouer la carte de l'écoconstruction. — Photo : © Jean-François Michel

Septembre 2021. Au pied des terrils, à Loos-en-Gohelle (Pas-de-Calais), les acteurs régionaux du bâtiment se pressent. Pour ses vingt ans, l'association CD2e qui accompagne entreprises, collectivités, bailleurs et porteurs de projets dans la transformation de leur modèle économique afin de généraliser la transition écologique, a inauguré BatiCité, une exposition permanente dédiée au bâtiment durable et aux écomatériaux. Chanvre, paille, construction passive, performance, "BatiCité est un lieu de référence qui va devenir incontournable pour réussir à massifier les bonnes pratiques", se félicite alors Benoît Loison, président du CD2e. Un outil significatif pour les Hauts-de-France, qui affichent de grands besoins en matière de rénovation et constituent un terreau fertile pour l'écoconstruction. Reste à savoir si cette filière naissante sur le territoire saura prendre son envol.

Une région dans les starting-blocks





LE JOURNAL DES ENTREPRISES - LE BRIEF (EDITION HAUTS DE FRANCE)

La région Hauts-de-France bâtit ses ambitions dans l'écoconstruction

Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Quotidienne

Audience: N.C.

Sujet du média : Economie-Services

Edition: 22 fevrier 2022 P.5-11

Journalistes : Julie Dumez

Nombre de mots: 1704

p. 3/7

Avec 40 % des logements estampillés passoires thermiques - deux fois plus qu'ailleurs en France -, l'habitat dans les Hauts-de-France caracole en tête des parcs de logements à rénover d'urgence. Rien que dans l'ex-bassin minier, État, collectivités et bailleurs s'engageaient en 2016 à réhabiliter 23 000 logements en 10 ans. Au-delà de ces besoins, le contexte réglementaire pousse à verdir la construction pour mieux la décarboner. Depuis le 1er janvier 2022, la réglementation environnementale 2020 (RE2020), incite les professionnels du bâtiment à user "de modes constructifs qui émettent peu de gaz à effet de serre ou qui permettent d'en stocker, tels que le recours aux matériaux biosourcés".

Face à ces enjeux, les acteurs régionaux de l'écoconstruction sont mobilisés de longue date. Après deux décennies de travail, "nous sommes prêts à accélérer", se réjouit Frédérique Seels, nouvelle directrice générale du CD2e, après un parcours dans la construction bois. Au terme d'expérimentations de terrain, à l'image de la rénovation avec des matériaux biosourcés d'une maison minière à Loos-en-Gohelle, le pôle d'excellence régional se positionne en site ressource pour qui veut se mettre aux écomatériaux. Surtout, il œuvre à la structuration de filières avec l'appui du conseil régional. Avec le bailleur nordiste Maisons et Cités (800 salariés, 309 M€ de CA 2020), ils mènent l'expérimentation Pecquen'Chanvre. Au menu : la rénovation de 115 maisons minières en béton de chanvre à Pecquencourt (Nord). "Après plusieurs expériences avec l'association CD2e, le chanvre, déjà utilisé dans d'autres régions et dans l'industrie automobile, nous est apparu comme l'alternative la plus aboutie", détaille Franck MacFarlane, responsable recherche et expertise du bailleur social.

D'ici 3 ou 4 ans, l'idée est de lancer la rénovation d'un millier de logements avec du chanvre. Soit un signal fort : "créer une locomotive, pour baisser les surcoûts mais aussi pousser au développement des autres écomatériaux". Certes, le maître d'ouvrage, deuxième bailleur régional, dispose d'un effet levier pour doper l'écoconstruction, mais "il est nécessaire de travailler de manière globale avec tous les acteurs de la construction". Notamment les entreprises, accompagnées pour monter en compétences (lire par ailleurs) et leur donner de la visibilité.





LE JOURNAL DES

ENTREPRISES - LE BRIEF

(EDITION HAUTS DE FRANCE)

La région Hauts-de-France bâtit ses ambitions dans l'écoconstruction

Famille du média : Médias professionnels Périodicité: Quotidienne

Audience: N.C.

Sujet du média : Economie-Services

Journalistes : Julie Dumez Nombre de mots: 1704

Edition: 22 fevrier 2022 P.5-11

p. 4/7

Des atouts indéniables

Côté chanvre, il manque toutefois la matière première locale, la filière étant en cours de structuration. Contrairement à la paille, qui couvre les plaines nordistes et offre ainsi un gisement de taille. De quoi susciter un intérêt grandissant. La région Hauts-de-France fait figure de pionnière en ce qui concerne son exploitation, puisqu'elle se place en tête des régions françaises par le nombre de constructions et de nombre de professionnels formés à la construction paille. Du champ au chantier, il n'y a parfois qu'un pas. C'est tout l'objet de la start-up Activ'Paille (12 salariés) portée par Arnaud Delobel. D'abord fournisseur de ballots de paille, il vient d'investir dans une ligne de fabrication de panneaux en bois, isolés en paille, pour la construction. Installé depuis avril 2020 sur l'ancien site Nestlé d'Itancourt (Aisne), il envisage déjà d'ouvrir une nouvelle ligne de fabrication pour faire passer de 20 000 à 70 000 m² sa capacité de production à l'été 2022. De quoi générer quelque 25 emplois au terme d'un investissement d'environ 1 million d'euros. "Avec la RE2020, on sent une hausse de la demande en matériaux biosourcés. Notre carnet de commandes se remplit fortement avec de beaux projets à l'étude", se félicite le jeune patron accompagné par le FRATI, fonds régional dédié à la Troisième Révolution Industrielle. Ce volontarisme régional se traduit selon lui en "une vraie dynamique, avec une offre plus structurée qu'ailleurs qui permet de répondre à des projets" qui font boule de neige. Même les privés s'y mettent! À l'instar de l'Oréal qui vient d'inaugurer à Caudry (Nord) un entrepôt de produits inflammables, isolé en bois et en paille.

Un réseau local de lin

Le lin représente également une belle alternative. Là encore, la filière se structure. "Avec la Normandie, nous sommes dans un croissant fertile européen qui produit les trois cinquièmes de la production mondiale. Pour ce produit ultra-local, peu valorisé, nous avons développé un réseau local", se félicite Frédérique Seels. Reste à passer le cap de l'industrialisation. À l'instar de Batilin. Ce bloc isolant à maçonner, à base d'anas de lin, est le fruit de la coopération de trois acteurs nordistes : la coopérative La Linière (450 adhérents, 70 salariés), le fabricant Vermeulen (11 M€ de CA) et le constructeur





LE JOURNAL DES ENTREPRISES - LE BRIEF (EDITION HAUTS DE

FRANCE)

La région Hauts-de-France bâtit ses ambitions dans l'écoconstruction

Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Quotidienne

Audience: N.C.

Sujet du média : Economie-Services

Edition: 22 fevrier 2022 P.5-11

Journalistes : Julie Dumez Nombre de mots: 1704

p. 5/7

Sylvagreg (80 M€ de CA, 320 collaborateurs). Ensemble, avec le concours du centre de R & D du Codem à Amiens (Somme), ils ont mis au point ce matériau éco-performant. "2022 sera une année charnière, explique Julien Gilliot, ingénieur produit Batilin. Nous menons un chantier pilote avec deux bailleurs et allons chercher des certifications techniques". Objectif: investir dans une ligne de production à proximité de la coopérative en 2023. "Batilin représente une réponse biosourcée et 100 % locale pour décarboner la construction", expose Augustin Outters. Le président de Sylvagreg, ETI de la construction, y voit une "démarche porteuse de sens" avec un produit de demain aisément utilisable par ses maçons. Enfin, la filière "bois local" monte aussi en puissance, avec le développement de constructions en peuplier nordiste.

Des expérimentations autour des déchets

Outre des produits biosourcés, les écomatériaux ont parfois des sources plus inattendues. Le Métisse, isolant issu des fibres textiles recyclées par l'entreprise Le Relais (110 M€ de CA, 3 200 salariés), basée dans le Pas-de-Calais, a largement fait ses preuves sur les chantiers. Depuis 2007, cet isolant solidaire et circulaire est fabriqué dans l'usine de Billy-Berclau (62) qui en a produit 588 000 m² en 2020, valorisant ainsi 2,5 millions de jeans usagés. Réutiliser la matière devenue déchet, c'est aussi toute l'ambition de Néo-Eco. L'entreprise fondée par Christophe Deboffe, à Hallennes-lez-Haubourdin (Nord), développe des boucles d'économie circulaire en valorisant en écomatériaux les déchets de chantiers. Gravats de déconstruction de bâtiments ou encore de voiries sont, après caractérisation et transformation, réemployés localement, à nouveau au service de la construction. Et les opportunités d'affaires sont exponentielles : travaux du Grand Paris, du Canal Seine-Nord-Europe, des JO ou encore à l'étranger pour traiter les décombres du port de Beyrouth, l'expertise de Néo-Eco (43 salariés, 5 M€ de CA), est de plus en plus plébiscitée. "Il y a un vrai frémissement sur les matériaux alternatifs", estime l'entrepreneur, qui voit par ailleurs un nouvel intérêt du monde bancaire. "Les banques s'installent sur le marché des entreprises à impact positif, elles modifient leur grille de lecture. Les feux sont au vert pour qui veut se lancer sur ce type de produits!", se réjouit-il.





LE JOURNAL DES

ENTREPRISES - LE BRIEF

(EDITION HAUTS DE FRANCE)

La région Hauts-de-France bâtit ses ambitions dans l'écoconstruction

Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Quotidienne

Audience: N.C.

Sujet du média : Economie-Services

Edition : 22 fevrier 2022 P.5-11

Journalistes : Julie Dumez

Nombre de mots : 1704

p. 6/7

Des freins à lever pour accélérer

S'il est indéniable qu'il s'opère une vraie émergence de nouveaux matériaux sur le territoire des Hauts-de-France, restent des freins à lever. Pour accélérer et déployer leur utilisation, il conviendra de faire tomber la barrière psychologique, bercée par le conte des Trois petits cochons. Bonne nouvelle, les choses évoluent! "Il y a de moins en moins de réticences et un vrai intérêt pour ce type de produits, y compris chez les artisans", selon Julien Gilliot (Batilin). De l'avis d'Arnaud Delobel (Activ'Paille), il reste encore "des blocages" quant à l'utilisation de la paille mais "un virage s'opère petit à petit. Ce n'est plus un sujet réservé à quelques élus écolos. Les acteurs classiques, constructeurs, majors, promoteurs, bailleurs s'y intéressent". "Depuis 2-3 ans, il y a une prise de conscience sur le réchauffement climatique. Les écomatériaux deviennent un vrai argument commercial, ce n'est plus du greenwashing", affirme Franck MacFarlane (Maisons et Cités).

Reste cependant à régler la question du coût, le nerf de la guerre. Difficile encore de rivaliser avec les matériaux classiques sans véritable industrialisation. "Sur les écomatériaux, nous sommes leaders et avons envie de le rester! Il faut maintenant atteler le deuxième étage de la fusée pour les déployer à plus grande échelle. Nous allons poursuivre notre accompagnement pour créer l'environnement propice au développement de ces entreprises", affirme Frédéric Motte, président de la mission REV3. En prenant à sa charge une partie des surcoûts de chantiers vitrines, la Région Hauts-de-France participe activement à la démocratisation des filières. Le Fratri est par exemple intervenu sur Pecquen'Chanvre, pour absorber une partie des surcoûts.

Benoît Boulnois, président de Toerana Habitat, Scop régionale regroupant 80 artisans spécialistes de l'écoconstruction, plaide, lui, pour "une conditionnalité des aides vers l'usage des biosourcés". Une façon d'être plus incitatif pour doper le marché de la rénovation des particuliers. Une commande publique volontariste et l'industrialisation de produits locaux permettront de booster le marché et de tendre vers cette généralisation tant attendue. En acceptant peut-être aussi une augmentation du coût de la construction... "Autant faire de cette





LE JOURNAL DES

ENTREPRISES - LE BRIEF

(EDITION HAUTS DE FRANCE)

La région Hauts-de-France bâtit ses ambitions dans l'écoconstruction

Famille du média : Médias professionnels Edition : 22 fevrier 2022 P.5-11

Périodicité : QuotidienneJournalistes : Julie DumezAudience : N.C.Nombre de mots : 1704

Sujet du média : Economie-Services

p. 7/7

transition énergétique, une transition écologique avec une vision de long terme, créatrice d'emplois locaux", conclut Frédérique Seels. Le territoire se positionne en tout cas, pour jouer sa carte.

MOTS-CLÉS

BTP

INNOVATION

RSE

INVESTISSEMENT





JournaldesEntreprises

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 52339

Sujet du média : Economie - Services

21 Fevrier 2022

Journalistes: -

Nombre de mots: 11838

p. 1/4

Visualiser l'article

www.leiournaldesentreprises.com

Enquête La région Hauts-de-France bâtit ses ambitions dans l'écoconstruction

Secteur clé dans la lutte contre le réchauffement climatique et dans la transition énergétique, la construction est engagée dans une mutation pour limiter son impact environnemental.

Une des solutions pour y parvenir : opter pour des matériaux plus vertueux, produits localement. Un challenge que les Hauts-de-France espèrent relever sur le long terme, en levant les blocages que rencontre la filière.

Septembre 2021. Au pied des terrils, à Loos-en-Gohelle (Pas-de-Calais), les acteurs régionaux du bâtiment se pressent. Pour ses vingt ans, l'association CD2e qui accompagne entreprises, collectivités, bailleurs et porteurs de projets dans la transformation de leur modèle économique afin de généraliser la transition écologique, a inauguré BatiCité, une exposition permanente dédiée au bâtiment durable et aux écomatériaux. Chanvre, paille, construction passive, performance, "BatiCité est un lieu de référence qui va devenir incontournable pour réussir à massifier les bonnes pratiques", se félicite alors Benoît Loison, président du CD2e. Un outil significatif pour les Hauts-de-France, qui affichent de grands besoins en matière de rénovation et constituent un terreau fertile pour l'écoconstruction. Reste à savoir si cette filière naissante sur le territoire saura prendre son envol.

Une région dans les starting-blocks

Avec 40 % des logements estampillés passoires thermiques - deux fois plus qu'ailleurs en France -, l'habitat dans les Hauts-de-France caracole en tête des parcs de logements à rénover d'urgence. Rien que dans l'ex-bassin minier, État, collectivités et bailleurs s'engageaient en 2016 à réhabiliter 23 000 logements en 10 ans. Au-delà de ces besoins, le contexte réglementaire pousse à verdir la construction pour mieux la décarboner. Depuis le 1 er janvier 2022, la réglementation environnementale 2020 (RE2020), incite les professionnels du bâtiment à user "de modes constructifs qui émettent peu de gaz à effet de serre ou qui permettent d'en stocker, tels que le recours aux matériaux biosourcés".

Face à ces enjeux, les acteurs régionaux de l'écoconstruction sont mobilisés de longue date. Après deux décennies de travail, "nous sommes prêts à accélérer", se réjouit Frédérique Seels, nouvelle directrice générale du CD2e, après un parcours dans la construction bois. Au terme d'expérimentations de terrain, à l'image de la rénovation avec des matériaux biosourcés d'une maison minière à Loos-en-Gohelle, le pôle d'excellence régional se positionne en site ressource pour qui veut se mettre aux écomatériaux. Surtout, il oeuvre à la structuration de filières avec l'appui du conseil régional. Avec le bailleur nordiste Maisons et Cités (800 salariés, 309 M€ de CA 2020), ils mènent l'expérimentation Pecquen'Chanvre. Au menu : la rénovation de 115 maisons minières en béton de chanvre à Pecquencourt (Nord). "Après plusieurs expériences avec l'association CD2e, le chanvre, déjà utilisé dans d'autres régions et dans l'industrie automobile, nous est apparu comme l'alternative la plus aboutie", détaille Franck MacFarlane, responsable recherche et expertise du bailleur social.

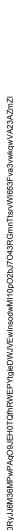
D'ici 3 ou 4 ans, l'idée est de lancer la rénovation d'un millier de logements avec du chanvre. Soit un signal fort : "créer une locomotive, pour baisser les surcoûts mais aussi pousser au développement des autres écomatériaux". Certes, le maître d'ouvrage, deuxième bailleur régional, dispose d'un effet levier pour doper l'écoconstruction, mais "il est nécessaire de travailler de manière globale avec tous les acteurs de la construction". Notamment les entreprises, accompagnées pour monter en compétences (lire par ailleurs) et leur donner de la visibilité.

Des atouts indéniables

)RyJJ6M36MPwPAqO9JEH0TQfhRWEPYtgieDWJVEwInsodwMI10pO2bJ7O43RGmnTtsrvWI653Fva3vwkqwVA23AZmZI

Côté chanvre, il manque toutefois la matière première locale, la filière étant en cours de structuration. Contrairement à la paille, qui couvre les plaines nordistes et offre ainsi un gisement de taille. De quoi susciter un intérêt grandissant. La région Hauts-de-France fait figure de pionnière en ce qui concerne son exploitation, puisqu'elle se place en tête des régions







LeJournaldesEntreprises

Enquête La région Hauts-de-France bâtit ses ambitions dans l'écoconstruction

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 52339

Sujet du média : **Economie - Services**

21 Fevrier 2022

Journalistes : -

Nombre de mots: 11838

Visualiser l'article

www.lejournaldesentreprises.com p. 2/4

françaises par le nombre de constructions et de nombre de professionnels formés à la construction paille. Du champ au chantier, il n'y a parfois qu'un pas. C'est tout l'objet de la start-up Activ'Paille (12 salariés) portée par Arnaud Delobel. D'abord fournisseur de ballots de paille, il vient d'investir dans une ligne de fabrication de panneaux en bois, isolés en paille, pour la construction. Installé depuis avril 2020 sur l'ancien site Nestlé d'Itancourt (Aisne), il envisage déjà d'ouvrir une nouvelle ligne de fabrication pour faire passer de 20 000 à 70 000 m² sa capacité de production à l'été 2022. De quoi générer quelque 25 emplois au terme d'un investissement d'environ 1 million d'euros. "Avec la RE2020, on sent une hausse de la demande en matériaux biosourcés. Notre carnet de commandes se remplit fortement avec de beaux projets à l'étude", se félicite le jeune patron accompagné par le FRATI, fonds régional dédié à la Troisième Révolution Industrielle. Ce volontarisme régional se traduit selon lui en "une vraie dynamique, avec une offre plus structurée qu'ailleurs qui permet de répondre à des projets" qui font boule de neige. Même les privés s'y mettent! À l'instar de l'Oréal qui vient d'inaugurer à Caudry (Nord) un entrepôt de produits inflammables, isolé en bois et en paille.

Un réseau local de lin

Le lin représente également une belle alternative. Là encore, la filière se structure. "Avec la Normandie, nous sommes dans un croissant fertile européen qui produit les trois cinquièmes de la production mondiale. Pour ce produit ultra-local, peu valorisé, nous avons développé un réseau local", se félicite <u>Frédérique Seels</u>. Reste à passer le cap de l'industrialisation. À l'instar de Batilin. Ce bloc isolant à maçonner, à base d'anas de lin, est le fruit de la coopération de trois acteurs nordistes : la coopérative La Linière (450 adhérents, 70 salariés), le fabricant Vermeulen (11 M€ de CA) et le constructeur Sylvagreg (80 M€ de CA, 320 collaborateurs). Ensemble, avec le concours du centre de R & D du Codem à Amiens (Somme), ils ont mis au point ce matériau éco-performant. "2022 sera une année charnière, explique Julien Gilliot, ingénieur produit Batilin. Nous menons un chantier pilote avec deux bailleurs et allons chercher des certifications techniques". Objectif : investir dans une ligne de production à proximité de la coopérative en 2023. "Batilin représente une réponse biosourcée et 100 % locale pour décarboner la construction", expose Augustin Outters. Le président de Sylvagreg, ETI de la construction, y voit une "démarche porteuse de sens" avec un produit de demain aisément utilisable par ses maçons. Enfin, la filière "bois local" monte aussi en puissance, avec le développement de constructions en peuplier nordiste.

Des expérimentations autour des déchets

Outre des produits biosourcés, les écomatériaux ont parfois des sources plus inattendues. Le Métisse, isolant issu des fibres textiles recyclées par l'entreprise Le Relais (110 M€ de CA, 3 200 salariés), basée dans le Pas-de-Calais, a largement fait ses preuves sur les chantiers. Depuis 2007, cet isolant solidaire et circulaire est fabriqué dans l'usine de Billy-Berclau (62) qui en a produit 588 000 m² en 2020, valorisant ainsi 2,5 millions de jeans usagés. Réutiliser la matière devenue déchet, c'est aussi toute l'ambition de Néo-Eco. L'entreprise fondée par Christophe Deboffe, à Hallennes-lez-Haubourdin (Nord), développe des boucles d'économie circulaire en valorisant en écomatériaux les déchets de chantiers. Gravats de déconstruction de bâtiments ou encore de voiries sont, après caractérisation et transformation, réemployés localement, à nouveau au service de la construction. Et les opportunités d'affaires sont exponentielles : travaux du Grand Paris, du Canal Seine-Nord-Europe, des JO ou encore à l'étranger pour traiter les décombres du port de Beyrouth, l'expertise de Néo-Eco (43 salariés, 5 M€ de CA), est de plus en plus plébiscitée. "Il y a un vrai frémissement sur les matériaux alternatifs", estime l'entrepreneur, qui voit par ailleurs un nouvel intérêt du monde bancaire. "Les banques s'installent sur le marché des entreprises à impact positif, elles modifient leur grille de lecture. Les feux sont au vert pour qui veut se lancer sur ce type de produits !", se réjouit-il.

Des freins à lever pour accélérer

S'il est indéniable qu'il s'opère une vraie émergence de nouveaux matériaux sur le territoire des Hauts-de-France, restent des freins à lever. Pour accélérer et déployer leur utilisation il conviendra de faire tomber la barrière psychologique, bercée par le conte des Trois petits cochons. Bonne nouvelle, les choses évoluent! "Il y a de moins en moins de réticences et un vrai intérêt pour ce type de produits, y compris chez les artisans", selon Julien Gilliot (Batilin). De l'avis d'Arnaud Delobel (Activ'Paille),





e Journal des Entreprises

Enquête La région Hauts-de-France bâtit ses ambitions dans l'écoconstruction

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 52339

Sujet du média : **Economie - Services**

21 Fevrier 2022

Journalistes : -

Nombre de mots: 11838

p. 3/4
Visualiser l'article

www.lejournaldesentreprises.com

il reste encore "des blocages" quant à l'utilisation de la paille mais "un virage s'opère petit à petit. Ce n'est plus un sujet réservé à quelques élus écolos. Les acteurs classiques, constructeurs, majors, promoteurs, bailleurs s'y intéressent". "Depuis 2-3 ans, il y a une prise de conscience sur le réchauffement climatique. Les écomatériaux deviennent un vrai argument commercial, ce n'est plus du greenwashing", affirme Franck MacFarlane (Maisons et Cités).

Reste cependant à régler la question du coût, le nerf de la guerre. Difficile encore de rivaliser avec les matériaux classiques sans véritable industrialisation. "Sur les écomatériaux, nous sommes leaders et avons envie de le rester! Il faut maintenant atteler le deuxième étage de la fusée pour les déployer à plus grande échelle. Nous allons poursuivre notre accompagnement pour créer l'environnement propice au développement de ces entreprises", affirme Frédéric Motte, président de la mission REV3. En prenant à sa charge une partie des surcoûts de chantiers vitrines, la Région Hauts-de-France participe activement à la démocratisation des filières. Le Fratri est par exemple intervenu sur Pecquen'Chanvre, pour absorber une partie des surcoûts.

Benoît Boulnois, président de Toerana Habitat, Scop régionale regroupant 80 artisans spécialistes de l'écoconstruction, plaide, lui, pour "une conditionnalité des aides vers l'usage des biosourcés". Une façon d'être plus incitatif pour doper le marché de la rénovation des particuliers. Une commande publique volontariste et l'industrialisation de produits locaux permettront de booster le marché et de tendre vers cette généralisation tant attendue. En acceptant peut-être aussi une augmentation du coût de la construction... "Autant faire de cette transition énergétique, une transition écologique avec une vision de long terme, créatrice d'emplois locaux", conclut <u>Frédérique Seels</u>. Le territoire se positionne en tout cas, pour jouer sa carte.



Longtemps malmenée par le conte des Trois petits cochons, la construction paille a désormais un bel avenir dans les Hauts-de-France, une région qui veut jouer la carte de l'écoconstruction. Photo : © Jean-François Michel







LeJournaldesEntreprises

www.lejournaldesentreprises.com

Enquête La région Hauts-de-France bâtit ses ambitions dans l'écoconstruction

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 52339

Sujet du média : Economie - Services

21 Fevrier 2022

Journalistes : -

Nombre de mots : 11838

p. 4/4

Visualiser l'article









FRA

Éco1218

Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : **Mensuelle** Audience : **60000**

Sujet du média : Economie-Services





Edition: Mars 2022 P.7

Journalistes: -

Nombre de mots: 125

p. 1/1

agen da

- 3 mars: Rencontres régionales de l'économie: Reprise et re-crise?, Chambre d'agriculture NPDC Saint-Laurent-Blangy, 18h
- 3 mars: Invest'Innove, siège Banque Populaire du Nord, Marcq-en-Baroeul, 17h3o
- 8 mars: Rencontres régionales du solaire du CD2E « Photovoltaïque, la place des grandes centrales en région » à Niergnies, 9h à 12h30
- 9 mars : Soirée anniversaire du collectif Call&Care, Cité des Echanges, 18h
- 10 mars: Conférence Débat « Administratrices, administrateurs, comment faire face aux risques dans un environnement incertain? » Entreprises et Cités, 18h
- 10 13 mars : ArtUp Lille Grand Palais
- 17 mars : Rencontres Entreprises et Territoires, Palais des sports Damrémont, Boulogne-sur-Mer, 10h à 16h
- 22 24 mars : Series Mania Forum, Lille Grand Palais





www.cerdd.org



Famille du média : Médias professionnels

Audience: 6785

Sujet du média : Energie-Environnement

7 Mars 2022

Journalistes : -

Nombre de mots : 3414

p. 1/2

Visualiser l'article

Rencontres élu·es et territoires en transitions : 5 dates en 2022 !

Vous êtes un·e élu·e local·e et vous souhaitez mettre en place un projet de transition sur votre territoire? Mais vous ne savez pas par où commencer? Votre projet coince et vous avez besoin d'aide pour avancer? Le Cerdd programme en 2022 un cycle de 5 rencontres "Élu·es et territoires en transitions": venez y trouver inspiration et solutions! La première: le 30 mai à Amiens.

Des soirées speed-meeting sur-mesure spécialement destinées aux élu·es!

Les transitions concernent tous les territoires, qu'ils soient ruraux, urbains ou péri-urbains. L'urgence de passer à l'action face aux enjeux du changement climatique et de la résilience territoriale place les élu-es au coeur des décisions.

C'est précisément pour répondre à ce besoin que le Cerdd et ses partenaires ont conçu un programme de rencontres régionales dédiées aux élu·es des 5 départements des Hauts-de-France. 5 soirées, de 18h00 à 20h30 montées avec 5 EPCI, et un panel de structures partenaires qui animeront chacune une table "ressource"

Un cycle au plus près des territoires

Avec ses cinq dates réparties tout au long de l'année 2022, cette tournée régionale s'arrêtera dans chaque département des Hauts-de-France.

- le 30 mai à Amiens avec Amiens Métropole, Espace Dewailly [3 place Louis Dewailly, Amiens]
- Courant juin (ou octobre) à Bergues avec la Communauté de commune des Hauts-de-Flandres. (date et lieu en cours de finalisation)
- le 13 septembre à Longuenesse avec la Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Omer , Sceneo [2-4 Av. Léon Blum, Longuenesse]
- le 08 novembre, à Saint-Quentin avec la Communauté d'Agglomération de Saint Quentin , Palais de Fervaques [rue Victor Basch, Saint-Quentin]
- le 06 décembre, à St Germer-de-Fly avec la Communauté de Communes du Pays de Bray , Salle socio-culturelle [16 bis rue douce rue, St Germer-de-Fly]

Biodiversité, éco-mobilité, transition alimentaire... composez le menu de votre soirée!

Les ingrédients ? Une multitude de sujets, tels un tour d'horizon des transitions, et des témoignages opérationnels d'expert·es et élu·es témoins. Chaque participant·e pourra choisir 3 sujets et composer sa propre soirée parmi les 8 thèmes proposés :

- 1. Quels outils et postures pour favoriser le développement de fermes bio sur mon territoire ? Animé par Bio en Hauts-de-France
 - 2. Vers l'école, le travail, pour les loisirs ou les courses...: le "système vélo", une approche globale qui encourage la





Rencontres élu·es et territoires en transitions : 5 dates en 2022 !

7 Mars 2022

www.cerdd.org p. 2/2

Visualiser l'article

pratique pour tous les usages. Animé par le Centre Régionale de l'Éco-mobilité

- 3. Comment développer l'écologie industrielle et territoriale sur mon territoire ? Premières étapes et outils. Animé par CCI Hauts-de-France, CCI 60, ECOPAL et Pôle Synéo
- 4. La biodiversité, un défi transversal pour les collectivités aujourd'hui : quelles recettes pour aller plus loin ? Animé par ENRx et l'URCPIE.
 - 5. S'y retrouver dans les méandres de la réhabilitation énergétique. animé par le <u>CD2E</u>
 - 6. La participation citoyenne, comment lui donner du sens et la rendre efficace ? Animé par le Cerdd
- 7. Coworking, fablabs, tiers lieux : de nouveaux lieux pour de nouveaux liens, sources d'innovations sur votre territoire. Animé par la Compagnie des Tiers-Lieux.
- 8. Agir et développer, avec d'autres, une production locale utile solidaire et soutenable sur son territoire. Animé par l'APES





Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : **Mensuelle**Audience : **120000**

Sujet du média : BTP-Architecture

Edition: 11 mars 2022 P.14

Journalistes : -

Nombre de mots: 273

p. 1/1

• • • 30 jours

Salon

> Nordbat 2022, l'édition des retrouvailles



Décalé dans un premier temps en 2021, puis finalement reporté en 2022, le salon NordBat se déroulera du 30 mars au 1^{er} avril 2022. Un événement incontournable pour les artisans des Hauts-de-France et alentour.

>> La manifestation

Du mercredi 30 mars au vendredi 1er avril 2022, les professionnels de la construction dans le nord de la France se retrouveront à Lille Grand Palais, pour le salon NordBat. La manifestation devrait rassembler environ 15 000 visiteurs, pour près de 400 industriels et négoces exposants.

>> Les innovations

Tout au long du salon, les visiteurs pourront découvrir les produits primés dans le cadre du Concours des meilleures innovations, sur le Mur des innovations. Une excellente entrée en matière, avant d'aller en découvrir davantage sur les stands des exposants. Les organisateurs ont

même conçu un parcours de visite thématique sur ce sujet.

>>> Les start-up

Avec le soutien de la FFB des Hautsde-France, l'espace Start-up Innovation & Construction accueillera dix jeunes entreprises, qui présenteront leur offre de services pour les acteurs du bâtiment.

>> Les démonstrations

Rien de tel que la mise en situation pour s'approprier les techniques. Les Compagnons du Devoir prennent en charge l'Espace de démonstration, sur le thème de la rénovation thermique dans les Hauts-de-France: matériaux biosourcés, bonnes pratiques...



Les organisateurs de Nordbat attendent près de 15 000 visiteurs ainsi que 400 industriels et négoces exposants.

>> La formation

Sur le parvis de Lille Grand Palais, Constructys et <u>CD2E</u> présenteront les outils de formation pour accélérer la montée en compétences sur le thème de la rénovation énergétique.

Plus de renseignements: www.nordbat.com





Autrement dit

Famille du média : Médias régionaux

(hors PQR)

Périodicité : Bimensuelle Audience: 107800

Sujet du média :

Actualités-Infos Générales

Edition: 04 mars 2022 P.1-6 Journalistes : Jonathan

Blanchet

Nombre de mots: 2323

p. 1/3

ENTRETIEN

Sylvain ROBERT

« Il nous faut une visibilité nationale!»





Edition: 04 mars 2022 P.1-6

p. 2/3

En juin dernier, avec les élus du territoire, vous avez sollicité l'État pour obtenir des garanties sur la suite de l'ERBM (Engagement pour le Renouveau du Bassin Minier)...

Nous demeurions dans une grande incertitude sur plusieurs volets de l'ERBM et, en premier lieu, concernant la rénovation urbaine des cités minières. L'agglomération de Lens-Liévin est le premier Etablissement Public de Coopération Intercommunale concerné par l'ERBM. Vingt-neuf cités minières, dont vingt-et-une situées en quartiers « politique de la ville », seront concernées par ces opérations, soit un total de 5 200 logements où vivent près de 27 000 personnes ! Une démarche commune a été menée avec la sénatrice Cathy Apourceau-Poly, présidente de la Mission Bassin Minier. Cela a permis de rassembler les maires d'une centaine de communes sur les deux départements.

« Emmanuel Macron annonce 100M€, en précisant que chaque fois qu'une collectivité mettra un euro, l'État fera de même. 126M€ ont déjà été investis par l'agglomération... L'État va-t-il vraiment être à la hauteur de nos efforts... ? Il y a encore des choses à préciser. »

La première d'une suite d'interpellations qui ont abouti, début février, à la visite du Président de la République sur le territoire... Comment avez-vous reçu la parole présidentielle ?

C'est un début de réponse. Nous ne savions pas, avant sa visite, comment il allait se positionner. Allait-il confirmer l'engagement de l'État sur la partie habitations? Ce n'est pas neutre, c'est le gros du sujet... mais ce n'est pas le seul. Le rapport Subileau, qui a permis d'établir le schéma directeur de l'ERBM, prenait, à la fois, en compte la dimension des espaces publics, de la mobilité, de la culture... Tout l'enjeu était de cerner les règles du jeu et l'ambition que l'on pouvait partager avec l'État. Nous attendions véritablement un positionnement fort sur la question des espaces publics notamment par rapport à la méthode elle-même souhaitée par l'État. On nous demande des études urbaines, qui ne peuvent se réaliser sans le concours de la population, sur l'ambition souhaitée pour un quartier. Parler d'ambition, c'est bien, mais encore faut-il savoir les moyens que l'on va y rattacher! Il ne s'agit pas de faire rêver pour nous faire comprendre

plus tard que nous n'arriverons pas à atteindre ce rêve. L'engagement pris sur la rénovation laisse plutôt le sentiment d'être sur une première étape. Il y a la philosophie des intentions, il faut maintenant que nous allions dans le détail des engagements.

Qui financera quoi ?

Emmanuel Macron annonce 100M€, en précisant qu'à chaque fois qu'une collectivité mettra un euro. l'État fera de même. Chez nous, 126M€ ont déjà été investis par l'agglomération... Il a quand même été dit qu'il y aurait une prise en charge des réseaux d'eau, d'assainissement... qui sont des postes lourds bien connus au niveau de l'agglo. Ces 126M€ investis localement l'ont justement été sur cette question, comme sur l'accompagnement à la rénovation des logements ou le soutien (avec un fonds de concours) au développement des espaces publics. L'État va-t-il vraiment être à la hauteur de nos efforts sur la totalité de l'enveloppe ? Il y a encore des choses à préciser. Sans compter qu'il ne s'agit là que de la part de l'agglo, puisque chaque commune met aussi la main au pot. Y aura-t-il, ensuite, un euro supplémentaire de l'État par participation communale? L'État pourra-t-il aussi, aller au bout de cet engagement? Il faut que nous en soyons certains, avant de relancer les études urbaines des deuxième et troisième triennats de rénovation.

Emmanuel Macron a aussi rappelé son engagement pour le financement du REGL (Réseau Express Grand Lille), pour lutter contre la saturation de l'A1 et de l'A21 et relier, notamment, la CALL à la MEL. Selon quelles modalités ?

Sur ce sujet, il reste des points à éclaircir. Nous avons pu prendre la parole avant son arrivée et j'espère que le informations lui seront relayées... Nous savons très bien que le REGL ne se fera pas demain matin, mais cela soulève d'autres questions. D'abord une très prégnante, autour de l'axe culturel, volet important de l'ERBM. Le Louvre-Lens est une pépite, mais si nous voulons jouer davantage sur l'attractivité du territoire et sa dimension culturelle, il faut nous donner les moyens de mettre en avant nos atouts. C'est pourquoi nous avons besoin d'une liaison TGV avec Paris. La conviction est partagée par l'ensemble des élus du territoire. Pour l'heure, il n'y a peut-être pas les volumes de passagers suffisants. Sauf qu'il ne s'agit pas là d'un sujet de rentabilité économique, mais d'un vrai sujet de développement du territoire. Il y a dix ans, le Louvre-Lens a été approché comme un sujet d'aménagement. Le TGV doit aussi l'être de cette façon. L'actionnaire majoritaire de la SNCF, c'est encore l'État. Nous avons besoin de cette visibilité nationale, c'est un vrai sujet de structuration du territoire. Voilà comment nous fonctionnons. Toutes les cités

minières auraient pu être éligibles au plan de rénovation de l'ERBM. Nous avons justement fait le choix du scénario de l'attractivité, en repérant des cités qui se trouvaient soit dans des lieux en développement ou qui pouvaient donner cette visibilité à l'agglo.

« Le Louvre-Lens est une pépite, mais si nous voulons jouer davantage sur l'attractivité du territoire et sa dimension culturelle, il faut nous donner les moyens de mettre en avant nos atouts. C'est pourquoi nous avons besoin d'une liaison TGV avec Paris. »

Quel est, désormais, votre calendrier?

Nous n'avons pas de garanties calendaires. Tout se met en route, nous allons poursuivre les échanges avec le préfet. Une coordinatrice a été désignée pour faire le lien entre tous les sujets. Après le cadre, nous avons maintenant besoin d'en déterminer le mode opératoire. Il faut que nous puissions aussi donner des réponses aux communes. Elles ne vont pas s'engager si elle ne se sentent pas en capacité de le faire.

Sur le volet rénovation, où en êtesvous ?

Ce sujet était déconnecté de la prise de parole présidentielle, puisau'il y a un engagement permanent là-dessus. Celui-ci est aux mains des bailleurs (lire p11). Ils ont réalisé un travail important. Si je fais le compte des moyens concentrés sur les cités rénovées chez nous, un seul ogement concentre en moyenne 117 000€ d'investissement. La contrainte du classement UNESCO impose de rénover certains logements par l'intérieur et de perdre en habitabilité. C'est un vrai défi de concilier tous ces enjeux. Il y a la théorie nationale et la pratique locale. Pour engager de nouvelles rénovations, il y avait une demande de visibilité de notre part. D'où l'importance que tout cela soit notifié.

Depuis 2012, une coopération nait entre les acteurs du territoire, les différentes collectivités se sont fédérées au sein du pôle métropolitain de l'Artois... mais on en voit encore mal les effets?

L'association Euralens a porté la réflexion sur la création du pôle métropolitain de l'Artois... Nous sommes maintenant au bout du processus où Euralens, qui a donné une reconnaissance au territoire avec son cercle de qualité, Edition: 04 mars 2022 P.1-6

p. 3/3

s'est naturellement fondu dans le pôle métropolitain depuis le 1er janvier avec la garantie de garder ce qui faisait l'essence d'Euralens : le label et le grand forum (lire p8-9). La Région accompagne aussi la CALL, la CAHC (Hénin Carvin) et la CABBALR (Béthune Bruay Artois Lys Romane) dans la constitution d'un parc d'innovation. Entre nous, nous avons toujours eu des sujets de coopération, mais nous n'en faisions pas forcément une structure. Il y a encore des discussions sur la forme que cela va prendre. Rien n'est figé. Tout est ouvert : c'est de cette façon-là que nous avons l'habitude de travailler. L'outil ne doit pas primer sur l'intérêt à développer. Nous regardons, d'abord, le côté plus pragmatique. C'est aussi le cas avec Arras et Douai qui ne font pas partie du pôle métropolitain : cela ne nous empêche pas de porter des sujets de manière collégiale.

« Vivalley, c'est aussi un parc d'activités de 7 hectares pour permettre aux entreprises de développer leurs activités et un centre dédié à l'incubation de projets. »

Vivalley (le pole d'excellence sport santé que développe la CALL, ndlr) sera une composante de ce futur parc de l'innovation?

Il en fera partie, oui. Quand nous avons posé le projet de territoire de l'agglomération, nous avons identifié plusieurs filières porteuses : le numérique culturel (personnifié au travers de la Louvre-Lens Vallée), l'éca-transition (avec le CD2E), la logistique (via Euralogistic, qui n'est pos physiquement chez nous, mais nous apporte des retombées) et le sport santé.

Comment sera structuré et géré ce futur pôle ?

Vivalley ambitionne de se développer autour d'un campus qui a pour vocation de proposer une offre étendue autour du sport, de la santé et du bien-être, le tout sur 110 hectares comprenant notamment l'Arena stade couvert, la faculté des sports de Liévin, ou encore le complexe aquatique Nauticaa et le Racing Club de Lens. Mais Vivalley, c'est aussi un parc d'activités de 7 hectares pour permettre aux entreprises de développer leurs activités et un centre dédié à l'incubation de projets. Notre ambition c'est d'adresser toute la thématique du sport santé sur un périmètre restreint. Mais Vivalley n'a pas de structure juridique à ce jour. Cela fait partie des enjeux du futur parc de l'innovation artésien. Le centre va être rapidement opérationnel : les travaux ont démarré en novembre et

doivent durer quinze mois. Nous avons des touches d'entreprises déjà présentes sur le territoire.

Envisagez-vous une approche de type « cure », avec une offre d'hébergement ?

Aujourd'hui, nous n'avons pas de témoignages d'intérêt d'entreprises sur ce sujet... mais rien ne nous empêche de le développer. Quand ont émergé les premières réflexions autour du cluster, nous pensions notamment le sport à travers les pratiques en clubs. Puis, la Covid est arrivée et les gens ont changé leur pratique, peut-être de façon plus autonome et plus régulière. C'est aussi tout l'enjeu de ce nouveau cluster. Si au travers de Vivalley, nous parvenons à ne plus être le dernier territoire de France en matière d'indicateurs de santé, ce sera une vraie réussite. C'est peut-être même notre meilleur objectif.

Sur cette question de la santé, un centre hospitalier territorial sera basé à Lens?

Cela rejoint les objectifs que nous avons avec Vivalley: ce n'est pas parce que nous nous dotons d'un centre hospitalier de territoire (Lens-Liévin, Béthune, Hénin-Carvin) qui peut améliorer l'accès aux soins, que cela réglera toute la problématique. C'est le sujet de fond que nous avons à l'agglo et que nous aurons au sein de ce nouvel équipement. L'hôpital déménagera ensuite à horizon 2025. Pour l'ancien hôpital de Lens, une étude vient d'être votée au Conseil Communautaire, pour penser le devenir du bâtiment et du foncier sur lequel il est construit. Pourquoi pas un cluster? Nous verrons à l'issue de la procédure.

Le parc d'innovation doit permettre d'attirer des gros porteurs pour développer l'image du territoire à l'extérieur? La Louvre-Lens Vallée attend toujours son Microsoft ou son Cap Gémini, pour faire l'analogie avec Euratechnologies.

S'ils veulent venir, on ne leur dira pas non! Mais sur des sujets comme l'économie culturelle ou le sport santé, nous sommes sur une logique de niche où se structure un modèle économique. Et nous nous rendons compte que ces démarches commencent à produire un certain intérêt... mais, soyons clairs, il y a encore un bout de chemin à faire. Nous ne chercherons jamais à concurrencer Euratechnologies. Par contre, nous pouvons être complémentaires sur certains sujets.

Où en êtes-vous de l'occupation et du développement de vos zones d'activités ?

Il ne reste plus beaucoup de place !
Nous sommes dans une veille foncière
permanente, avec des acquisitions assez
régulières. A l'extrémité du territoire, à
Harnes, nous avons notomment un projet
d'extension de zone sur celle de la Motte
du bois. Il offre une proximité de bord à
canal et la perspective de Seine-Nord

pourra nous apporter d'autres types d'activités. Oui, le développement de ces zones se poursuit, mais nous ne sommes plus sur ce seul modèle. Nous cherchons aussi à nous concentrer sur des aménagements fonciers plus minimes en surface, mais qui restent plus importants et ciblés selon le schéma stratégique de l'agglomération. Le cœur urbain est aujourd'hui davantage source d'attention de la part de promoteurs ou d'entreprises... Et même sur les villes avoisinantes, nous constatons un frémissement sur les bureaux! C'est le résultat de cette stratégie que nous sommes en train de construire. Dans le sillage du Louvre-Lens, la perception du territoire a vraiment évolué. Aujourd'hui, dès que nous lancons un appel à manifestations d'intérêts, nous avons plusieurs promoteurs sur les rangs... avant, il fallait être beaucoup plus proactif. Dans le quartier de la gare de Lens, en plein Covid, nous en avons eu sept pour un terrain! Il y a dix ans, on se serait estimé heureux si on en avait eu

« A Harnes, un projet d'extension de zone sur celle de la Motte du bois offre une proximité de bord à canal et la perspective de Seine-Nord nous apportera d'autres types d'activités. »

Le chômage, baisse partout. Où en êtesvous sur le front de l'emploi ?

Sur le territoire, le taux de chômage est supérieur à 13% voire 20% dans certaines zones. On part de loin... mais nos chiffres donnent à espérer : nous sommes désormais la deuxième zone en création d'emplois derrière Lille!

> Propos recueillis par Jonathan Blanchet



Autrement dit

Famille du média : Médias régionaux

(hors PQR)

Périodicité : Bimensuelle

Audience: 107800 Sujet du média :

Actualités-Infos Générales

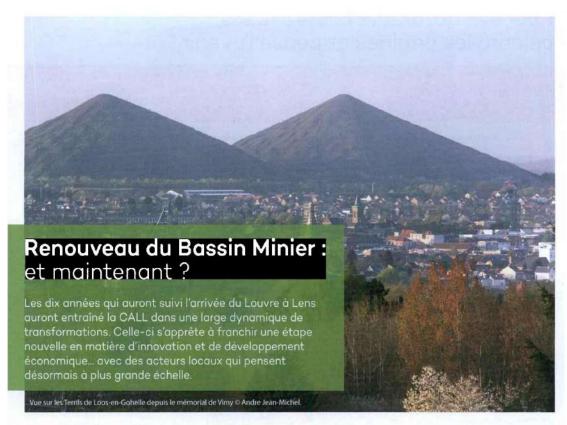
Edition: 04 mars 2022 P.8-9 Journalistes: Jonathan

Blanchet

Nombre de mots: 1555

p. 1/2

Territoires



e 11 mars, l'AG d'Euralens prendra une saveur particulière. Elle s'annonce déjà comme la première d'une nouvelle ère, depuis que l'association en charge du renouveau de l'ex bassin minier, s'est fondue, en 2019, dans les instances du Pôle Métropolitain de l'Artois. En décembre 2021, Euralens est devenu un outil structurant de la collectivité. Un juste retour des choses ou une suite logique pour les observa-teurs du territoire. L'association a aidé à créer le regroupement d'EPCI, en 2016, en ccompagnement des acteurs en place. Suffisamment armé, le syndicat mixte intègre désormais son ingénierie en son sein... pour gagner en efficacité. Eurale et le pôle métropolitain partagent d'ailleurs historiquement les mêmes locaux, dans l'ancienne maison syndicale des mineurs. Aussi pour simplifier le paysage des acteurs... et aller encore plus loin dans les missions de développement du territoire artésien. C'est en tout cas le souhait de ses membres et le deuxième point fort de la réunion à venir : exposer un cap avec de nouvelles prérogatives, rendue possibles par cette nouvelle échelle.

Retrouver une lisibilité pour les investisseurs

Euralens devrait donc notamment œuvrer dans le champ du développement économique pour booster l'attractivité du territoire. Ses équipes travaillent d'ailleurs en ce moment à la mise sur orbite d'un site vitrine des atouts économiques de l'Artois pour briller à l'extérieur. Objectif : vanter les opportunités territoriales en misant notamment sur l'éco-transition. « Notre boulot n'est pas de prendre la compétence des agglos pour penser le développement de zones d'activités, mais de permettre [à l'ex bassin minier] de retrouver une lisibilité économique pour les investisseurs » expose Gilles Huchette, directeur d'Euralens, également directeur adjoint de l'innovation au pôle métropolitain. « Là-dessus, les agglos étaient en déficit d'outils de promotion » reconnaît la cheville ouvrière d'Euralens. La réflexion remonte même plus loin puisque le site vitrine artésien a pour vocation d'être un support pour porter, demain,, la création d'une marque territoriale pour vendre ens et ses voisins à l'international. C'est Olivier Gacquerre, président de la communauté d'agglomération de Béthune Bruay Artois-Lys Romane (CABBALR) qui

a la charge de ce dossier, et aurait même précisément demandé cette responsabilité. Le chantier s'annonce collaboratif et chargé, dans un paysage des marques et labels en pleine évolution. « Ce qui prime, c'est l'effet de fédération que nous allons pouvoir créer » estime-t-on du côté de Lens... permettant à l'ex bassin minier de franchir un nouveau cap.

Un parc d'innovation incubateur image de marque

Dans le même ordre d'idée, les trois agglos travaillent à mettre en place un écosystème innovant commun et mieux intégré, pour, là aussi, monter d'un cran et être plus visible hors des frontières régionales. Un seul et unique opérateur devrait piloter l'ensemble de la démarche, structurée autour d'un parc d'innovation. Selon nos informations, celui-ci devrait également être lancé courant mars et son activité se développera autour de trois sites totems, emblèmes de l'inno vation territoriale : la Louvre-Lens Vallée, pôle d'excellence numérique culturel, lancé dans le sillage du musée (lire p13), les Terrasses du Métaphone à Oignies, sur le site du 9-9 bis, et la Fabrique, tiers-lieu



Edition: 04 mars 2022 P.8-9

p. 2/2

béthunois (lire Autrement Dit n°1126). Ce futur para d'innovation devrait apporter toutes les briques nécessaires à l'incubation et à l'accélération d'entreprises qui seront dispatchées selon les compétences de chaque territoire : le numérique culturel ou le sport-santé à Lens, la logistique à Dourges... Ces dispositifs pourraient même émerger là où ils n'existaient pas encore, comme à Loos-en-Gohelle, au sein d'un CD2E qui pourrait, ainsi, obtenir un incubateur et un accélérateur pour développer ses projets d'entreprises. Dans le souci d'une stratégie unifiée, le futur opérateur de cette politique d'innovation devrait aussi privilégier des appels à projets mutualisés, plus conséquents et significatifs, pour que chaque territoire puisse faire bénéficier l'autre de ses savoir-faire et émarger à des chantiers plus importants.

Accélérer la mutation...

L'idée étant de non seulement accueillir de nouveaux projets d'entreprises, mais aussi et surtout d'accompagner au mieux ceux déjà présents ou en germe sur le territoire. « Le défi. il est aussi d'accompagner les entreprises en place à muter, à s'adapter aux changements et aux nouvelles priorités » nous dit-on. Dans ce nouveau rassemblement des forces vives de l'innovation, Euralens devrait amener avec elle tout son savoir faire... et l'ensemble de ses membres issus de la société civile, représentée depuis l'origine par son grand forum des territoires. Structurellement, l'intégration d'Euralens, au sein du pôle métropolitain suppose d'ailleurs quelques changements. Sylvain Robert, maire de Lens, patron de la CALL et président du Euralens d'hier « sera le garant du grand forum » explique-t-on en interne, « pour que les passerelles entre les différents membres constituants soient encore plus fluides ». « La fusion d'Euralens nous amène une plus grande liaison avec les élus » estime, de son côté, G. Huchette. « La force associative réunissait ceux qui avaient envie de faire. Aujourd'hui, nos outils ont une emprise plus forte politiquement ».

... et affirmer l'identité du territoire

Le tout, toujours dans le même but : affirmer plus fortement l'identité du territoire. « Ce qui se passe actuellement, c'est le signal d'un renforcement de la dimension métropolitaine qui a pris tout son sens lors de la visite, début février, du Président de la République à Liévin et l'aboutissement d'un travail de plus de dix ans » constate G. Huchette. L'aboutissement d'un choc des coopérations permis par l'arrivée du Louvre à Lens qu'il a fallu accompagner pour en faire une réussite

économique, culturelle et valoriser l'image du territoire. « Euralens a pris une place au moment où il n'y avait rien » confirme Sylvain Robert. Un mouvement impulsé par Daniel Percheron, alors président de l'ex région Nord-Pas de Calais et inconditionnel du chaudron sang et or. En 2015, l'homme passe le témoin au même SvIvain Robert, à peine élu maire de Lens qui poussera à la création du pôle métropolitain... présidé par le département du Pasde-Calais et son président d'alors, Michel Dagbert... qui passera la main ensuite à un président d'agglomération, en la personne d'Alain Wacheux, président de la CABBALR jusqu'aux dernières élections. · Aujourd'hui, si Alain Bavay en est le président, le leadership entre les acteurs est partagé » confie un élu du territoire.

Le révélateur Louvre-Lens

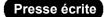
« Avant même l'arrivée du Louvre, les agglos se sont réunies pour avancer sur l'aménagement des espaces nature&loisirs, via la Chaîne des Parcs, sur la question de l'attractivité culturelle et touristique... Sur ce point-là, Odyssée. voyage festif du territoire, a été un événement fondateur en matière de coopérations » analyse Juliette Guépratte, directrice de la stratégie du musée. Le musée, lors de son arrivée, encouragé par le binôme Percheron-Loyrette, alors directeur du musée parisien, a posé très vite la question de l'urbanisme alentours... et bien au-delà des espaces publics directs d'accessibilité du musée. « Aujourd'hui, cette stratégie urbaine a porté ses fruits de manière spectaculaire » s'enthousiasme G. Huchette. « Regardez le nouveau auartier autour du stade Bollaert, le square Chochoy qui était un angle mort et va devenir une vraie rotule traversante ! Ou le quartier des gares il y a peu, il était encore inimaginable de trouver des immeubles tertiaires à Lens! Quatre sont désormais construits,

le chantier d'un immeuble en bois va démarrer à deux pas de la gare Tadao et ces immeubles sont remplis, à la fois en logements et en entreprises ! ». A Liévin, l'arrivée des réserves du Louvre offre aussi l'occasion de créer des nouvelles dynamiques, autour du quartier Jaurès. « Cette arrivée, c'est l'opportunité de créer des projets urbains plus ambitieux, d'attirer les promoteurs, de les mettre en compétition et d'être exigeant vis à vis d'eux ! ».

L'appropriation et l'engouement pour ces nouveaux équipements et aménagements existe bien, renvoyant les Cassandre de l'époque dans les cordes. Non content d'avoir engrangé 4,5 millions de visiteurs en dix ans, le Louvre Lens accueille 30% de ces curieux en voisin, puisqu'ils viennent directement de l'agglomération et de l'aire métropolitaine. Avant la pandémie, 80 000 scolaires, dont le musée attend impatiemment le retour, franchissaient chaque année ses portes. En décembre prochain, le musée fêtera ses dix ans d'existence. Cet anniversaire célébrera tout autant les transformations accélérées par l'équipement. La dernière en date n'a pas grand chose à voir avec la culture, mais tout à voir avec la vitalité du bassin lensois : en 2025, un centre hospitalier de territoire regroupant tous les services médicaux de l'Artois verra le jour en lieu et place de l'ancien hôpital de Lens. Lequel deviendra, en filigrane, la locomotive de tout un réseau. Tout un symbole pour un territoire que l'on relègue encore en queue des classements français d'indicateurs de santé publique. Une fierté, pour G. Huchette. « Tout ça, nous y serions parvenus, je pense, mais en combien de temps ? Grâce à toutes ces coopérations, nous l'avons fait en dix ans... Nous avons au moins agané vinat ans».

Jonathan Blanchet





Autrement dit

Famille du média : Médias régionaux

(hors PQR)

Périodicité : **Bimensuelle** Audience : **107800**

Sujet du média :

Actualités-Infos Générales

Edition: **04 mars 2022 P.11**Journalistes: **J. Blanchet**

Nombre de mots: 753

p. 1/1

Économie

Maisons&Cités maintient le cap et prépare son futur projet stratégique

Le bailleur social en charge de la grande majorité du volet habitation de l'ERBM, assure être dans les clous de ce chantier d'envergure. Il travaille actuellement à un nouveau projet stratégique qui sera révélé au printemps avant de s'installer dans un siège social flambant neuf en 2023.

On est au rendez-vous de l'avancement, il faut continuer à accélérer
présidentielle, Jean-François Campion. En octobre dernier, il a pris la suite
de Dominique Soyer à la tête de Maisons
& Cités. Le bailleur social a la charge de
la grande majorité du volet habitation de
l'ERBM (Engagement pour le Renouveau
du Bassin Minier) commencé en 2018.
Soit 20 000 logements sur les 23 000

prévus par l'ERBM en dix ans (le reste étant assuré par SIA Habitat). A fin 2021, 5000 étaient livrés et les travaux de 8000 autres lancés. « Nous avons en permanence 2000 logements en chantier sur l'ensemble du territoire » complète le nouveau directur du bailleur qui vise 2000 réhabilitations par an, en articulation avec les desiderata des élus et des territoires. L'engagement financier se chiffre lui à près de 2,5Mds€

Un chantier sur les procédures simplifiées

d'ici 2028.

Ces investissements ne représentent qu'une partie de l'activité du bailleur, puisque l'ERBM pèse pour un tiers du patrimoine de l'acteur immobilier (65 000 logements au global), qui mène en parallèle des opérations de construction, d'entretien et de rénovation sur le gros de son patrimoine restant. En 2021, il

achevé la construction de 584 logements neufs et délivré 961 logements en ordre de services ou acquisition de patrimoine. Un rythme équivalent est annoncé pour 2022. « Globalement, Maisons & Cités investit 350M€ tous les ans sur le territoire, dont 100M€ sur le neuf » complète J-F. Campion. Mais ce chiffre ambitieux de réhabilitations annuelles, fortement imputable à l'ERBM, commence à faire à grincer des dents chez certains syndicats du bailleur, et notamment chez SUD qui dénonçait, ces dernières semaines, un plan de réduction d'effectifs... alors que la charge de travail va en augmentant.

« Aujourd'hui, il n'y a pas de plan social chez Maisons & Cités, ni de réduction d'effectifs » affirme son directeur général qui ne conteste pas l'ampleur des transformations, mais évoque plutôt des chantiers en cours sur la simplification des procédures et sur une réorientation du temps de travail, davantage tourné vers les clients. Il devrait néanmoins y avoir des évolutions de postes.



Un projet stratégique et l'exploration de filières innovantes

Le bailleur social met d'ailleurs actuellement à jour son projet stratégique, en lieu et place du précédent, établi en 2016. La présentation de celui-ci est prévue au printemps. Sur la table, un renforcement du service et de la proximité avec sa clientèle, un rôle lui aussi renforcé dans les missions d'aménagements et la poursuite d'un volet innovation technique, qui vient de prendre un nouveau tournant depuis que le bailleur a annoncé travailler avec le <u>CD2E</u> (centre d'innovation des éco-matériaux de Loos-en-Gohelle) sur de nouveaux matériaux d'isolation à base de béton de chanvre. « Avec l'appui de la mission Rev3, nous allons tenter de développer une filière dédiée autour des matériaux biosourcés » précise le directeur

de Maisons&Cítés. Le bailleur a entamé en fin d'année une nouvelle expérimentation où, sur une période de deux ans, cinquante logements de la Cité Barrois à Pecquencourt (fléchée ERBM) seront rénovés avec cette matière, à un rythme de six logements livrés chaque mois. La préfiguration d'une démarche plus large, autour de davantage d'acteurs.

Un nouveau site douaisien

Ces nouveaux chantiers coïncident avec celui du vaisseau amiral de Maisons & Cités, Jusqu'alors, les fonctions administratives du bailleur se répartissaient sur plusieurs sites : un siège social à Douai et des services support répartis entre Lens, Liévin et Novelles-sous-Lens. L'ensemble des équipes concernées (320 collaborateurs) investiront ce site mutualisé de 6000m², sur la ZAC douaisienne de la Clochette, d'ici un an. La Banque des Territoires et le Crédit social des fonctionnaires

assurent l'investissement du bâtiment construit par Linkcity. Le bailleur en sera locataire unique. En 2020, Maisons&Cités avait déjà transformé ses agences en directions territoriales et antennes de proximité, avec la direction de deux antennes sur le douaisis et le valenciennois. Malgré ce nouveau pôle géographique, « il n'y aura pas de nouvelles réorganisations stratégiques au sein des équipes » a déclaré J-F. Campion.

J. Blanchet







Famille du média : Médias régionaux

(hors PQR)

Périodicité : Trihebdomadaire

Audience : **120000** Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 15 mars 2022 P.13

Journalistes : **B. C.**Nombre de mots : **283**

p. 1/1

Des techniques pour améliorer l'habitat

Engagés dans une démarche d'amélioration des compétences, des acteurs de la filière BTP, l'OPAL et ses partenaires de l'emploi, de Constructys et de CD2E, se sont retrouvés sur un chantier de 29 logements à Essigny-le-Grand vendredi matin. Sur place les attendait Bazile Antoine, formateur chez AB conseil, présent pour initier les personnels aux métiers du bâtiment, les encadrants et les entrepreneurs.

Six logements en materiaux biosources

« L'objectif de la Formation integree au travail (FIT) est de former sur le site les salariés des entreprises et de leur permettre, ainsi qu'aux chefs d'entreprise, de monter en compétence et d'acquérir une expérience pratique qualifiante de terrain. Pour l'OPAL, maître d'œuvre du chantier d'Essigny-le-Grand, le but est de qualifier le tissu local des entreprises, de générer de l'emploi local et ainsi participer au renforcement

économique local», explique Angélique Marquant, chargée de mission à la Maison de l'emploi et de la formation du Saint-Quentinois. Ce vendredi matin, le président et les équipes de l'OPAL sont allés à la rencontre des chefs d'entreprise en formation FIT. Le projet est porté par un consortium d'acteurs composé de la maison de l'emploi du Saint-Quentinois, du CD2E, de Constructys Hauts-de-France et de l'alliance Ville emploi. Le but est d'organiser des formations FIT sur les enjeux des constructions basse consommation et d'accompagner les maîtres d'ouvrages de ces chantiers. Une bonne opération pour la commune qui va avoir 22 logements et sept parcelles en accession aidée. Sur les 22 logements, six seront construits en matériaux biosourcés écologiques et innovants (ossature bois, remplissage paille, ouate de cellulose). Pour cette formation, des containers équipés étaient présents sur le site pour initier les ouvriers aux nouvelles techniques. B. C. (CLP)







Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Trimestrielle

Audience: N.C.

Sujet du média : BTP-Architecture

Edition: Printemps 2022 P.10

Journalistes : -

Nombre de mots: 309

p. 1/1



Il y a de l'or dans les bennes de chantier!

pepuis 2020, la loi pour la transition écologique a fixé pour objectif de valoriser 70 % des déchets du BTP, ce qui pousse les acteurs du secteur à revoir leurs pratiques, tant sur les marchés de la déconstruction que de la construction. Par ailleurs, la loi Agec prend également de nouvelles mesures liées à l'anti-

cipation des déchets avant chantier, avec notamment l'ouverture au secteur du Bâtiment des filières à responsabilité élargie du producteur (REP) et la création d'un bordereau de dépôt pour les déchets inertes non dangereux et inertes. L'intérêt pour le réemploi et le recyclage croît et les initiatives se multiplient. C'est dans ce contexte que le <u>CD2E</u> a organisé un événement sur ce thème afin de partager les exemples d'initiatives utilisant de nouveaux modèles de travail. En région, on peut citer Saint-Gobain qui travaille avec du verre recyclé, Wicona qui utilise des menuiseries à base d'aluminium recyclé ou encore Etnisi qui a créé

un nouveau matériel à partir de déchets. Ce recyclage pose aussi la question du stockage des déchets et du tri : certains acteurs du secteur se sont déjà intéressés au sujet et proposent, à l'image de Recuptri, de passer de 20 tonnes de déchets rebuts par mois à 3 tonnes, sur un chantier de 300 logements. D'autres initiatives voient le jour en

utilisant des outils comme le passeport circulaire d'un matériau (Upcyclea Cloud), pour être moins impactant et plus exemplaire dans l'utilisation de matériaux. Même les grands groupes s'y sont mis, arguant du fait que de véritables trésors valorisables se trouvent dans les poubelles de chantier, à l'image de Eqiom Béton et Neo-Eco qui ont utilisé du béton recyclé sur le vaste chantier de réhabilitation de la Maillerie porté par Bouygues.









Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Périodicité : **Quotidienne** Audience : **263000**

Sujet du média :

Actualités-Infos Générales





Edition: 18 mars 2022 P.17-17

Journalistes: -

Nombre de mots: 166

p. 1/1

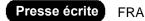
EN BREF

ESSIGNY-LE-GRAND

Formés aux techniques pour améliorer l'habitat

Engagés dans une démarche d'amélioration des compétences, des acteurs de la filière BTP, l'OPAL et ses partenaires de l'emploi, de Constructys et de CD2E, se sont retrouvés sur un chantier de 29 logements à Essigny-le-Grand. Sur place les attendait Bazile Antoine, formateur chez AB conseil pour initier les personnels aux métiers du bâtiment, les encadrants et les entrepreneurs. « L'objectif de la Formation intégrée au travail (FIT) est de former sur le site les salariés des entreprises et de leur permettre, ainsi qu'aux chefs d'entreprise, de monter en compétence et d'acquérir une expérience pratique qualifiante de terrain », explique Angélique Marquant, chargée de mission à la Maison de l'emploi et de la formation du Saint-Quentinois. Sur les 22 logements, six seront construits en matériaux biosourcés écologiques et innovants (ossature bois, remplissage paille, ouate de cellulose). Pour cette formation, des containers équipés étaient présents sur le site pour initier les ouvriers aux nouvelles techniques





Habitat Nature(

Famille du média : Médias spécialisés

grand public

Périodicité : **Trimestrielle** Audience : **350000**

Sujet du média : Maison-Décoration

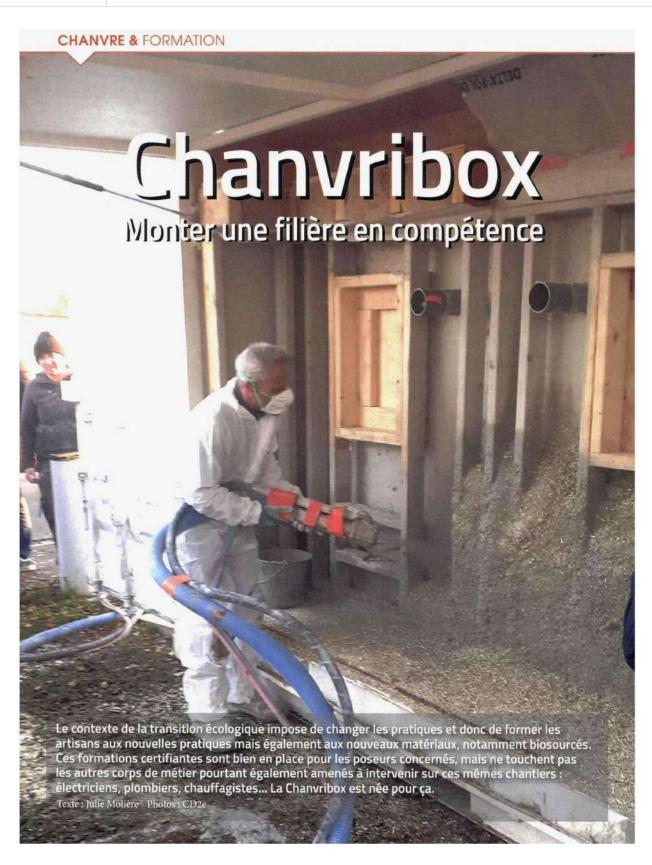


Edition : Mars - mai 2022 P.68-70

Journalistes : Julie Molière

Nombre de mots : 1196

p. 1/3





Edition: Mars - mai 2022 P.68-70

p. 2/3

« L'idée de former des artisans au pied du chantier est venue il y a 4 ans d'une étude menée par l'opérateur de compétences (OPCO) Constructys, explique Frédérique Seels, directrice du CD2e : les TPE et PME ne consomment pas leur droit à la formation, faute de prendre le temps et faute de facilité d'accès aux lieux de formation. Pour répondre à cette problématique, un collectif s'est créé autour d'une solution qui a remporté un appel du programme PACTE : la « baraque à FIT », plateau de formation mobile, visant à lever ces freins et massifier l'utilisation de la Formation Intégrée au Travail en Hauts de France ». Ce collectif, constitué autour du CD2e, accélérateur de la transition écologique des Hauts de France, de 4 maisons de l'emploi, d'Alliance Ville Emplois et Constructys s'est appuyé sur l'expérimentation de ce dernier en partenariat avec PRACTEE Formations, pour donner naissance à 2 containers aménagés nommés la « baraque à FIT ». Ils permettent d'aborder la mise en œuvre d'isolation en matériaux biosourcés, les problématiques d'étanchéité à l'air et le traitement des points singuliers en rénovation et construction neuve. L'expérience de formation sur le chantier est un succès.



Dans le même temps, le bailleur social Maison & Cités, après plusieurs expérimentations (comme le programme Rehafutur publié dans notre n°84) décide de miser sur le chanvre pour rénover ses logements miniers : « c'est un matériau dont la production se développe localement, biosourcé, approprié aux particularités de ces logements qui doivent être isolés par l'intérieur pour des raisons patrimoniales (classement au patrimoine de l'Unesco), tout en respectant la perspirance de la brique, explique Frédéric Deram, consultant bâtiment durable au CD2e. Le chanvre est mis en œuvre de deux façons, en blocs ou en béton projeté, des techniques peu connues des artisans à ce jour. » Le chanvre ayant des règles professionnelles, les poseurs bénéficient d'une offre de formations certifiantes satisfaisante, et nécessaire d'un point de vue assurantiel, mais les autres corps de métier n'ont pas cette obligation de formation et pourtant interviennent également sur ces chantiers d'un nouveau type. D'où l'idée de décliner le container « la baraque à Fit » en module spécifique à la mise en œuvre du chanvre! La Chanvribox est née, nous sommes en novembre 2021.

UN CONTAINER, 2 TECHNIQUES

Ce container, développé par le CD2E en partenariat avec les Compagnons du Devoir et le bailleur Maisons & Cités, permet d'aborder le geste de la pose des blocs (technique adaptée en hiver où le séchage est plus long) d'un côte et celle du béton projeté de l'autre. Son arrivée est précédée d'une journée de formation théorique tenue sur la base vie du chantier, expliquant le matériau et ses performances



En plus de la projection, le container permet d'aborder la pose des blocs de chanvre (plus adaptée en hiver où les temps de séchage sont plus longs). Les artisans sont confrontés aux différents points singuliers du chantier.



Amener la formation au pied du chantier permet de sensibiliser les équipes aux particularités du chanvre, quelles que soient leurs spécialités : plombiers, électriciens, plaquistes... et de créer un esprit d'équipe.

techniques. Un formateur de l'Association Construire en chanvre est présent (Anthony Stephan), ainsi qu'un compagnon du Devoir. Tous les artisans y sont conviés : électriciens, plombiers, chauffagistes, menuisiers, plaquistes... car ce moment d'échanges vise à optimiser les interfaces entre les corps de métier, une anticipation nécessaire pour un chantier réussi. Côté blocs, la chènevotte en

vrac est également abordée, glissée entre le mur existant et le bloc de chanvre, afin de permettre la continuité de capillarité. La finition en enduit chaux-chanvre est abordée. Côté projection, le montage de l'ossature bois est présenté, ainsi que les traversées d'enveloppe et l'intégration des réseaux, le tableau électrique, le réseau de chauffage... Les raccords avec les membranes d'étanchéité à l'air

Edition: Mars - mai 2022 P.68-70



Pour l'instant la Chanvribox est utilisée dans les Hauts de France, mais elle peut être prêtée voire dupliquée pour servir dans d'autres régions.

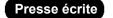
des menuiseries et du bas de toiture sont présentés en situation. La formation se termine avec un chantier propre : les matériaux qui n'ont pas eu le temps de sécher, sont démontés, pour que la Chanvribox soit remise à l'état initial. « Comme pour les Baraque à FIT, si les artisans sont un peu récalcitrants et craignent de perdre leur temps, ils sont après coup ravis de l'expérience et conquis par le matériau, relate Frédéric Deram. C'est un bon vecteur de cohésion des équipes.»

UNE SOLUTION À DUPLIQUER

Compte tenu de l'organisation d'une telle formation, cette prestation n'est pas adaptée pour la rénovation d'une unique maison individuelle, mais s'adresse surtout aux maîtres d'ouvrage, collectivités, bailleurs, qui ont des gros chantiers à organiser. En revanche, le CD2e est tout à fait prêt à partager la Chanvribox avec d'autres régions, voire à permettre sa duplication pour des régions éloignées. Le CD2e envisage d'ailleurs de l'adapter au lin, filière en cours de développement dans la région et particulièrement suivie par le bailleur SIA : le projet Bâtilin avance avec la construction d'une usine adossée à une unité de production de tissus à Bourbourg près de Dunkerque, permettant de valoriser les anas de lin. Les règles professionnelles sont en cours de finalisation, mais gageons que bientôt les artisans des Hauts de France pourront choisir entre blocs de chanvre, de colza ou de lin, ces derniers ne pouvant pas être projetés à ce jour. Le CD2e propose également des formations à la pose de paille, mais les bottes ne sont pas adaptées à la taille du container.

Massifier la transition écologique passe par du concret. Avec la Chanvribox, le CD2e agit

pour la rénovation durable et pour l'économie circulaire, le chanvre étant produit sur place. Elle forme des collaborateurs au sein des bailleurs sociaux, puis les artisans sur le chantier et instrumente les réalisations pour encore améliorer les techniques : la filière peut sainement se développer. Quant aux bailleurs sociaux, ils rénovent leur parc de façon durable (le béton de chanvre dure entre 80 et 100 ans...) en réduisant leur impact environnemental, apportant à leurs locataires plus de confort (le chanvre régule l'hygrométrie), moins de charges (donc de meilleurs paiements de loyers) tout en contribuant au développement d'emplois sur la région. Le programme ERBM, pour le renouveau du bassin minier lancé en 2018, vise à rénover ainsi 20.000 logements en 10 ans afin qu'ils ne soient plus des passoires thermiques.



HabitatNaturel

Famille du média : Médias spécialisés

grand public

Périodicité : Trimestrielle

Audience: 350000

Sujet du média : Maison-Décoration



Edition: Mars - mai 2022 P.82

Journalistes: -

Nombre de mots : 502

p. 1/1

Carnet d'adresses

18 Construction bois et RE2020

Le Sommer Environnement : www.lesommer.fr

22 - Plus petit, pour plus performant

Studio MAAB: www.studiomaab.com

Hinoki : www.hinoki.eu Hapco : www.hapco.fr

Soprema (TMS): www.soprema.fr MC France: www.fenetremeo.com

Zehnder: www.zehnder.fr - Noirot: noirot.fr Jøtul: www.jotul.fr - Algo: www.peinture-algo.fr Bio-electricité: www.electromagnetique.com

28 - Construction itinérante extensible et légère

Station Ciel: lastationciel.com

Archik: archik.fr

Yes We Camp : https://yeswecamp.org

Serviformes: www.serviformes.com -Smac: www.smac-sa.com Biofib'Isolation: www.biofib.com - Salola: www.salola.fr Technal: www.technal.com/fr - Oggiluce: www.oggiluce.fr

Porcelanosa: www.porcelanosa.com/fr

34 - Des doigts en or : l'art du colombage

Olivier Piedefer: 25B Rte d'Emalleville, 27400 La Vacherie Tél.: 02 32 34 38 09 - www.facebook.com/olivier.piedefer.7

40 - Noblesse de la pierre

Oxala: www.architecte-oxala.fr ABC Energie: www.abcenergie.fr

Etienne Cottenceau - Maçonnerie - taille de pierre :

www.cottenceausarl.fr

Sinéco Charpente - charpente - ITE : www.sinecocharpente.fr LMB Martin Frères - charpente : www.lmb-martin-freres.com

Ets Thomas - électricité biotique, double flux, geothermie : www.thomas-electricite.com

Sylvain Bricard - sols et faïences : www.sylvainbricard.fr Mgp-Staff - Fermacell + isolation : www.mgp-staff.com Charron peinture écologique : www.charronpeinture.com Atelier Manifer - Métallerie d'Art : www.atelier-manifer.com

AML - menuiseries, parquet : www.aml-vertou.fr
Forge Deco Ouest : www.forgedecoouest.fr

Misapor: www.misapor.ch/fr/ - Steico: www.steico.fr

Internorm: www.internorm.fr Métisse: www.isolantmetisse.com Biofib'isolation: www.biofib.com Stabalux: www.stabalux.com/fr/

Fermacell: www.fermacell.fr - Caléosol: www.caleosol.fr Zehnder: www.zehnder.fr - Argilus: www.argilus.fr

Aquatiris: www.aquatiris.fr

48 - Rénovation Minergie P

Air Energie Développement: https://airenergie.eu - 03 89 82 51 27 A-Therm: www.a-therm.fr



Mura & Fils, menuiseries: www.menuiserie-mura.fr GF Bâtiment, couverture: www.gfbatiment.fr

Isoenergy - Crépis : www.isonergy-facade.com

Minergie: www.minergie.ch/fr/ - Steico: www.steico.fr Isonat: www.isonat.com - Pro clima: www.proclima.info Bader: www.bader-bois.fr - Oertli: www.oertli.fr

Sweetohms: www.sweetohms.com

56 - Réinventer l'espace

Olivier Frager: 06 09 99 57 26, olivier.frager@gmail.com Bureau d'étude structure: Callisto Ingénierie 03 88 68 56 28 Soller - construction bois: www.soller-ossature-bois.fr

Euro Crépis : https://eurocrepis.fr Steico : www.steico.fr - STO : www.sto.fr

Wienerberger: www.wienerberger.fr

Beaubat SAS, pierre.fritz67@hotmail.com, 0769 039 269

62 - Connecté, mais protégé!: Lifi

Oledcomm: www.oledcomm.net/fr/ Sweetohms: www.sweetohms.com

64- Des peintures bien-être

Auro: www.auro-france.fr

68 - Chanvribox: former sur le chantier

CD2e: https://cd2e.com

Chanvribox : contact Frédéric Deram - f.deram@cd2e.com

Constructys: www.constructys.fr

Projet lin : Coopérative Agricole L.A. LINIÈRE 73 Route de Loo-

berghe 59630 Bourbourg

Maisons & Cités: www.maisonsetcites.fr

SIA: www.sia-habitat.com

71 - Nouveautés Be Positive

Hoben: poeles-hoben.fr - Laudevco: www.laudevco.com Laminox: laminox.fr - Bestove: www.bestove.fr Ökofen: www.okofen.fr - Ungaro: www.ungaro.com Poujoulat: www.poujoulat.fr - Jolly-Mec: jolly-mec.it/fr

76 - Nouveautés chauffage au bois

Edilkamin: www.edilkamin.com

La Nordica-Extraflame: www.lanordica-extraflame.com/fr

Turbo Fonte : www.turbofonte.com Palazzetti : www.palazzetti.fr

78 - Innovations produits

Neolife : neolife.fr

Air Wood Concept: www.ecomurs.com Ciments Hoffmann: www.ciments-hoffmann.fr

Lindura : www.meister.com/fr Brink : www.brinkclimatesystems.fr

Minco: www.minco.fr

Oscaro Power: www.oscaro-power.com





Famille du média : **Médias professionnels**

Périodicité : Hebdomadaire

Audience : **N.C.** Sujet du média :

Agroalimentaire-Agriculture



Edition: 18 mars 2022 P.3

Journalistes: Gaëtane Trichet

Nombre de mots: 799

p. 1/2

Au fil de la semaine

Aisne

Un contrat de relance et de transition écologique agricole signé en Thiérache

VIE LOCALE

Les représentants de l'Etat et de l'agriculture ont signé jeudi 10 mars, le contrat de relance et de transition écologique agricole. Une première en France

Un CRTEA en 5 axes

Pour accélérer la relance et accompagner les transitions écologique, démographique, numérique et économique dans les territoires, le Gouvernement a souhaité proposer aux collectivités territoriales un nouveau type de contrat : le contrat de relance et de transition écologique (CRTE). En y ajoutant un A comme agricole, l'État pose un marqueur fort de son engagement pour les exploitants. «En signant ce document, vous venez cautionner et reconnaître le sens de l'action que mène et doit poursuivre l'agriculture axonaise pour relever les défis d'aujourd'hui et de demain» a annoncé Robert Boitelle en s'adressant au préfet. Ces défis couvrent plusieurs champs d'actions et se déclinent en 5 axes précis : poursuivre la transition vers une agriculture durable. assurer la souveraineté alimentaire,



Edition: 18 mars 2022 P.3

p. 2/2



De gauche à droite : Robert Boitelle, Thomas Campeaux et Nicolas Fricoteaux. Le CRTEA vise à mobiliser tous les acteurs du secteur agricole, de la production aux filières, en passant par la formation, autour d'une ambition, d'objectifs et de projets communs.

structurer des filières territoriales afin de valoriser les ressources locales, diversifier les sources de revenus des agriculteurs et relever de défi de la transition énergétique et enfin, consolider la formation et l'emploi agricoles. Concernant toutes les solutions que peut apporter l'agriculture dans ces attentes sociétales, «bien entendu, il convient de garder de la mesure dans la réponse à apporter par notre secteur pour ne remettre en cause ni sa vocation alimentaire ni de créer une concurrence entre les systèmes, notamment sur la couverture des besoins en alimentation animale» a prévenu Robert Boitelle avant de citer quelques exemples d'actions réussies. «Nous le constatons, des solutions pertinentes sortent de terre aujourd'hui, la construction à partir de paille de blé, du béton de colza et de chanvre, par exemple. Tout cela est une réalité ou en passe de l'être. Dans cette action, je souhaite noter tout le travail réalisé par le pôle IAR, le LDAR, le CD2E, les coopératives et Aisne Avenir».

Renforcer le revenu agricole

Pour les signataires, pas de doute. Ce volet agricole permettra aux exploitants de diversifier leurs productions et donc leurs sources de revenus. Avec de nouveaux débouchés et la création de filières, le déploiement d'un certain nombre de services dans les territoires, la réponse à l'enjeu carbone par une démarche de stockage mais aussi de développement de solutions d'énergie renouvelable, (méthanisation, photovoltaïque, hydrogène...) deviennent de véritables leviers pour construire l'autonomie énergétique mais aussi et surtout, d'assurer du revenu aux agriculteurs.

Les jeunes au cœur du projet

Consolider la formation agricole en vue de favoriser le renouvellement des générations et l'installation est, selon le président de la Chambre d'agriculture, essentiel et c'est un

élément lié aux différents axes du CRTEA. «En effet pour rendre attractif le métier d'agriculteur, il apparaît aujourd'hui essentiel de donner du sens et de la reconnaissance pour les jeunes. Sur cette terre de Thiérache, nul ne peut nier la passion et la fierté des éleveurs qui motivent leur engagement quotidien que cela impose». Le CRTEA se déclinera à l'échelle du département, à l'échelle de chaque arrondissement et sera mis en place avec les EPCI (établissement public de coopération intercommunale). Il servira d'outil commun pour les acteurs du territoire, notamment sur le sujet agricole

Robert Boitelle reste toutefois réaliste. La nouvelle orientation que va prendre l'agriculture connaîtra sans doute des difficultés. «Cependant, j'y vois beaucoup d'optimisme, car c'est sûr qu'il y a des perspectives grâce à la prospective. Mais c'est bien là l'enjeu fort de ce contrat, ce CRTEA, celui de l'attention portée à notre agriculture. C'est également cette ambition de faire ensemble ce

chemin pour organiser le vivre ensemble sur chaque territoire de notre département. Aussi, je salue l'ensemble des élus qui ont déjà porté un regard intéressé sur ce contrat de relance de transition écologique agricole pour élaborer avec chaque ferme, la manière de lui faire prendre part à la vie de son territoire. L'agriculture axonaise est une force incontestable du territoire et doit être déclinée comme une des solutions».

Thomas Campeaux et Nicolas Fricoteaux ont réitéré leur soutien à l'agriculture. Pour eux, ce CRTEA est un véritable plan de relance pour le département et pour les agriculteurs. Gestion de l'eau, transition vers une agriculture durable, filière biosourcée... sont les nouvelles orientations pour l'agriculture, véritable force économique pour le département. Pour Jean-Louis Bricout, député, «cette transition ne se fera pas sans les territoires. Il faut avancer ensemble pour trouver des solutions et des innovations».

Gaëtane Trichet





www.construction21.org

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 45858

Sujet du média : BTP-Architecture

22 Mars 2022

Journalistes : -

Nombre de mots: 5095

p. 1/2

Visualiser l'article

Le dispositif FRATRI pour le photovoltaïque

• par Association cd2e



La filière solaire, tant thermique que photovoltaïque, est un sujet central de développement pour la Région Hauts-de-France, en tant que composante de la démarche Rev3, filière à fort potentiel d'emplois locaux, contributrice d'un mix énergétique régional basé sur davantage de renouvelables, garantissant un approvisionnement en énergie sûr et durable et permettant de tendre vers l'indépendance énergétique.

La Région accompagne le développement de la filière solaire sous différentes formes :

- Animation de la filière et du Collectif Régional du Solaire (CORESOL) au travers du soutien au CD2E
- Aide à l'émergence de **projets solaires citoyens** (soutien aux associations Solaire en Nord et Energéthic)
- Accompagnement au développement de **stratégies solaires territoriales** et à l'élaboration de **cadastres solaires** en partenariat avec <u>l'ADEME</u>
- Au travers de la **SEM Energies Hauts-de-France**, la Région contribue au développement de centrales solaires au sol (comme celles de Cambrai-Niergnies ou Athies-Samoussies)
- Par le soutien aux projets d'installation solaire en autoconsommation individuelle ou collective sur toitures professionnelles via le FRATRI .

Le FRATRI est le fond régional pour l'amplification de la troisième révolution industrielle , un dispositif d'aide ayant





Le dispositif FRATRI pour le photovoltaïque

22 Mars 2022

www.construction21.org p. 2/2

Visualiser l'article

pour objectif d'accélérer la transition énergétique et écologique sur notre territoire. Concernant le volet photovoltaïque, la vocation du FRATRI est d'accompagner des projets innovants, ambitieux visant à encourager le développement d'une filière solaire à l'échelle des Hauts-de-France. Sur la précédente période, le FRATRI permettait un financement des projets en autoconsommation individuelle, mais aussi sur l'autoconsommation collective, système d'aide ayant permis à notre région de se démarquer sur le nombre de projets, mais également sur la compétence des acteurs locaux sur la thématique. Les aides aux installations solaires en autoconsommation sur toitures ont permis sur la période 2015-2021 d'accompagner au FRATRI 161 projets pour un montant total de 4 106 327 € d'aides en investissement et 296 256€ en fonctionnement.

Le nouvel arrêté tarifaire national a modifié l'ensemble des règles du jeu vis-à-vis des aides liées au photovoltaïque. En effet, le non cumul des aides nationales, régionales, locales et européennes a poussé l'ensemble des acteurs à revoir la façon dont ils pouvaient aider le développement de projets solaires. A la suite de cela, le Conseil Régional des Hauts-de-France, pour qui le photovoltaïque représente un axe de développement majeur, a revu le fonctionnement global de son accompagnement via le FRATRI afin de le faire correspondre à ses ambitions politiques, ainsi qu'au nouveau contexte national.

Pour 2022, afin d'aider le photovoltaïque, la Région propose donc **un appel à projet pour soutenir le développement de projets** liés à cette filière. Cet appel à projet possède deux axes principaux :

- 1. L'aide à la décision (animation, la mobilisation, la concertation, l'assistance à maîtrise d'ouvrage, les études de faisabilité techniques, économiques et juridiques) visant l'émergence de :
 - Projets sur parcs d'activités
 - Projets mixtes (public/privés/citoyens)
 - Projets innovants et stockage d'énergie
 - Projets citoyens
- 2. L'aide aux investissements pour des centrales solaires sur toiture, en autoconsommation totale (sans revente d'électricité), ainsi que les investissements liés aux instruments d'optimisation.

Le calendrier de cet appel à projet propose ainsi 3 dates de clôtures s'étalant sur 2022 :

- Vague 1 : vendredi 20 mai 2022
- Vague 2 : vendredi 24 juin 2022
- Vague 3: vendredi 8 septembre 2022.

L'appel à projets est ouvert aux entreprises publiques ou privées du secteur industriel ou tertiaire, collectivités et établissements publics, collectifs de citoyens, bailleurs sociaux, associations localisées en région Hauts-de-France.

Le porteur de projet devra montrer qu'il s'inscrit dans une démarche environnementale globale, exemplaire et cohérente de maîtrise de l'énergie, démontrer l'impact social et économique de son projet notamment sur la filière et la compétitivité (perspective de création, développement ou maintien d'activité pendant et à l'issue du projet par les principaux bénéficiaires, accroissement des compétences pour les bénéficiaires au-delà du porteur de projet), démontrer la réplicabilité du projet et s'engager à valoriser les travaux financés par la Région au travers de communication, visites, rencontres, information du public...

Concernant le tiers investissement, l'aide sera apportée aux propriétaires de patrimoine pour l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage sur la construction de leur Appel à Initiatives Privées, les négociations...



FRA

HABITAT NATUREL HORS SERIE

Famille du média : Médias spécialisés

grand public

Périodicité : Irrégulière

Audience: N.C.

Sujet du média : Energie-Environnement



Edition: N 23 - 2022 P.14

Journalistes : -

Nombre de mots: 809

p. 1/1

LES FONDAMENTAUX DU PASSIF

Le passif en France

La France compte près de 400 bâtiments labellisés par la Maison Passive et une soixantaine par la Fédération. C'est encore peu, mais chaque année, la notoriété de ce label international grandit. Quelles sont les prochaines orientations des organismes qui en font la promotion?





LA MAISON PASSIVE FRANCE

Créée en 2007, l'association La Maison Passive France compte plus de 500 membres professionnels et plus de 380 bâtiments labelisés à ce jour. C'est la partie émergée de l'iceberg, car la grande majorité des bâtiments passifs n'est pas labellisée.

L'association prévoit l'accélération du développement du passif au moyen de :

- la multiplication d'antennes et de relais régionaux à l'image des 4 déjà créés
- le développement et la mise à jour des formations qui se déroulent actuellement sur 7 sites (Montreuil, Rennes (Abibois), Saint Etienne (Fibois42), Strasbourg INSA, Loos en Gohelle (CD2E), Lyon (Oikos), Nîmes (E dans l'AU).
- la création de journées techniques
- l'amélioration de la labellisation et son ouverture à de nouveaux labellisateurs
- L'animation des commissions techniques visant à proposer des positionnements et réflexions globales sur le développement concret du passif en France (RE2020, coût global, PLU...)
- La poursuite de l'enquête nationale sur le coût global en passif, fruit du travail de la Commission COPAS (COût du PASsif) créée en 2020.
- La poursuite des mises à jour des données météo PHPP pour la France
- La mutiplication des webinaires mensuels (en alternance grand public et professionnels), déjà expérimentés depuis 2020, replay disponible sur le site de la MP.

DES ANTENNES RÉGIONALES

Le CD2E porte l'antenne Les acteurs du passif dans la région des Hauts-de-France. Ce

collectif organise annuellement un salon dédié « Les 72h de la construction passive » à Lille chaque année, en marge du salon Amenago de novembre.

Le Club des acteurs du Passif en Bretagne est un groupement des acteurs de la construction (Institutions, aménageurs, maîtres d'ouvrage, AMO, architectes, bureaux d'études, entreprises, industriels...) domiciliés en région Bretagne et sensibilisés à la construction passive afin de promouvoir le mode de construction passif. Ce collectif compte environ 70 acteurs et organise l'événement PassiBreizh.

Un collectif des Pays de Loire est porté par les centres de ressource Novabuild, Atlanbois et Atlansun. Il compte environ 70 acteurs et envisage de développer un événement de type salon.

Une commission d'Envirobat Grand Est porte à son tour un collectif d'acteurs du passif en cours de structuration autour des bureaux d'études Terranergie, Solaresbauen et Thermair. Un potentiel de 200 acteurs a déjà été identifié.

LE SALON ET CONGRÈS PASSI'BAT

Le salon Passi'Bat qui accompagne le congrès annuel se tiendra les 12 et 13 avril 2022. Conférences techniques, retours d'expériences, Trophées du Bâtiment Passif, points de vue sur la RE2020... Un programme riche et dense à compléter par des visites de sites et la remise des Trophées Bâtiment Passif, choisis parmi 53 dossiers présentés.

JOURNÉES PORTES OUVERTES

En ligne ou également en présentiel selon le contexte, généralement en novembre.

Deux projets primés en 2021 aux Trophées de la Construction Passive : A gauche, logements sociaux du Toit Vosgien, ASP Architecure/ Terranergie. (Voir Hors-série n°21) Ci-contre, rénovation Enerphit Arch. : Stephen Mure / BET : BE&CO (voir HN n°86).

SE FORMER, SE RENSEIGNER...

Formations: La Maison Passive propose des formations spécifiques à la construction passive (logiciel PHPP, ventilation, étanchéité à l'air, ponts thermiques, rénovation, facteurs Ep-R, etc.)

Un diplôme européen: le CEPH (Concepteur Européen certifié Bâtiment Passif) est un diplôme reconnu dans 9 pays européens par le Passivhaus Institut. La Maison Passive propose une formation diplômante de 10 jours pour l'obtenir. Le label se décline en CEPH A, (artisans et acteurs du chantier), CEPH D, (décideurs et maîtres d'ouvrage) et CEPH+, (approfondi).

Elle propose également des formations aux logiciels Psi (Ponts Thermiques), PHPP (conception passive) et PHPP Expert+, DesignPH Ombrages. Les formations et les examens sont en distanciel ou en présentiel (voir tarifs sur le site). Un MOOC Bâtiment Passif est également disponible, déjà suivi par plus de 13 000 personnes.

Logiciels

Le PHPP (Passive House Planning Package), logiciel de conception programmé sous Microsoft Excel (version 9, la version 10 étant attendue courant 2022) Coût TTC: 240 € (membres), 390 € (non-membres). DesignPH: 318 € (nonmembre 420 €)

DesignPH+PHPP : 515 € (640 € non-membre)

Certifications: Le coût de la certification est estimé entre 2 000 et 2 500 € HT pour une maison individuelle de 150 m² et de 2 à 40 € HT/m² pour un bâtiment collectif ou tertiaire.

Adhésions :

- Professionnels : de 200 à 2 500 € selon CA
- Particuliers : 50 €
- Associations, collectivités : 500 €

Détails sur www.lamaisonpassive.fr







JT 19/20 Nord Pas-de-Calais

6 Avril 2022

Durée de l'extrait : 00:03:52 Heure de passage : 19h11 Disponible jusqu'au : 5 Juin 2022



Christelle MASSIN



Famille du média :

TV Régionales

Horaire de l'émission :

18:50 - 19:28

Audience: N.C

Thématique de l'émission :

Actualités-Infos Générales



Résumé: Dans les Hauts-de-France, entre 30 000 à 40 000 logements individuels bénéficient d'une rénovation énergétique. Selon les chiffres du CD2E, 44 % des logements individuels sont énergivores et 19 % des ménages sont en précarité énergétique.







www.lechodelabaie.fr

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 4852

Sujet du média : BTP-Architecture

11 Avril 2022

Journalistes : -

Nombre de mots: 5230

p. 1/3

Visualiser l'article

NordBat 2022 : une édition conviviale



La douzième édition du Salon des Professionnels de La Construction qui s'est tenue à Lille Grand Palais ces mercredi 30, jeudi 31 mars et vendredi 1er avril derniers, a fait salle comble, tant au niveau des exposants que des visiteurs. Après 4 ans sans salon, chacun était heureux de pouvoir enfin se retrouver et échanger.

Animations, remises de prix, interventions ont ponctué ce grand rendez-vous, qui malgré un contexte encore difficile, a fait le plein de visiteurs.

A noter une grande qualité de présentation et une ambiance particulièrement enthousiaste et conviviale.

Une grande diversité thématique au programme des conférences

Lieu d'échanges, le salon proposait de belles interventions et évènements connexes :

Des tables rondes sous les thèmes :

- La formation et ses financements : quelles solutions pour contrer la pénurie de main d'oeuvre ?
- Retour sur la 1ère période du dispositif PROFEEL 9 défis pour la rénovation énergétique
- Plan de relance et projets d'avenir en région : du travail pour tous ?
- Transmettre ou reprendre : les clés du succès
- Industrialisation : solution d'avenir ou utopie ?
- L'architecture et les éléments naturels par l'architecte Florence Lipsky, Lispky & Rollet Architectures
- Valorisation des déchets ; quels bénéfices pour l'entreprise ?
- Le carbone, l'enjeu du BTP pour les années à venir

Des interventions organisées par des partenaires :

- La construction bois en Hauts-de-France : état des lieux et perspectives d'évolution par FIBOIS Hauts-de-France
- La RE2020 : quels impacts sur les filières énergétiques ? par l'AICVF Hauts-de-France
- Ensemble pour la pédagogie et la recherche pour un cadre de vie esthétique, durable et inclusif : du nouveau en 2022 ! par l'association Habiter2030





NordBat 2022 : une édition conviviale

11 Avril 2022

www.lechodelabaie.fr p. 2/3

Visualiser l'article

Et de nombreux pitchs des Start-Ups et des industriels participants au concours des Meilleures Innovations, ainsi que des interviews de structures oeuvrant pour le développement des Start-Ups.

Des remises de prix attendues

Comme à chaque édition, NORDBAT récompense l'innovation. Plusieurs prix ont été remis à cette occasion :

Concours des Meilleures Innovations :

1er Prix : Mitigeur de douche thermique securitherm H9768 mitigeur de douche limitant le risque de développement bactérien présenté par la société Delabie

2ème Prix : CE 78 Enduit Joint 4H Gamme 99 enduit composé de 99.7% de matières naturelles et sans résines synthétiques société Semin

3ème Prix : Basecamp batterie mobile universelle présenté par la société Magnhom

Prix Spécial Jury: Apollo ProFlow 1600 vannes de régulation de débit de la société Allberts Ips

Prix Coup de Coeur Visiteurs : Max Exterior Eclip's grands panneaux stratifiés décoratifs haute pression présenté par Atelier des Façadiers // Espace Start-Ups Innovation & Construction : Cet important stand collectif, organisé en partenariat avec la FFB Hauts-de-France qui travaille sur l'innovation des métiers, regroupait 10 Start-Ups actives dans la construction.

Prix du Jury : Hommar // Création d'applications et de services en réalité augmentée, virtuelle et photogrammétrie.

Prix du Public : Batisimply // Plateforme collaborative où les échanges entre bureaux terrain sont digitalisés, afin d'éviter des erreurs fréquentes.

Prix de la FFB : Bâtilin // A mis au point un matériau isolant naturel à base d'anas de lin destiné à isoler.

Des animations axées sur la formation

Les Compagnons du Devoir avaient pris possession du lobby d'accueil de Lille Grand Palais pour la présentation, via un parcours didactique, d'animations et de démonstrations sur la performance thermique et les bonnes pratiques : isolation en béton de chanvre, étanchéité à l'air, pose de menuiseries extérieures et bien d'autres activités.

Sur le parvis de Lille Grand Palais, 2 plateaux mobiles pédagogiques, présentés par Constructys Hauts-de-France et le <u>CD2E</u>, proposaient des travaux pratiques pour permettre la montée en compétences des personnels des chantiers, sur les enjeux d'un travail coordonné entre les corps d'état, pour améliorer la performance énergétique des bâtiments rénovés ou en construction. Des initiatives complémentaires qui furent appréciées par les visiteurs de NORDBAT.

Concours du stand le plus attractif :

Un concours est organisé entre les participants du salon pour récompenser ceux qui ont fait des efforts d'agencement de leur stand, afin de le rendre esthétique, original et attractif.

Un jury composé de professionnels de l'architecture, architecture d'intérieur, agencement et conception de stands a ainsi sélectionné un stand par secteur d'activité.

Les gagnants furent les suivants :

Secteur Gros OEuvre : **BOUYER LEROUX** Secteur Finition/Décoration : BEAUFLOR

Secteur Menuiserie, Métallerie, Fermeture, Quincaillerie et Outillage : SDA BDT NORD

Secteur Équipement Technique : SIDER



NordBat 2022 : une édition conviviale

11 Avril 2022

www.lechodelabaie.fr p. 3/3

Visualiser l'article

Secteur Matériel de chantier, outillage et sécurité :TRPJ

Secteur Environnement et aménagement des espaces extérieurs : NELPRO

Secteur Services & Informatique: Campus BSEI 3.0 HDF

Coup de coeur du jury : M.E.P

Les chiffres clés de NordBat 2022

- 13.935 Visiteurs
- 404 Exposants
- 70 Interventions & évènements connexes



[batiactu]

Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Quotidienne

Audience: N.C.

Sujet du média : BTP-Architecture





Edition: 15 avril 2022 P.71-72

Journalistes: -

Nombre de mots : 281

p. 1/2

Quel bilan pour Nordbat 2022 ?

b batiactu.com/edito/quel-bilan-nordbat-2022-63974.php



Initialement prévu du 1er au 3 avril 2020, le salon Nordbat a été repoussé, puis annuler pour enfin pouvoir se tenir cette année du 30 mars au 1er avril, après 4 ans d'absence.

Les organisateurs peuvent être satisfaits car ils ont accueilli 13.935 Visiteurs (NDLR : la précédente édition en 2018 affichait 13.600 visiteurs) et 404 exposants (vs 370 en 2018). Pour accompagner cette 12ème édition, 70 interventions ont été organisées autour de différents thèmes parmi lesquels "La formation et ses financements : quelles solutions pour contrer la pénurie de main d'œuvre ?", "L'architecture et les éléments



naturels par l'architecte Florence Lipsky, Lispky & Rollet Architectures", "Valorisation des déchets; quels bénéfices pour l'entreprise?".

Prochaine édition en 2024

L'événement a aussi récompensé des innovations lors de son concours des Meilleures Innovations. Autre concours : celui du stand le plus attractif avec un coup de cœur du jury pour M.E.P. Enfin, la formation était à l'honneur avec deux initiatives originales : un espace piloté par les Compagnons du Devoir développé autour d'un parcours didactique, d'animations et de démonstrations sur la performance thermique et 2 plateaux mobiles et pédagogiques de Constructys Hauts-de-France et le CD2E autour de travaux pratiques avec en ligne de mire la performance énergétique des bâtiments rénovés ou en construction. La prochaine édition est d'ores et déjà programmée et aura lieu le 11, 12 et 13 avril 2024.

Pour mémoire, le secteur de l'événementiel a été impacté par les différentes vagues Covid. Depuis deux ans, le secteur montre ses capacités d'adaptation à affronter le stop and go en oscillant entre visio-conférences et manifestations physiques. Mais aussi en en reportant certains événements.





www.lechodelabaie.fr

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 4852

Sujet du média : BTP-Architecture

20 Avril 2022

Journalistes: -

Nombre de mots : 2879

p. 1/5

Visualiser l'article

Nordbat a accueilli 14 000 visiteurs



La 12 ème édition du salon Nordbat a réuni du 30 mars au 1er avril, 13 935 visiteurs et 404 exposants.

A Lille au Grand Palais, après 4 ans sans salon, Nordbat a réuni près de 14 000 visiteurs issus du monde de la construction. Un succès pour ce salon généraliste du bâtiment pendant lequel visiteurs et exposants ont apprécié se retrouver pour échanger sur le marché et découvrir les nouveautés présentées. Les stands des 404 exposants étaient particulièrement soignés et on a pu noter 70 interventions et conférences associées à des événements connexes. L'édition 2022 de Nordbat s'est distinguée par son ambiance conviviale.

Des animations axées sur la formation

Les Compagnons du Devoir avaient pris possession du lobby d'accueil de Lille Grand Palais pour la présentation, via un parcours didactique, d'animations et de démonstrations sur la performance thermique et les bonnes pratiques : isolation en béton de chanvre, étanchéité à l'air, pose de menuiseries extérieures et bien d'autres activités.

Par ailleurs, sur le parvis de Lille Grand Palais, 2 plateaux mobiles pédagogiques, présentés par Constructys Hauts-de-France et le <u>CD2E</u>, proposaient des travaux pratiques pour

permettre la montée en compétences des personnels des chantiers, sur les enjeux d'un travail coordonné entre les corps d'état, pour améliorer la performance énergétique des bâtiments rénovés ou en construction. La prochaine édition du salon aura lieu du 10 au 12 avril 2024.

Nordbat a été l'occasion pour l'équipe de L'Echo de la baie de réaliser pour ses lecteurs un panorama des acteurs de la profession rencontrés au détour des allées... Balade en images.



20 Avril 2022

www.lechodelabaie.fr p. 2/5

Visualiser l'article

















20 Avril 2022

www.lechodelabaie.fr p. 3/5

Visualiser l'article









1- L'équipe IDD Parts avec de g. à dr., Maeike Blauw, Anne Della Vecchia et Agathe Martin 2- Sur le stand Fame, Benjamin Bardiaux, directeur commercial et Amélie Noizet-Akrich, responsable marketing opérationnel & communication 3- A g., Clément Lagarde, chef des ventes Nord et Jean-François Legault, directeur commercial chez Cadiou 4- L'équipe Elcia avec Patrice Mazet, Pierre-Louis Gerlier, Jean-Christophe Danzi, Aurélie Gaspar, et Nicolas Kretz 5- Philippe Plaute, directeur des marchés et Fabien Delaunay, chargé marketing et événementiel chez Pasquet Menuiseries 6- A gauche, Hugo Nourrichard, responsable marketing produit, et Nicolas Desplat, responsable développement et marketing chez Homkia.

20 Avril 2022

www.lechodelabaie.fr p. 4/5

Visualiser l'article

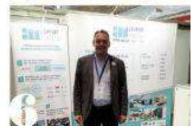


























Nordbat a accueilli 14 000 visiteurs

20 Avril 2022

www.lechodelabaie.fr p. 5/5

Visualiser l'article

1- Pascal Deledalle, représentant technico-commercial, et Julie Vandenbroucke, directrice Aluminium Systèmes chez Flandria 2- L'équipe ACB Menuiseries avec Yannis et Stéphane Borzuchowski, et Angélique Makowski 3- Caroline Jegado, chargée de communication chez Atlantem Industries 4 Michael Polito, formateur commercial chez 3C Formation 5- Stefan Maurizi, technico commercial chez SDA 6- Eric Simon-Barboux, directeur du réseau L'Expert Fenêtre.



Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Bimestrielle

Audience: 76000

Sujet du média : BTP-Architecture

Edition : Avril 2022 P.28-30

Journalistes: -

Nombre de mots: 391

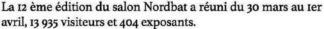
p. 1/3

цесно ет l'actu

salon Nordbat

Nordbat a accueilli 14 000 visiteurs





A Lille au Grand Palais, après 4 ans sans salon, Nordbat a réuni près de 14 000 visiteurs issus du monde de la construction. Un succès pour ce salon généraliste du bâtiment pendant lequel visiteurs et exposants ont apprécié se retrouver pour échanger sur le marché et découvrir les nouveautés présentées. Les stands des 404 exposants étaient particulièrement soignés et on a pu noter 70 interventions et conférences associées à des événements connexes. L'édition 2022 de Nordbat s'est distinguée par son ambiance conviviale.

Des animations axées sur la formation

Les Compagnons du Devoir avaient pris possession du lobby d'accueil de Lille Grand Palais pour la présentation, via un parcours didactique, d'animations et de démonstrations sur la performance thermique et les bonnes pratiques : isolation en béton de chanvre, étanchéité à l'air, pose de menuiseries extérieures et bien d'autres activités.

Par ailleurs, sur le parvis de Lille Grand Palais, 2 plateaux mobiles pédagogiques, présentés par Constructys Hautsde-France et le <u>CD2E</u>, proposaient des travaux pratiques pour permettre la montée en compétences des personnels des chantiers, sur les enjeux d'un travail coordonné entre les corps d'état, pour améliorer la performance énergétique des bâtiments rénovés ou en construction.

La prochaine édition du salon aura lieu du 10 au 12 avril 2024.

Nordbat a été l'occasion pour l'équipe de L'Echo de la baie de réaliser pour ses lecteurs un panorama des acteurs de la profession rencontrés au détour des allées... Balade en images.















Edition: Avril 2022 P.28-30















1- L'équipe IDD Parts avec de g. à dr., Maeike Blaum, Anne Della Vecchia et Agathe Martin 2- Sur le stand Fame, Benjamin Bardiaux, directeur commercial et Amélie Noizet-Akrich, responsable marketing opérationnel & communication - 3- A g. Clément Lagarde, chef des ventes Nord et Jean-François Legault, directeur commercial chez Cadiou - 4- L'équipe Elcia avec Patrice Mazet, Pierre-Louis Gerlier, Jean-Christophe Danzi, Aurélie Gaspar, et Nicolas Kretz - 5- Philippe Plaute, directeur des marchés et Fabien Delaunay, chargé marketing et événementiel chez Pasquet Menuiseries - 6- A gauche, Hugo Nourrichard, responsable marketing produit, et Nicolas Desplat, responsable développement et marketing chez Homkia.

Edition: Avril 2022 P.28-30















1- Pascal Deledalle, représentant technico-commercial, et Julie Vandenbroucke, directrice Aluminium Systèmes chez Flandria 2- L'équipe ACB Menuiseries avec Yannis et Stéphane Borzuchowski, et Angélique Makowski - 3- Caroline Jegado, chargée de communication chez Atlantem Industries - 4 - Michael Polito, formateur commercial chez 3C Formation - 5- Stefan Maurizi, technico commercial chez SDA - 6- Eric Simon-Barboux, directeur du réseau L'Expert Fenêtre.





www.construction21.org

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 45858

Sujet du média : BTP-Architecture

21 Avril 2022

Journalistes : -

Nombre de mots: 3075

p. 1/3

Visualiser l'article

Best Practice Guide (le guide des bonnes pratiques du bâtiment et de la commande publique) est présenté en France



Image: Alliance HQE-GBC

<u>L'Alliance HQE-GBC France</u> présente un guide rassemblant des exemples de bonnes pratiques en provenance de pays de l'Union Européenne qui intègrent l'approche en cycle de vie pour évaluer les performances des bâtiments sur la santé et l'environnement et contribuent ainsi de manière efficace à la lutte contre le changement climatique.

Des dizaines d'experts de huit pays de l'Union Européenne se sont engagés dans la préparation du guide dans le cadre du projet Life Level(s), mettant en avant les différents degrés de durabilité des bâtiments. Le projet encourage les pays de l'Union Européenne à intégrer dans leur législation les critères d'évaluation de performance des bâtiments en matière de durabilité issus du cadre de travail Level(s) de l'UE. Ce dernier tient compte du cycle de vie complet d'un bâtiment, en prenant en compte les étapes de fabrication des matériaux, de construction, d'exploitation du bâtiment, de déconstruction et de démolition.





Best Practice Guide (le guide des bonnes pratiques du bâtiment et de la commande publique) est présenté en France

21 Avril 2022

www.construction21.org p. 2/3

Visualiser l'article

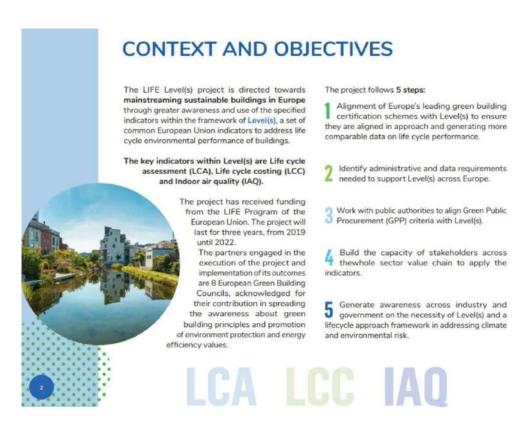


Image: Alliance HQE-GBC

Le Guide établit que la commande publique durable doit se construire autour de trois indicateurs clés :

- l'Analyse du Cycle de Vie (ACV);
- le Coût Global ;
- la Qualité de l'Air Intérieur (QAI).

Sur le critère de l'ACV, la France s'illustre avec les projets portés par le bailleur social Lille Métropole Habitat et le <u>CD2E</u> à Villeneuve d'Ascq et Wavrin. Pionniers, ces projets ont intégrés dès 2019, neuf indicateurs d'ACV dans leur appel d'offres en se basant sur l'expérimentation E+C-, ce qui a permis de connaître les performances environnementales du projet et de développer des stratégies d'écoconception.

« L'Alliance HQE-GBC France, avec son principe de Haute Qualité Environnementale place l'intérêt général au coeur de ses préoccupations. Afin que les bâtiments de demain soient durables et contribuent à la protection de la santé de tous, nous devons dès aujourd'hui mettre en place les mesures nécessaires pour assurer leur performance environnementale, économique et la qualité de vie en leur sein. De la maison individuelle à l'écoquartier, des immeubles de bureaux aux complexes sportifs, les indicateurs de performance appuyés par Life Level(s) doivent nous permettre d'aiguiller nos choix de construction. En diffusant alors les bonnes pratiques, nous parviendrons par un effort commun à atteindre nos objectifs. » déclare Estelle Réveillard, Directrice de l'Alliance HQE-GBC France.

En guise d'avancée concrète, l'Alliance HQE-GBC France a notamment préparé une lettre d'engagement pour les autorités publiques et les entreprises qui souhaitent intégrer les indicateurs LIFE Level(s) de durabilité dans leurs appels d'offres et



Best Practice Guide (le guide des bonnes pratiques du bâtiment et de la commande publique) est présenté en France

21 Avril 2022

www.construction21.org

p. 3/3

Visualiser l'article

contribuer ainsi de manière concrète à la préservation de l'environnement et de la santé.

Actualité publiée sur l' <u>Alliance HQE-GBC France</u> .

Pour plus d'informations, <u>consultez la source</u>.





www.construction21.org

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 45858

Sujet du média : BTP-Architecture

21 Avril 2022

Journalistes : Alice

Salamon

Nombre de mots: 1161

p. 1/2

Visualiser l'article

Rencontres de l'éco-transition



Cette année, les <u>Rencontres de l'éco-transition</u>, anciennement connues sous le nom de Journée Portes Ouvertes, se placeront sous la thématique : " <u>Enjeux énergétiques : quelles opportunités pour la rénovation des bâtiments et le déploiement des énergies renouvelables ?</u> "

Ces Rencontres ont pour objectifs de mettre en lumière les solutions durables et innovantes , de faire émerger des partenariats et croiser les regards entre plus de 300 professionnels audacieux !

Réservez votre 23 juin pour venir à Loos-en-Gohelle, découvrir un panorama de solutions et vos partenaires de demain!

Au programme de cette 4ème édition :

- Témoignages inspirants ;
- Retours d'expérience ;
- Découvertes des démonstrateurs du CD2E ;
- 50 stands des acteurs de l'éco-transition pour réseauter et nouer de nouveaux partenariats !

Modalités:





Rencontres de l'éco-transition

21 Avril 2022

www.construction21.org p. 2/2

Visualiser l'article

- Date : la journée du 23 juin 2022
- Lieu : <u>CD2E</u>, Base 11/19, Rue de Bourgogne, Loos-en-Gohelle (62750) Plan d'accès
- Ouverture des inscriptions mi-mai
- Vos contacts : Sylvie Daenens, s.daenens@cd2e.com et Alice Salamon a.salamon@cd2e.com





Famille du média : Médias professionnels

Audience: 53614

Sujet du média : BTP-Architecture

21 Avril 2022

Journalistes : -

Nombre de mots: 1704

p. 1/1

Visualiser l'article

L'Alliance HQE-GBC France présente un guide des bonnes pratiques du Bâtiment durable



L'Alliance HQE-GBC France présente aujourd'hui un guide rassemblant des exemples de bonnes pratiques provenant de pays de l'Union Européenne. Il intègre l'approche en cycle de vie pour évaluer les performances des bâtiments sur la santé et l'environnement, contribuant ainsi efficacement à la lutte contre le changement climatique.

Des dizaines d'experts de huit pays de l'Union Européenne se sont engagés dans la préparation du guide dans le cadre du projet Life Level(s), qui met en avant les différents degrés de durabilité des bâtiments. Le projet encourage les pays de l'Union Européenne à intégrer dans leur législation les critères d'évaluation de performance des bâtiments en matière de durabilité issus du cadre de travail Level(s) de l'UE. Ce dernier tient compte du cycle de vie complet d'un bâtiment, en couvrant les étapes de fabrication des matériaux, de construction, d'exploitation du bâtiment, de déconstruction et de démolition. Le Guide établit que la commande publique durable doit se construire autour de trois indicateurs clés : l'Analyse du Cycle de Vie (ACV), le Coût Global et la Qualité de l'Air Intérieur (QAI). Sur le critère de l'ACV, la France s'illustre avec les projets portés par le bailleur social Lille Métropole Habitat et le <u>CD2E</u> à Villeneuve d'Ascq et Wavrin. Pionniers, ces projets ont intégrés dès 2019, neuf indicateurs d'ACV dans leur appel d'offres en se basant sur l'expérimentation E+C-, ce qui a permis de connaître les performances environnementales du projet et de développer des stratégies d'écoconception.







conseils.xpair.com

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 45934

Sujet du média : Energie-Environnement

22 Avril 2022

Journalistes: -

Nombre de mots: 2653

p. 1/2

Visualiser l'article

Guide des bonnes pratiques du bâtiment durable et de la commande publique

L'Alliance HQE-GBC France présente aujourd'hui un guide rassemblant des exemples de bonnes pratiques

provenant de pays de l'Union Européenne. Celui-ci qui intègre l'approche en cycle de vie pour évaluer les performances des bâtiments sur la santé et l'environnement, contribuant ainsi efficacement à la lutte contre le changement climatique. Des dizaines d'experts de huit pays de l'Union Européenne se sont engagés dans la préparation du guide dans le cadre du projet Life Level(s), qui met en avant les différents degrés de durabilité des bâtiments.

Commande publique durable : critères d'évaluation et indicateurs

Le projet encourage les pays de l'Union Européenne à intégrer dans leur législation les critères d'évaluation de performance des bâtiments en matière de durabilité issus du cadre de travail Level(s) de l'UE. Ce dernier tient compte du cycle de vie complet d'un bâtiment, en couvrant les étapes de fabrication des matériaux, de construction, d'exploitation du bâtiment, de déconstruction et de démolition.



Le Guide établit que la commande publique durable doit se construire autour de trois indicateurs clés : l' Analyse du Cycle de Vie (ACV), le Coût Global et la Qualité de l'Air Intérieur (QAI). Sur le critère de l'ACV, la France s'illustre avec les projets portés par le bailleur social Lille Métropole Habitat et le CD2E à Villeneuve d'Ascq et Wayrin. Pionniers, ces projets ont intégrés dès 2019, neuf indicateurs d'ACV dans leur appel d'offres en se basant sur l'expérimentation E+C-, ce qui a permis de connaître les performances environnementales du projet et de développer des stratégies d'écoconception .

« L'Alliance HQE-GBC France, avec son principe de Haute Qualité Environnementale place l'intérêt général au coeur de ses préoccupations. Afin que les bâtiments de demain soient durables et contribuent à la protection de la santé de tous, nous devons dès aujourd'hui mettre en place les mesures nécessaires pour assurer leur performance environnementale,





Guide des bonnes pratiques du bâtiment durable et de la commande publique

22 Avril 2022

conseils.xpair.com p. 2/2

Visualiser l'article

économique et la qualité de vie en leur sein. De la maison individuelle à l'écoquartier, des immeubles de bureaux aux complexes sportifs, les indicateurs de performance appuyés par Life Level(s) doivent nous permettre d'aiguiller nos choix de construction. En diffusant alors les bonnes pratiques, nous parviendrons par un effort commun à atteindre nos objectifs, » dit Estelle Réveillard, directrice de l'Alliance HQE-GBC France. Elle ajoute que la collaboration européenne au sein du projet Life Level(s) permet de développer un cadre de travail robuste et d'amplifier les retombées du travail accompli.





Famille du média : Médias professionnels

Audience: 97742

Sujet du média : BTP-Architecture

21 Avril 2022

Journalistes : -

Nombre de mots: 3560

p. 1/2

Visualiser l'article

Bâtiment durable : un guide européen détaille les bonnes pratiques et indicateurs



Dans le cadre du projet européen « Life Level(s) », un guide synthétisant les bonnes pratiques et indicateurs pour des bâtiments durables vient d'être publié. Ce guide, co-écrit par des dizaines de spécialistes issus de huit pays de l'Union européenne, souligne notamment l'importance de l'Analyse du Cycle de Vie (ACV), du Coût Global, et de la Qualité de l'Air Intérieur (QAI). L' Alliance HQE-GBC incite de son côté les autorités publiques et acteurs privés français à s'engager dans la démarche.

Afin de limiter l'impact du bâtiment sur le changement climatique, le projet européen Life Level(s) prévoit d'intégrer des critères de performances et d'évaluation des bâtiments dans la législation des pays membres de l'Union européenne, pour tenir compte du cycle de vie complet d'un bâtiment, de sa conception à sa déconstruction, en passant par son exploitation.

À l'issue de travaux menés avec des experts européens, un guide rassemblant les bonnes pratiques vient d'être publié. Ce dernier revient notamment sur la nécessité pour la commande publique d'inclure trois indicateurs clefs : <u>l'Analyse du Cycle</u> de Vie (ACV), le Coût Global, et la Qualité de l'Air Intérieur (QAI).

« Sur le critère de l'ACV, la France s'illustre avec les projets portés par le bailleur social Lille Métropole Habitat et le <u>CD2E</u> à Villeneuve d'Ascq et Wavrin. Pionniers, ces projets ont intégrés dès 2019, neuf indicateurs d'ACV dans leur appel d'offres en se basant sur l'expérimentation E+C-, ce qui a permis de connaître les performances environnementales du projet et de développer des stratégies d'éco-conception », souligne l'Alliance HOE-GBC.

Une démarche commune incluant acteurs publics et privés





Bâtiment durable : un guide européen détaille les bonnes pratiques et indicateurs

21 Avril 2022

www.batiweb.com p. 2/2

Visualiser l'article

Suite à la publication de ce guide, l'association française indique avoir préparé deux lettres d'engagement à destination des autorités publiques et des entreprises qui souhaitent intégrer ces indicateurs de durabilité dans leurs appels d'offres.

Les acteurs signant cette lettre s'engagent ainsi à mettre en oeuvre certaines actions. Pour les autorités publiques, il s'agit notamment de former les équipes au cycle de vie, utiliser le cadre de travail Level(s), exiger des produits de construction ayant des FDES ou des PEP dans l'appel d'offre, demander un calcul d'ACV au maître d'oeuvre dans les phases de conception, ou encore porter une attention particulière à la ventilation dans pour réduire les polluants.

Pour les entreprises, les engagements reposent notamment sur l'organisation de formations sur l'analyse du cycle de vie et la qualité de l'air intérieur, la création de solutions passives pour limiter l'impact des émissions de polluants, la conception de produits de construction avec une étiquette COV A ou A+, ou encore <u>la production de déclarations environnementales</u> pour ces produits.

« De la maison individuelle à l'éco-quartier, des immeubles de bureaux aux complexes sportifs, les indicateurs de performance appuyés par Life Level(s) doivent nous permettre d'aiguiller nos choix de construction. En diffusant alors les bonnes pratiques, nous parviendrons par un effort commun à atteindre nos objectifs », conclut Estelle Réveillard, directrice de l'Alliance HQE-GBC France.

L'intégralité du guide est disponible via ce lien .

Photo de une : Adobe Stock



batinfo.com



Famille du média : Médias professionnels

Audience: 23617

Sujet du média : BTP-Architecture

25 Avril 2022

Journalistes : -

Nombre de mots: 3059

p. 1/1

L'Alliance HQE-GBC France édite un guide des bonnes pratique du bâtiment durable et de la commande publique

L'Alliance HQE-GBC France présente un guide rassemblant des exemples de bonnes pratiques provenant de pays de l'Union Européenne. Celui-ci qui intègre l'approche en cycle de vie pour évaluer les performances des bâtiments sur la santé et l'environnement, contribuant ainsi efficacement à la lutte contre le changement climatique.

Des dizaines d'experts de huit pays de l'Union Européenne se sont engagés dans la préparation du guide dans le cadre du projet Life Level(s), qui met en avant les différents degrés de durabilité des bâtiments.

Le projet encourage les pays de l'Union Européenne à intégrer dans leur législation les critères d'évaluation de performance des bâtiments en matière de durabilité issus du cadre de travail Level(s) de l'UE. Ce dernier tient compte du cycle de vie complet d'un bâtiment, en couvrant les étapes de fabrication des matériaux, de construction, d'exploitation du bâtiment, de déconstruction et de démolition.

Le Guide établit que la commande publique durable doit se construire autour de trois indicateurs clés : l'Analyse du Cycle

de Vie (ACV), le Coût Global et la Qualité de l'Air Intérieur (QAI). Sur le critère de l'ACV, la France s'illustre avec les projets portés par le bailleur social Lille Métropole Habitat et le <u>CD2E</u> à Villeneuve d'Ascq et Wavrin. Pionniers, ces projets ont intégrés dès 2019, neuf indicateurs d'ACV dans leur appel d'offres en se basant sur l'expérimentation E+C-, ce qui a permis de connaître les performances environnementales du projet et de développer des stratégies d'écoconception.

« L'Alliance HQE-GBC France, avec son principe de Haute Qualité Environnementale place l'intérêt général au coeur de ses préoccupations. Afin que les bâtiments de demain soient durables et contribuent à la protection de la santé de tous, nous devons dès aujourd'hui mettre en place les mesures nécessaires pour assurer leur performance environnementale, économique et la qualité de vie en leur sein. De la maison individuelle à l'écoquartier, des immeubles de bureaux aux complexes sportifs, les indicateurs de performance appuyés par Life Level(s) doivent nous permettre d'aiguiller nos choix de construction. En diffusant alors les bonnes pratiques, nous parviendrons par un effort commun à atteindre nos objectifs, » dit Estelle Réveillard, directrice de l'Alliance HQE-GBC France. Elle ajoute que la collaboration européenne au sein du projet Life Level(s) permet de développer un cadre de travail robuste et d'amplifier les retombées du travail accompli.

En guise d'avancée concrète, L'Alliance HQE-GBC France a préparé une lettre d'engagement pour les autorités publiques et les entreprises qui souhaitent intégrer les indicateurs LIFE Level(s) de durabilité dans leurs appels d'offres et contribuer ainsi de manière concrète à la préservation de l'environnement et de la santé.







www.actu-environnement.com

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 233986

Sujet du média : Energie-Environnement

25 Avril 2022

Journalistes : Rachida

Boughriet

Nombre de mots: 1427

p. 1/1

Visualiser l'article

Un guide européen pour promouvoir les bâtiments durables dans les marchés publics



© Andrii Yalanskvi

L'Alliance HQE-GBC participe depuis 2019 au projet européen Life Level(s), qui vise à promouvoir des bâtiments durables en Europe. Elle annonce le lancement d'un guide, issu des travaux du consortium, qui intègre l'approche en cycle de vie pour évaluer les performances des bâtiments sur la santé et l'environnement.

Ce <u>guide</u> présente des exemples de bonnes pratiques en Europe qui intègrent, dans les <u>marchés publics</u>, trois indicateurs clés: l'analyse du cycle de vie (ACV), l'analyse en cout global et la qualité de l'air intérieur (QAI). « Sur le critère de l'ACV, la France s'illustre avec les projets portés par le bailleur social <u>Lille Métropole Habitat et le CD2E</u>, à Villeneuve-d'Ascq et Wavrin. Pionniers, ces projets ont intégré, dès 2019, neuf indicateurs d'ACV dans leur appel d'offres en se basant sur l' <u>expérimentation E+C-</u>, ce qui a permis de connaître les performances environnementales du projet et de développer des stratégies d'écoconception », explique par exemple l'Alliance HQE-GBC.

L'association française publie aussi deux lettres d'engagement, à destination des <u>autorités publiques</u> et des <u>entreprises</u> du secteur du bâtiment, qui souhaitent intégrer ces indicateurs de durabilité dans leurs appels d'offres.







www.construction21.org

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 45858

Sujet du média : BTP-Architecture

25 Avril 2022

Journalistes : -

Nombre de mots: 3422

p. 1/3
Visualiser l'article

Le réseau "Les Générateurs Hauts-de-France"



image source: <u>depositphotos</u>

Avec la publication de la Programmation Pluriannuelle de l'Energie en avril 2020 (PPE 2018-2028), l'Etat a défini des objectifs de développement ambitieux des projets d'énergie renouvelable sur le territoire français afin d'aboutir à la neutralité carbone en 2050.



Le réseau " Les Générateurs Hauts-de-France"

25 Avril 2022

www.construction21.org p. 2/3

Visualiser l'article



Inscrit dans cette démarche ambitieuse de développement des énergies renouvelable, l'état a créé un dispositif sous la responsabilité de l'ADEME qui consiste à mettre en place des conseillers pour favoriser l'implantation de structures photovoltaïques et éoliennes sur tout son territoire

La mise en place d'un réseau régional de conseillers « Photovoltaïque/éolien » permet ainsi d'accompagner la montée en compétences de ces collectivités dans la phase amont de développement des projets. Ces conseillers ont vocation à favoriser le déploiement des moyens de production d'énergies renouvelables décentralisés, en vue d'atteindre les objectifs régionaux d'ici 2050.

Les cibles sont les collectivités du bloc communal disposant de peu de moyens humains. Il s'agit notamment des communes et de leurs groupements tels que les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (communauté de communes, communauté d'agglomération) et les pôles d'équilibres territoriaux et ruraux.

Les projets seront prioritairement des centrales solaires voire éoliennes en tiers investissement, dans l'objectif de massifier la production d'électricité renouvelables.

Dans les Hauts de France, en 2022, le réseau de conseillers techniques chargés d'accompagner les collectivités dans le développement de leurs projets éoliens et solaires photovoltaïques s'est formé à la suite d'un consortium d'acteurs publics et parapublics (GIP, Groupement d'Intérêt Public) dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) lancé nationalement par l'ADEME.

Il s'agit du:

- <u>CD2E</u> (Centre de Déploiement de l'Eco-transition dans les Entreprises et les territoires), coordinateur du programme et opérateur sur le versant Nord.
- <u>FDE80</u> (Fédération Départementale Energie de la Somme), associé à un groupement de 3 autres syndicats d'énergie (Syndicat d'Energie de l'Oise-SE60, Union des secteurs d'énergie du département de l'Aisne-USEDA et du Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre-SIECF), opérateur sur les territoires concernés par les syndicats partenaires.

Ce consortium a mis à la disposition des collectivités 2 conseillers qui couvriront toute la région HDF, avec des partenaires associés (association Solaire en nord et Energethic, SEM ENR HdF notamment) et ce dans le cadre global du <u>CORÉSOL</u> animé par le <u>CD2E</u>.

www.construction21.org p. 3/3

Visualiser l'article



Coeur de mission:

- Appuyer les collectivités lors de projets photovoltaïques éoliens ou initiés par un développeur
- Sensibiliser sur le dérouler d'un projet d'énergie renouvelable, le rôle des collectivités et les moyens à leur disposition pour devenir le facilitateur du projet dans l'écosystème territorial
- Faire le lien avec les stratégies de développement territoriales pour aider au positionnement de la collectivité et assurer que le projet s'inscrive bien dans ce cadre

Actualité publiée sur CD2E





www.gazettenpdc.fr

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 8579

Sujet du média : Economie - Services

26 Avril 2022

Journalistes: Amandine

Pino

Nombre de mots: 4917

p. 1/3

Visualiser l'article

Le groupe Ramery, solide sur ses bases et serein pour l'avenir

Cinquante ans après sa création, le <u>groupe familial Ramery</u> semble ne pas avoir été touché par la crise. Avec un chiffre d'affaires affiché à 560 M€ en 2021, l'entreprise d'Erquinghem-Lys, dirigée par Matthieu Ramery, envisage l'avenir sereinement.



Pascal Foulon, Olivier Romain, Matthieu Ramery et Laurent Gibello.

Dans cette entreprise familiale Matthieu Ramery est le fils du fondateur, Michel Ramery, qui a créé l'entreprise éponyme en 1972, il n'y a pas un directeur général délégué mais six. « *Ce sont eux qui constituent la direction du groupe* », présente Matthieu Ramery, à la tête du groupe depuis septembre 2020 et qui n'hésite pas à dire que « *l'actionnariat familial a été une force* ».

Ramery enregistre pour 2021 **un chiffre d'affaires de 560 millions d'euros**, au niveau de celui d'avant-crise. De bons résultats qui font entrer le groupe à la quinzième place du top 20 des entreprises françaises de la construction. « *Depuis 2000, nous avons mené 65 opérations de croissance externe et on va continuer sur cette lancée* », témoigne Pascal Foulon, l'un des directeurs généraux.

Huit mois de visibilité sur les carnets de commandes

L'année a été marquée par la bonne performance des activités de construction réorganisées en entités dédiées et celle du





Le groupe Ramery, solide sur ses bases et serein pour l'avenir

26 Avril 2022

www.gazettenpdc.fr p. 2/3

Visualiser l'article

traitement et valorisation, tout comme les services industriels. Le cap des 380 000 tonnes de déchets valorisés a été passé. Portés par les activités existantes, les bons résultats sont aussi le fruit de **nouvelles activités développées par le groupe**: "Ramery contractant" (en 2020) pour répondre à la demande croissante de contrats globaux émanant de maîtres d'ouvrage et "Ramery réhabilitation", à Lens, spécialisée dans la réhabilitation de logements sociaux, copropriétés, EHPAD...

« L'ingénierie est ce qui est le plus demandé par nos clients. En 2021, Ramery contractant a affiché un CA de 20 M€, nous prévoyons 51 M€ pour 2022 », détaille Laurent Gibello, directeur général adjoint. Parmi les réalisations de cette entité, l'immeuble de bureaux Space X à Villeneuve-d'Ascq, le technicentre SNCF de Tergnier (02) ou encore l'usine Intech Medical à Rang-du-Fliers (62).

Quant à la rénovation de logements - un marché tout nouveau pour le groupe -, Ramery réhabilitation est déjà à l'origine d'un projet de 9 M€ à Condé-sur-Escaut (en partenariat avec Maisons et Cités), de 10 M€ à Wallers. Au total, une dizaine de collaborateurs qui travaillent aussi à l' **émergence de matériaux biosourcés** en partenariat avec le <u>cd2e</u>, à l'image du béton de chanvre. « *Nous sommes passionné par la transition écologique* », abonde Matthieu Ramery.



Un EHPAD réalisé par l'entité Ramery Contractant, à Saint Amand les Eaux.

C'est aussi à travers des partenariats durables que le groupe d'Erquighem-Lys puise sa croissance : avec le leader belge des panneaux composés Unilin pour la valorisation de 50 000 à 60 000 tonnes par an de déchets bois en panneaux et énergie ; avec Engie Green sur le développement d'infrastructures d'énergies renouvelables ; ou encore avec GE Healthcare pour assurer l'installation d'équipements d'imagerie médicale en site occupé. « *Nous utilisons beaucoup la voie fluviale : nos sites sont bord à quai et nous permettent d'économiser 25 équivalents camions lors de livraisons* », poursuit Olivier Romain, directeur général.



Le groupe Ramery, solide sur ses bases et serein pour l'avenir 26 Avril 2022

www.gazettenpdc.fr p. 3/3

Visualiser l'article

Un développement sur le territoire et 250 recrutements en 2022

Déjà présent sur six régions Hauts-de-France (98% de l'activité), Ile-de-France, Normandie, Pays de la Loire, Grand-Est et Nouvelle-Aquitaine avec un réseau de 70 agences, le groupe Ramery veut continuer d'étoffer son maillage : « *Nous avons des régions en cours d'étude, nous ne nous interdisons rien. Le développement se fera sur l'Est de la France* », promet Matthieu Ramery.

Pour soutenir sa croissance, le groupe va doubler ses investissements : 25 M€ prévus cette année en matériel d'exploitation, sites de production, ingénierie et expertise, capital humain, etc. D'ailleurs, 250 recrutements sont prévus cette année, dont une centaine de postes d'encadrement , en accompagnement du développement d'activité.

Même si le groupe se porte bien, des inquiétudes subsistent toutefois. « Il y a une importante spéculation sur les matériaux : le bitume, le métal et l'acier s'enflamment. Ce que nous craignons, c'est le décalage des projets parce que les entreprises ont de la difficulté à donner des prix et des délais », explique Laurent Gibello. Pour autant, le groupe ne souffre pas d'une perte d'activité et, sur ses bases solides, devrait poursuivre 2022 sur sa belle lancée.





Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Bihebdomadaire

Audience: N.C.

Sujet du média : Economie-Services



Edition: 29 avril 2022 P.8-9
Journalistes: Amandine

PINOT

Nombre de mots: 752

p. 1/2

DOSSIER ENTREPRISES FAMILIALES

BTF

LE GROUPE RAMERY, SOLIDE SUR SES BASES ET SEREIN POUR L'AVENIR

Cinquante ans après sa création, le groupe familial Ramery semble ne pas avoir été touché par la crise. Avec un chiffre d'affaires affiché à 560 M€ en 2021, l'entreprise d'Erquinghem-Lys, dirigée par Matthieu Ramery, entrevoit l'avenir sereinement.

Amandine PINOT



| Pascal Foulon, Olivier Romain, Matthieu Ramery et Laurent Gibello.

Dans cette entreprise familiale – Matthieu Ramery est le fils du fondateur, Michel Ramery, qui a créé l'entreprise éponyme en 1972 –, il n'y a pas un directeur général délégué mais six. «Ce sont eux qui constituent la direction du groupe», présente Matthieu Ramery, à la tête du groupe depuis septembre 2020 et qui n'hésite pas à dire que «l'actionnariat familial a été une force».

Ramery enregistre pour 2021 un chiffre d'affaires de 560 millions d'euros, au niveau de celui d'avant-crise. De bons résultats qui font entrer le groupe à la quinzième place du top 20 des entreprises françaises de la construction. «Depuis 2000, nous avons mené 65 opérations de croissance externe et on va continuer sur cette lancée», témoigne Pascal Foulon, l'un des directeurs généraux.

HUIT MOIS DE VISIBILITÉ SUR LES CARNETS DE COMMANDES

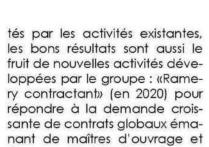
L'année a été marquée par la bonne performance des activités de construction – réorganisées en entités dédiées – et celle du traitement et valorisation, tout comme les services industriels. Le cap des 380 000 tonnes de déchets valorisés a été passé. Por-



Edition: 29 avril 2022 P.8-9

p. 2/2

Un EHPAD réalisé par l'entité Ramery Contractant, à Saint Amand les Eaux.



«Ramery réhabilitation», à Lens, spécialisée dans la réhabilitation de logements sociaux, copropriétés, EHPAD...

«L'ingénierie est ce qui est le plus demandé par nos clients. En 2021, Ramery contractant a affiché un CA de 20 M€, nous prévoyons 51 M€ pour 2022», détaille Laurent Gibello, directeur général adjoint. Parmi les réalisations de cette entité, l'immeuble de bureaux Space X à Villeneuve-d'Ascq, le technicentre SNCF de Tergnier (02) ou encore l'usine Intech Medical à Rang-du-Fliers (62). Quant à la rénovation de logements - un marché tout nouveau pour le groupe -, Ramery réhabilitation est déjà à l'origine d'un projet de 9 M€ à Condé-sur-Escaut (en partenariat avec Maisons et Cités), de 10 M€ à Wallers. Au total, une dizaine de collaborateurs qui travaillent aussi à l'émergence de matériaux biosourcés en partenariat avec le cd2e, à l'image du béton de chanvre. «Nous sommes passionné par la transition écologique», abonde Matthieu Ramery.

C'est aussi à travers des partenariats durables que le groupe d'Erquighem-Lys puise sa croissance : avec le leader belge des panneaux composés Unilin pour la valorisation de 50 000 à 60 000 tonnes par an de déchets bois en panneaux et énergie : avec Engie Green sur le développement d'infrastructures d'énergies renouvelables : ou encore avec GE Healthcare pour assurer l'installation d'équipements d'imagerie médicale en site occupé. «Nous utilisons beaucoup la voie fluviale : nos sites sont bord à



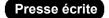
quai et nous permettent d'économiser 25 équivalents camions lors de livraisons», poursuit Olivier Romain, directeur général.

UN DÉVELOPPEMENT SUR LE TERRITOIRE ET 250 RECRUTEMENTS EN 2022

Déjà présent sur six régions – Hauts-de-France (98% de l'activité), lle-de-France, Normandie, Pays de la Loire, Grand-Est et Nouvelle-Aquitaine – avec un réseau de 70 agences, le groupe Ramery veut continuer d'étoffer son maillage : «Nous avons des régions en cours d'étude, nous ne nous interdisons rien. Le développement se fera sur l'Est de la France», promet Matthieu Ramery.

Pour soutenir sa croissance, le groupe va doubler ses investissements: 25 M€ prévus cette année en matériel d'exploitation, sites de production, ingénierie et expertise, capital humain, etc. D'ailleurs, 250 recrutements sont prévus cette année, dont une centaine de postes d'encadrement, en accompagnement du développement d'activité.

Même si le groupe se porte bien, des inquiétudes subsistent toutefois. «Il y a une importante spéculation sur les matériaux: le bitume, le métal et l'acier s'enflamment. Ce que nous craignons, c'est le décalage des projets parce que les entreprises ont de la difficulté à donner des prix et des délais», explique Laurent Gibello. Pour autant, le groupe ne souffre pas d'une perte d'activité et, sur ses bases solides, devrait poursuivre 2022 sur sa belle lancée.



1000

Autrement dit

Famille du média : Médias régionaux

(hors PQR)

Périodicité : **Bimensuelle** Audience : **107800**

Sujet du média :

Actualités-Infos Générales p. 1/2

Edition: 22 avril 2022 P.8-9

Journalistes : J. Blanchet Nombre de mots : 1531

8 Territoires



emblée, la Fédération Française du Bâtiment Nord-Pas de Calais tient à rassurer, « Il n'v a pas vraiment de rupture dans la livraison et la disponibilité des matériaux pour le moment ». Pas de rupture, peut-être, mais beaucoup de retards dans les livraisons avec des usines (notamment de briques) qui ont toujours du mal à tourner de manière optimale suite à la pandémie et que la hausse du prix de l'énergie n'a toujours pas permis de prendre une vitesse de croisière. Autre conséquence, le prix desdits matériaux connaît aussi une envolée spectaculaire avec le conflit ukrainien, avec des minéraux et de l'argile indispensables pour fabriquer des briques ou des tuiles, importés massivement de l'Est. « Tous les prix ont flambé. L'acier, qu'on retrouve dans la structure et les fondations d'un bâtiment, a augmenté de 50% en deux mois, de février à avril. Et si l'on prend en compte les six derniers mois. son prix a augmenté de 80%! » détaille Benoît Loison, président de la SAS éponyme spécialisée dans la métallerie, à Armentières

Hausse sur hausse

Celui qui préside également à la FFB Nord-Pas de Calais continue d'égrainer

les chiffres : la tôle aurait, pour sa part, augmenté de 34% en deux mois, le verre de 24%... Ce seul matériau cristallise toutes les difficultés de la profession, selon B. Loison. « Le verre à augmenté et ses fournisseurs rajoutent maintenant une petite ligne en bas de la facture : surcharge énergétique liée aux coûts du gaz'. Sauf que cette information n'arrive qu'au moment de la livraison, elle est inconnue quand nous passons commande ! ». Une surcharge énergétique évaluée à 32 centimes du kilo au 1° avril et qui équivaut à une (autre) augmentation de 22% sur deux mois qui vient se rajouter à la précédente. Face à cette situation, la profession avoue avoir du mal à constituer ses devis. D'autant que, puisqu'il n'y a pas de rupture, « la spéculation se trouve favorisée » estime le patron de l'entreprise de métallerie. « Le risque, c'est justement que cette spéculation provoque un certain attentisme dans les projets ».

Vers un index BT mieux actualisé

Dans les marchés publics, la situation devrait être relativement maîtrisée, du fait de la clause de révision de prix qui prévoit de garantir l'équilibre économique

entre l'acheteur public et le titulaire du marché et des clauses d'imprévision qui peuvent être mises en branle. « Tous les mois, l'index BT, suivi par l'INSEE, permet d'évaluer l'évolution des prix par corps de métier et de composer en conséquence » indique la FFB. Mais, même ces clauses se retrouveraient caduques, du fait des spécificités des métiers, des difficultés rencontrées par chacun d'entre eux et d'indices sur les prix trop rapidement obsolètes. « Aujourd'hui, les clauses d'imprévision sont basées sur des prix remontant à trois mois... L'index se base sur des prix de janvier, alors que nous sommes début avril et que les plus fortes hausses de prix se manifestent traditionnellement entre février et avril. On ne répercute même pas les hausses actuelles ! ». L'INSEE a fait savoir qu'il allait revoir sa copie d'ici la fin juin pour passer à un index au délai de parution plus réduit. Celui-ci sera établi sur la base de prix constatés sur les 45 derniers jours, contre 80 actuellement. Au mois de juin, on aura les prix constatés mi-avril qui refléteront davantage la réalité et permettront de se positionner sur les prix » résume Florence Bariseau, déléguée générale de la FFB Nord-Pas de Calais. De quoi offrir un peu de trésorerie aux entreprises.



Edition: 22 avril 2022 P.8-9

p. 2/2

Inquiétudes sur les marchés privés

Heureusement, « les maîtres d'ouvrages publics ont une oreille attentive » estime B. Loison. La plus grande source d'inquiétude de la profession se concentre pourtant sur les marchés privés, majoritaires, puisqu'ils représentent 80% des contrats de la filière. « Nous essayons de prévoir et de répercuter les augmentations sur les chantiers qui ne sont pas encore traités. Cela peut causer un certain nombre de soucis et de reports de travaux. Il est à craindre un certain attentisme. Pour les marchés traités, les maîtres d'ouvrages privés doivent être prêts à se mettre autour de la table, de parler d'imprévisions et, au moins, prendre en charge une partie des coûts des matériaux » juge le patron de la SAS Loison. Cela vaut pour les surfaces commerciales et professionnelles. La chose est plus difficile à mettre en œuvre dans le domaine du logement, concède B. Loison. « Comment un promoteur peut répercuter le prix sur un client fidèle déjà engagé dans le financement d'un bien immobilier? » Interroge François Delhaye, président de la FFB Hautsde-France. « Le client final est souvent à la limite de son endettement. Si son appartement prend 10% de prix en plus, aura-t-il encore la capacité de le payer ?. Nous devons tous nous inscrire dans une démarche de solidarité ».

Appel à la solidarité

La fédération a lancé un appel aux promoteurs, collectivités et bailleurs sociaux pour évoquer la possibilité de réviser les prix à la hausse, en fonction du coût des matières premières. L'hypothèse évoquée est, là aussi, de se baser sur le fameux index BT monitoré par l'INSEE. Mais se conformer à une telle mesure s'avérerait plus complexe à mettre en œuvre, notamment chez les bailleurs sociaux, subventionnés, donc soumis à un code des marchés publics... mais dont les représentants seraient, pour certains, pas si enclins à respecter. « Il n'y en a pas beaucoup. » esquisse F. Delaye, « Manque de chance, ce sont souvent des gens qui ont une grosse activité ». « Les établissements publics doivent prévoir une indexation des prix en suivant le code des marchés publics. Certains ont tendance à s'en exonérer. Nous nous sommes aperçus que, même s'il y avait une obligation de révision de prix dans certains marchés publics, certaines collectivités ne le prévoyaient pas... et c'est toujours compliqué, en cours de marché, de rectifier le tir ». Raison pour laquelle le Ministère de l'Économie et des Finances a mis en place une médiation, dès le mois de mai 2021, pour identifier les comportements abusifs et sécuriser les approvisionnements

Fuite des entreprises ?

Y a-t-il un risque de voir certains de ces marchés abandonnés quand les sociétés de moins de 10 salariés représentent 70% des entreprises du bâtiment dans la région et que tenir la trésorerie devient difficile? « Les entreprises iront vers les marchés où l'on peut répercuter ces surcoûts » note François Delhaye, président de la FFB Hauts-de-France. « Aujourd'hui, nous avons des adhérents qui hésitent à prendre un marché » poursuit le patron de la fédération du bâtiment qui s'est armée pour répondre au mieux à ses adhérents. « On a pris attache avec toute la filière. Un courrier a été adressé à toutes les communes, intercommunalités, départements, promoteurs et bailleurs pour rappeler les obligations liées à la clause d'imprévision. En cas de conflit, on accompagne l'entreprise dans les mises en relation avec la médiation » résume Florence Bariseau, déléguée générale de

la FFB Nord-Pas de Calais. La profession est forcée de reprendre son bâton de pèlerin, alors qu'elle avait amorcé un rebond. Malgré la crise, la pandémie, les entreprises du bâtiment ont gardé des ressources et avaient même lancé une campagne de promotion de leurs métiers pour ratisser plus larges, en faisant même venir des travailleurs issus d'autres professions.

Parades et recrutements

Nationalement, la profession aura permis de générer 60 000 équivalents temps plein en 2021, quand la région, qui pèse pour plus de 10% de l'emploi du secteur, en aurait créé entre 6000 et 7000 l'an dernier. « Il faut que nous gardions cette productivité, sinon l'équation va être autant, sinon plus difficile. Il faut qu'on produise, il faut que l'on facture et que l'on fasse rentrer de l'argent ! ». Au rayon des espérances, des parades sont considérées, voire déjà mises en oeuvre pour utiliser d'autres matériaux, moins dépendants de la conjoncture actuelle, comme le souligne Benoît Loison qui cumule désormais sa casquette FFB avec celle de nouveau président du CD2E, le centre de recherche sur les éco-matériaux de Loosen-Gohelle. « C'est aussi notre rôle, en tant que fédération, de discuter avec la maîtrise d'œuvre pour trouver des solutions et des matériaux pour pallier les manques et la hausse des prix. Le CD2E, de son côté, travaille plus spécifiquement sur le recyclage de sédiments pour en faire des matériaux constructibles. On sait que le Canal Seine Nord nous en apportera pas mal. Il y a des marges d'amélioration. Cela prendra plus de temps, mais la réflexion est réelle ». Même si elle ne permet pas encore de payer les factures.

J. Blanchet



Tous droits de reproduction et de représentation réservés au titulaire de droits de propriété intellectuelle L'accès aux articles et le partage sont strictement limités aux utilisateurs autorisés.





Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Bimensuelle

Audience: N.C.

Sujet du média : BTP-Architecture



Edition: 06 mai 2022 P.17

Journalistes : -

Nombre de mots: 170

p. 1/1

Alliance HQE-GBS : guide des bonnes pratiques d'évaluation des performances du bâtiment

L'Alliance HQE-GBC France présente un guide rassemblant des exemples de bonnes pratiques, provenant de pays de l'Union Européenne, à propos de l'approche en cycle de vie pour évaluer les performances des bâtiments sur la santé et l'environnement. Des dizaines d'experts de huit pays de l'Union Européenne se sont engagés dans la préparation du guide dans le cadre du projet Life Level(s), qui met en avant les différents degrés de durabilité des bâtiments. Le Guide établit que la commande publique durable doit se construire autour de trois indicateurs clés : l'Analyse du Cycle de Vie (ACV), le Coût Global et la Qualité de l'Air Intérieur (QAI). Sur le critère de l'ACV, la France s'illustre avec les projets portés par le bailleur social Lille Métropole Habitat et le CD2E à Villeneuve d'Ascq et Wavrin. Ces projets ont intégré, dès 2019, neuf indicateurs d'ACV dans leur appel d'offres en se basant sur l'expérimentation E+C. développer des stratégies d'écoconception. http://www.hqegbc.org/wp-content/uploads/2022/04/Life-Levels-Best-Practice-Guide.pdf







Famille du média : Agences de presse

Audience: 52041

Sujet du média : Education-Enseignement, Social-Société

6 Mai 2022

Journalistes : -

Nombre de mots: 812

p. 1/1

Visualiser l'article

Hauts-de-France: la formation s'invite sur les chantiers pour promouvoir l'usage du chanvre

Amener la formation au pied du chantier pour sensibiliser les professionnels à l'utilisation du béton de chanvre : tel est l'objectif de la "Chanvribox", un plateau mobile conçu par le CD2E, une association qui accompagne la transition écologique dans les Hauts-de-France. "La formation intégrée au travail est un des leviers que nous avons identifiés pour massifier l'utilisation des produits biosourcés", souligne **Frédérique Seels**, directrice du CD2E. Le bailleur social Maisons & Cités expérimente cette solution sur un chantier de réhabilitation de logements miniers à Pecquencourt, dans le Nord.

Article avec accès abonnés:

https://www.aefinfo.fr/depeche/672111-hauts-de-france-la-formation-s-invite-sur-les-chantiers-pour-promouvoir-l-usage-duchanvre





FRA



Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Périodicité : **Quotidienne**Audience : **999000**

Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 10 mai 2022 P.34 Journalistes: JEAN-MARC

PFTIT

Nombre de mots: 1038

p. 1/4

Économie

Transitions économiques et écologiques : la région amplifie rev3

« Accélérons la transformation. » Tel est le mot d'ordre de la nouvelle feuille de route rev3, cette ambitieuse démarche de développement durable enclenchée en région. Dix ans après son lancement, la troisième révolution industrielle se poursuit, mais doit encore mieux se faire connaître.

PAR JEAN-MARC PETIT economie@lavoixdunord.fr

HAUTS-DE-FRANCE.

« Dix ans déjà! » Lorsqu'en 2012, sous l'impulsion de Philippe Vasseur, la Région, en partenariat avec la chambre de commerce et d'industrie, lançait la dynamique rev3 (nommée à l'époque troisième révolution industrielle), c'était encore une vision. Celle de « répondre aux différents défis des transitions énergétiques, climatiques, économiques et sociétales ».

Rev3 doit être aujourd'hui le fil rouge de l'ensemble des politiques régionales."

XAVIER BERTRAND

Une dynamique qui devait associer le monde économique, les collectivités territoriales, les acteurs de la formation et de la recherche, ainsi que le monde associatif et les citoyens.

Dix ans après, près de 1 500 projets en lien avec la dynamique rev3 ont vu le jour, notre région est devenue leader européen en matière de biogaz, se lance dans une ambitieuse politique de logistique « verte ». Des communes comme Dunkerque ou Fourmies sont devenues de vrais laboratoires des bonnes pratiques. Un livret d'épargne citoyenne rev3 a déjà permis de collecter 67 millions d'euros pour des projets durables.

« Mais il faut aller encore plus loin », estime Frédéric Motte, actuel président de la Mission rev 3 et conseiller régional délégué à la transformation économique, présentant hier au conseil régional la feuille de route rev 3 2022-2027, qui fera l'objet d'un vote lors de la séance plénière de juin. Car, comme l'a confirmé Xavier Bertrand, président de la Région, « rev 3 doit être aujour-d'hui le fil rouge de l'ensemble des politiques régionales ».

ENCORE BIEN DES DÉFIS

Une ambition forte, mais qui se heurte encore à bien des défis : comment mieux faire connaître cet engagement, ses moyens, ses financements, afin de mobiliser tous les acteurs (entreprises, collectivités, citoyens), de façon à ce qu'ils s'y lancent sans crainte (la transition énergétique, ça coûte cher) et se l'approprient? Comment « massifier » les productions et innovations durables







Enclenchée il y a 10 ans, la dynamique rev3 doit répondre aux différents défis des transitions énergétiques, climatiques, économiques et sociétales dans notre région. PHOTO SÉVERINE COURBE.

pour qu'elles deviennent réellement rentables, créatrices de richesses et d'emplois? Comment mieux former aux métiers et aux technologies de demain qui utiliseront ces nouveaux process respectueux de l'environnement? Comment accompagner la recherche-innovation? Comment développer un véritable écosystème du recyclage (un enjeu essentiel avec l'arrivée notamment des fabricants de batteries pour véhicules électriques)? Certains de ces défis ont déjà été relevés, comme nous le montrons avec les trois enjeux cidessous, mais ils doivent s'accélérer pour que cette « transformation » promise devienne vraiment réalité.



Défi nº 1 : mieux se loger

La transition énergétique passe par l'isolation des logements. Sur les 12 000 logements sociaux réno-

vés chaque année dans la région, seulement 3 000 ont fait l'objet d'une réhabilitation bas carbone. Il en faut 63 000 si on veut atteindre les objectifs de très haute performance énergétique souhaitée par l'Europe. Mais cela à un coût. «On estime à 9 milliards d'euros les besoins en



investissements dans les prochaines années », estime Sylvie Ruin, directrice de l'Union régionale de l'habitat.

Néanmoins, c'est un véritable marché de l'écoconstruction qui se met en place, rappelle <u>Frédérique</u> Seels, directrice du CD2E qui accompagne entreprises et collectivités dans leurs projets d'éco-transition. « Une entreprise comme Batilin à Bourbourg réalise des briques de lin. On peut également avoir des éco-matériaux avec du chanvre, de la paille produite localement. » Autant de filières qui ne demandent qu'à s'engager, à condition d'être accompagnées... et d'avoir un meilleur accès aux marchés publics.

Défi nº 2 : mieux se déplacer

Le transport, c'est 31 % des émissions de CO₂ dans l'atmosphère. Pour relever le défi de la mobilité décar-

bonée, notre région se positionne déjà comme futur leader de l'électromobilité, avec les principales usines de production de véhicules électriques et trois « gigafactories » de production de batteries. Mais tout cela n'aura de sens que si l'on pense à un véritable écosystème du recyclage. « Et si



l'on construit dans notre territoire une vraie filière stratégique des bornes de recharge», rappelle Alexandre Borgoltz, directeur général du groupe DBT à Douai. Et comme il n'y a pas que la voiture dans la vie, il serait bien aussi de penser aux transports en commun, faciliter leur accès, tant au niveau des réseaux qu'au niveau des coûts. Éric Quiquet, directeur général de Hauts-de-France Mobilités, rêve d'une carte d'accès unique à tous les réseaux de transports en commun régionaux. À Dunkerque, on a déjà la gratuité des bus pour tous. Dans la métropole européenne de Lille, tous les bus roulent au gaz. Les premiers bus à hydrogène roulent sur le réseau Artois-Gohelle. ■



p. 4/4

Défi n° 3 : mieux produire et consommer

La décarbonation de notre société passe également par une production et une consommation plus vertueuses. Et cela ne se dé-

crète pas, ça se fait.

À Dunkerque, le sidérurgiste ArcelorMittal, plus gros émetteur de CO₂ de la région, s'est engagé dans une ambitieuse politique de réduction de ses émissions en utilisant de l'acier recyclé, en remplaçant des fours alimentés au charbon par



de l'hydrogène vert et du gaz naturel, et en produisant du gaz carburant à partir de son CO_2 résiduel. À Béthune, Safilin a créé 25 emplois en rouvrant la première filature de lin de France et en « relocalisant » une partie de sa production textile à partir d'une fibre authentiquement régionale.

Chez Emmaüs Connect, on récupère les équipements électroniques non utilisés des entreprises, on les reconditionne dans des entreprises d'insertion, et on les redistribue auprès de publics qui n'ont pas accès aux nouvelles technologies.

Écologique, économique et solidaire, la dynamique rev3 se doit d'être tous azimuts. ■



Famille du média : PQR/PQD

(Quotidiens régionaux)

Périodicité : Quotidienne

Audience : N.C. Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 10 mai 2022 P.38

Journalistes: JEAN-MARC

PETIT

Nombre de mots: 1029

p. 1/4

ÉCONOMIE

Transitions économiques et écologiques : la région amplifie rev3

« Accélérons la transformation. » Tel est le mot d'ordre de la nouvelle feuille de route rev3, cette ambitieuse démarche de développement durable enclenchée en région. Dix ans après son lancement, la troisième révolution industrielle se poursuit, mais doit encore mieux se faire connaître.

PAR JEAN-MARC PETIT economie@lavoixdunord.fr

HAUTS-DE-FRANCE.

« Dix ans déjà! » Lorsqu'en 2012, sous l'impulsion de Philippe Vasseur, la Région, en partenariat avec la chambre de commerce et d'industrie, lançait la dynamique rev3 (nommée à l'époque troisième révolution industrielle), c'était encore une vision. Celle de « répondre aux différents défis des transitions énergétiques, climatiques, économiques et sociétales ».

Rev3 doit être aujourd'hui le fil rouge de l'ensemble des politiques régionales."

XAVIER BERTRAND

Une dynamique qui devait associer le monde économique, les collectivités territoriales, les acteurs de la formation et de la recherche, ainsi que le monde associatif et les citoyens.

Dix ans après, près de 1 500 projets en lien avec la dynamique rev3 ont vu le jour, notre région est devenue leader européen en matière de biogaz, se lance dans une ambitieuse politique de logistique « verte ». Des communes comme Dunkerque ou Fourmies sont devenues de vrais laboratoires des bonnes pratiques. Un livret d'épargne citoyenne rev3 a déjà permis de collecter 67 millions d'euros pour des projets durables.

« Mais il faut aller encore plus loin », estime Frédéric Motte, actuel président de la Mission rev 3 et conseiller régional délégué à la transformation économique, présentant hier au conseil régional la feuille de route rev 3 2022-2027, qui fera l'objet d'un vote lors de la séance plénière de juin. Car, comme l'a confirmé Xavier Bertrand, président de la Région, « rev 3 doit être aujour-d'hui le fil rouge de l'ensemble des politiques régionales ».

ENCORE BIEN DES DÉFIS

Une ambition forte, mais qui se heurte encore à bien des défis : comment mieux faire connaître cet engagement, ses moyens, ses financements, afin de mobiliser tous les acteurs (entreprises, collectivités, citoyens), de façon à ce qu'ils s'y lancent sans crainte (la transition énergétique, ça coûte cher) et se l'approprient? Comment « massifier » les productions et innovations durables





Enclenchée il y a 10 ans, la dynamique rev3 doit répondre aux différents défis des transitions énergétiques, climatiques, économiques et sociétales dans notre région. PHOTO SÉVERINE COURBE.

pour qu'elles deviennent réellement rentables, créatrices de richesses et d'emplois? Comment mieux former aux métiers et aux technologies de demain qui utiliseront ces nouveaux *process* respectueux de l'environnement? Comment accompagner la recherche-innovation? Comment développer un véritable écosystème du recyclage (un enjeu essentiel avec l'arrivée notamment des fabricants de batteries pour véhicules électriques)? Certains de ces défis ont déjà été relevés, comme nous le montrons avec les trois enjeux cidessous, mais ils doivent s'accélérer pour que cette « transformation » promise devienne vraiment réalité.

p. 3/4

Défi nº 1 : mieux se loger

La transition énergétique passe par l'isolation des logements. Sur les 12 000 logements sociaux réno-

vés chaque année dans la région, seulement 3 000 ont fait l'objet d'une réhabilitation bas carbone. Il en faut 63 000 si on veut atteindre les objectifs de très haute performance énergétique souhaitée par l'Europe. Mais cela à un coût. « On estime à 9 milliards d'euros les besoins en



investissements dans les prochaines années », estime Sylvie Ruin, directrice de l'Union régionale de l'habitat.

Néanmoins, c'est un véritable marché de l'écoconstruction qui se met en place, rappelle <u>Frédérique</u> Seels, directrice du CD2E qui accompagne entreprises et collectivités dans leurs projets d'éco-transition. « Une entreprise comme Batilin à Bourbourg réalise des briques de lin. On peut également avoir des éco-matériaux avec du chanvre, de la paille produite localement. » Autant de filières qui ne demandent qu'à s'engager, à condition d'être accompagnées... et d'avoir un meilleur accès aux marchés publics. •

Défi nº 2 : mieux se déplacer

Le transport, c'est 31 % des émissions de CO₂ dans l'atmosphère. Pour relever le défi de la mobilité décar-

bonée, notre région se positionne déjà comme futur leader de l'électromobilité, avec les principales usines de production de véhicules électriques et trois « gigafactories » de production de batteries. Mais tout cela n'aura de sens que si l'on pense à un véritable écosystème du recyclage. « Et si



l'on construit dans notre territoire une vraie filière stratégique des bornes de recharge», rappelle Alexandre Borgoltz, directeur général du groupe DBT à Douai. Et comme il n'y a pas que la voiture dans la vie, il serait bien aussi de penser aux transports en commun, faciliter leur accès, tant au niveau des réseaux qu'au niveau des coûts. Éric Quiquet, directeur général de Hauts-de-France Mobilités, rêve d'une carte d'accès unique à tous les réseaux de transports en commun régionaux. À Dunkerque, on a déjà la gratuité des bus pour tous. Dans la métropole européenne de Lille, tous les bus roulent au gaz. Les premiers bus à hydrogène roulent sur le réseau Artois-Gohelle. ■



p. 4/4

Défi n° 3 : mieux produire et consommer

La décarbonation de notre société passe également par une production et une consommation plus vertueuses. Et cela ne se dé-

crète pas, ça se fait.

À Dunkerque, le sidérurgiste ArcelorMittal, plus gros émetteur de CO₂ de la région, s'est engagé dans une ambitieuse politique de réduction de ses émissions en utilisant de l'acier recyclé, en remplaçant des fours alimentés au charbon par



de l'hydrogène vert et du gaz naturel, et en produisant du gaz carburant à partir de son CO_2 résiduel. À Béthune, Safilin a créé 25 emplois en rouvrant la première filature de lin de France et en « relocalisant » une partie de sa production textile à partir d'une fibre authentiquement régionale.

Chez Emmaüs Connect, on récupère les équipements électroniques non utilisés des entreprises, on les reconditionne dans des entreprises d'insertion, et on les redistribue auprès de publics qui n'ont pas accès aux nouvelles technologies.

Écologique, économique et solidaire, la dynamique rev3 se doit d'être tous azimuts. ■





www.lavoixdunord.fr

Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Audience: 4322863

Sujet du média : Actualités-Infos Générales

10 Mai 2022

Journalistes : -

Nombre de mots: 4243

p. 1/6
Visualiser l'article

Transitions économiques et écologiques : les trois enjeux prioritaires

« Mieux se loger », « Mieux se déplacer » et « Mieux produire et consommer », trois défis qu'il faudra relever pour poursuivre la Troisième Révolution industrielle.





La transition énergétique passe par l'isolation des logements. - Photo Thierry THOREL





10 Mai 2022

www.lavoixdunord.fr p. 2/6

Visualiser l'article



Mieux se loger





10 Mai 2022

www.lavoixdunord.fr p. 3/6

Visualiser l'article



Sur les 12 000 logements sociaux rénovés chaque année dans la région, seulement 3 000 ont fait l'objet d'une réhabilitation bas carbone. - PHOTO archives « LA VOIX »

La transition énergétique passe par l'isolation des logements. Sur les 12 000 logements sociaux rénovés chaque année dans la région, seulement 3 000 ont fait l'objet d'une réhabilitation bas carbone. Il en faut 63 000 si l'on veut atteindre les objectifs de très haute performance énergétique souhaitée par l'Europe. Mais cela coûte cher. « *On estime à 9 milliards d'euros les besoins en investissements dans les prochaines années* », estime Sylvie Ruin, directrice de <u>l'Union régionale de l'habitat</u>.

Néanmoins, c'est un véritable marché de l'écoconstruction qui se met en place, rappelle <u>Frédérique Seels</u>, directrice du CD2e qui accompagne entreprises et collectivités dans leurs projets d'éco-transition. « *Une entreprise comme Batilin à Bourbourg réalise des briques de lin. On peut également avoir des éco-matériaux avec du chanvre, de la paille produite localement.* » Autant de filières qui ne demandent qu'à s'engager, à condition d'être accompagnées... et d'avoir un meilleur accès aux marchés publics.

Mieux se déplacer



10 Mai 2022

www.lavoixdunord.fr p. 4/6

Visualiser l'article





Les premiers bus roulant à l'hydrogène en France ont été mis en circualtion à Houdain. - Photo Ludovic Maillard

Le transport c'est 31 % des émissions de CO2 dans l'atmosphère. Pour relever le défi de la mobilité décarbonée, notre région



10 Mai 2022

www.lavoixdunord.fr p. 5/6

Visualiser l'article

se positionne déjà comme futur leader de l'électromobilité, avec les principales usines de productions de véhicules électriques et trois « gigafactories » de productions de batteries. Mais tout cela n'aura de sens que si l'on pense à un véritable écosystème du recyclage. « Et si l'on construit dans notre territoire une vraie filière stratégique des bornes de recharge », rappelle Alexandre Borgoltz, directeur général du groupe DBT à Douai.

Et comme il n'y a pas que la voiture dans la vie, il serait bien aussi de penser aux transports en commun, faciliter leur accès, tant au niveau des réseaux qu'au niveau des coûts. Éric Quiquet, directeur général de <u>Hauts-de-France Mobilités</u> rêve d'une carte d'accès unique à tous les réseaux de transport en commun régionaux. À Dunkerque, on a déjà la gratuité des bus pour tous. Dans la Métropole européenne de Lille, tous les bus roulent au gaz. Les premiers bus à hydrogène roulent sur le réseau Artois-Gohelle.

3

Mieux produire et consommer





10 Mai 2022

www.lavoixdunord.fr p. 6/6

Visualiser l'article



ArcelorMittal Dunkerque, plus gros émetteur de CO2 de la région, s'est engagé dans une ambitieuse politique de réduction de ses émissions en utilisant notamment de l'acier recyclé. - Photo Marc Demeure

La décarbonation de notre société passe également par une production et une consommation plus vertueuses. Et cela ne se décrète pas, ça se fait.

À Dunkerque, le sidérurgiste ArcelorMittal, plus gros émetteur de CO2 de la région, s'est engagé dans une ambitieuse politique de réduction de ses émissions en utilisant de l'acier recyclé, en remplaçant des fours alimentés au charbon par de l'hydrogène vert et du gaz naturel, et en produisant du gaz carburant à partir de son CO2 résiduel.

À Béthune, <u>Safilin</u> a créé 25 emplois en rouvrant la première filature de lin de France et en « relocalisant » une partie de sa production textile à partir d'une fibre authentiquement régionale.

Chez <u>Emmaüs Connect</u>, on récupère les équipements électroniques non-utilisés des entreprises, on les reconditionne dans des entreprises d'insertion, et on les redistribue auprès de publics qui n'ont pas accès aux nouvelles technologies.

Écologique, économique et solidaire, la dynamique rev3 se doit d'être tous azimut.





Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Bihebdomadaire

Audience: N.C.

Sujet du média : Economie-Services



Edition : 13 mai 2022 P.22-23 Journalistes : Lolita PÉRON

Nombre de mots: 585

p. 1/2

DOSSIER MADE IN HAINAUT

INSTALLÉ À SARS-ET-ROSIÈRES

LE BUREAU DE CONSEIL DEC2 VEILLE ET RECRUTE

Créé en 2009, le bureau d'études DEC2, spécialisé dans le conseil dans les domaines de la déconstruction, du désamiantage, de la dépollution et des déchets spécifiques, n'a cessé de se développer. Cette année, l'entreprise participe au salon Made in Hainaut et cherche à recruter.

Lolita PÉRON



Pour conseiller au mieux les entreprises, les salariés DEC2 effectuent d'abord des relevés sur le terrain avant de poser un diagnostic précis.

Forte de ses quatre salariés, l'entreprise DEC2, basée à Sars-et-Rosières, conseille ses clients dans trois domaines bien spécifiques : le diagnostic des sols, le diagnostic produits, équipements, matériaux et déchets (PEMD), la réalisation d'écochantiers avec une démarche de circuit court. «Les maîtres mots de nos activités sont économie circulaire, réemploi et recyclage», introduit Damien Delsarte, directeur expert traitement des déchets. Ainsi, l'entreprise est, par exemple, d'identifier et

de quantifier les déchets ; d'identifier les possibilités de réemploi sur le site et, à défaut, des filières de gestion des déchets ; mais aussi d'analyser les coûts d'évacuation et de traitement des déchets, etc. L'entreprise a pour champ d'action les Hauts-de-France, ce qui permet au dirigeant de dresser une liste de clients potentiels plutôt vaste. «Nous travaillons aussi bien avec les promoteurs immobiliers qu'avec les bailleurs sociaux, l'Etat ou la Région Hauts-de-France, mais aussi avec les entreprises du BTP et les industriels.» Pour trouver ses chantiers, l'entreprise n'hésite pas à prospecter pour attirer de nouveaux clients.

5 000 À 10 000 EUROS D'INVESTISSEMENTS PAR AN

Depuis sa création, l'entreprise n'a cessé de se développer, passant d'un chiffre d'affaires de 150 000 euros durant les premières années à un peu plus de 500 000 euros en 2021. «Nous devons sans cesse être en veille réglementaire. Les lois et les normes évoluent énormément dans le secteur et nous devons





Edition: 13 mai 2022 P.22-23

p. 2/2

toujours être à la page pour conseiller au mieux nos clients et pour toujours avoir dans le viseur les filières de traitement de déchets adéquates. Pour cela, nous faisons partie de groupes comme le CEDRE ou le cd2eE, et nous sommes abonné à des revues professionnelles», explique Damien Delsarte. Les changements de réglementation obligent souvent à des investissements, notamment au niveau du matériel : «Globalement, chaque année, nous investissons entre 5 000 et 10 000 euros dans du matériel», ajoute le dirigeant.

Ainsi, par exemple, la loi AGEC, qui obligera les entreprises d'ici quelques années à recycler tous les déchets de chantier dont les filières existent, booste l'activité de diagnostic produits, équipements, matériaux et déchets (PEMD) du bureau de conseil DEC2. «Aujourd'hui nous avons des demandes importantes liées à l'économie circulaire et à la loi AGEC. Nous sentons que ce marché

se développe. Il faut donc que nous avancions et c'est pour cela que nous souhaitons recruter une personne de plus, cela pourrait nous ouvrir des portes», poursuit Damien Delsarte.

UN POSTE À POUVOIR

C'est donc pour un possible accroissement d'activité que l'entreprise DEC2 souhaite aujourd'hui recruter. «Je recherche un profil qui a des formations dans les domaines de l'environnement et du bâtiment», que ce soit pour une embauche ou en contrat d'alternance. Mais le recrutement de nouveaux profils n'est pas une mince affaire: «L'année dernière, nous avons posté une offre pour de l'alternance, nous n'avons reçu aucun CV.» Alors, cette année, le chef d'entreprise se rend dans les écoles pour présenter son métier aux élèves et ainsi susciter de futures vocations...





www.lemoniteur.fr

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 507690

Sujet du média : BTP-Architecture

20 Mai 2022

Journalistes: Romain

Cayrey

Nombre de mots: 8583

p. 1/3

Commande publique - Le choix du maître d'oeuvre au prisme du critère vert



Close Lightbox

Il reste quatre ans pour généraliser les clauses environnementales. Les premières pistes pour y parvenir émergent.

L'article 35 de la loi Climat et résilience du 22 août 2021, mis en musique par le décret n° 2022-767 du 2 mai 2022, donne le ton : en 2026, l'achat public sera vert ou ne sera pas. A cet horizon en effet, les acheteurs publics seront tenus d'intégrer des considérations environnementales dans les spécifications techniques au stade de la définition du besoin, dans les conditions d'exécution des marchés et même dans les critères de sélection des entreprises. Une petite révolution, en somme.

Une pratique balbutiante

Les conséquences de ces futures obligations sont évidemment lourdes. « On observe une certaine frilosité dans la prise en compte des critères environnementaux dans les marchés publics, constate Adrien Fourmon, avocat counsel au cabinet Jeantet. Cela peut s'expliquer par un manque de recul, de savoir-faire, mais aussi par l'appréhension d'un risque juridique. En effet, le juge administratif, même s'il semble ouvrir une brèche sur certains sujets comme la RSE, continue de sanctionner les critères d'attribution qui ne sont pas liés à l'objet du marché. Il n'est donc pas impossible de voir s'installer une prise en compte a minima de ces enjeux environnementaux. »

Un prestataire particulier. Pour les marchés de prestations intellectuelles, ce constat est encore plus prégnant, car il s'agit, pour grossir le trait, d'un achat de matière grise ayant peu d'impact sur l'environnement. La prise en compte de ces





Commande publique - Le choix du maître d'oeuvre au prisme du critère vert

20 Mai 2022

www.lemoniteur.fr p. 2/3

Visualiser l'article

considérations s'apparente alors plus à du saupoudrage de mesurettes, s'attaquant par exemple aux modes de déplacement des prestataires, qu'à une réelle recherche de résultat. Mais parmi ces marchés, ceux de maîtrise d'oeuvre sortent du lot, compte tenu du rôle intrinsèque du maître d'oeuvre dans une construction. Sa tâche principale est évidemment la conception d'un ouvrage. Mais la mission de base comporte aussi, comme le rappelle Christophe Mérienne, président de la commission juridique de Syntec-Ingénierie, « un volet assistance pour la passation des marchés de travaux (ACT) [art. R. 2431-4 du Code de la commande publique, NDLR]. Concrètement, le maître d'oeuvre prépare l'ensemble des pièces administratives et techniques permettant de lancer la consultation des entreprises de travaux. Par ailleurs, il est force de proposition quant à la détermination des critères des marchés de travaux et de leur pondération. Enfin, il assiste le maître d'ouvrage lors de l'analyse des offres. » Or, aujourd'hui, souligne Christophe Mérienne, « la problématique d'un acheteur public est avant tout de réaliser un bon achat, qui se résume bien souvent à apprécier la valeur technique d'une offre ainsi que son prix ». Toutefois, au vu des nouvelles obligations, « celui-ci devra inévitablement prévoir des critères d'attribution permettant de mesurer la capacité du maître d'oeuvre à traduire dans les documents de consultation des entreprises de travaux les exigences environnementales. »

Eviter le greenwashing

Dès lors, l'équation à résoudre prend forme. D'un côté, Tatiana Lécossais, ingénieure chargée de l'intégration de la <u>transition</u> <u>écologique</u> dans les contrats de la commande publique à la métropole et la Ville de Nantes, le confirme : « Dans les cas où nous l'avons testé, c'est bien le critère environnemental qui devient discriminant pour sélectionner le maître d'oeuvre, plus que la valeur technique ou le prix. » La chargée de mission considère même qu'un bon critère environnemental doit être porté à 15 % de la note finale compte tenu des différentes facettes qu'il peut présenter. En dessous, affirme-t-elle, « c'est du greenwashing ».

Valorisation de l'offre. De l'autre côté, Benoît Gunslay, juriste au Conseil national de l'ordre des architectes, pense que ce n'est pas si simple. « Le critère de choix ne doit pas être un simple critère de conformité, mais bien un élément qui permet d'apprécier qualitativement l'offre. Or, une fois que l'acheteur aura précisé ses attentes environnementales dans les spécifications techniques, c'est-à-dire dans le cahier des charges du marché, il va lui falloir analyser la valeur ajoutée de l'offre du maître d'oeuvre sur cet aspect. Dans un secteur d'achat où la dimension environnementale est évidente quant aux résultats attendus mais plus difficile à cerner pour la réalisation des prestations en tant que telles, cela ne sera pas si facile. »

Le critère de choix doit être un élément qui permet d'apprécier qualitativement l'offre

L'anticipation comme maître mot

Pour relever ce défi, « l'achat public va devoir se professionnaliser, et les acteurs monter en compétence et faire preuve d'imagination », résume Tatiana Lécossais. Insérer une clause efficiente est un travail de longue haleine. « Le temps qu'elle soit rédigée, que le maître d'oeuvre soit mis en concurrence, qu'il réalise ses études et que les travaux soient exécutés, il peut se passer jusqu'à cinq années. Et on estime qu'il faut au moins trois itérations pour que la clause soit au point, soit quinze ans ! » détaille l'ingénieure. Au fil de ses premières tentatives, cette dernière a dégagé quelques règles clés. « Il est important que le critère retenu par l'acheteur soit précis et transparent, car l'environnement, à la différence de la clause sociale qui se résume bien souvent à des heures d'insertion, couvre de nombreux sujets. »

Bien accompagné. De son côté, Anthony Delabroy, chargé de projets achats au sein de la plate-forme régionale des achats de l'Etat en région Hauts-de-France, mise sur l'anticipation « pour établir des clauses efficaces ». Il conseille en particulier aux acheteurs de privilégier les échanges de bonnes pratiques entre pairs via les réseaux locaux, tel l'observatoire de la commande



Commande publique - Le choix du maître d'oeuvre au prisme du critère vert

20 Mai 2022

www.lemoniteur.fr p. 3/3

Visualiser l'article

publique des Hauts-de-France. Et suggère de recourir à une pratique peu répandue : faire appel à un assistant à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour la passation du marché de maîtrise d'oeuvre. « Souvent, les petites structures ont de bonnes idées, mais ne sont pas outillées. On peut alors imaginer qu'elles se fassent accompagner par un AMO qui les aidera à construire leur marché en intégrant les considérations environnementales dans toutes leurs dimensions. »

Un cadre de référence . De manière générale, les acteurs attendent un soutien extérieur. « Il faut aider les maîtres d'ouvrage publics, car l'ampleur du travail est immense, plaide Tatiana Lécossais. Partout, on a besoin d'outils partagés. » La chargée de mission attend en particulier de l'Etat des guides opérationnels, « comprenant des critères et des clauses types que l'on pourrait insérer dans nos consultations ». Cela serait également important pour les entreprises qui font face à des donneurs d'ordres publics ne rédigeant pas les critères de la même façon. « Pour ne pas trop les déstabiliser, un cadre partagé, qu'on ne serait pas obligé de suivre mais qui servirait de référence, serait le bienvenu », estime Tatiana Lécossais.

« Relancer le débat sur la prise en compte d'un critère RSE dans les marchés publics »

La loi Climat et résilience pourrait relancer le débat sur la prise en compte d'un critère lié à la responsabilité sociale des entreprises (RSE) dans les marchés publics, alors qu'actuellement le juge administratif ferme quasi systématiquement cette porte en raison de l'absence de lien avec l'objet du marché. Les acheteurs publics ne disposent pas de la même facilité que leurs homologues dans le privé pour verdir leurs marchés, y compris ceux de maîtrise d'oeuvre. Autoriser cette pratique professionnaliserait donc l'achat public, et donnerait quasiment à tous les acheteurs un critère ou un sous-critère automatique qui ait du sens. Et inciterait les entreprises, notamment les plus petites, à enclencher une démarche dans cette voie.

Michaël Surelle , consultant achat public durable au <u>CD2E</u>, pôle d'excellence de l'éco-transition basé dans les Hauts-de-France.





Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Hebdomadaire

Audience: 294924

Sujet du média : BTP-Architecture





Edition: 20 mai 2022 P.78-79

Journalistes: Romain Cayrey

Nombre de mots : 1286

p. 1/2

Réglementation

Commande publique Le choix du maître d'œuvre au prisme du critère vert

Il reste quatre ans pour généraliser les clauses environnementales. Les premières pistes pour y parvenir émergent.

article 35 de la loi Climat et résilience du 22 août 2021, mis en musique par le décret n° 2022-767 du 2 mai 2022, donne le ton: en 2026, l'achat public sera vert ou ne sera pas. A cet horizon en effet, les acheteurs publics seront tenus d'intégrer des considérations environnementales dans les spécifications techniques au stade de la définition du besoin, dans les conditions d'exécution des marchés et même dans les critères de sélection des entreprises. Une petite révolution, en somme.

Une pratique balbutiante

Les conséquences de ces futures obligations sont évidemment lourdes. «On observe une certaine frilosité dans la prise en compte des critères environnementaux dans les marchés publics, constate Adrien Fourmon, avocat counsel au cabinet Jeantet. Cela peut s'expliquer par un manque de recul, de savoirfaire, mais aussi par l'appréhension d'un risque juridique. En effet, le juge administratif, même s'il semble ouvrir une brèche sur certains sujets comme la RSE, continue de sanctionner les critères d'attribution qui ne sont pas liés à l'objet du marché. Il n'est donc pas impossible de voir s'installer une prise en compte a minima de ces enjeux environnementaux.»

Un prestataire particulier. Pour les marchés de prestations intellectuelles, ce constat est encore plus prégnant, car il s'agit, pour grossir le trait, d'un achat de matière grise ayant peu d'impact sur l'environnement. La prise en compte de ces considérations s'apparente alors plus à du saupoudrage de mesurettes, s'attaquant par exemple aux modes de déplacement des prestataires, qu'à une réelle recherche de résultat. Mais parmi ces





marchés, ceux de maîtrise d'œuvre sortent du lot, compte tenu du rôle intrinsèque du maître d'œuvre dans une construction. Sa tâche principale est évidemment la conception d'un ouvrage. Mais la mission de base comporte aussi, comme le rappelle Christophe Mérienne, président de la commission juridique de Syntec-Ingénierie, « un volet assistance pour la passation des marchés de travaux (ACT) [art. R. 2431-4 du Code de la commande publique, NDLR1. Concrètement, le maître d'œuvre prépare l'ensemble des pièces administratives et techniques permettant de lancer la consultation des entreprises de travaux. Par ailleurs, il est force de proposition quant à la détermination des critères des marchés de travaux et de leur pondération. Enfin, il assiste le maître d'ouvrage lors de l'analyse des offres.»

Or, aujourd'hui, souligne Christophe Mérienne, «la problématique d'un acheteur public est avant tout de réaliser un bon achat, qui se résume bien souvent à apprécier la valeur technique d'une offre ainsi que son prix». Toutefois, au vu des nouvelles obligations, « celui-ci devra inévitablement prévoir des critères d'attribution permettant de mesurer la capacité du maître d'œuvre à traduire dans les documents de consultation des entreprises de travaux les exigences environnementales.»

Eviter le greenwashing

Dès lors, l'équation à résoudre prend forme. D'un côté, Tatiana Lécossais, ingénieure chargée de l'intégration de la transition écologique dans les contrats de la commande publique à la mé-

un élément qui permet d'apprécier qualitativement l'offre.

tropole et la Ville de Nantes, le Le critère de choix confirme: «Dans les cas où nous doit être l'avons testé, c'est bien le critère environnemental qui devient discriminant pour sélectionner le maître d'œuvre, plus que la valeur technique ou le prix.» La chargée de mission considère même qu'un bon critère environnemen-

tal doit être porté à 15% de la note finale compte tenu des différentes facettes qu'il peut présenter. En dessous, affirme-t-elle, «c'est du greenwashing».

Valorisation de l'offre. De l'autre côté, Benoît Gunslay, juriste au Conseil national de l'ordre des architectes, pense que ce n'est pas si simple. «Le critère de choix ne doit pas être un simple critère de conformité, mais bien un élément qui permet d'apprécier qualitativement l'offre. Or, une fois que l'acheteur aura précisé ses attentes environnementales dans les spécifications techniques, c'est-à-dire dans le cahier des charges du marché, il va lui falloir analyser la valeur ajoutée de l'offre du maître d'œuvre sur cet aspect. Dans un secteur d'achat où la dimension environnementale est évidente quant aux résultats attendus mais plus difficile à cerner pour la réalisation des prestations en tant que telles, cela ne sera pas si facile. »

L'anticipation comme maître mot

Pour relever ce défi, «l'achat public va devoir se professionnaliser, et les acteurs monter en compétence et faire preuve d'imagination», résume Tatiana Lécossais. Insérer une clause efficiente est un travail de longue haleine. «Le temps qu'elle soit rédigée, que le maître d'œuvre soit mis en concurrence, qu'il réalise ses études et que les travaux soient exécutés, il peut se passer



«Relancer le débat sur la prise en compte d'un critère RSE dans les marchés publics » «La loi Climat et résilience

pourrait relancer le débat sur la prise en compte d'un critère lié à la responsabilité sociale des entreprises (RSE) dans les marchés

publics, alors qu'actuellement le juge administratif ferme quasi systématiquement cette porte en raison de l'absence de lien avec l'objet du marché. Les acheteurs publics ne disposent pas de la même facilité que leurs homologues dans le privé pour verdir leurs marchés, y compris ceux de maîtrise d'œuvre. Autoriser cette pratique professionnaliserait donc l'achat public, et donnerait quasiment à tous les acheteurs un critère ou un sous-critère automatique qui ait du sens. Et inciterait les entreprises, notamment les plus petites, à enclencher une démarche dans cette voie.»

Michaël Surelle, consultant achat public durable au CD2E, pôle d'excellence de l'éco-transition basé dans les Hauts-de-France.

jusqu'à cinq années. Et on estime qu'il faut au moins trois itérations pour que la clause soit au point, soit quinze ans!» détaille l'ingénieure. Au fil de ses premières tentatives, cette dernière a dégagé quelques règles clés. « Il est important que le critère retenu par l'acheteur soit précis et transparent, car l'environnement, à la différence de la clause sociale qui se résume bien souvent à des heures d'insertion, couvre de nombreux sujets.»

Bien accompagné. De son côté, Anthony Delabroy, chargé de projets achats au sein de la plate-forme régionale des achats de l'Etat en région Hauts-de-France, mise sur l'anticipation « pour établir des clauses efficaces». Il conseille en particulier aux acheteurs de privilégier les échanges de bonnes pratiques entre pairs via les réseaux locaux, tel l'observatoire de la commande publique des Hauts-de-France. Et suggère de recourir à une pratique peu répandue : faire appel à un assistant à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour la passation du marché de maîtrise d'œuvre. «Souvent, les petites structures ont de bonnes idées, mais ne sont pas outillées. On peut alors imaginer qu'elles se fassent accompagner par un AMO qui les aidera à construire leur marché en intégrant les considérations environnementales dans toutes leurs dimensions.»

Un cadre de référence. De manière générale, les acteurs attendent un soutien extérieur. «Il faut aider les maîtres d'ouvrage publics, car l'ampleur du travail est immense, plaide Tatiana Lécossais. Partout, on a besoin d'outils partagés. » La chargée de mission attend en particulier de l'Etat des guides opérationnels, « comprenant des critères et des clauses types que l'on pourrait insérer dans nos consultations». Cela serait également important pour les entreprises qui font face à des donneurs d'ordres publics ne rédigeant pas les critères de la même façon. « Pour ne pas trop les déstabiliser, un cadre partagé, qu'on ne serait pas obligé de suivre mais qui servirait de référence, serait le bienvenu», estime Tatiana Lécossais. • Romain Cayrey





Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : **Mensuelle**Audience : **750000**

Sujet du média : BTP-Architecture





Edition : Juin 2022 P.23

Journalistes: -

Nombre de mots: 304

p. 1/1



La baraque à FIT forme sur les chantiers



a formation est le parent pauvre des entreprises du Bâtiment: « Bien souvent, les salariés du Bâtiment ne consomment pas leurs droits à la formation, notamment pour des questions de temps et de distance », explique Frédéric Deram, consultant bâtiment durable au CD2E. D'où l'idée que si les salariés ne vont pas sur les lieux de formation, c'est la formation qui vient à eux. Construit en partenariat avec Constructys, l'idée d'une "baraque à FIT" a vu le jour : FIT comme "formation intégrée au travail". Concrètement, un plateau de formation vient sur le chantier et permet aux compagnons de se former sur une thématique précise, en l'occurrence l'étanchéité à l'air. L'idée est que chaque corps de métier - plâtrier, plaquiste, électricien - prenne en considération, au cours de la formation, ce que chacun des autres métiers peut rencontrer comme

contraintes et ainsi respecter la performance attendue d'étanchéité à l'air. Une autre baraque à FIT a vu le jour, autour du travail d'isolation avec un matériau biosourcé, le chanvre : « Dans de nombreux chantiers de réhabilitation, le chanvre est utilisé en isolation intérieure, soit sous forme de bloc de béton de chanvre ou de chanvre projeté. Ce qui nécessite un certain savoir-faire ». La Chanvribox est un outil de formation qui permet de pallier le manque de compétences des compagnons: « Si certaines entreprises sont, au départ, réservées sur le temps passé avec la FIT, elles y trouvent vite leur compte, le taux de reprise est clairement moins important », note Frédéric Deram. Sur de nombreux chantiers, notamment ceux de réhabilitation de l'ERBM (engagement pour le renouveau du bassin minier), ces formations in situ rencontrent un réel intérêt.







www.futura-sciences.com

Famille du média : Médias spécialisés grand public

Audience: 8328582

Sujet du média : Sciences & Techniques

25 Mai 2022

Journalistes: Thibault

Caudron

Nombre de mots: 7683

p. 1/6

Visualiser l'article

L'éolien arrive en ville en complément du photovoltaïque avec Unéole



Selon l'ONU, 68 % de la population mondiale vivra en zone urbaine d'ici 2050. Les enjeux énergétiques imposent donc de trouver des solutions pour une ville durable. La production d'énergie mixte par exemple entre éolien et photovoltaïque, comme l'explique Louis Dubar, ingénieur commercial pour Unéole.

Audio:

https://www.futura-sciences.com/tech/actualites/jeunes-pousses-eolien-arrive-ville-complement-photovoltaique-uneole-9864 8/

Les <u>énergies renouvelables</u> sont appelées à devenir indispensables dans l'habitat de demain. Louis Dubar répond aux questions de Futura sur le projet d' <u>énergie</u> mixte Unéole dans les zones urbaines.

Futura: Pouvez-vous expliquer votre concept à ma grand-mère?

Louis Dubar : <u>Unéole</u> propose d'ajouter sur les <u>toitures</u> plates des bâtiments des villes un dispositif de production d'énergie renouvelable mixte, à l'aide de la <u>lumière</u> avec le photovoltaïque et du <u>vent</u> avec l'éolien. Contrairement à la concurrence, nous sommes les seuls à penser à une solution en 3D, avec un étage dédié pour optimiser la production énergétique et construire au final la ville durable de demain.

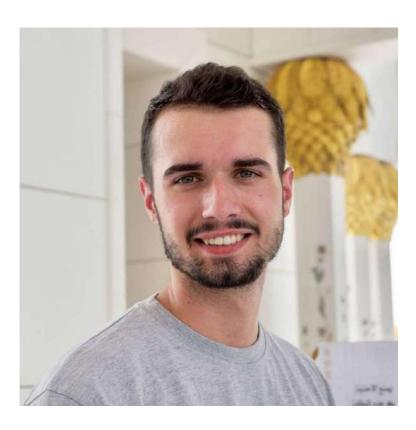




www.futura-sciences.com

L'éolien arrive en ville en complément du photovoltaïque avec Unéole 25 Mai 2022

p. 2/6
Visualiser l'article



Louis Dubar. © Jade Janiw Futura: Quelle est votre solution?

Louis Dubar : Notre expertise va de la conception à l'installation. Nous avons mis en place en effet en amont un bureau d'études qui analyse les <u>gisements</u> éoliens urbains grâce à une simulation CFD (dynamique des fluides numériques) à l'<u>éc</u> helle d'un <u>toit</u> (étude du potentiel énergétique) et à l'<u>éc</u>helle d'une ville ou d'une agglomération (étude cadastrale). Nos algorithmes sp<u>éc</u>ifiques permettent d'identifier le nombre idéal d' <u>éoliennes</u>, de panneaux <u>photovoltaïques</u>, leur production individuelle et donc la rentabilité de l'ensemble du système. Nous sommes également concepteur, assembleur et installateur de nos propres modules éoliens. Nous utilisons pour cela le brevet Savonius, du nom de son inventeur finlandais qui a conçu en 1924 une éolienne à axe vertical. Contrairement à sa cousine tripale que nous voyons dans nos champs qui est basée sur le système de <u>portance</u> en cisaillant l' <u>air</u>, elle utilise la poussée du vent, donc n'émet ni bruit ni <u>vibration</u>, ce qui était la condition n<u>éc</u>essaire pour un usage urbain.

Futura: Pourquoi votre start-up va-t-elle changer le monde?

Louis Dubar : L'idée est d'arriver au plus fort taux possible d'autoproduction, voire même dans le meilleur des cas, d'en faire aussi profiter les bâtiments voisins, qui n'utiliseront donc pas des kilowattheures produits par des centrales. Notre plateforme d'énergie mixte est la solution la plus équilibrée et la plus rentable du marché, jusqu'à +40 % de production par rapport à une solution entièrement photovoltaïque. Elle est également la plus équilibrée entre les <u>saisons</u>, de l' <u>hiver</u> à l'été, et entre le jour et la nuit. Nos éoliennes sont silencieuses, sans vibration, sourcées et produites de manière locale en *low-tech*. L'analyse en cycle de vie (<u>ACV</u>), réalisée par le Cerema, nous permet d'ailleurs d'affirmer que l'éolienne Unéole est l'énergie renouvelable urbaine la moins chère en coût <u>carbone</u>. Les <u>panneaux photovoltaïques</u> et les éoliennes ont de surcroît un cycle de vie de plus en plus long, de l'ordre de 20 à 25 années, et sont de mieux en mieux recyclés.



www.futura-sciences.com p. 3/6

Visualiser l'article

Futura : Comment est né le projet ?

Louis Dubar : Le fondateur, Quentin Dubrulle, est riche d'une expérience en Polynésie française dans une société spécialisée dans les systèmes d'autonomie énergétique. Conscient du rôle majeur des énergies renouvelables pour notre avenir, il a voulu développer le concept à son retour en Métropole avec une idée : alors que le photovoltaïque arrivait progressivement dans les campagnes, pourquoi <u>l'éolien</u> ne pourrait pas être déployé dans les zones urbaines ? Unéole est née sur ce projet, qui prend d'autant plus d'intérêt actuellement avec la crise climatique mais aussi avec la hausse significative des prix de l'énergie.

Futura : Comment avez-vous été accompagné et quelles sont les prochaines étapes ?

Louis Dubar : Le projet a été incubé dès 2012 au sein de <u>l'IMT Nord Europe</u> <u>a</u>vant d'être accéléré au <u>Village by CA</u> en 2016. Nous avons déménagé récemment pour des locaux plus en phase avec notre croissance. Nous sommes aussi actuellement en phase de levée de fonds pour développer notre proposition de plateforme d'énergie mixte. <u>Un premier démonstrateur</u> a été mis en place en mai 2021 sur le site LumiWatt du <u>CD2e</u> à <u>Loos</u>-en-Gohelle dans le Pas-de-Calais, lieu emblématique de l'<u>éco-transition</u>. Nous avons pour ambition désormais de le développer à plus grande <u>éc</u>helle, au niveau national dans les zones venteuses de Brest, à Dunkerque, mais aussi dans la vallée du Rhône et à Marseille. Au niveau international, le couloir de vent exceptionnel entre la Bretagne et la Scandinavie présente également un potentiel très intéressant.



www.futura-sciences.com p. 4/6

Visualiser l'article



Dispositif expérimental d'énergie mixte Unéole au CD2E. © Sylvain Creis, Sport Drones

Futura : Si vous étiez Premier ministre, quelle mesure phare mettriez-vous en place ?

Louis Dubar : En <u>matière</u> énergétique, nous avons pu constater de nombreuses avancées politiques significatives, comme le Pacte vert européen qui vise la <u>neutralité carbone</u> à l'horizon 2050. Mais si j'étais Premier ministre j'agirais notamment en faveur du décret tertiaire issu de la loi Grenelle II qui impose aux entreprises de réaliser des <u>éc</u>onomies d'énergie dans les bâtiments à usage tertiaire de plus de 1.000 m². Le dispositif est vraiment intéressant mais le texte n'aborde que le photovoltaïque et les <u>toitures végétalisées</u> comme sources d'énergies renouvelables, là où il faudrait l'ouvrir à toutes les innovations, dont l'éolien.

Futura : À quoi va ressembler le monde en 2050 ?

Louis Dubar : Question délicate, tant les incertitudes sont nombreuses et les enjeux importants. Je constate néanmoins que de plus en plus d'acteurs s'investissent dans les questions du <u>développement durable</u> avec des solutions de rupture. Il faut désormais penser local, bas carbone et renouvelable. Tout ça me rend plutôt optimiste pour changer le cours des choses et envisager d'autres scénarios possibles pour la planète à l'horizon 2050.

Futura : Quel sujet d'actualité de Futura vous a passionné ?



www.futura-sciences.com p. 5/6

Visualiser l'article

Louis Dubar : Le dernier que j'ai lu et qui m'a passionné est celui sur <u>la baisse de population et la désynchronisation de l'activité des pollinisateurs</u> en lien avec leur <u>résilience</u> par rapport aux <u>changements climatiques</u>!

Vous souhaitez accéder à Futura sans être interrompu par la publicité ?

Découvrez nos <u>abonnements en ligne</u> et naviguez sans pub! En ce moment, le **Mag Futura est offert** pour une souscription de 3 mois à l'abonnement "Je participe à la vie de Futura"! <u>Je profite de l'offre avant le 31 mai!</u>





www.futura-sciences.com p. 6/6

Visualiser l'article



Le Mag Futura, c'est quoi?

- Notre première revue papier de + de 200 pages pour rendre la science accessible au plus grand nombre
- Une plongée au coeur de 4 thématiques scientifiques qui vont marquer 2022, de la Terre à la Lune *L'envoi du Mag Futura se fait après le troisième mois d'inscription.





Famille du média : Agences de presse

Audience: 52041

Sujet du média : Education-Enseignement, Social-Société

1 Juin 2022

Journalistes : -

Nombre de mots: 885

p. 1/1

Visualiser l'article

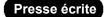
"La Fabrique des transitions vise à accompagner les politiques publiques en jouant sur l'imaginaire" (Jean-François Caron)

Maire de Loos-en-Gohelle, où la transition écologique est présentée comme une réussite, Jean-François Caron a également été vice-président de la région Nord Pas-de-Calais en charge de développement durable, délégué à la troisième révolution industrielle et à la transformation écologique et sociale régionale entre 1998 et 2004. Ancien président du <u>CD2E</u>, l'élu EELV a fondé la Fabrique des transitions en 2019 "pour accompagner les collectivités dans leurs politiques publiques de transition, en jouant sur la transformation des imaginaires", explique-t-il à AEF info, le 31 mai, lors des <u>Assises européennes de la transition énergétique</u>, dont il est le "grand témoin".

Article avec accès abonnés:

https://www.aefinfo.fr/depeche/673735-la-fabrique-des-transitions-vise-a-accompagner-les-politiques-publiques-en-jouant-sur-l-imaginaire-jean-françois-caron





FRA

Éco1218

Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : **Mensuelle** Audience : **60000**

Sujet du média : Economie-Services





Edition: Juin 2022 P.7

Journalistes: -

Nombre de mots : 112

p. 1/1

agen da

7 - 9 juin : Forum

International de la Cybersécurité, Lille Grand Palais

8 juin : Soirée

Invest'Innove, 17h30, Banque Populaire du Nord, Marcq-en-Baroeul

15 - 16 juin : « Top

logistics », le rendez-vous des décideurs de la logistique et de la supply chain, Lille Grand Palais

17 juin : Le « Gala de

l'international » de la CCI régionale, du WTC Lille et Team France Export, 19h, Palais de la Bourse, Lille (sur inscription)

23 juin : Rencontres de

l'éco-transition au <u>CD2E</u>, Loos-en-Gohelle

30 juin : Retour du

« Forum des clubs d'entreprises Artois/Douaisis », Artois Expo, St-Laurent-Blangy, dès 18h

1er juillet : Export Day

2022, siège de la Région

Hauts-de-France







Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Bimensuelle

Audience: 71129

Sujet du média : BTP-Architecture



Edition: 31 mai 2022 P.22

Journalistes : **D.V.**Nombre de mots : **174**

p. 1/1

UN PARTENARIAT En faveur de L'éco-construction

landre Opale Habitat a signé le 10 mai une convention de partenariat avec le CD2E, centre de déploiement de l'éco-transition dans les territoires, pour favoriser les opérations de construction et de rénovation bas-carbone. Cet engagement de l'ESH s'inscrit dans son ambition « Notre habitat durable soutient chaque par-



OLa paille, un isolant écologique.

cours de vie », intégrée au projet d'entreprise Imagine 2027.

Le CD2E accompagnera l'entreprise dans sa transition écologique et les enjeux environnementaux en lien avec ses activités, avec en particulier, la sensibilisation des équipes de Flandre Opale Habitat aux enjeux d'appropriation de ces nouvelles techniques, l'ouverture à un réseau de professionnels avancés dans l'éco-construction et un appui technique sur certains projets. Trois premières opérations en bénéficieront: la construction de 4 logements individuels en brique de lin à Saint-Pierre-Brouck; celle de 6 logements individuels en ossature bois et isolation paille à Dunkerque; l'acquisition-amélioration de 39 logements avec isolation en laine de bois à La Gorgue. • D.V.







Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Bimensuelle

Audience: 71129

Sujet du média : BTP-Architecture



Edition: 31 mai 2022 P.22

Journalistes : **D.V.**Nombre de mots : **174**

p. 1/1

UN PARTENARIAT En faveur de L'éco-construction

landre Opale Habitat a signé le 10 mai une convention de partenariat avec le CD2E, centre de déploiement de l'éco-transition dans les territoires, pour favoriser les opérations de construction et de rénovation bas-carbone. Cet engagement de l'ESH s'inscrit dans son ambition « Notre habitat durable soutient chaque par-



OLa paille, un isolant écologique.

cours de vie », intégrée au projet d'entreprise Imagine 2027.

Le CD2E accompagnera l'entreprise dans sa transition écologique et les enjeux environnementaux en lien avec ses activités, avec en particulier, la sensibilisation des équipes de Flandre Opale Habitat aux enjeux d'appropriation de ces nouvelles techniques, l'ouverture à un réseau de professionnels avancés dans l'éco-construction et un appui technique sur certains projets. Trois premières opérations en bénéficieront: la construction de 4 logements individuels en brique de lin à Saint-Pierre-Brouck; celle de 6 logements individuels en ossature bois et isolation paille à Dunkerque; l'acquisition-amélioration de 39 logements avec isolation en laine de bois à La Gorgue. • D.V.





bati.zepros.fr

ZEPTOS MÉTIERS BÂTIMENT

Famille du média : Médias professionnels

Audience: N.C.

Sujet du média : BTP-Architecture

9 Juin 2022

Journalistes : Anne-Lise

Favier

Nombre de mots: 2144

p. 1/2

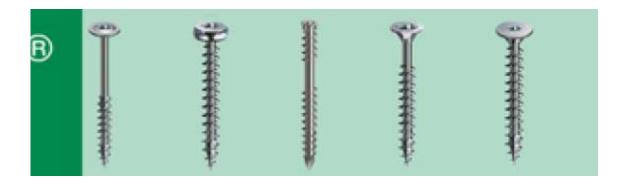
Visualiser l'article

La baraque à FIT forme sur les chantiers



Frédéric Deram accompagne le développement de la FIT sur les chantiers.

Construit en partenariat avec **Constructys**, l'idée d'une "baraque à FIT a vu le jour dans le Nord-Pas-de-Calais : FIT comme "formation intégrée au travail.



La formation est le parent pauvre des entreprises du Bâtiment : « Bien souvent, les salariés du Bâtiment ne consomment pas leurs droits à la formation, notamment pour des questions de temps et de distance », explique Frédéric Deram, consultant bâtiment durable au <u>CD2E</u>. D'où l'idée que si les salariés ne vont pas sur les lieux de formation, c'est la formation qui vient à eux.

Concrètement, un plateau de formation vient sur le chantier et permet aux compagnons de se former sur une thématique précise, en l'occurrence l'étanchéité à l'air. L'idée est que chaque corps de métier plâtrier, plaquiste, électricien - prenne en considération, au cours de la formation, ce que chacun des autres métiers peut rencontrer comme contraintes et ainsi respecter la performance attendue d'étanchéité à l'air.





La baraque à FIT forme sur les chantiers

9 Juin 2022

bati.zepros.fr

Visualiser l'article

Et maintenant sur les biosourcés

Une autre baraque à FIT a vu le jour, autour du travail d'isolation avec un matériau biosourcé, le chanvre : « Dans de nombreux chantiers de réhabilitation, le chanvre est utilisé en isolation intérieure, soit sous forme de bloc de béton de chanvre ou de chanvre projeté. Ce qui nécessite un certain savoir-faire. La Chanvribox est un outil de formation qui permet de pallier le manque de compétences des compagnons : « Si certaines entreprises sont, au départ, réservées sur le temps passé avec la FIT, elles y trouvent vite leur compte, le taux de reprise est clairement moins important », note Frédéric Deram.

Sur de nombreux chantiers, notamment ceux de réhabilitation de l'ERBM (engagement pour le renouveau du bassin minier), ces formations in situ rencontrent un réel intérêt.



www.cerdd.org



Famille du média : Médias professionnels

Audience: 6785

Sujet du média : Energie-Environnement

8 Juin 2022

Journalistes : -

Nombre de mots : 966

p. 1/1

Visualiser l'article

Rencontres de l'éco-transition à Loos-en-Gohelle

Le <u>CD2E</u> organise, le 23 juin 2022 à Loos-en-Gohelle, la 4e édition des **Rencontres de l'<u>éco-transition</u>**. Elles se placent cette année sous la thématique : « Enjeux énergétiques : quelles opportunités pour la rénovation des bâtiments et le déploiement des énergies renouvelables ? »

Les Rencontres de l'<u>éco-transition</u>, organisée par le <u>CD2E</u>, ont pour objectifs de mettre en lumière **les solutions durables et innovantes**, de **faire émerger des partenariats** et **croiser les regards entre plus de 300 professionnels audacieux**! Réservez votre jeudi 23 juin 2022 pour venir à <u>Loos</u>-en-Gohelle, découvrir un panorama de solutions et vos partenaires de demain!

Au programme:

- Témoignages inspirants et retours d'expériences
- Réseautage et speed-meeting
- Découvertes des <u>démonstrateurs du CD2E</u>
- 50 stands des acteurs de l'éco-transition

>>> Informations complémentaires et inscription sur le site du CD2E







www.lavoixdunord.fr

Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Audience: 4322863

Sujet du média : Actualités-Infos Générales

14 Juin 2022

Journalistes : Valérie

Sauvage

Nombre de mots: 2275

p. 1/1

Visualiser l'article

EuraTechnologies fait grandir les start-up depuis 2009

La structure, installée dans l'ancienne usine textile Le Blan-Lafont à Lille, est l'une des pionnières de la French Tech, avec l'ouverture d'un incubateur dès 2009.



EuraTechnologies, lieu emblématique des start-up de la région. - PHOTO FLORENT MOREAU

« Notre région a été l'une des premières à voir le potentiel des start-up et de l'accompagnement des entrepreneurs du numérique dans la création d'emplois locaux durables », rappelle Koussée Vaneecke, directrice générale d'

<u>EuraTechnologies</u> . « En un peu plus d'une décennie, nous sommes passés d'une dizaine de projets accompagnés par an à plus de 220. En 2021, nous avons reçu près de 600 candidatures, principalement de porteurs de projet et de start-up de la région (mais pas uniquement), pour rejoindre nos programmes répartis sur quatre campus et 150 000 m2 : Lille, Roubaix, Willems et Saint-Quentin. Les start-up que nous accompagnons deviennent des projets pérennes avec un taux de survie à moins de 5 ans de 85 % . » Selon le Global Startup Ecosystème Report de Startup Genome (publié aujourd'hui et qui analyse 280 écosystèmes d'innovation entrepreneuriale et 3 millions de start-up dans le monde), EuraTechnologies se place dans le Top15 des écosystèmes européens et dans le Top10 européen « Bang for buck » (qui mesure le montant que les start-up lèvent, en moyenne, à partir d'un tour de capital-risque).

D'autres incubateurs dans la région

Il existe de nombreux incubateurs dans la région qui présentent chacun leurs spécificités : Eurasanté sur les projets innovants de santé, Euralimentaire autour de l'agroalimentaire, le <u>CD2E</u> sur l'écotransition, 1kubator sur le digital, Cré'innov, l'incubateur de l'Université de Lille, Innotex sur l'innovation textile, l'incubateur Rev3 pour soutenir les projets en lien avec la troisième révolution industrielle, La Plaine images pour les industries créatives, La Serre numérique pour la création digitale, Louvre Lens Vallée pour les entreprises culturelles, Sparkling partners qui développe un modèle hybride entre incubateur, fonds d'investissement et accélérateur, ou encore Evident qui accompagne les entrepreneurs sociaux...etc...





L'Observateur

Famille du média : Médias régionaux

(hors PQR)

Périodicité : Hebdomadaire

Audience : 13627 Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 16 juin 2022 P.10

Journalistes: Paul Sion

Nombre de mots: 738

p. 1/1

– Osartis –

PARLER ÉCOLOGIE SANS ÊTRE RASOIR Ecoland le site touristique des nouveaux modes de vie

PALLUEL Avec leurs logements insolites, leur restaurant et bien d'autres activités, Thomas et Perrine veulent montrer aux touristes qu'un nouveau monde, plus respectueux de la planète, est possible.

'est en bordure d'un véritable paradis, le marais de Palluel, que Perrine Poiteaux et Thomas Brembor ont ouvert il y a un an Ecoland, un lieu touristique d'expérimentation à un monde plus respectueux de la planète. Ici, on peut passer la nuit dans six différents logements insolites (tiny house, tipis, yourtes, conteneur...). Et en saison, midi et soir, on peut manger des plats à base de produits locaux ou bio du jardin dans un restaurant basse consommation unique en France. Cet écodome, qui rappelle la planète Tatooine dans Star Wars, a été construit exclusivement avec des sacs de terre superposés et un habillage en torchis. « C'est la technologie Super Adobe, ça vient d'Iran. C'est le premier en France. En hiver, les murs repoussent l'humidité et gardent la chaleur. Et tout ça sans un gramme de béton » se félicite Thomas. Sur le toit, une terrasse en

mode « rooftop ».

Pour les fruits et légumes, c'est la mère de Thomas, Chantal, maraichère bio qui cultive en permaculture. Elle propose d'ailleurs des ateliers pour tous les publics (groupes, scolaires...) dans sa micro-ferme. Chez Ecoland on peut aussi apprendre l'éco-construction et on y retrouve de charmants moutons.

PARLER ÉCOLOGIE DANS UN CADRE SYMPATHIQUE

Dans le restaurant, « les burgers végétariens cartonnent chez les chasseurs » assure Thomas. Ce dernier utilise la porte d'entrée des loisirs et du tourisme pour sensibilise le public à de nouveaux modes de vie. Il estime que le côté nouveau, fun, insolite est plus adéquat pour convaincre les gens à changer leurs habitudes. Car en général, l'humain sait au fond de lui qu'il doit changer mais il n'aime pas qu'on lui fasse la leçon, il a besoin qu'on lui montre de manière sympathique dans un cadre détendu.

UNE URGENCE CLIMATIQUE

Une guinguette le 3 juillet

Le dimanche 3 juillet de 16h à 19 h, venez profiter à Ecoland d'une aprèsmidi dansante sous le soleil de Palluel, animée par Stanray chanteur et guitariste spécialiste de la guinguette depuis plus de 20 ans. Entrée gratuite.



La BGE et les élus/techniciens d'Osartis Marquion ont présenté le livre « Quand le livre entreprendre fait sens » (dans lequel témoigne Thomas) vendredi dernier chez Ecoland.

Car l'urgence climatique est là. Et si l'on veut préserver un trésor comme le marais de Palluel, il faut changer nos habitudes tout de suite. « Nous avons 3 ans pour inverser la courbe de CO2 mondiale. On doit vraiment réduire notre impact, Si ça ne bouge pas on va dans le mur. Un jour on n'aura plus d'électricité, le lendemain plus de charbon. Aujourd'hui c'est le Covid mais demain ce sera peut-être un autre virus, etc... ».

virus, etc... ».
Chez Ecoland, Thomas et Perrine
veillent aussi à ce que ce tout soit au
maximum clean, confort et facile
d'accès, c'est important. Notamment des choses déterminantes
comme les toilettes sèches par
exemple. « Nous voulons projeter les
gens dans un monde complètement
fou mais qui serait tout aussi confortable que le monde actuel, et montrer

par l'expérience et le concret, que vivre autrement est déjà possible » explique dans le livre « Quand Entreprendre fait sens », ce grand voyageur qui a pu observer de très nombreux modes de vie.

OUN PÔLE DE RECHERCHE

La prochaine étape est la création d'un pôle de recherche de formation sur les low tech (aussi appelées technologies douces) pour sortir des prototypes de maison à zéro impact carbone. Ils ont créé une association pour ça appelée « Graine d'évolution ». Ils ont récemment été rejoints par Loïc, un ingénieur travaillant dans l'éolien qui va vivre en tiny house pour s'inscrire avec eux dans cette démarche. Apolline, saisonnière est aussi à leurs côtés. Tout comme l'université d'Artois et

Sur le site d'un hectare, Thomas aimerait faire vivre 25, 30 voire 50 personnes d'une manière hyper respectueuse de l'environnement (bâtiment basse conso, chauffage naturel, nourriture du jardin, etc.). Thomas ne veut forcer personne mais il invite tous ceux qui le souhaitent à le rejoindre dans cette construction commune du monde de demain.

Paul Sion

Plus d'infos

Facebook: @ecolandexperience Tél: 06 98 51 51 07 http://www.parc-ecoland.fr/ contact@parc-ecoland.fr







Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Périodicité : Quotidienne

Audience : **1055000** Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 14 juin 2022 P.31

Journalistes : -

Nombre de mots: 113

p. 1/1

Des incubateurs nombreux en région

Il existe de nombreux incubateurs dans la région qui présentent chacun leurs spécificités: Eurasanté sur les projets innovants de santé, Euralimentaire autour de l'agroalimentaire, le CD2E sur l'écotransition, 1kubator sur le digital, Cré'innov, l'incubateur de l'Université de Lille, Innotex sur l'innovation textile, l'incubateur Rev3 pour soutenir les projets en lien avec la troisième révolution industrielle, La Plaine images pour les industries créatives, La Serre numérique pour la création digitale, Louvre Lens Vallée pour les entreprises culturelles, Sparkling partners qui développe un modèle hybride entre incubateur, fonds d'investissement et accélérateur, ou encore Evident qui accompagne les entrepreneurs sociaux...etc...







Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Périodicité : Quotidienne

Audience : **N.C.** Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 14 juin 2022 P.31

Journalistes : -

Nombre de mots: 113

p. 1/1

Des incubateurs nombreux en région

Il existe de nombreux incubateurs dans la région qui présentent chacun leurs spécificités: Eurasanté sur les projets innovants de santé, Euralimentaire autour de l'agroalimentaire, le CD2E sur l'écotransition, 1kubator sur le digital, Cré'innov, l'incubateur de l'Université de Lille, Innotex sur l'innovation textile, l'incubateur Rev3 pour soutenir les projets en lien avec la troisième révolution industrielle, La Plaine images pour les industries créatives, La Serre numérique pour la création digitale, Louvre Lens Vallée pour les entreprises culturelles, Sparkling partners qui développe un modèle hybride entre incubateur, fonds d'investissement et accélérateur, ou encore Evident qui accompagne les entrepreneurs sociaux...etc...







www.lobservateur.fr

Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Audience: 138429

Sujet du média : Actualités-Infos Générales

21 Juin 2022

Journalistes : Paul Sion Nombre de mots : 5561

p. 1/3

Visualiser l'article

Palluel : Ecoland, le site touristique qui invite à transformer son mode de vie



Avec leurs logements insolites, leur restaurant et bien d'autres activités, Thomas et Perrine veulent montrer aux touristes qu'un nouveau monde, plus respectueux de la planète, est possible.

C'est en bordure d'un véritable paradis, le marais de Palluel, que Perrine Poiteaux et Thomas Brembor ont ouvert il y a un an Ecoland, un lieu touristique d'expérimentation à un monde plus respectueux de la planète. Ici, on peut passer la nuit dans six différents logements insolites (tiny house, tipis, yourtes, conteneur...). Et en saison, midi et soir, on peut manger des plats à base de produits locaux ou bio du jardin dans un restaurant basse consommation unique en France. Cet écodome, qui rappelle la planète Tatooine dans Star Wars, a été construit exclusivement avec des sacs de terre superposés et un habillage en torchis. « C'est la technologie Super Adobe, ça vient d'Iran. C'est le premier en France. En hiver, les murs repoussent l'humidité et gardent la chaleur. Et tout ça sans un gramme de béton » se félicite Thomas. Sur le toit, une terrasse en mode « rooftop ».

Pour les fruits et légumes, c'est la mère de Thomas, Chantal, maraichère bio, qui cultive en permaculture. Elle propose d'ailleurs des ateliers pour tous les publics (groupes, scolaires...) dans sa micro-ferme. Chez Ecoland on peut aussi apprendre l'éco-construction et on y retrouve de charmants moutons.

Parler écologie dans un cadre sympathique

Dans le restaurant, « les burgers végétariens cartonnent chez les chasseurs » assure Thomas. Ce dernier utilise la porte d'entrée des loisirs et du tourisme pour sensibiliser le public à de nouveaux modes de vie. Il estime que le côté nouveau, fun, insolite est plus adéquat pour convaincre les gens à changer leurs habitudes. Car en général, l'humain sait au fond de lui qu'il





Palluel : Ecoland, le site touristique qui invite à transformer son mode de vie

21 Juin 2022

www.lobservateur.fr p. 2/3

Visualiser l'article

doit changer mais il n'aime pas qu'on lui fasse la leçon, il a besoin qu'on lui montre de manière sympathique dans un cadre détendu.

Une urgence climatique

Car l'urgence climatique est là. Et si l'on veut préserver un trésor comme le marais de Palluel, il faut changer nos habitudes tout de suite. « Nous avons 3 ans pour inverser la courbe de C02 mondiale. On doit vraiment réduire notre impact. Si ça ne bouge pas on va dans le mur. Un jour on n'aura plus d'électricité, le lendemain plus de charbon. Aujourd'hui c'est le Covid mais demain ce sera peut-être un autre virus, etc... ».

Chez Ecoland, Thomas et Perrine veillent aussi à ce que ce tout soit au maximum clean, confort et facile d'accès, c'est important. Notamment des choses déterminantes comme les toilettes sèches par exemple. « Nous voulons projeter les gens dans un monde complètement fou mais qui serait tout aussi confortable que le monde actuel, et montrer par l'expérience et le concret, que vivre autrement est déjà possible » explique dans le livre « Quand Entreprendre fait sens », ce grand voyageur qui a pu observer de très nombreux modes de vie.

Un pôle de recherche

La prochaine étape est la création d'un pôle de recherche de formation sur les low tech (aussi appelées technologies douces) pour sortir des prototypes de maison à zéro impact carbone. Ils ont créé une association pour ça appelée » Graine d'évolution « . ils ont récemment été rejoints par Loïc, un ingénieur travaillant dans l'éolien qui va vivre en tiny house pour s'inscrire avec eux dans cette démarche. Apolline, saisonnière est aussi à leurs côtés. Tout comme l'université d'Artois et le CD2E.

Sur le site d'un hectare, Thomas aimerait faire vivre 25, 30 voire 50 personnes d'une manière hyper respectueuse de l'environnement (bâtiment basse conso, chauffage naturel, nourriture du jardin, etc.). Thomas ne veut forcer personne mais il invite tous ceux qui le souhaitent à le rejoindre dans cette construction commune du monde de demain.

Une guinguette le 3 juillet

Le dimanche 3 juillet de 16h à 19 h, venez profiter à Ecoland d'une après-midi dansante sous le soleil de Palluel, animée par Stanray chanteur et guitariste spécialiste de la guinguette depuis plus de 20 ans. Entrée gratuite.

Ils témoignent dans le livre « Quand entreprendre fait sens »

Ce vendredi à Ecoland, BGE Hauts de France mettait en avant son nouveau livre « Quand entreprendre fait sens », dans lequel 10 entrepreneurs écoresponsables témoignent de leurs parcours. Il est assorti de 10 podcasts. Thomas Brembor y évoque son projet touristique donc mais on y parle aussi alimentation, zéro déchet, inclusion numérique... Il faut voir ce livre comme source d'inspiration pour tous ceux qui souhaitent redonner du sens à leurs projets de vie. En plus de 40 ans d'existence, la BGE, association d'appui aux entrepreneurs, a beaucoup évolué. Aujourd'hui elle souhaite encourager les porteurs de projets à faire de l'écoresponsabilité leur nouveau credo. Thomas Brembor a justement été formateur à la BGE Hauts-de-France. Alors des projets d'entreprise, il en a eu sur son bureau et il en accompagné. C'est donc avec un peu de bouteille qu'il a pu le monter le sien. Mais même sans expérience, avec une bonne idée, on peut réussir. « Il y a eu quelque fois des projets très fantaisistes, mais si l'entrepreneur y croit, il y arrive toujours » indique-t-on à la BGE. Certains élus confient qu'ils étaient d'ailleurs dubitatifs au départ en écoutant le projet de Perrine et Thomas. « C'était un projet ambitieux qui ne parlait pas forcément à tout le monde. Mais nous avons eu un très bon accueil du territoire » assure Perrine.



Palluel : Ecoland, le site touristique qui invite à transformer son mode de vie

21 Juin 2022

www.lobservateur.fr p. 3/3

Visualiser l'article





Famille du média : PQR/PQD

(Quotidiens régionaux)

Périodicité : **Quotidienne** Audience : **1055000**

Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 23 juin 2022 P.2

Journalistes: -

Nombre de mots: 87

p. 1/1

PENSEZ-Y

→ PORTES OUVERTES DES BÂTIMENTS PAILLE

La paille, c'est un isolant naturel qui protège aussi bien du froid que du chaud. De plus en plus de bâtiments, maisons individuelles, mais aussi bureaux, écoles, salles polyvalentes et même usines font le choix de ce nouveau matériau pour l'isolation. Du 30 juin au 9 juillet, une quinzaine de chantiers « paille » ouvrent leurs portes dans la région pour découvrir cette innovation écologique et technologique qui pourrait être l'avenir du bâtiment.

INSCRIPTIONS: CD2E.COM









Famille du média : PQR/PQD

(Quotidiens régionaux)

Périodicité : **Quotidienne** Audience : **1055000**

Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 25 juin 2022 P.19-19

Journalistes: -

Nombre de mots: 101

p. 1/1

NOMAIN

Journées portes ouvertes des bâtiments paille. Le Collectif paille des Hauts-de-France vous invite à découvrir Une quinzaine de bâtiments répartis sur les cinq départements des Hauts-de-France. Maisons individuelles, bureaux, écoles, salles polyvalentes: autant de bâtiments disponibles à la visite, et tous isolés avec de petits ballots de paille, le seul matériau isolant biosourcé d'origine locale directement utilisable pour la construction « en sortie de champ ».

Jeudi 7 juillet à 9 h 30, à 14 h, vendredi 8 juillet à 9 h 30 et à 14 h. Gratuit. Sous réservation avant le jeudi 30 juin. Renseignements : cd2e.com/agenda/Mail : patricia@bienfaitpourta.com.









Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Périodicité : **Quotidienne** Audience : **1055000**

Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 25 juin 2022 P.60-60

Journalistes : -

Nombre de mots: 42

p. 1/1

BRÈVES

LIGNY-EN-CAMBRÉSIS

Journées portes ouvertes des bâtiments paille.
Venez découvrir le confort d'un bâtiment réalisé avec de la paille, un isolant biosourcé naturel et biodégradable. Réservation avant le jeudi 30 juin.
Mercredi 6 et samedi 9 juillet, à 10 h. cd2e.com/agenda, patricia@bienfaitpourta.com







Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Périodicité : Quotidienne

Sujet du média :

Audience: 1055000

Actualités-Infos Générales



Edition: 26 juin 2022 P.60

Journalistes : -

Nombre de mots: 52

p. 1/1

EN BREF

AULNOY-LEZ-VALENCIENNES

Journées portes ouvertes des bâtiments paille.
Venez découvrir le confort d'un bâtiment réalisé avec de la paille, un isolant biosourcé naturel et biodégradable.
Mercredi 6 juillet, de 10 h à 12 h, groupe scolaire Jules-Ferry, 3, rue Victor-Hugo. Gratuit.
Sur réservation avant le jeudi 30 juin. patricia@bienfaitpourta.com, cd2e.com







Famille du média : PQR/PQD

(Quotidiens régionaux)

Périodicité : **Quotidienne** Audience : **1055000**

Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 27 juin 2022 P.30

Journalistes : -

Nombre de mots: 109

p. 1/1

RÉGION DU 30 JUIN AU 9 JUILLET

JOURNÉES PORTES OUVERTES DES BÂTIMENTS EN PAILLE

La paille est un isolant naturel très performant, protégeant aussi bien du froid que de la chaleur, et évitant ainsi de recourir à des équipements de climatisation coûteux et énergivores. Maisons individuelles, bureaux, mairies, écoles, salles polyvalentes et même bâtiments industriels, 15 bâtiments régionaux isolés avec des ballots de paille sont à découvrir lors des Portes ouvertes des bâtiments paille, du 30 juin au 9 juillet. À Bailleul, Beaudricourt, Ligny-en-Cambrésis ou Nomain, venez découvrir ces constructions bas carbone qui sont une partie de l'avenir du bâtiment. Visites gratuites sur inscription sur CD2E.com







Famille du média : PQR/PQD

(Quotidiens régionaux)

Périodicité : **Quotidienne** Audience : **1055000**

Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 27 juin 2022 P.18-18

Journalistes : -

Nombre de mots: 72

p. 1/1

À NOTER

ENNEVELIN

Journées portes ouvertes. Le collectif Paille des Hauts-de-France vous invite à découvrir plusieurs bâtiments réalisés avec de la paille. Maisons individuelles, bureaux, écoles, salles polyvalentes : autant de bâtiments disponibles à la visite, et tous isolés avec de petits ballots de paille, le seul matériau isolant biosourcé d'origine locale directement utilisable pour la construction « en sortie de champ ». Jeudi 7 juillet, de 12 h 30 à 13 h 30, rue de Canchomprez. patricia@bienfaitpourta.com; cd2e.com







Famille du média : PQR/PQD

(Quotidiens régionaux)

Périodicité : **Quotidienne** Audience : **1055000**

Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 28 juin 2022 P.59-59

Journalistes : -

Nombre de mots: 43

p. 1/1

EN BREF

LIGNY-EN-CAMBRÉSIS

Journées portes ouvertes des bâtiments paille.
Venez découvrir le confort d'un bâtiment réalisé avec de la paille, un isolant biosourcé naturel et biodégradable.
Mercredi 6 et samedi 9 juillet, à 10 h. Gratuit. Sur réservation avant ce jeudi. cd2e.com, patricia@bienfaitpourta.com







Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Périodicité : Quotidienne

Audience : **1055000** Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 28 juin 2022 P.58-58

Journalistes : -

Nombre de mots: 40

p. 1/1

BRÈVES

NOMAIN

Journées portes ouvertes des bâtiments paille. Venez découvrir le confort d'un bâtiment réalisé avec de la paille, un isolant biosourcé naturel et biodégradable.

Du jeudi 30 juin au samedi 9 juillet. Sur réservation. Renseignements : cd2e.com/agenda/cp_agenda_type/ journee-portes-ouvertes-batimentspaille/





Famille du média : PQR/PQD

(Quotidiens régionaux)

Périodicité : Quotidienne

Audience : **N.C.** Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 27 juin 2022 P.34-34

Journalistes: -

Nombre de mots: 109

p. 1/1

l'hebdo éco

l'agenda des rendez-vous éco de la région... et d'ailleurs

RÉGION DU 30 JUIN AU 9 JUILLET

JOURNÉES PORTES OUVERTES DES BÂTIMENTS EN PAILLE

La paille est un isolant naturel très performant, protégeant aussi bien du froid que de la chaleur, et évitant ainsi de recourir à des équipements de climatisation coûteux et énergivores. Maisons individuelles, bureaux, mairies, écoles, salles polyvalentes et même bâtiments industriels, 15 bâtiments régionaux isolés avec des ballots de paille sont à découvrir lors des Portes ouvertes des bâtiments paille, du 30 juin au 9 juillet. À Bailleul, Beaudricourt, Ligny-en-Cambrésis ou Nomain, venez découvrir ces constructions bas carbone qui sont une partie de l'avenir du bâtiment. Visites gratuites sur inscription sur CD2E.com





Famille du média : PQR/PQD

(Quotidiens régionaux)

Périodicité : Quotidienne

Audience : **N.C.** Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 27 juin 2022 P.34-34

Journalistes: -

Nombre de mots: 109

p. 1/1

l'hebdo éco

l'agenda des rendez-vous éco de la région... et d'ailleurs

RÉGION DU 30 JUIN AU 9 JUILLET

JOURNÉES PORTES OUVERTES DES BÂTIMENTS EN PAILLE

La paille est un isolant naturel très performant, protégeant aussi bien du froid que de la chaleur, et évitant ainsi de recourir à des équipements de climatisation coûteux et énergivores. Maisons individuelles, bureaux, mairies, écoles, salles polyvalentes et même bâtiments industriels, 15 bâtiments régionaux isolés avec des ballots de paille sont à découvrir lors des Portes ouvertes des bâtiments paille, du 30 juin au 9 juillet. À Bailleul, Beaudricourt, Ligny-en-Cambrésis ou Nomain, venez découvrir ces constructions bas carbone qui sont une partie de l'avenir du bâtiment. Visites gratuites sur inscription sur CD2E.com







www.lavoixdunord.fr

Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Audience: 4322863

Sujet du média : Actualités-Infos Générales

29 Juin 2022

Journalistes : -

Nombre de mots : 5800

p. 1/5

Visualiser l'article

Un isolant naturel très performant : construire ses bâtiments avec de la paille, c'est pas ballot...

Crèches, bureaux, écoles, maisons individuelles, et même usines... De plus en plus de constructions optent pour une isolation avec des ballots de paille, histoire d'allier confort thermique et exigences environnementales. Un matériau ancestral pour une technologie à la pointe et une filière en plein développement.



A Ligny-en-Cambrésis, Thimotée Marais a voulu construire une maison entièrement passive, à ossature bois, isolation paille et murs en enduit terre. - PHOTO THIERRY TONNEAUX

Le mythe des trois petits cochons a la vie dure... Construire une maison en paille, ce n'est pas solide, ça craint le feu, ce n'est pas sérieux.

Et pourtant, à l'heure où tous les nouveaux bâtiments doivent être « bas carbone », c'est-à-dire ne pas émettre d'émissions de CO2, tant dans leur processus de construction, que dans leur fonctionnement thermique, la paille revient à la mode, et convainc de plus en plus d'architectes, maîtres d'oeuvre et artisans.

Un <u>réseau français de la construction paille</u>, visant la promotion nationale de ce matériau biosourcé s'est même constitué, 130 professionnels sont certifiés ProPaille dans la région et formés par le <u>CD2E</u> (le centre de déploiement de l'<u>éco-transition</u> à <u>Loos</u>-en-Gohelle).





29 Juin 2022

www.lavoixdunord.fr p. 2/5

Visualiser l'article

La salle des fêtes de Beaudricourt, la Maison des entrepreneurs d'Ennevelin, mais aussi l'extension de <u>l'usine L'Oréal</u> de Caudry ou encore le centre de revalorisation du <u>gigantesque site industriel du LFB</u> près d'Arras ont misé sur l'isolation paille. Histoire de faire oublier quelques clichés.

1

La paille, pour quoi faire?

« La paille c'est tout d'abord un produit local, que l'on trouve en abondance », explique Damien Schietse, architecte et gérant de la coopérative Kontext à Lille , qui milite pour la construction paille. « Avec seulement 10 % de la production annuelle de paille, on pourrait isoler la totalité de tous les bâtiments construits en France ».



Isolée dans des caissons bois et agencée en ballots extrèmement denses, la paille est un parfait isolant. - PHOTO MATTHIEU BOTTE

Mais surtout, la paille est un isolant naturel très performant, protégeant aussi bien du froid (pour un budget chauffage très



29 Juin 2022

www.lavoixdunord.fr p. 3/5

Visualiser l'article

réduit) que de la chaleur, évitant le recours aux climatiseurs ou aux chaudières énergivores. À la microcrèche de Nomain comme dans les maisons individuelles isolées paille que nous avons visitées, pas un radiateur, mais une sensation d'air sain et de température régulée, hiver comme été, grâce à l'alliage d'une ventilation naturelle et l'isolation des blocs de paille insérés dans les ossatures bois. « La paille permet de stocker le carbone dans les bâtiments, et contrairement à d'autres isolants, comme la laine de verre, elle ne s'altère pas avec le temps ».



La future microcrèche de Nomain. - PHOTO MATTHIEU BOTTE

2

La paille, ça prend feu?

Si le <u>laboratoire pharmaceutique LFB</u> à Arras, si un collège en Gironde ou encore les 26 logements de l'immeuble Jules-Ferry de Saint-Dié des Vosges, ont choisi de s'isoler à la paille, c'est qu'il n'y a pas plus de risques que dans un bâtiment classique.

« *Au contraire* », estime Amandine Martin, architecte à <u>l'agence Blau à Mons-en-Baroeul</u>, conceptrice du bâtiment industriel bois-paille du LFB dans la zone Actiparc de Bailleul-Sir-Berthoult près d'Arras. « *La densité des ballots de paille utilisés pour l'isolation évite à la fois de se consumer rapidement et d'émettre trop de fumées en cas d'incendie, sans aucune émanation toxique* ». Les bottes de paille sont également protégées dans des caissons isolés.



29 Juin 2022

www.lavoixdunord.fr p. 4/5

Visualiser l'article



Depuis l'adoption des Règles professionnelles de construction en paille rédigées par <u>le RFCP</u> (Réseau français des constructions en paille), les assureurs n'imposent plus de surcoûts sur de tels projets.

Finalement, le seul ennemi de la paille, c'est l'humidité, d'où la nécessité d'insérer les ballots dans des caissons (bois, terre ou autre) et de les isoler du sol.

3

Est-ce que ça coûte plus cher?

La paille, récoltée « en sortie de champs », n'est certainement pas le matériau le plus cher. Ce qui est le plus compliqué, c'est de la compresser sous formes de ballots rectangulaires au format standard, au moment où la plupart des agriculteurs ont l'habitude désormais de faire des ballots ronds. Des collectifs, comme <u>Artois EcoPaille</u> à Avesnes-le-Comte ou <u>Activ Paille</u> dans l'Aisne, s'organisent pour « *industrialiser* » ces ballots mais également préfabriquer les caissons.

« Comme pour toute maison dite passive, l'éco-constuction nécessite un investissement environ 10 % supérieur à une construction classique », estime <u>Thimotée Marais</u>, qui construit sa maison familiale bois et paille à Ligny-en-Cambrésis. Et surtout, cela nécessite une construction dans les règles de l'art, avec des professionnels formés à ce genre de techniques. D'où la nécessité du certificat ProPaille décerné à des artisans formés à ces techniques.

Mais pour un bâtiment qui ne rejette aucun CO2, qui ne consomme pas d'énergie, l'investissement n'en vaut-il pas la chandelle ?



29 Juin 2022

www.lavoixdunord.fr p. 5/5

Visualiser l'article

Des bâtiments à découvrir

Les bâtiments paille vous intriguent ? Jusqu'au 9 juillet, le <u>CD2E</u> et le Collectif paille des Hauts-de-France organisent des journées portes ouvertes dans une quinzaine de chantiers de la région. Inscriptions et programme sur : <u>CD2E.com</u> ou https://bit.ly/jpobatimentspaille.



l'Avenir de l'Artois

Famille du média : Médias régionaux

(hors PQR)

Périodicité : Hebdomadaire

Audience : **49050** Sujet du média :

Actualités-Infos Générales





Edition: 29 juin 2022 P.33

Journalistes : -

Nombre de mots: 126

p. 1/1

L'ACTUALITE EN FLASH

BAILLEUL-SIRE-BERTHOULT

Un bâtiment en paille à visiter

Dans le cadre des Journées de l'eco-transition, le <u>CD2E</u> et le Collectif paille des Hauts-de-France proposent, du 30 juin au 9 juillet, de visiter 15 bâtiments en paille répartis dans les cinq départements des Hauts-de-France. L'un d'eux se trouve à Actiparc, dans la commune de Bailleul-Sire-Berthoult. Il s'agit de l'un des bâtiments du LFB, le laboratoire pharmaceutique. C'est le premier bâtiment à vocation industrielle (recyclage de consommables en plastique) construit en bois et en paille ; il est conçu selon les principes de l'architecture bioclimatique et de l'économie circulaire, avec ventilation naturelle, récupération des eaux de pluie, etc. Il se visitera le 5 juillet à 8h45 ou à 10h45. Inscription obligatoire sur cd2e.com







Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Périodicité : **Quotidienne**Audience : **1055000**Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 29 juin 2022 P.51

Journalistes : -

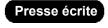
Nombre de mots: 37

p. 1/1

NOMAIN

Journées portes ouvertes des bâtiments paille. Venez découvrir le confort d'un bâtiment réalisé avec de la paille, un isolant biosourcé naturel et biodégradable!
Jusqu'au samedi 9 juillet. Gratuit. Sous réservation. Renseignements:
cd2e.com/agenda/cp_agenda_type/journee-portes-ouvertes-batiments-paille/.







Famille du média : PQR/PQD

(Quotidiens régionaux)

Périodicité : **Quotidienne** Audience : **1055000**

Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 30 juin 2022 P.31-31

Journalistes : -

Nombre de mots: 94

p. 1/1

ÉCO RÉGION

JOURNÉES PORTES OUVERTES DES BÂTIMENTS EN PAILLE

RÉGION. Maisons individuelles, bureaux, mairies, écoles, salles polyvalentes et même bâtiments industriels, près de 150 bâtiments dans la région sont aujourd'hui isolés en paille. Un isolant naturel très performant et écologique, protégeant aussi bien du chaud que du froid. Une quinzaine de ces bâtiments seront visitables pour le grand public, du 30 juin au 9 juillet, lors des journées portes ouvertes des bâtiments en paille, organisées en Hauts-de-France par le CD2E. La liste des bâtiments et les inscriptions, sont à découvrir sur le site <u>CD2E</u>.com.







Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Périodicité : Quotidienne

Audience : **N.C.** Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 30 juin 2022 P.3

Journalistes : -

Nombre de mots: 92

p. 1/1

JOURNÉES PORTES OUVERTES DES BÂTIMENTS EN PAILLE

RÉGION. Maisons individuelles, bureaux, mairies, écoles, salles polyvalentes et même bâtiments industriels, près de 150 bâtiments dans la région sont aujourd'hui isolés en paille. Un isolant naturel très performant et écologique, protégeant aussi bien du chaud que du froid. Une quinzaine de ces bâtiments seront visitables pour le grand public, du 30 juin au 9 juillet, lors des journées portes ouvertes des bâtiments en paille, organisées en Hauts-de-France par le CD2E. La liste des bâtiments et les inscriptions, sont à découvrir sur le site <u>CD2E</u>.com.







www.gazettenpdc.fr

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 8579

Sujet du média : Economie - Services

30 Juin 2022

Journalistes : Amandine

Pinot

Nombre de mots: 1346

p. 1/1

Visualiser l'article

Hauts-de-France : et si vous veniez visiter un bâtiment en paille ?

Vous avez envie de découvrir comment fonctionnent ces constructions bas carbone qui allient écologie et relocalisation ? Jusqu'au 9 juillet, 15 bâtiments en paille, répartis sur les cinq départements des Hauts-de-France, vont ouvrir leurs portes au public.



Après une première édition en 2021, le Collectif Paille des Hauts-de-France et le <u>CD2E</u> proposent à nouveau les <u>«journées portes ouvertes des bâtiments en paille»</u>. Maisons individuelles, bureaux, mairies, écoles, salles polyvalentes, bâtiment à usage industriel... 15 lieux seront ouverts à la visite.

Seul matériau isolant biosourcé, biodégradable et directement utilisable pour la construction «en sortie de champ», la paille permet de stocker le carbone dans les bâtiments tout en ne s'altérant pas avec le temps. La filière des acteurs de la paille, portée par le **Collectif Paille des Hauts-de-France**, avec l'appui du **CD2E**, évolue, se structure et crée de l'emploi local non délocalisable.

Au total, les Hauts-de-France compte **près de 150 bâtiments isolés en paille**, à la fois pour des particuliers comme des professionnels; 19 chantiers et 23 projets sont d'ores et déjà à l'étude depuis le début de l'année. Ces portes ouvertes seront l'occasion de découvrir de belles réalisations en Hauts-de-France.



Eco121

Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Mensuelle Audience: 60000

Sujet du média : Economie-Services





Edition: Juillet - aout 2022 P.38

Journalistes : O.D. Nombre de mots: 663

p. 1/1

> Pôle de compétitivité

Economie circulaire : le pôle **Team 2** enfin en orbite haute ?

etards à l'allumage, surreprésentation d'un major dans la gouvernance, manque de projets, menaces répétées de délabellisation : le seul pôle de compétitivité français dévolu à l'économie circulaire n'a pas eu une enfance très facile. Lancé en 2010, TEAM2 attaque pourtant sa seconde décennie avec ardeur. Il faut dire que les thématiques de l'économie circulaire n'ont jamais été aussi porteuses. Une nouvelle gouvernance vient d'être mise en place après le départ en retraite de Christian Traisnel, dans un binôme entre la directrice Carole Magniez (ingénieure Yncrea et docteur en analyse et structure de la matière, passée par l'IFTH, l' Ensait et Railenium) et son adjoint Moïse Vouters, sous la présidence de Frédéric Heymans, directeur de l'usine de recyclage de zinc Recytech (photo). Le comité scientifique a été complètement revu et doublé (12 membres) au côté d'un comité stratégique renouvelé.

Implanté depuis un an à Lens dans de nouveaux locaux au pied de Bollaert, Team2 entend jouer pleinement sa partition en résonance avec la politique Rev3 de la Région. « C'est le seul pôle régional à voir ses financements augmenter en 2022 », se félicite du reste Frédéric Heymans. « On a construit notre feuille de route en lien avec celle de la Région sur l'économie circulaire pour être en cohérence. Un de nos jobs est d'apporter des projets matures à la région avec des consortiums », précise Carole Magniez. Le pôle compte 100 adhérents dont 70% d'entreprises, majoritairement des PME. Rejointes depuis plusieurs mois par quelques très grands noms de l'économie francaise: Alstom, SNCF, RATP, Air Liquide ou Orano (ex Areva).

Analyse du cycle de vie

L'équipe de 8 personnes se mobilise autour des cinq axes centraux (Domaines d'activité stratégique, en novlangue techno) : les métaux stratégiques et rares, les plastiques et organiques, les minéraux, l'ingénierie du recyclage, les boucles innovantes d'économie circulaire. « On ne peut pas faire tout seul avec une si petite Lens. Cure de jouvence et de gouvernance pour le pôle de compétitivité dédié à l'économie circulaire. Un thème au cœur de tous les enjeux, qui redonne au dernier-né de nos pôles de compétitivité régionaux des ambitions vitaminées.



quel que soit leur degré de maturité sur la question, d'accéder à des experts en économie circulaire

structure, nous sommes en lien avec les autres pôles, mais aussi les fédérations professionnelles, les structures comme le CD2E », égrène la directrice, qui revendique une approche globale de l'économie circulaire et non pas seulement centrée sur l'innovation technologique. « On a à cœur de faire toute la boucle, jusqu'à l'analyse du cycle de vie », poursuitelle. L'objectif est de cristalliser des solutions de groupe pour des industriels confrontés à une problématique, à l'instar du recyclage des bat-

Souveraineté industrielle

Mais Team2 a aussi des actions de structurations comme la récente organisation sous forme associative d'un club national des équipementiers du recyclage (Eco121 nº121) ou la création d'un pôle du cuivre associant des producteurs (Nexans....) et des utilisateurs (Alstom, Schneider, SNCF...) avec des recycleurs et des académiques. Avec en arrière-plan la thématique de la souveraineté industrielle, d'autant plus forte dans une époque de pénurie et de flambée des cours. Signe de ses nouvelles ambitions, Team2 s'affichera à Lille le 29 septembre autour d'une journée sur l'innovation dans l'économie circulaire. Dans le même temps, le pôle va (comme les autres) passer l'été à peaufiner la phase 5 de sa feuille de route, un lourd travail administratif pour garder un label et des crédits d'Etat tombés à la portion congrue, soit 50 K€, soupire la directrice 0.D.







www.gazettenpdc.fr

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 8579

Sujet du média : Economie - Services

1 Juillet 2022

Journalistes : Lolita

Péron

Nombre de mots: 3712

p. 1/2

Visualiser l'article

«Eveiller les consciences et créer des synergies»

Le <u>CD2E</u> a organisé les Rencontres de l'<u>éco-transition</u>, le 23 juin dernier à Loos-en-Gohelle, placée sous les thématiques des enjeux énergétiques de demain, de la rénovation des bâtiments et du déploiement des énergies renouvelables. L'occasion de mettre en lumière les entreprises qui oeuvrent en faveur de l'environnement et d'échanger autour de tables rondes.



De gauche à droite, Florine Wallyn, coordinatrice de la Frugalité heureuse, Isabelle Bardy, présidente de Globe 21, Alain Bavay, président du Pôle métropolitain de l'Artois, et Hervé Pignon, de l'ADEME. © Aletheia Press/Lolita Péron

Plus de 300 professionnels se sont réunis lors des Rencontres de l'<u>éco-transition</u>, organisées par le <u>CD2E</u> à <u>Loos</u>-en-Gohelle, ce 23 juin. Au programme de cette journée : une déambulation entre les stands des entreprises qui oeuvrent pour la rénovation de l'habitat de demain et pour les énergies renouvelables, ainsi que des tables rondes. «Le <u>CD2E</u> est un pôle d'excellence régionale qui propose tout au long de l'ann ée des ateliers, des formations et des événements, destinés aux professionnels du b â timent durable, de l'économie circulaire, des énergies renouvelables et de l'achat public durable en Hauts-de-France. Il est essentiel pour nous de faire se rencontrer les professionnels du secteur pour éveiller les consciences et créer des synergies», a introduit Benoit Loison, président du <u>CD2E</u>.

Ainsi, parmi les stands, on comptait la présence de la société Eau-link et de son directeur Olivier Franque, qui propose des objets connectés pour la gestion de l'eau. Mais également l'entreprise ABC construction et son gérant Thierry Dambrine, qui construit des bâtiments respectueux de l'environnement grâce à des matériaux biosourcés et une enveloppe bioclimatique. Quant à Altaroad, elle a créé une application permettant aux entreprises de tracer les flux des matériaux et déchets transportés par des poids lourds.

Des tables rondes pour éveiller les consciences

Parmi les tables rondes proposées, l'une traitait la thématique : «Comment construire et rénover pour un habitat plus sain ?».





«Eveiller les consciences et créer des synergies»

1 Juillet 2022

www.gazettenpdc.fr p. 2/2

Visualiser l'article

Une vaste question à laquelle plusieurs intervenants ont tenté de répondre durant une heure. «Nous allons commencer par donner la définition de ce que nous entendons par 'bâtiment sain'. C'est un bâtiment qui permet de se protéger des aléas climatiques. Nous entendons par là les canicules, le grand froid, les tempêtes, par exemple. Mais c'est aussi un bâtiment où l'on peut vivre à moindres frais tant sa construction est vertueuse», a explliqué Vincent Thellier, chargé de mission filières biosourcées au CD2E et animateur de cet atelier.

Pour Hervé Pignon, de l'ADEME, «l'habitat de 2040 est déjà là, mais il faut le réhabiliter avec des matériaux biosourcés, qui sont des matériaux qui s'adaptent facilement aux changements climatiques». De son côté , Florine Wallyn, coordinatrice de la Frugalité heureuse Hauts-de-France , a souligné : «Pour construire un habitat sain, il faut continuer à structurer les filières locales de matériaux biosourcés pour sécuriser l'approvisionnement, car l'utilisation du biosourcé doit devenir un automatisme. Mais il faut aussi que les professionnels de demain soient formés à l'utilisation de ces matériaux.» Enfin, Isabelle Bardy, présidente de Globe 21, a conclu : «Il faut avancer collectivement. Et il faut bien remarquer que nous ne pouvons pas faire sans les politiques qui prennent des décisions importantes.»





Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Périodicité : **Quotidienne** Audience : **286000**

Sujet du média :

Actualités-Infos Générales





Edition: 02 juillet 2022 P.4

Journalistes: -

Nombre de mots: 145

p. 1/1

BÂTIMENT

Et si vous mettiez de la paille dans votre maison?

La paille, cet isolant naturel et biosourcé. La filière se développe. En 2022, 19 chantiers ont été lancés dans les Hauts-de-France. Ce sont ainsi plus 100 000 petits ballots de paille, issue de l'agriculture régionale de blé, qui ont été mobilisés pour une surface de 40 000 m² de plancher. Seul isolant biosourcé, la paille protège du froid comme de la chaleur. On la trouve désormais aussi bien chez des particuliers que dans des établissements publics. Portées par le Collectif Paille des Hauts-de-France avec le CD2E (Centre de déploiement de l'écotransition dans les entreprises et les territoires), les deuxièmes journées « Portes ouvertes des bâtiments en paille » se déroulent jusqu'au 9 juillet. Quinze bâtiments en paille sont à découvrir dans les cinq départements de la région.







Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Périodicité : **Quotidienne**Audience : **1055000**Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: **02 juillet 2022 P.52-53**Journalistes: **JEAN-MARC**

PETIT

Nombre de mots: 814

p. 1/4

On vous en dit plus



À Ligny-en-Cambrésis, Thimotée Marais a voulu construire une maison entièrement passive, à ossature bois, isolation paille et murs en enduit terre. PHOTO THIERRY TONNEAU





Edition: 02 juillet 2022 P.52-53

Crèches, bureaux, écoles, maisons individuelles et même usines... De plus en plus de constructions optent pour une isolation avec des ballots de paille, histoire d'allier confort thermiques et exigences environnementales. Un matériau ancestral pour une technologie à la pointe et une filière en plein développement.

PAR JEAN-MARC PETIT economie@lavoixdunord.fr



Le mythe des trois petits cochons a la vie dure... Construire une maison en paille, ce n'est pas solide, ça craint le feu, ce n'est pas sérieux.

Et pourtant, à l'heure où tous les nouveaux bâtiments doivent être « bas carbone », c'est-à-dire ne pas générer d'émissions de CO_2 , tant dans leur processus de construction que dans leur fonctionnement thermique, la paille revient à la mode, et convainc de plus en plus d'architectes, maîtres d'œuvre et artisans.

Un réseau français de la construction paille, visant la promotion nationale de ce matériau biosourcé s'est même constitué, 130 professionnels sont certifiés ProPaille dans la région et formés par le <u>CD2E</u> (le centre de déploiement de l'éco-transition à Loos-en-Gohelle). La salle des fêtes de Beaudricourt, la Maison des entrepreneurs d'Ennevelin, mais aussi l'extension de l'usine L'Oréal de Caudry ou encore le centre de revalorisation du gigantesque site industriel du LFB près d'Arras ont misé sur l'isolation paille. Histoire de faire ou-



Edition: 02 juillet 2022 P.52-53

blier quelques clichés.

La paille pour quoi faire?

«La paille, c'est tout d'abord un produit local, que l'on trouve en abondance », explique Damien Schietse, architecte et gérant de la coopérative Kontext à Lille, qui milite pour la construction paille. « Avec seulement 10 % de la production annuelle de paille, on pourrait isoler la totalité de tous les bâtiments construits en France, »

Avec seulement 10 % de la production annuelle de paille, on pourrait isoler la totalité de tous les bâtiments construits en France."

Mais surtout, la paille est un isolant naturel très performant, protégeant aussi bien du froid (pour un budget chauffage très réduit) que de la chaleur, évitant le recours aux climatiseurs ou aux chaudières énergivores. À la micro-crèche de Nomain comme dans les maisons individuelles isolées paille que nous avons visitées, pas un radiateur, mais une sensation d'air sain et de température régulée, hiver comme été, grâce à l'alliage d'une ventilation naturelle et l'isolation des blocs de paille insérés dans les ossatures

bois. « La paille permet de stocker le carbone dans les bâtiments, et contrairement à d'autres isolants, comme la laine de verre, elle ne s'altère pas avec le temps. »

La paille, ça prend feu ? Si le laboratoire pharmaceutique LFB à Arras, si un collège en Gironde ou encore les 26 logements de l'immeuble Jules-Ferry de Saint-Dié-des-Vosges, ont choisi de s'isoler à la paille, c'est qu'il n'y a pas plus de risques que dans un bâtiment classique. « Au contraire », estime Amandine Martin, architecte à l'agence Blau à Mons-en-Barœul, conceptrice du bâtiment industriel bois-paille du LFB dans la zone Actiparc de Bailleul-Sir-Berthoult près d'Arras. « La densité des ballots de paille utilisés pour l'isolation évite à la fois de se consumer rapidement et d'émettre trop de fumées en cas d'incendie, sans aucune émanation toxique. » Les bottes de paille sont également protégées dans des caissons isolés. Depuis l'adoption des Règles professionnelles de construction en paille rédigées par le RFCP (Réseau français des constructions en paille), les assureurs n'imposent plus de surcoûts sur de tels projets.

Finalement, le seul ennemi de la paille, c'est l'humidité, d'où la nécessité d'insérer les ballots dans des caissons (bois, terre ou autre) et de les isoler du sol.





Edition: 02 juillet 2022 P.52-53

Est-ce que ça coûte plus cher? La paille, récoltée « en sortie de champs », n'est certainement pas le matériau le plus cher. Ce qui est le plus compliqué, c'est de la compresser sous forme de ballots rectangulaires au format standard, au moment où la plupart des agriculteurs ont l'habitude désormais de faire des ballots ronds. Des collectifs, comme Artois EcoPaille à Avesnes-le-Comte ou Activ Paille dans l'Aisne, s'organisent pour «industrialiser» ces ballots mais également préfabriquer les caissons. « Comme pour toute maison dite passive, l'éco-construction nécessite un investissement environ 10% supérieur à une construction classique», estime Timothée Marais, qui construit sa maison familiale bois et paille à Ligny-en-Cambrésis. Et surtout, cela né-

cessite une construction dans les règles de l'art, avec des professionnels qualifiés pour ce genre de techniques. D'où la nécessité du certificat ProPaille décerné à des artisans formés à ces spécificités.

Mais pour un bâtiment qui ne rejette aucun CO₂, qui ne consomme pas d'énergie, l'investissement ne vaut-il pas la chandelle?





FRA



Famille du média : PQR/PQD

(Quotidiens régionaux)

Périodicité : **Quotidienne** Audience : **1055000**

Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 02 juillet 2022 P.53-53

Journalistes: -

Nombre de mots: 342

p. 1/1

On vous en dit plus

Une usine « vertueuse » près d'Arras

Dans la zone d'activités Actiparc à Bailleul-Sir-Berthoult, près d'Arras, le chantier de la future usine du laboratoire pharmaceutique LFB (Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies) ne passe pas inaperçu étant donné son gigantisme. Près de 800 personnes travaillent sur ce chantier qui doit accueillir l'usine de ce spécialiste mondial du fractionnement du plasma issu du sang pour fabriquer des médicaments utilisés dans le traitement des maladies rares. « À côté de l'usine, nous construisons une unité de valorisation de nos déchets

plastique, qui pourra traiter jusqu'à 2 000 tonnes de DASRI par an (déchets d'activités de soins à risques infectieux) », explique Olivier Dubrulle, assistant chef de projet sur le site. « Nous tenons à un processus vertueux de revalorisation de ces déchets, et donc à construire une unité également vertueuse. »

DEUX MILLE BALLOTS UTILISÉS

Ce grand bâtiment de 1 500 m² a pour caractéristique d'être entièrement en ossature bois et isolé paille. Plus de 2 000 ballots insérés dans des coffrages bois.

« À cela s'ajoute un bardage en Equitone, un fibrociment de réemploi, une ventilation naturelle pour éviter la climatisation, un chauffage issu de la chaleur des machines qui tourneront ici, la récupération de l'eau de pluie, etc. », explique Amandine Martin, de l'agence d'architecture Blau.

Ce bâtiment à vocation industrielle est l'un des premiers construits en bois et paille. De quoi donner des idées à proximité des immenses bâtiments logistiques en construction, où le béton et l'acier restent la norme.



DES BÂTIMENTS À DÉCOUVRIR

Les bâtiments paille vous intriguent ? Jusqu'au 9 juillet, le <u>CDZE</u> et le Collectif paille des Hauts-de-France organisent des journées portes ouvertes dans une quinzaine de chantiers de la région. Inscriptions et programme sur : CDZE.com ou https://bit.ly/jpobatimentspaille.







Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Périodicité : Quotidienne

Audience: N.C. Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 02 juillet 2022 P.4 Journalistes : **JEAN-MARC**

PETIT

Nombre de mots: 595

p. 1/3

ENQUÊTE



À Ligny-en-Cambrésis, Thimotée Marais a voulu construire une maison entièrement passive, à ossature bois, isolation paille et murs en enduit terre, PHOTO THIERRY TON





Edition: 02 juillet 2022 P.4

Crèches, bureaux, écoles, maisons individuelles et même usines... De plus en plus de constructions optent pour une isolation avec des ballots de paille, histoire d'allier confort thermiques et exigences environnementales. Un matériau ancestral pour une technologie à la pointe et une filière en plein développement.

PAR JEAN-MARC PETIT economie@lavoixdunord.fr



Le mythe des trois petits cochons a la vie dure... Construire une maison en paille, ce n'est pas solide, ça craint le feu, ce n'est pas sérieux.

Et pourtant, à l'heure où tous les nouveaux bâtiments doivent être « bas carbone », c'est-à-dire ne pas générer d'émissions de CO₂, tant dans leur processus de construction que dans leur fonctionnement thermique, la paille revient à la mode, et convainc de plus en plus d'architectes, maîtres d'œuvre et artisans.

Un réseau français de la construction paille, visant la promotion nationale de ce matériau biosourcé s'est même constitué, 130 professionnels sont certifiés ProPaille dans la région et formés par le <u>CD2E</u> (le centre de déploiement de l'éco-transition à Loos-en-Gohelle). La salle des fêtes de Beaudricourt, la Maison des entrepreneurs d'Ennevelin, mais aussi l'extension de l'usine L'Oréal de Caudry ou encore le centre de revalorisation du gigantesque site industriel du LFB près d'Arras ont misé sur l'isolation paille. Histoire de faire ou-



Edition: 02 juillet 2022 P.4

blier quelques clichés.

La paille pour quoi faire ?

«La paille, c'est tout d'abord un produit local, que l'on trouve en abondance », explique Damien Schietse, architecte et gérant de la coopérative Kontext à Lille, qui milite pour la construction paille. « Avec seulement 10 % de la production annuelle de paille, on pourrait isoler la totalité de tous les bâtiments construits en France. »

Avec seulement 10 % de la production annuelle de paille, on pourrait isoler la totalité de tous les bâtiments construits en France."

Mais surtout, la paille est un isolant naturel très performant, protégeant aussi bien du froid (pour un budget chauffage très réduit) que de la chaleur, évitant le recours aux climatiseurs ou aux chaudières énergivores. À la micro-crèche de Nomain comme dans les maisons individuelles isolées paille que nous avons visitées, pas un radiateur, mais une sensation d'air sain et de température régulée, hiver comme été, grâce à l'alliage d'une ventilation naturelle et l'isolation des blocs de paille insérés dans les ossatures

bois. « La paille permet de stocker le carbone dans les bâtiments, et contrairement à d'autres isolants, comme la laine de verre, elle ne s'altère pas avec le temps. »

La paille, ça prend feu ? Si le laboratoire pharmaceutique LFB à Arras, si un collège en Gironde ou encore les 26 logements de l'immeuble Jules-Ferry de Saint-Dié-des-Vosges, ont choisi de s'isoler à la paille, c'est qu'il n'y a pas plus de risques que dans un bâtiment classique. « Au contraire », estime Amandine Martin, architecte à l'agence Blau à Mons-en-Barœul, conceptrice du bâtiment industriel bois-paille du LFB dans la zone Actiparc de Bailleul-Sir-Berthoult près d'Arras. « La densité des ballots de paille utilisés pour l'isolation évite à la fois de se consumer rapidement et d'émettre trop de fumées en cas d'incendie, sans aucune émanation toxique. » Les bottes de paille sont également protégées dans des caissons isolés. Depuis l'adoption des Règles professionnelles de construction en paille rédigées par le RFCP (Réseau français des constructions en paille), les assureurs n'imposent plus de surcoûts sur de tels projets.

Finalement, le seul ennemi de la paille, c'est l'humidité, d'où la nécessité d'insérer les ballots dans des caissons (bois, terre ou putro) et de les isoles du sel

autre) et de les isoler du sol.





Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Périodicité : Quotidienne

Audience : **N.C.** Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 02 juillet 2022 P.7-7

Journalistes: -

Nombre de mots: 338

p. 1/1

ENQUÊTE

Une usine « vertueuse » près d'Arras

Dans la zone d'activités Actiparc à Bailleul-Sir-Berthoult, près d'Arras, le chantier de la future usine du laboratoire pharmaceutique LFB (Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies) ne passe pas inaperçu étant donné son gigantisme. Près de 800 personnes travaillent sur ce chantier qui doit accueillir l'usine de ce spécialiste mondial du fractionnement du plasma issu du sang pour fabriquer des médicaments utilisés dans le traitement des maladies rares. « À côté de l'usine, nous construisons une unité de valorisation de nos déchets

plastique, qui pourra traiter jusqu'à 2 000 tonnes de DASRI par an (déchets d'activités de soins à risques infectieux) », explique Olivier Dubrulle, assistant chef de projet sur le site. « Nous tenons à un processus vertueux de revalorisation de ces déchets, et donc à construire une unité également vertueuse. »

DEUX MILLE BALLOTS UTILISÉS

Ce grand bâtiment de $1\,500~m^2$ a pour caractéristique d'être entièrement en ossature bois et isolé paille. Plus de $2\,000$ ballots insérés dans des

coffrages bois.

« À cela s'ajoute un bardage en Equitone, un fibrociment de réemploi, une ventilation naturelle pour éviter la climatisation, un chauffage issu de la chaleur des machines qui tourneront ici, la récupération de l'eau de pluie, etc. », explique Amandine Martin, de l'agence d'architecture Blau.

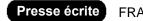
Ce bâtiment à vocation industrielle est l'un des premiers construits en bois et paille. De quoi donner des idées à proximité des immenses bâtiments logistiques en construction, où le béton et l'acier restent la norme.



DES BÂTIMENTS À DÉCOUVRIR

Les bâtiments paille vous intriguent ? Jusqu'au 9 juillet, le <u>CDZE</u> et le Collectif paille des Hauts-de-France organisent des journées portes ouvertes dans une quinzaine de chantiers de la région. Inscriptions et programme sur : CDZE.com ou https://bit.ly/jpobatimentspaille.







Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Bimestrielle

Audience: 25000

Sujet du média : Maison-Décoration





Edition: Mai - juin 2022 P.2

Journalistes : **R.V.**Nombre de mots : **545**

p. 1/1

Actualités

NORBAT

Un retour remarqué!

Après quatre ans d'absence et deux tentatives annulées pour cause de Covid-19, le salon Norbat s'est tenu à Lille Grand Palais les mercredi 30, jeudi 31 mars et vendredi 1er avril. Une douzième édition réussie qui s'est déroulée dans une ambiance particulièrement enthousiaste et conviviale.

Norbat, c'est le salon qui réunit tous les deux ans les professionnels de la construction du nord de la France. Pour sa douzième édition, l'événement organisé à Lille Grand Palais a fait salle comble, tant au niveau des exposants que des visiteurs. Des acteurs qui étaient heureux de pouvoir se retrouver et échanger dans ce cadre après quatre années d'attente. Dans les chiffres, Norbat 2022 a réuni 13 935 visiteurs et 404 exposants. « C'est un score d'autant plus remarquable que les conditions n'étaient a priori pas des plus favorables, détaille Agnès Provot, cheffe de projet chez Expo Conseil, organisateur du salon. Mais c'était sans compter sur la véritable appétence de chacun de pouvoir, enfin, se retrouver, échanger, s'informer et découvrir, bien sûr, les très nombreux nouveaux produits présentés par les 400 industriels réunis à cette occasion. » Organisée sous le slogan « Les Pros bâtissent l'avenir ! », cette édition 2022 a éga-

lement été marquée par de nombreuses animations, des remises de prix et un programme complet de conférences. « Les opportunités d'échanges étaient bien présentes avec notamment un nombre important de tables rondes axées sur des sujets d'intérêt de premier ordre dont : la conception, la formation, la transmission, le plan de relance en région, l'industrialisation, la valorisation des déchets, la RE 2020 ».



Côté formation, Les Compagnons du devoir avaient pris possession du hall d'accueil de Lille Grand Palais pour la présentation, via un parcours didactique, d'animations et de démonstrations sur la performance thermique et les bonnes pratiques : isolation en béton de chanvre, étanchéité à l'air, pose de menuiseries extérieures et bien d'autres activités. À l'extérieur du salon, des plateaux mobiles pédagogiques, présentés par Constructys Hauts-de-France et le <u>CD2E</u>, proposaient des travaux pratiques pour permettre la montée en compétences des personnels des chantiers, sur les enjeux d'un





travail coordonné entre les corps d'état, pour améliorer la performance énergétique des bâtiments rénovés ou en construction. Comme à chaque édition, Norbat met également en lumière et récompense l'innovation dans le secteur de la construction. Tous les produits sélectionnés étaient ainsi présentés sur « le mur des innovations » positionnait dans l'allée centrale. Les visiteurs pouvaient ainsi consulter les innovations par secteur, voter pour leur favori, transmettre des questions aux industriels, télécharger les fiches produits, etc. En adéquation avec la réputation des gens du Nord, le salon se caractérise également par son côté chaleureux et convivial. Visiteurs comme exposants ont été nombreux à saluer l'ambiance et la qualité du salon durant les trois jours d'exposition. « Bien qu'événement régional, Norbat peut prétendre, une fois de plus, compter parmi les grands. Sa présentation et la qualité des stands en général n'avaient rien à envier à une manifestation nationale, » conclut Agnès Provot. L'édition de 2024 est déjà annoncée. Le 13^e Norbat se déroulera à Lille Grand Palais, les 10, 11 et 12 avril 2024.

R.V.







www.agglo-compiegne.fr

Famille du média : Médias institutionnels

Audience: 28318

Sujet du média : Actualités-Infos Générales

4 Juillet 2022

Journalistes : -

Nombre de mots: 972

p. 1/1

Visualiser l'article

Les journées portes ouvertes du CD2E



Venez découvrir le confort d'un bâtiment réalisé avec de la paille, un isolant biosourcé naturel et biodégradable !

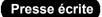
Le Collectif paille des Hauts-de-France vous invite à découvrir plusieurs bâtiments réalisés avec de la paille. Maisons individuelles, bureaux, écoles, salles polyvalentes : autant de bâtiments disponibles à la visite, et tous isolés avec de petits ballots de paille, le seul matériau isolant biosourcé d'origine locale directement utilisable pour la construction « en sortie de champ ».

Une quinzaine de bâtiments répartis sur les cinq départements des Hauts-De-France seront accessibles au grand public et aux professionnels.

A Compiègne, trois visites seront organisées le 5 juillet, à 9h, 10h et 11h. N'hésitez pas à aller voir le programme complet et à vous inscrire aux visites sur notre site :

https://cd2e.com/agenda/cp_agenda_type/journee-portes-ouvertes-batiments-paille/





FRA



Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Hebdomadaire

Audience : **67431**Sujet du média :

Agroalimentaire-Agriculture





Edition: 1er juillet 2022 P.8

Journalistes: -

Nombre de mots: 267

p. 1/1

RÉGION

Portes ouvertes de 15 bâtiments en paille



La maison des entrepreneurs à découvrir à Ennevelin. © CD2E

ouvertes de bâtiments isolés avec de la paille. Il est possible d'en visiter 15 d'entre eux dans les Hauts-de-France, notamment des maisons, bureaux, mairie, mais aussi un bâtiment à usage industriel. Organisée par le <u>CD2E</u> (centre de déploiement de l'éco-transition dans les entreprises et les territoires) et le collectif paille des Hauts-de-France, la rencontre a pour objectif de faire

connaître le confort thermique lié à ce matériau. Les inscriptions sont obligatoires pour participer aux visites. Des visites ont lieu dans le Nord et le Pas-de-Calais. Le 4 juillet de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h, visite de la salle des fêtes de Beaudricourt (62). Le 5 juillet de 8 h 45 à 10 h 45, visite d'un bâtiment industriel à Bailleul-Sir-Berthoult (62). Le 6 juillet pour les professionnels à 10 h et le 9 juillet pour les particuliers à 10 h également, visite d'une maison à Ligny-en-Cambrésis (59). Toujours le 6 juillet, de 10 h à 12 h, une visite d'école à Aulnoy-Lez-Valenciennes (59). Le 7 et 8 juillet à 9 h 30 et 14 h à Nomain (59), porte-ouverte dans une microcrèche et visite dans une grange réhabilitée en logement dans la foulée. Le 7 juillet de 12 h 30 à 13 h 30 rendez-vous pour visiter « La maison des entrepreneurs » à Ennevelin (59). Enfin, visite de la maison de la famille Velghe-Giacco à Cavron-Saint-Martin (62) à 9 h 30 et 11 h. Inscriptions et informations sur le site CD2E. com.





Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Bihebdomadaire

Audience: N.C.

Sujet du média : Economie-Services



Edition : **05 juillet 2022 P.34-35** Journalistes : **Lolita PÉRON**

Nombre de mots : 553

p. 1/2

ACTUALITÉS

RENCONTRES DE L'ÉCO-TRANSITION À LOOS-EN-GOHELLE

«ÉVEILLER LES CONSCIENCES ET CRÉERDES SYNERGIES»

Le <u>CD2E</u> a organisé les Rencontres de l'éco-transition, le 23 juin dernier à Loos-en-Gohelle, placée sous les thématiques des enjeux énergétiques de demain, de la rénovation des bâtiments et du déploiement des énergies renouvelables. L'occasion de mettre en lumière les entreprises qui œuvrent en faveur de l'environnement et d'échanger autour de tables rondes.

Lolita PÉRON



De gauche à droite, Florine Wallyn, coordinatrice de la Frugalité heureuse, Isabelle Bardy, présidente de Globe 21, Alain Bavay, président du Pôle métropolitain de l'Artois, et Hervé Pignon, de l'ADEME.

Plus de 300 professionnels se sont réunis lors des Rencontres de l'éco-transition, organisées par le CD2E à Loos-en-Gohelle, ce 23 juin. Au programme de cette journée : une déambulation entre les stands des entreprises qui oeuvrent pour la rénovation de l'habitat de demain et pour les énergies renouvelables, ainsi que des tables rondes. «Le CD2E est un

pôle d'excellence régionale qui propose tout au long de l'année des ateliers, des formations et des événements, destinés aux professionnels du bâtiment durable, de l'économie circulaire, des énergies renouvelables et de l'achat public durable en Hauts-de-France. Il est essentiel pour nous de faire se rencontrer les professionnels du secteur pour éveiller les





Edition: 05 juillet 2022 P.34-35

p. 2/2

consciences et créer des synergies», a introduit Benoit Loison, président du CD2E.

Ainsi, parmi les stands, on comptait la présence de la société Eau-link et de son directeur Olivier Franque, qui propose des objets connectés pour la gestion de l'eau. Mais également l'entreprise ABC construction et son gérant Thierry Dambrine, qui construit des bâtiments respectueux de l'environnement grâce à des matériaux biosourcés et une enveloppe bioclimatique. Quant à Altaroad, elle a créé une application permettant aux entreprises de tracer les flux des matériaux et déchets transportés par des poids lourds.

DES TABLES RONDES POUR ÉVEILLER LES CONSCIENCES

Parmi les tables rondes proposées, l'une traitait la thématique : «Comment construire et rénover pour un habitat plus sain ?». Une vaste question à laquelle plusieurs intervenants ont tenté de répondre durant une heure. «Nous allons commencer par donner la définition de ce que nous entendons par 'bâtiment sain'. C'est un bâtiment qui per-

met de se protéger des aléas climatiques. Nous entendons par là les canicules, le grand froid, les tempêtes, par exemple. Mais c'est aussi un bâtiment où l'on peut vivre à moindres frais tant sa construction est vertueuse», a explliqué Vincent Thellier, chargé de mission filières biosourcées au CD2E et animateur de cet atelier.

Pour Hervé Pianon, de l'ADEME, «l'habitat de 2040 est déjà là, mais il faut le réhabiliter avec des matériaux biosourcés, qui sont des matériaux qui s'adaptent facilement aux changements climatiques». De son côté, Florine Wallyn, coordinatrice de la Frugalité heureuse Hauts-de-France, a souligné : «Pour construire un habitat sain, il faut continuer à structurer les filières locales de matériaux biosourcés pour sécuriser l'approvisionnement, car l'utilisation du biosourcé doit devenir un automatisme. Mais il faut aussi que les professionnels de demain soient formés à l'utilisation de ces matériaux.» Enfin, Isabelle Bardy, présidente de Globe 21, a conclu : «Il faut avancer collectivement. Et il faut bien remarquer que nous ne pouvons pas faire sans les politiques qui prennent des décisions importantes.»



Le Bonhomme

Famille du média : Médias régionaux

(hors PQR)

Périodicité : Hebdomadaire

Audience : **53911**Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 06 juillet 2022 P.21

Journalistes : -

Nombre de mots: 653

p. 1/1

TOUT EN MATÉRIAUX BIOSOURCÉS

Les enfants découvrent la salle polyvalente du futur

LE CROCQ Le 1er juillet, les écoliers du RPI Cormeilles - Le Crocq - Villers-Vicomte ont assisté à la présentation du projet de salle multifonction en matériaux biosourcés.

l s'agissait d'une sortie spéciale pour les écoliers. Vendredi 1er juillet, ils avaient rendez-vous à 15 heures sur le site de la future salle polyvalente du Crocq. Mais les enfants n'étaient pas venus les mains vides. Ils avaient amené avec eux leurs coloriages des plans de la salle imaginées par l'architecte Xavier Simonneaux. Ce dernier a lui-même présenté aux écoliers, aux habitants présents, ainsi qu'aux élus locaux les plans de la future salle polyvalente tout en matériaux biosourcés (voir encadré) et son parking d'une quinzaine de places. Une première sur le territoire de l'Oise Picarde.

UNE OSSATURE EN BOIS ET EN PAILLE

« La salle possédera une ossature en bois et en paille. Nous essaierons au maximum d'utiliser des matériaux locaux. L'intérieur et les murs seront en terre crue qui fera tampon pour l'humidité. Cela permettra également un traitement acoustique et les portes seront tournées côté châmps pour atténuer le bruit », expliquait-il. Au total, neuf-cents ballots de paille (quatre hectares) seront nécessaires pour isoler la salle, ainsi que quatre-vingts arbres. C'est l'air présent dans la paille qui permettra d'isoler la salle. L'architecte a également souligné que le projet mobilisait des entreprises locales se trouvant dans un périmètre de cinquante kilomètres autour du Crocq, hormis pour le charpentier. « Le biosourcé permet de travailler en filière courte, insiste Xavier Simonneaux. Ça veut dire moins d'émissions de CO2 car moins de transports et des matériaux qui isolent deux fois mieux. Puis quand la salle atteindra sa fin de vie et sera déconstruite, dans plus d'un



L'architecte Xavier Simonneaux a expliqué aux petits comme aux grands les enjeux de cette salle novatrice.

siècle, elle ne polluera pas. Il suffira d'ajouter de l'eau à la paille pour créer du compost. On est dans une économie circulaire. » Dans la réalisation du projet, l'architecte est accompagné par le CD2E, collectif basé à Loos-en-Gohelle (Pas-de-Calais) qui forment sur cinq jours (pro-paille) à la construction paille et épaule les collectivités dans leurs projets de transition écologique. De plus, Vincent Thellier, consultant filières biosourcées du CD2E, réfutait la mauvaise réputation que traîne la paille (sensible au feu, attire rongeurs et insectes).

LIVRAISON EN 2023

Les travaux de la salle ont déjà commencé depuis quelques mois. Le terrassement a été réalisé, les fondations le seront cette semaine, et la salle polyvalente en matériaux biosourcés devrait ouvrir ses portes en juin 2023. Elle pourrait d'ailleurs être utilisée par les enfants du regroupement pédagogique.

D'ici là, un chantier école sera ouvert à tous pour découvrir et en apprendre davantage sur la filière biosourcée. « C'est un projet qui doit semer les bonnes graines. » Après le goûter offert aux enfants, chacun est reparti avec sept épis.

Les élus quant à eux n'ont pas

Matériaux biosourcés, qu'est-ce-que c'est?

Selon le site ecologie.gouv, du gouvernement, « les matériaux biosourcés sont issus de la matière organique renouvelable, d'origine végétale ou animale. (...) La nature de ces matériaux est multiple : bois, chanvre, paille, ouate de cellulose, textiles recyclés, balles de céréales, miscantuus, liège, lin, chaume, herbe de prairie, etc. (...) L'utilisation des matériaux biosourcés concourt significativement au stockage de carbone atmosphérique et à la préservation des ressources naturelles. »



Les écoliers ont pu prendre le goûter après avoir écouté l'architecte.

tari d'éloges concernant la future salle du Crocq. « *Tu seras* un modèle, un témoin. Nous sommes très favorables à ce type de projets », a insisté Jean Cauwel, président de l'Oise Picarde et maire de Breteuil. Le maire Jean-Pierre Grévin a également annoncé que la commune, aidée par la Région, replantera cette année des haies dans tous ses chemins.







www.lemoniteur.fr

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 507690

Sujet du média : BTP-Architecture

6 Juillet 2022

Journalistes : Romain

Cayrey

Nombre de mots: 506

p. 1/1
Visualiser l'article

Achat public durable : « La clause verte » fait peau neuve

La plate-forme développée par le <u>CD2E</u>, pôle d'excellence de l'éco-transition basé dans les Hauts-de-France, évolue pour participer à l'atteinte des objectifs du Plan national pour des achats durables (PNAD).

"La clause verte" surfe sur la vague du Plan national pour des achats durables (PNAD) pour se refaire une beauté. Pour mémoire, [...]

Article avec accès abonnés: https://www.lemoniteur.fr/article/achat-public-durable-la-clause-verte-fait-peau-neuve.2214942







Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Périodicité : **Quotidienne**Audience : **363000**Sujet du média :

Actualités-Infos Générales





Edition: 08 juillet 2022 P.14

Journalistes : -

Nombre de mots: 159

p. 1/1

Une formation pour construire en paille

Accompagné par le CD2E (Centre de développement des éco-entreprises), Nicolas Cousin a été formé avant de construire sa maison. « J'ai passé la certification Pro-paille avec le CD2E. J'ai appris toutes les règles et techniques pour bâtir une construction en paille. » Il a donc utilisé ses nouveaux savoirs pour mener lui-même les travaux. « J'ai juste fait appel à un artisan pour les fondations. Mais c'est tout. » Et le suivi du CD2E se poursuit sur le long terme puisque l'association organise des portes ouvertes de bâtiments construits avec de la paille. La visite de la maison du maraîcher, à Brancourt-en-Laonnois, a lieu samedi 9 juillet à 16 h 30, sur réservation. « Pour le moment trois personnes sont inscrites à la visite, ce sont surtout des administratifs qui viennent découvrir ce type de logement. Mais c'est ouvert à tous. »



L'intérieur d'un mur en paille dans la maison de Nicolas Cousin.







www.courrier-picard.fr

Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Audience: 1028163

Sujet du média : Actualités-Infos Générales

9 Juillet 2022

Journalistes: Steeve

Vatelin

Nombre de mots: 3728

p. 1/2

Visualiser l'article

La salle polyvalente du village de Le Crocq sera écologique

Le bâtiment, qui pourra accueillir de multiples manifestations dans le village va être construit en matériaux biosourcés. Il doit être livré pour la fin du printemps 2023.

Elle pourra accueillir des réunions comme celles du conseil municipal, abriter les enfants du regroupement scolaire Cormeilles Le Crocq Villers-Vicomte, ou rassembler autour des Jeux olympiques de Paris 2024 : le village de Le Crocq, environ 190 habitants entre Breteuil et Crèvecoeur-le-Grand, va enfin posséder sa propre salle polyvalente. Mais construire un bâtiment public n'est pas toujours simple, même pour une mairie. Car pour cela, il faut un terrain. Et c'est ce qui a posé problème à la municipalité. Intéressée par une parcelle attenante à la zone artisanale de l'église, elle a dû attendre son intégration à la Communauté de communes de l'Oise picarde (CCOP) pour pouvoir acquérir ce lopin de terre. Cette opération finalisée, le terrain vient d'être aménagé afin de pouvoir recevoir les 216 m2 de la future salle.

« Je suis heureux de vous voir tous ici, petits du regroupement scolaire, élus du secteur, membres du conseil municipal, habitants de la commune ; réunis autour d'un projet qui a été pensé il y a longtemps et commencé il y a une dizaine d'années » soulignait Jean-Pierre Grévin, maire, lors d'une présentation récemment effectuée dans le village.

Ossature bois et paille

Ce projet, la commune a voulu le rendre unique et novateur. Il s'agira en effet de réaliser un bâtiment avec des matériaux biosourcés d'origine végétale (bois, chanvre, paille...), à la manière de l'école de Cambronne-lès-Clermont. « C'est un bel exemple » explique Vincent Thellier, consultant économie circulaire et chargé de mission filières biosourcées, au sein de l'association <u>CD2E</u>, basée à Loos-en-Gohelle (Pas-de-Calais). Celle-ci propose des solutions en matière de transition écologique et travaille avec les entreprises, les collectivités, les bailleurs mais également les particuliers sur le bâtiment durable, les énergies renouvelables, l'économie circulaire et l'achat public durable.

Forte de son expérience, elle a formé beaucoup d'intervenants (130 depuis 2014) dont certains vont travailler sur le projet de la salle polyvalente. Car ces constructions ont le vent en poupe, avec des dizaines de projets dans les Hauts-de-France. Au Crocq, « quatre-vingts sapins vont être utilisés afin d'ériger l'ossature et les caissons où seront installés les morceaux de paille provenant de 900 ballots locaux. L'intérieur et les murs seront en terre crue , précise Xavier Simonneaux architecte et maître d'oeuvre du projet. Je suis profondément attaché à la proximité des matériaux et l'économie circulaire que nous nous efforçons de mettre en place. » Ainsi, les entreprises retenues pour mener à bien le projet ont été sélectionnées avec cette préoccupation à la grande satisfaction de Jean Cauwel, le président de la communauté de communes.

La pose des premiers panneaux de cette salle polyvalente, subventionnée par l'État, la Région et le Département, devrait avoir lieu à l'automne. La livraison est prévue à la fin du printemps 2023. Ce chantier permettra à la commune de faire des économies sur le long terme, ce qui compensera le coût de réalisation.

« Nous comptons accueillir plus d'enfants à l'avenir dans le village, car un lotissement d'une dizaine de logements est prévu derrière la zone artisanale. Cet outil multifonctions devrait nous permettre de favoriser le vivre ensemble » se réjouit Jean-Pierre Grévin.



9 Juillet 2022

www.courrier-picard.fr p. 2/2

Visualiser l'article



(Architecte: Xavier Simonneaux)





iceo-magazine.fr

Famille du média : Médias spécialisés grand public

Audience: N.C.

Sujet du média : Lifestyle

12 Juillet 2022

Journalistes : Gaëtane

Deljurie

Nombre de mots: 3898

p. 1/4

Visualiser l'article

Le CD2E, accélérateur de l'écoconstruction dans la région

A <u>Loos</u>-en- <u>Gohelle</u>, le <u>CD2E</u>, centre de ressources pour les professionnels et les techniciens du bâtiment durable, est pionnier dans son domaine. Présentation d'une initiative aussi inédite qu'avant-gardiste.



C 'était une belle revanche sur l'histoire. Lorsqu'en 2004, le <u>CD2E</u> (<u>Centre</u> de <u>Développement</u> des <u>Eco-</u>Entreprises) initié par Jean-François Caron, maire de Loos-en-Gohelle, et Christian Traisnel, ex-directeur général, s'installe sur le site de la fosse du 11-19, il fait comme un pied de nez au passé ouvrier. Imaginez un peu: une association qui aide les éco-entreprises dans un territoire où pendant près d'un siècle l'extraction minière n'avait rien d'écologique.

L'énergie des énergies





Le CD2E, accélérateur de l'écoconstruction dans la région

12 Juillet 2022

iceo-magazine.fr p. 2/4

Visualiser l'article





Vingt ans plus tard, le <u>CD2E</u> a relevé de nombreux défis. On ne compte plus le nombre de dynamiques impulsées: plateforme de tests d'énergie solaire (LumiWatt), démonstrateur dédié à l'énergie éolienne, centre de ressources sur la valorisation des sédiments, premières réhabilitations énergétiques de six maisons typiques de l'ex-bassin minier destinées à être dupliquées, plateforme autour de l'économie circulaire des matériaux, création du pôle de *compétitivité Team2* (Pôle de compétitivité Technologies de l'Environnement Appliquées au Matières et aux Matériaux) autour du recyclage... Sans oublier l'immense projet de Troisième Révolution Industrielle (TRI) qui continue encoreaujourd'huid'accompagner l'éco-transition partout en Hauts-de-France.



Le CD2E, accélérateur de l'écoconstruction dans la région

12 Juillet 2022

iceo-magazine.fr p. 3/4

Visualiser l'article

« Nous ne sommes qu'au début du mouvement » Frédérique Seels Directrice générale

«Aujourd'hui, le <u>CD2E</u> se veut toujours un accélérateur de l'éco-transition» , assure Frédérique Seels, nouvelle directrice générale. L'activité se divise en trois pôles : le bâtiment durable, les énergies renouvelables et l'économie circulaire. «Notre objectifest non seulement de mieux former les entreprises aux techniques d'isolation du bâtiment au service de la performance énergétique mais aussi de mettre au point les moyens d'industrialiser ces processus, au service du plus grand nombre et à un coût compétitif» .



Nouveaux matériaux

Parmi les nouvelles méthodes en vogue, on trouve l'utilisation de nouveaux matériaux biosourcéscomme le lin,le chanvre, la paille mais aussi le Métisse® à base de jean recyclé. «La paille offre une isolation performante car elle possède un long temps de déphasagethermique. A savoir qu'elle est capable de retenir la chaleur ou la fraîcheur pendant plus de douze heures , prend pour exemple Frédérique Seels. Et nous ne sommes qu'au début du mouvement.» Le CD2E est en effet de plus en plus sollicité, notamment par les bailleurs sociaux. A eux seuls, ils possèdent près de 70 % de l'habitat minieret sont donc intéressés au plus haut point par toute nouvelle solution de rénovation thermique à grande échelle.



Le CD2E, accélérateur de l'écoconstruction dans la région

12 Juillet 2022

iceo-magazine.fr p. 4/4

Visualiser l'article





Et pour cause. Les Hauts-de-France comptent 40 % de logements dits «passoires thermiques.» Soit deux fois plus que la moyenne nationale. «Nous avons beaucoup de travail à faire en région. C'est pourquoi nous sommes financés par la Région, la CALL (Communauté d'Agglomération Lens-Liévin) et l'ADEME (Agence De l'Environnement et de la Maîtrise Energétique). L'inauguration en 2021 de BâtiCité vient compléter notre savoir-faire en apportant un lieu d'exposition unique, sorte de théâtre pour mettre en scène les solutions. Nous sommes désormais prêts à devenir un démonstrateur national» .

EN SAVOIR +

 $\underline{CD2E}$, rue de Bourgogne, \underline{base} du $\underline{11/19}$ 62750 Loos-en-Gohelle

Renseignements au 03 21 13 06 80 et sur https://cd2e.com





www.hautsdefrance-id.fr

Famille du média : Médias associatifs

Audience: 2235

Sujet du média : Communication - Médias - Internet

13 Juillet 2022

Journalistes : -

Nombre de mots : 14429

p. 1/5

Visualiser l'article

La valorisation de nos ressources agricoles perdues

[Les pépites incubées en Région Hauts-de-France]

Durant la période d'incubation, le projet **Re-SoorceCO**a pu bénéficier de l'aide du <u>Fonds Régional d'Incubation (FRI)</u>. À la suite de son passage en juin 2022, le comité de sélection lui a octroyé **un montant de 14 525 € afin de protéger son innovation**. Pour mieux vous présenter le projet et les avancées significatives, nous avons rencontré <u>Sandrine Bruzzone</u>et <u>Cyrielle Bruzzone</u>fondatrices de ce projet.

En quelques mots, pouvez-vous vous présenter ?



Nous sommes **2 soeurs associées.** Sandrine a travaillé 8 ans dans le marketing digital et Cyrielle 8 ans dans la gestion de projet.

Très sensibles aux enjeux environnementaux, l'envie d'aller plus loin et de s'engager dans une démarche de changement positif pour la planète, pour nous, pour vous ... mûrit depuis plusieurs années.

Notre volonté: penser l'écologie comme un projet global avec un impact positif pour chacun.

(Crédits photo : Amiens Cluster)

Comment avez-vous eu cette idée ?





13 Juillet 2022

www.hautsdefrance-id.fr p. 2/5

Visualiser l'article

Tout simplement en discutant avec des coopératives et des agriculteurs de notre entourage. Nous avons pris conscience de la quantité très importante des pertes agricoles de fruits et légumes au stade de la production. Cela est principalement dû à leur dépendance aux aléas climatiques, de la périssabilité et des normes de commercialisation des produits. Même si ces matières brutes ne collent pas aux exigences de la filière agroalimentaire, elles ont tout de même nécessité du travail, des ressources et des investissements... Alors pourquoi tout ceci devrait finir à la poubelle ? C'est le point de départ de l'aventure ResourceCO : valoriser ces ressources auprès des agriculteurs en leur apportant une juste rémunération.

En parallèle, l'enjeu écologique en France, et un peu partout dans le monde, devient incontournable. Des réglementations de plus en plus strictes viennent structurer les marchés les plus émetteurs de GES et booster l'innovation vers des solutions plus vertes. La filière biosourcée est de plus en plus sollicitée pour permettre de répondre aux enjeux et aux réglementations environnementales. Cela nous a donc paru évident : d'un côté nous avons ces milliers de tonnes de fruits et légumes qui ne sont que très peu voir pas valorisées et de l'autre la filière biosourcée en plein développement et en recherche d'alternatives pour remplacer le pétrosouré.

Notre mission est là : valoriser ces pertes agricoles à travers leur utilisation dans d'autres secteurs pour proposer des matières et produits biosourcés en alternative au pétro-sourcé.

Quel est votre projet, la mission...comment ça marche?

ReSoorcCO est donc une **chaîne de valeur biosourcée qui récupère, recherche et évalue des alternatives économiques pour les pertes agricoles locales.** La valorisation s'effectue en cascade sur des marchés porteurs et sous la forme d'économie circulaire axée sur le « 0 déchets » et la durabilité.

Notre coeur de métier : c'est la R&D! C'est le point de départ à partir duquel s'articule et se structure toute notre chaîne de valorisation.

Voici nos étapes clés de fonctionnement :

- Nous identifions localement des matières brutes non valorisées
- Nous caractérisons la matière première pour connaître ses propriétés et caractéristiques
- Nous identifions les opportunités de marché permettant une valorisation à plus forte valeur ajoutée
- Nous valorisons la matière première en cascade et sur différents marchés porteurs adéquats afin d'atteindre le « 0 déchets »

Nous avons commencé l'aventure depuis plus d'un an en partenariat avec un groupement de producteurs de pommes de terre. ResoorceCO s'est donc organisé en premier lieu autour de cette matière agricole mais le projet possède une ambition bien plus ample afin de s'intéresser à tout type de biomasse végétale non valorisée.

Pourquoi changer de nom en cours de route?

L'initiative est née avec le nom ChipsValue. ChipsValue était initialement un projet orienté vers la valorisation des pommes de terre industrielles (à destination des usines de chips). Notre mission était donc de valoriser les pommes de terre chipables (Chips-Value).

Notre projet s'est rapidement entouré d'un écosystème fort qui nous a permis de développer nos ambitions, et d'imaginer un fonctionnement de chaîne de valorisation en économie circulaire.



13 Juillet 2022

www.hautsdefrance-id.fr p. 3/5

Visualiser l'article

Nous avions donc besoin d'un nom qui reflétait à la fois notre mission (la valorisation de la biomasse végétale perdue), notre coeur de métier (la R&D et la production de produits biosourcés), nos valeurs (local, éthique, durable), notre potentiel de développement et notre écosystème. Ce n'était pas simple et cela nous a pris du temps mais nous sommes aujourd'hui ravies de cette opportunité pour dévoiler au grand public notre nouvelle identité avec « ReSoorceCO » !

Pourquoi ReSoorce.co?

Plusieurs explications s'imposent pour comprendre le sens évident et caché de ce nom.

- « ReSoorce » Ressource tout d'abord.
 - Parce que nous existons d'abord grâce aux coproduits, une ressource de la terre.
- Nous sommes aussi une **ressource** financière pour les agriculteurs à qui nous proposons enfin une juste rémunération pour leurs excédents de production.
- Nous sommes également une **ressource** locale avec un vrai ancrage territorial, une vraie volonté de créer un modèle économique responsable et vertueux et une création d'emplois pérenne.
- Nous sommes enfin, de part la fabrication de produits/composantes biosourcés, une **ressource** alternative (en terme environnemental et sanitaire) pour l'homme et pour la planète!

Nous sommes une ressource! Mais nous sommes aussi bien plus que ça...2 autres composantes devaient entrer dans ce nom pour bien signifier le concept que nous créons un peu plus chaque jour.

Nous sommes le projet et la future société du « RE » : Nous **Ré**cupérons | Nous **Re**valorisons | Nous **Ré**inventons | Nous **Re** stituons

Nous réinventons des rebuts agricoles perdus et non valorisés en ressources locales et durables pour se substituer à des matières/matériaux polluants. Pour marquer cette composante de la Réinvention nous avons donc réinventer le terme « ressource » en « **ressource**» !

Enfin nous sommes un projet collaboratif co-dépendant et interagissant par de nombreux flux avec un écosystème fort, durable et grandissant dans lequel nous souhaitons inclure tous les acteurs qui désirent contribuer de manière vertueuse à ce nouveau schéma de fonctionnement économique, environnemental et social (d'où le « .co »).

Pouvez-vous nous présenter vos différentes missions ?

Tout notre projet se base sur notre ambition de soutenir économiquement nos agriculteurs locaux. L'objectif est de rémunérer à un juste prix des ressources agricoles écartées de leur circuit initial. C'est d'abord pour ce motif que nous recherchons les marchés à plus forte marge! Nous nous positionnons sur des valeurs fortes et cohérentes avec nos activités:

- Local : Récupérer et réutiliser des matières locales non valorisées. Le fonctionnement en circuit-court garantit un approvisionnement et des prix, deux composantes mises à mal avec la situation sanitaire et géopolitique actuelle. Cela permet aussi d'améliorer la transparence des informations et la traçabilité des matières premières.
 - Santé: Les produits biosourcés améliorent principalement la qualité de l'air intérieur
 - Soutien aux agriculteurs locaux: en rémunérant leur matière brute non valorisées autrement (pou trop peu)



13 Juillet 2022

www.hautsdefrance-id.fr p. 4/5

Visualiser l'article

• Environnemental: l'objectif est ici de substituer du biosourcé au pétro-sourcé, dont les conséquences désastreuses pour la planète et pour l'homme ne sont plus à démontrer

Il est aujourd'hui indispensable de **prendre conscience que la solution cohérente pour répondre à ces dimensions écologiques, économiques, sociales et sanitaires n'est pas de produire plus pour créer des alternatives mais d'optimiser les productions existantes** en réutilisant les produits écartés, et permettre en même temps une rémunération pour le travail effectué : un système vertueux et positif pour tout le monde.

Vous avez été aussi accompagnée par Amiens Cluster, pouvez-vous nous en dire plus ?

Oui tout à fait, nous venons de terminer notre première année d'incubation à <u>Amiens Cluster</u>. Nous avons choisi cet incubateur principalement pour sa position. En effet, au lancement du projet, il était important pour nous, de par notre démarche locale, de tout concentrer près de notre fournisseur partenaire de matières brutes, situé à proximité. Nous avons ensuite validé notre choix en fonction de l'accompagnement entreprenariat/management et le mentorat proposés par le cluster. Nous avons très vite élargi notre écosystème pour diversifier notre réseau de contacts et s'orienter vers les chaînes de valeur et les marchés sur lesquels nous nous positionnons.

C'est pour cette raison que nous nous impliquons beaucoup dans d'autres organisations comme <u>EuraMaterials</u>, via notre interlocuteur <u>Frédéric Merle</u> qui nous a beaucoup apporté, le <u>CD2e</u> qui nous fournit des données et informations marché de grande valeur et qui nous propulsera le moment venu, et d'autres partenariats clés comme avec le CODEM BatLab, via <u>Boubker Laidoudi</u> et <u>Guillaume Delannoy</u>, ou comme avec l'ingénieure <u>Marion Roullet</u> via sa structure L'
<u>Atelier</u>
<u>CIRCULR</u>. Nous nous sommes également dernièrement beaucoup rapprochées d'<u>HDFID</u> et de la Région Hauts-de-France qui suivent le projet de près.

Nous bénéficions également depuis fin 2021 du FIDESS. Nous remercions <u>Picardie Active</u> qui nous a fait confiance et qui, comme pour le FRI, nous a permis d'en être là aujourd'hui.

Comment avez-vous eu connaissance du Fonds Régional d'Incubation?

Qu'est-ce que le FRI va vous apporter?

Nous connaissons le FRI depuis nos premières recherches pour intégrer un incubateur. Pôle d'innovation, <u>Amiens Cluster</u> nous apportait aussi cette opportunité de prétendre à ce fonds. Le FRI arrive, pour ReSoorceCO, à un moment charnière, ce qui le rend essentiel pour son développement. Nous avons travaillé et travaillons actuellement en R&D sur différents marchés : emballages, peintures, éco-matériaux, molécules d'intérêt... Nos principaux produits appartiennent au monde de l'habitat, et plus précisément la décoration intérieure et la construction. Nous aurons d'ici peu notre premier produit fini à destination de la déco d'intérieur (nous ne pouvons pas pour l'instant en dévoiler plus car nous sommes en cours de dépôt de brevet).

Pour atteindre notre objectif de valorisation en cascade et de « 0 déchets » il nous est indispensable de valoriser les autres parties restantes de notre matière agricole n'entrant pas dans la fabrication de ce premier produit. Cela fait plusieurs mois que nous avons d'ores et déjà identifié un nouveau marché porteur qui serait à même de les récupérer pour les transformer en produits biosourcés... Le FRI nous a offert cette grande opportunité qui est de financer nos études de faisabilité afin d'y parvenir.

Au niveau des dernières actualités de notre start-up, nous pouvons dire que notre premier produit biosourcée à base de pomme de terre est **en cours de formulation** : une **peinture végétale non toxique** qui permettra de préserver vos intérieurs,



13 Juillet 2022

www.hautsdefrance-id.fr p. 5/5

Visualiser l'article

votre santé, et la planète tout en soutenant l'agriculture locale. Nous espérons pouvoir vous la présenter d'ici début 2023. Grâce aux financements du FRI, nous lançons également une deuxième phase de R&D pour valoriser les épluchures de pomme de terre afin de fabriquer des composants biosourcé à destination du bâtiments (éco-matériaux). Il est important d'avoir toujours en tête que la ressource la moins polluante est celle qu'on n'extrait pas mais qu'on réutilise de manière vertueuse jusqu'à atteindre un cycle de vie global avec un bilan carbone neutre voire positif!

Et les prochaines étapes ? Quels sont vos besoins ?

Une fois que les produits/matières biosourcées sont validés et la matière brute valorisée dans son ensemble nous allons travailler d'arrache-pied pour bien structurer deux grandes thématiques :

- Développer un outil industriel éco-responsable afin de minimiser l'utilisation de ressources non renouvelables et/ou polluantes. Pour ce faire nous allons optimiser nos ressources énergétiques en intégrant un système d'autoconsommation collective et en réutilisant les énergies en place et en réintégrant dans nos process les eaux usées chez nos fournisseurs.
- Développer et consolider notre écosystème en termes économique, commercial, partenarial, social, environnemental...

Nous remercions <u>Sandrine Bruzzone</u> et <u>Cyrielle Bruzzone</u> pour ce témoignage et nous souhaitons une belle continuation à **ResourceCO.**

Le Fonds Régional d'Incubation (FRI) est constitué intégralement par la Région Hauts-de-France et mutualisé au bénéfice de l'ensemble des projets incubés dans les Parcs d'Innovation. Ce fonds est géré par HDFID.

Un projet qui fait du bien à la planète!



[TV] Grâce au FRI, de nombreuses start-ups peuvent voir le jour en région Hauts-de-France. C'est une aide incroyable pour booster l'innovation d'un projet en incubation. C'est souvent la porte d'entrée vers la concrétisation des projets des porteurs. J'ai pu avoir la chance de rencontrer Sandrine et Cyrielle de Re-SoorceCo (anciennement Chip Value) grâce à mon collègue Frédéric SOUDAIN (chargé de projets HDFID sur la Métrople Européenne de Lille) afin de mieux les informer sur le Fonds Régional d'Incubation. Quelques mois après, grâce à l'incubateur Amiens Cluster, le projet a pu passer avec succès au comité FRI. C'est un projet qui fait du bien à la planète!





www.construction21.org

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 45858

Sujet du média : BTP-Architecture

15 Juillet 2022

Journalistes : -

Nombre de mots : 614

p. 1/1

Visualiser l'article

[Pionniers de la Ville Durable] Frédérique Seels - CD2E



Dans ce nouveau numéro de Pionniers de la Ville Durable, rencontre avec Frédérique SEELS, Directrice générale du <u>CD2E</u>. Le <u>CD2E</u> centre de déploiement de l'éco-transition dans les entreprises et les territoires accompagne, conseille et forme les entreprises et les collectivités dans le développement de leur expertise et de leurs projets sous le prisme de l'éco-transition dans les Hauts-de-France.

Frédérique nous parle de ses missions au quotidien, de l'étendue des activités du <u>CD2E</u>, des adhérents de l'association ou encore des prochains projets sur lesquels elle travaille.







Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Hebdomadaire

Audience: 294924

Sujet du média : BTP-Architecture





Edition: **22 juillet 2022 P.18**Journalistes: **Emmanuelle**

Lesquel

Nombre de mots: 385

p. 1/1

Territoires Nord



Une quinzaine de tuiles photovoltaïques rouges permettront aux locataires du logement d'économiser environ 110 euros par an.

Pas-de-Calais Le bailleur FOH teste la rénovation biosourcée

D ébut mai, Flandre Opale Habitat (FOH) a lancé sa première réhabilitation en matériaux biosourcés. C'est à Isbergues (Pas-de-Calais) que le bailleur social aux 17 600 logements répartis sur le Nord-Pas-de-Calais entre littoral, Flandre, Audomarois et Artois rénove une maison dont la classe énergétique doit passer de G à B.

L'opération chiffrée à 271000 euros comprend une isolation des murs et de la toiture par de la laine de bois, des peintures non émettrices de COV, une pompe à chaleur (PAC) air/eau, la pose d'une quinzaine de tuiles photovoltaïques rouges ou encore une VMC extrayant l'air en fonction de sa qualité. «Nous avons noué un partenariat avec l'université d'Artois afin de mener des études thermiques et diverses mesures de qualité de l'air et d'ambiance qui seront comparées à celles d'un logement réhabilité de manière plus classique avec de la laine de roche. Nous pourrons ainsi objectiver les avantages de la laine de bois», souligne Christophe Vanhersel, directeur général de FOH.

110 euros d'économie d'énergie par an. L'entreprise Batinor, lauréate de deux prix Moniteur de la construction, assure les travaux, à l'exception du lot chauffage-sanitaire et PAC qui est réalisé par Effet d'O Habitat. Logista assure la fourniture et la pose des sondes et l'extraction des données, mises à la disposition d'Enerconcept et de l'université d'Artois. Fournies par Edilians, les tuiles solaires d'une puissance totale de 825 Wc permettron aux locataires d'économiser environ 110 euros par an. « Une réhabilitation avec chaudière gaz permet d'atteindre la classe D, le recours à une PAC et aux tuiles solaires une classe B, voire A. Cela renchérit cependant les travaux de 30 000 à 40 000 euros», ajoute Christophe Vanhersel.

Pour pousser plus loin le recours aux matériaux biosourcés, FOH a signé en mai un partenariat avec le <u>CD2E</u>, l'accélérateur régional de l'écoconstruction. Les premières opérations menées dans ce cadre - dans le Nord - seront la construction de quatre logements individuels en brique de lin à Saint-Pierre-Brouck, de six autres en ossature bois et isolation paille à Dunkerque et d'une opération d'acquisition-amélioration de 39 logements avec isolation en laine de bois à La Gorgue. ● Emmanuelle Lesquel







www.lemoniteur.fr

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 507690

Sujet du média : BTP-Architecture

22 Juillet 2022

Journalistes: Emmanuelle

Lesquel

Nombre de mots: 2540

p. 1/2

Visualiser l'article

Pas-de-Calais: le bailleur FOH teste la rénovation biosourcée



Une quinzaine de tuiles photovoltaïques rouges permettront aux locataires du logement d'économiser environ 110 euros par an. - © FLANDRE OPALE HABITAT

Début mai, Flandre Opale Habitat (FOH) a lancé sa première réhabilitation en matériaux biosourcés. C'est à Isbergues (Pas-de-Calais) que le bailleur social aux 17 600 logements répartis sur le Nord-Pas-de-Calais entre littoral, Flandre, Audomarois et Artois rénove une maison dont la classe énergétique doit passer de G à B.

L'opération chiffrée à 271 000 euros comprend une isolation des murs et de la toiture par de la laine de bois, des peintures non émettrices de COV, une pompe à chaleur (PAC) air/eau, la pose d'une quinzaine de tuiles photovoltaïques rouges ou encore une VMC extrayant l'air en fonction de sa qualité. « Nous avons noué un partenariat avec l'université d'Artois afin de mener des études thermiques et diverses mesures de qualité de l'air et d'ambiance qui seront comparées à celles d'un logement réhabilité de manière plus classique avec de la laine de roche. Nous pourrons ainsi objectiver les avantages de la laine de bois », souligne Christophe Vanhersel, directeur général de FOH.

110 euros d'économie d'énergie par an. L'entreprise Batinor, lauréate de deux prix Moniteur de la construction, assure les travaux, à l'exception du lot chauffage- sanitaire et PAC qui est réalisé par Effet d'O Habitat. Logista assure la fourniture et la pose des sondes et l'extraction des données, mises à la disposition d'Enerconcept et de l'université d'Artois. Fournies par Edilians, les tuiles solaires d'une puissance totale de 825 Wc permettront aux locataires d'économiser environ 110 euros par an. « Une réhabilitation avec chaudière gaz permet d'atteindre la classe D, le recours à une PAC et aux tuiles solaires une classe B, voire A. Cela renchérit cependant les travaux de 30 000 à 40 000 euros », ajoute Christophe Vanhersel.

Pour pousser plus loin le recours aux matériaux bio sourcés, FOH a signé en mai un partenariat avec le <u>CD2E</u>, l'accélérateur régional de l'écoconstruction. Les premières opérations menées dans ce cadre - dans le Nord - seront la construction de quatre





Pas-de-Calais : le bailleur FOH teste la rénovation biosourcée

22 Juillet 2022

www.lemoniteur.fr p. 2/2

Visualiser l'article

logements individuels en brique de lin à Saint-Pierre-Brouck, de six autres en ossature bois et isolation paille à Dunkerque et d'une opération d'acquisition- amélioration de 39 logements avec isolation en laine de bois à La Gorgue.



Prescription Béton

Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : **Bimestrielle**Audience : **35000**

Sujet du média : BTP-Architecture

Edition : Mai - juin 2022 P.15

Journalistes: -

Nombre de mots: 660

p. 1/1

>>> S'EXPRIMER >>>

Expérimentation

Un projet pilote en béton de chanvre

JEAN-FRANÇOIS CAMPION, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE MAISONS & CITÉS ET FRÉDÉRIQUE MOTTE, CONSEILLER RÉGIONAL DÉLÉGUÉ À LA TRANSFORMATION DE L'ÉCONOMIE RÉGIONALE ET PRÉSIDENT DE LA MISSION REV3, ONT LANCÉ L'EXPÉRIMENTATION «PECQUENCHANVRE». MENÉE AVEC LE SOUTIEN DU CD2E ET DU CABINET OPUN, CETTE OPÉRATION PORTE SUR LA RÉHABILITATION DE 50 LOGEMENTS DE LA CITÉ BARROIS À PECQUENCOURT À L'AIDE DU BÉTON DE CHANVRE, ET ENTEND PROUVER LA FAISABILITÉ D'UN USAGE MASSIF DE CE MATÉRIAU BIOSOURCÉ.

'objectif est d'encourager le développement d'une filière du chanvre à usage du BTP dans les Hautsde-France et accompagner la transition écologique du territoire. Les travaux qui ont débuté cet été se poursuivront jusque fin 2022. Le recours aux matériaux biosourcés pour l'amélioration thermique des logements devient une problématique majeure pour répondre aux enjeux sociaux et environnementaux actuels. En effet, la baisse des factures énergétiques et la réduction des émissions de gaz à effet de serre face au dérèglement climatique constituent une priorité pour les bailleurs sociaux. Depuis plus de cinq ans, Maisons & Cités est engagé dans une réflexion autour d'une alternative aux isolants classiques dans le cadre de la rénovation de son parc de logements. Après plusieurs expérimentations menées dans le bassin minier à travers les opérations Réafutur 1 & 2, ainsi que Rénochanvre, le bailleur a reconnu le béton

de chanvre comme biomatériaux d'avenir, notamment dans le cadre de la rénovation d'habitations en briques, dominantes sur le territoire des Hauts-de-France.

50 LOGEMENTS RÉNOVÉS EN BÉTON DE CHANVRE

D'un montant d'investissement de 800 000 €, le projet Pecquenchanvre constitue une nouvelle étape dans ce cheminement. Sur une période de 2 ans, 50 logements de la Cité Barrois à Pecquencourt seront ainsi rénovés en utilisant du béton de chanvre, à un rythme de 6 logements livrés chaque mois. Une étude scientifique sera menée en parallèle par le Cerema, l'Université Polytechnique des Hauts-de-France et l'Université Catholique de Lille afin de mesurer l'efficacité de la démarche écologique de l'opération. En complément, une étude sociologique sera réalisée afin d'analyser les pratiques et le ressenti des occupants. Pour l'heure, les retours des 1ers habitants ayant regagné leur logement rénové

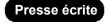


isolant thermique assure une température ambiante idéale dans mon habitat. A la minovembre, je n'ai toujours pas allumé le chauffage », témoigne Corinne Sevin, bénéficiaire de l'opération Pecquenchanvre. Si l'expérimentation est concluante, Maisons & Cités prévoit de rénover, à terme, 1 000 logements en faisant appel à ce matériau biosourcé : un défi ambitieux et inédit de la part d'un bailleur social à travers l'Hexagone.

BÂTIR UNE FILIÈRE RÉGIONALE DU BÉTON DE CHANVRE D'ICI 5 ANS

Soutenue par la région dans le cadre de la Troisième Révolution Industrielle Rev3 et accompagnée par le CD2E et le cabinet Öpun, ce projet s'intègre par ailleurs dans une démarche plus globale baptisée « Hauts-de-Chanvre », qui tend à initier la création d'une filière du béton de chanvre dans les Hauts-de-France d'ici 5 ans. Le développement d'un marché du chanvre et d'une filière régionale de culture et de transformation constituerait en effet un formidable vecteur de développement économique pour les Hauts-de-France, cette filière pourrait s'accompagner du développement d'unités de préfabrication en local et ainsi générer de nouveaux emplois. De quoi contribuer à la renaissance de ce territoire. Mais pour y parvenir, le chemin est encore long et nécessite l'implication de tous les acteurs du territoire, tous secteurs confondus. Pour ce faire, Maisons & Cités travaille en étroite collaboration avec le CD2E, aussi bien sur les aspects de développement de la culture du chanvre sur le territoire que de la formation des entreprises de BTP à son usage. « Il faut leur montrer que le modèle peut être rentable. C'est en créant le marché que l'on parviendra à rendre ce matériau compétitif et à œuvrer pour la transition écologique du territoire », conclut Jean-François Campion, Président de Maisons et





FRA



Famille du média : PQR/PQD

(Quotidiens régionaux)

Périodicité : Quotidienne

Audience : **1055000** Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 27 juillet 2022 P.2 Journalistes: YANNICK

BOUCHER

Nombre de mots: 149

p. 1/1



Du soleil en rayons. « Le prix de l'électricité a déjà augmenté de 30 % en un an, il ne rebaissera plus avant longtemps », estime cet expert des énergies renouvelables lors des Rencontres de l'éco-transition organisées par le <u>Cd2e</u>, l'un des outils techniques de la croissance verte en région. Cette économie souhaite rejeter moins de CO₂, donc utiliser moins d'énergies fossiles, et profiter des boulevards supplémentaires

ouverts par la guerre en Ukraine et ses tensions sur le gaz et le pétrole. Pour remplacer le ciment gros émetteur de CO_2 , les marchands d'éco-matériaux font le forcing pour sortir de la clandestinité. Contre le gaz et le pétrole, les acteurs du solaire se surprennent à rêver. La filière observe un net regain des installations, la maîtrise de l'énergie devenant centrale dans davantage d'entreprises et de collectivités locales.







www.lavoixdunord.fr

Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Audience: 4322863

Sujet du média : Actualités-Infos Générales

1 Aout 2022

Journalistes: Yannick

Boucher

Nombre de mots: 3301

p. 1/2

Visualiser l'article

Réempro, le réemploi massif des matériaux à prix cassés

L'entreprise vient de naître mais l'ambition est déjà nationale. Le marché de la récupération de matériaux est en plein essor, Réempro estime pouvoir y contribuer activement depuis Lille et Ronchin.



Jean-Baptiste Duran et Adrien Verlinde dans leur entrepôt de Ronchin. La belle idée du réemploi promet de beaux développements. Photo La Voix



Les histoires d'entreprises sont avant tout des histoires d'entrepreneurs et Adrien Verlinde ne fait pas exception dans ce registre. Formé en IUT à Valenciennes et en école de commerce à Montpellier, il se retrouve à exporter des citrons du Mexique avant d'essayer l'immobilier et de trouver sa place, il y a cinq ans, chez NC Déménagement, 40 camions à Ronchin. C'est là, dans l'entrepôt de la rue des Sciences, qu'il imagine Réempro avec Jean-Baptiste Duran, pour sa part passé par Ramery et le traitement de déchets industriels en Belgique.

Les deux jeunes hommes conçoivent bien que le réemploi des matériaux issus du bâtiment vaut bien mieux que leur recyclage. Réutiliser tout ce que l'on peut sauver des bennes <u>améliore en effet l'empreinte écologique</u> d'un secteur à qui l'on demande d'en faire bien davantage que le simple tri sélectif sur chantiers (quand il existe). Et c'est parti : plus de 300 000 € de chiffre d'affaires à deux depuis seulement six mois d'activité, un million déjà espéré d'ici la fin de l'année. Les bras de l'entreprise solidaire et sociale Urban Renove à Roubaix vont chercher pour eux tout ce qui encombre leurs clients. Des chemins de câbles du CROUS de Villeneuve d'Ascq, récupérés au prix du coût de la ferraille + 10 %, ou des plaques compactes pour des tables basses, une porte de toilettes de piscine. Pour Bigmat, des lots de portes neuves, mais déclassées, des poutres en bois, des Vélux isolants. Ailleurs, des cuisines industrielles en inox. Pour la Catho à Lille, des meubles, des faux plafonds.





Réempro, le réemploi massif des matériaux à prix cassés

1 Aout 2022

www.lavoixdunord.fr p. 2/2

Visualiser l'article

Feux de tout bois

« On récupère pour les artisans qui pourront racheter presqu'à moitié prix », explique Adrien Verlinde. Le Btwin Village de Lille a racheté à Réempro du mobilier, état neuf, prix cassé. L'usine Jean-Caby de Saint-André s'est débarrassée de faux planchers techniques et de cuves. La mairie de Courcelles-lez-Lens a elle aussi besoin de déstocker, faire de la place, elle propose du mobilier, des ordinateurs, des machines agricoles, un vrai fourre-tout pour douze conteneurs.

Les concurrents associatifs ne manquent pas, souvent limités dans leur développement par le manque d'accès aux filières de valorisation. Soutenu par le <u>Cd2e</u> pôle de développement des écoentreprises régionales fortement recentré sur le bâtiment, Réempro intègre le syndicat parisien du réemploi, tisse ses liens avec d'autres acteurs incontournables de l'économie circulaire du bâtiment en région (<u>Néo Eco</u> ou <u>Recynov</u> à Hallennes-lez-Haubourdin). La toute jeune entreprise va embaucher une quinzaine de personnes d'ici fin 2023 et prévoit une implantation par région française sur la foi du succès déjà garanti dans le Nord : dans l'entrepôt de Ronchin, les matériaux récupérés ne traînent pas longtemps, ils sont vite revendus à bas prix.





www.lavoixdunord.fr

Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Audience: 4322863

Sujet du média : Actualités-Infos Générales

1 Aout 2022

Journalistes : Yannick

Boucher

Nombre de mots: 3933

p. 1/4

Visualiser l'article

La belle idée d'Ixane pour moins polluer les eaux de nos milieux naturels

Une station d'épuration débordée par une arrivée trop massive d'eaux pluviales et usées les laissera filer directement dans la nature. Une solution prometteuse existe désormais pour l'éviter, en améliorant le stockage dans les réseaux de canalisations.



Tristan Debuigne et Mohamed Krid (Ixane) devant leur maquette simulant une meilleure gestion des eaux pluviales. Photo Thierry THOREL - VDN





La belle idée d'Ixane pour moins polluer les eaux de nos milieux naturels

1 Aout 2022

www.lavoixdunord.fr p. 2/4

Visualiser l'article



L'orage est passé, laissant derrière lui ses trombes d'eau. Trop d'eau. Les réseaux d'assainissement sont saturés, les canalisations sont soudainement pleines, trop pleines. Les eaux, comme un trop plein, se déversent dans des bassins d'orage mais mêmes eux peuvent déborder et c'est de plus en plus le cas. Le changement climatique fait pleuvoir davantage et les sols sont toujours plus artificialisés - les eaux ruissellent davantage dans les réseaux au lieu d'être absorbées par une terre, une pelouse, un fossé.

Orage au désespoir

Les déversoirs d'orage sont certes conçus pour stocker les rejets excédentaires d'eau de pluie avant de les envoyer jusqu'aux stations d'épuration mais elles aussi sont régulièrement saturées. Et quand ça ne peut plus, l'eau file dans le milieu naturel, les nappes souterraines, les cours et les plans d'eau. Des matières fécales, des résidus de médicaments, des substances plus ou moins toxiques en tous genres : les responsables techniques de la gestion des réseaux d'assainissement et leurs élus peuvent faire profil bas dans de nombreuses collectivités locales.

« *Le problème des rejets d'eaux usées dans la nature est de plus en plus ouvertement évoqué* », explique alors Tristan Debuigne, chargé de l'innovation à <u>Ixane</u>, 20 salariés pour des études en ingénierie environnementale et urbaine, installés à Villeneuve d'Ascq depuis plus de vingt ans. On peut stocker l'eau dans des bassins d'orage plus grands mais c'est hors de prix, comme séparer les réseaux d'eaux de pluie et d'eaux usées.



La belle idée d'Ixane pour moins polluer les eaux de nos milieux naturels

1 Aout 2022

www.lavoixdunord.fr p. 3/4

Visualiser l'article

Une troisième solution offre une alternative et cet ancien référent sur l'eau au sein du pôle de développement des écoentreprises <u>Cd2e</u> nous ouvre dans la zone industrielle de Roncq une grande pièce parsemée de bidons de différentes tailles, reliés les uns aux autres, reproduisant en fait l'arrivée d'une forte pluie dans un bassin versant. L'eau du robinet tombe dans le bidon figurant les canalisations du réseau, elle se dirige vers le bidon du bassin d'orage, puis vers celui de la station d'épuration. Et on mesure en direct.



Le chemin de l'eau

« L'idée est de gérer l'ensemble du réseau grâce à des capteurs qui permettront de mieux stocker l'eau dans les tuyaux enterrés existants, souvent mal utilisés », explique Tristan Debuigne. Les canalisations sont des réservoirs en puissance qu'il s'agit alors d'optimiser. Un logiciel va répartir l'eau et freiner ainsi l'évacuation vers la station qui, soulagée, aura plus de temps pour accueillir ce qu'elle doit recevoir, sans risque de débordements dans le milieu naturel.



La belle idée d'Ixane pour moins polluer les eaux de nos milieux naturels

1 Aout 2022

www.lavoixdunord.fr p. 4/4

Visualiser l'article



Stocker l'eau tant que l'on peut par un meilleur guidage intéresse de plus en plus de chefs d'entreprises et d'élus locaux. La gestion d'un bassin d'orage ? Mille euro le m3, un petit bassin accueillant souvent plus d'un millier de m3. « *Deux jours sur trois il pleut quelque part dans la région* », souligne Tristan Debuigne. Une expérience est en cours dans le secteur de la gare de Valenciennes et Ixane, appuyé par l'Ademe, travaille également avec la communauté urbaine de Dunkerque. Autant ne pas faire couler trop l'argent public.



Famille du média : PQR/PQD

(Quotidiens régionaux)

Périodicité : **Quotidienne** Audience : **1055000**

Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: **05 aout 2022 P.7**Journalistes: **YANNICK**

BOUCHER

Nombre de mots: 498

p. 1/2

La belle idée d'Ixane pour moins polluer les eaux de nos milieux naturels

Une station d'épuration débordée par une arrivée trop massive d'eaux pluviales et usées les laissera filer dans la nature. Une solution prometteuse existe pour l'éviter, en améliorant le stockage dans les réseaux de canalisations.

PAR YANNICK BOUCHER yboucher@lavoixdunord.fr

VILLENEUVE-D'ASCQ.

L'orage est passé, laissant derrière lui ses trombes d'eau. Trop d'eau. Les réseaux d'assainissement sont saturés, les canalisations sont soudainement pleines, trop pleines. Les eaux se déversent dans des bassins d'orage mais mêmes eux peuvent déborder et c'est de plus en plus le cas.

ORAGE AU DÉSESPOIR

Les déversoirs d'orage sont certes conçus pour stocker les rejets excédentaires d'eau de pluie avant de les envoyer jusqu'aux stations d'épuration mais elles aussi sont régulièrement saturées. Et quand ça ne peut plus, l'eau file dans le milieu naturel avec des matières fécales, des résidus de médicaments, des substances plus ou moins toxiques: les responsables techniques de la gestion des réseaux d'assainissement et leurs



Outre cette maquette figurant le fonctionnement, une expérience est en cours dans le secteur de la gare de Valenciennes et Ixane, appuyé par l'ADEME, travaille également avec la Communauté urbaine de Dunkerque. PHOTO THIERRY THOREL



Edition: 05 aout 2022 P.7

p. 2/2

élus peuvent faire profil bas dans de nombreuses collectivités locales.

« Le problème des rejets d'eaux usées dans la nature est de plus en plus ouvertement évoqué », explique Tristan Debuigne, chargé de l'innovation à Ixane, 20 salariés pour des études en ingénierie environnementale et urbaine, installés à Villeneuve-d'Ascq depuis plus de vingt ans. On peut stocker l'eau dans des bassins d'orage plus grands mais c'est hors de prix, comme séparer les réseaux d'eaux de pluie et d'eaux usées.

Le problème des rejets d'eaux usées dans la nature est de plus en plus ouvertement évoqué."

Une troisième solution offre une alternative et cet ancien référent sur l'eau au sein du pôle de développement des écoentreprises Cd2e nous ouvre dans la zone industrielle de Roncq une grande pièce parsemée de bidons de différentes tailles, reliés les uns aux autres, reproduisant en fait l'arrivée d'une forte pluie dans un bassin versant.

«L'idée est de gérer l'ensemble du réseau grâce à des capteurs qui permettront de mieux stocker l'eau dans les tuyaux enterrés existants, souvent mal utilisés », explique Tristan Debuigne. Les canalisations sont des réservoirs en puissance qu'il s'agit alors d'optimiser. Un logiciel va répartir l'eau et freiner ainsi l'évacuation vers la station qui, soulagée, aura plus de temps pour accueillir ce qu'elle doit recevoir, sans risque de débordements dans le milieu naturel.

Stocker l'eau tant que l'on peut par un meilleur guidage intéresse de plus en plus de chefs d'entreprise et d'élus locaux. La gestion d'un bassin d'orage? Mille euros le m³, un petit bassin accueillant souvent plus d'un millier de m³. Autant ne pas faire couler trop l'argent public.





Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Périodicité : **Quotidienne**Audience : **1055000**Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: **05 aout 2022 P.39**Journalistes: **YANNICK**

BOUCHER

Nombre de mots: 488

p. 1/2

Réempro, le réemploi massif des matériaux à prix cassés

L'entreprise vient de naître mais l'ambition est déjà nationale. Le marché de la récupération de matériaux est en plein essor, Réempro estime pouvoir y contribuer activement depuis Lille et Ronchin.



Jean-Baptiste Duran et Adrien Verlinde dans leur entrepôt de Ronchin. La belle idée du réemploi promet de beaux développements. PHOTO « LA VOIX »



Edition: 05 aout 2022 P.39

p. 2/2

PAR YANNICK BOUCHER

economie@lavoixdunord.fr

RONCHIN. Les histoires d'entreprises sont avant tout des histoires d'entrepreneurs et Adrien Verlinde ne fait pas exception. Formé en IUT à Valenciennes et en école de commerce à Montpellier, il se retrouve à exporter des citrons du Mexique avant d'essayer l'immobilier et de trouver sa place, il y a cinq ans, chez NC Déménagement, à Ronchin. C'est là, dans l'entrepôt de la rue des Sciences, qu'il imagine Réempro avec Jean-Baptiste Duran, passé par Ramery et le traitement de déchets industriels en Belgique.

UNE MEILLEURE EMPREINTE ÉCOLOGIQUE

Les deux jeunes hommes conçoivent bien que le réemploi des matériaux vaut bien mieux que le recyclage habituel des entreprises du bâtiment. Réutiliser tout ce que l'on peut sauver des bennes améliore grandement l'empreinte écologique d'un secteur à qui l'on demande d'en faire

plus que le simple tri sélectif sur chantiers.

Et c'est parti : plus de 300 000 euros de chiffre d'affaires en seulement six mois d'activité, un million espéré d'ici à la fin de l'année. Les bras de l'entreprise solidaire et sociale Urban Renove à Roubaix vont chercher pour eux tout ce qui encombre leurs clients. Des chemins de câbles du CROUS de Villeneuve-d'Ascq, des plaques compactes pour des tables basses, une porte de toilettes de piscine.

On récupère pour les artisans qui pourront racheter presque à moitié prix "

ADRIEN VERLINDE, FONDATEUR DE REEMPRO

Pour Bigmat, des lots de portes neuves, des poutres en bois, des Vélux isolants. Ailleurs, des cuisines industrielles en inox. La mairie de Courcelles-lès-Lens, propose du mobilier, des ordinateurs ou encore des machines agricoles, un vrai fourre-tout qui remplit douze conteneurs.

« On récupère pour les artisans qui pourront racheter presque à moitié prix », explique Adrien Verlinde. Grâce à eux, le Btwin Village de Lille a racheté à Réempro du mobilier, état neuf, prix cassé.

EN LIEN AVEC L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Les concurrents associatifs ne manquent pas, souvent limités dans leur développement par le manque d'accès aux filières de valorisation. Soutenu par le <u>Cd2e</u>, pôle de développement des écoentreprises régionales, Réempro a intégré le syndicat parisien du réemploi. L'entreprise tisse aussi ses liens avec d'autres acteurs incontournables de l'économie circulaire du bâtiment en région (Néo Eco ou Recynov).

La toute jeune entreprise va embaucher une quinzaine de personnes d'ici à fin 2023 et prévoit une implantation dans d'autres régions sur la foi du succès dans le Nord: dans l'entrepôt de Ronchin, les matériaux récupérés ne traînent pas longtemps.





(Quotidiens régionaux)

Périodicité : Quotidienne

Audience : **N.C.** Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: **05 aout 2022 P.35**Journalistes: **YANNICK**

BOUCHER

Nombre de mots: 501

p. 1/2

RÉGION

La belle idée d'Ixane pour moins polluer les eaux de nos milieux naturels

Une station d'épuration débordée par une arrivée trop massive d'eaux pluviales et usées les laissera filer dans la nature. Une solution prometteuse existe pour l'éviter, en améliorant le stockage dans les réseaux de canalisations.

PAR YANNICK BOUCHER yboucher@lavoixdunord.fr

VILLENEUVE-D'ASCO.

L'orage est passé, laissant derrière lui ses trombes d'eau. Trop d'eau. Les réseaux d'assainissement sont saturés, les canalisations sont soudainement pleines, trop pleines. Les eaux se déversent dans des bassins d'orage mais mêmes eux peuvent déborder et c'est de plus en plus le cas.

ORAGE AU DÉSESPOIR

Les déversoirs d'orage sont certes conçus pour stocker les rejets excédentaires d'eau de pluie avant de les envoyer jusqu'aux stations d'épuration mais elles aussi sont régulièrement saturées. Et quand ça ne peut plus, l'eau file dans le milieu naturel avec des matières fécales, des résidus de médicaments, des substances plus ou moins toxiques: les responsables techniques de la gestion des réseaux d'assainissement et leurs



Outre cette maquette figurant le fonctionnement, une expérience est en cours dans le secteur de la gare de Valenciennes et Ixane, appuyé par l'ADEME, travaille également avec la Communauté urbaine de Dunkerque. PHOTO THIERRY THOREL



Edition: 05 aout 2022 P.35

élus peuvent faire profil bas dans de nombreuses collectivités locales.

« Le problème des rejets d'eaux usées dans la nature est de plus en plus ouvertement évoqué », explique Tristan Debuigne, chargé de l'innovation à Ixane, 20 salariés pour des études en ingénierie environnementale et urbaine, installés à Villeneuve-d'Ascq depuis plus de vingt ans. On peut stocker l'eau dans des bassins d'orage plus grands mais c'est hors de prix, comme séparer les réseaux d'eaux de pluie et d'eaux usées.

Le problème des rejets d'eaux usées dans la nature est de plus en plus ouvertement évoqué."

Une troisième solution offre une alternative et cet ancien référent sur l'eau au sein du pôle de développement des écoentreprises Cd2e nous ouvre dans la zone industrielle de Roncq une grande pièce parsemée de bidons de différentes tailles, reliés les uns aux autres, reproduisant en fait l'arrivée d'une forte pluie dans un bassin versant.

«L'idée est de gérer l'ensemble du réseau grâce à des capteurs qui permettront de mieux stocker l'eau dans les tuyaux enterrés existants, souvent mal utilisés», explique Tristan Debuigne. Les canalisations sont des réservoirs en puissance qu'il s'agit alors d'optimiser. Un logiciel va répartir l'eau et freiner ainsi l'évacuation vers la station qui, soulagée, aura plus de temps pour accueillir ce qu'elle doit recevoir, sans risque de débordements dans le milieu naturel.

Stocker l'eau tant que l'on peut par un meilleur guidage intéresse de plus en plus de chefs d'entreprise et d'élus locaux. La gestion d'un bassin d'orage? Mille euros le m³, un petit bassin accueillant souvent plus d'un millier de m³. Autant ne pas faire couler trop l'argent public.





Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Périodicité : Quotidienne

Audience : **N.C.** Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: **05 aout 2022 P.40**Journalistes: **YANNICK**

BOUCHER

Nombre de mots: 490

p. 1/2

ECONOMIE

Réempro, le réemploi massif des matériaux à prix cassés

L'entreprise vient de naître mais l'ambition est déjà nationale. Le marché de la récupération de matériaux est en plein essor, Réempro estime pouvoir y contribuer activement depuis Lille et Ronchin.



Jean-Baptiste Duran et Adrien Verlinde dans leur entrepôt de Ronchin. La belle idée du réemploi promet de beaux développements. PHOTO « LA VOIX »



Edition: 05 aout 2022 P.40

p. 2/2

PAR YANNICK BOUCHER

economie@lavoixdunord.fr

RONCHIN. Les histoires d'entreprises sont avant tout des histoires d'entrepreneurs et Adrien Verlinde ne fait pas exception. Formé en IUT à Valenciennes et en école de commerce à Montpellier, il se retrouve à exporter des citrons du Mexique avant d'essayer l'immobilier et de trouver sa place, il y a cinq ans, chez NC Déménagement, à Ronchin. C'est là, dans l'entrepôt de la rue des Sciences, qu'il imagine Réempro avec Jean-Baptiste Duran, passé par Ramery et le traitement de déchets industriels en Belgique.

UNE MEILLEURE EMPREINTE ÉCOLOGIQUE

Les deux jeunes hommes conçoivent bien que le réemploi des matériaux vaut bien mieux que le recyclage habituel des entreprises du bâtiment. Réutiliser tout ce que l'on peut sauver des bennes améliore grandement l'empreinte écologique d'un secteur à qui l'on demande d'en faire

plus que le simple tri sélectif sur chantiers.

Et c'est parti: plus de 300 000 euros de chiffre d'affaires en seulement six mois d'activité, un million espéré d'ici à la fin de l'année. Les bras de l'entreprise solidaire et sociale Urban Renove à Roubaix vont chercher pour eux tout ce qui encombre leurs clients. Des chemins de câbles du CROUS de Villeneuve-d'Ascq, des plaques compactes pour des tables basses, une porte de toilettes de piscine.

On récupère pour les artisans qui pourront racheter presque à moitié prix "

ADRIEN VERLINDE, FONDATEUR DE REEMPRO

Pour Bigmat, des lots de portes neuves, des poutres en bois, des Vélux isolants. Ailleurs, des cuisines industrielles en inox. La mairie de Courcelles-lès-Lens, propose du mobilier, des ordinateurs ou encore des machines agricoles, un vrai fourre-tout qui remplit douze conteneurs.

« On récupère pour les artisans qui pourront racheter presque à moitié prix », explique Adrien Verlinde. Grâce à eux, le Btwin Village de Lille a racheté à Réempro du mobilier, état neuf, prix cassé.

EN LIEN AVEC L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Les concurrents associatifs ne manquent pas, souvent limités dans leur développement par le manque d'accès aux filières de valorisation. Soutenu par le <u>Cd2e</u>, pôle de développement des écoentreprises régionales, Réempro a intégré le syndicat parisien du réemploi. L'entreprise tisse aussi ses liens avec d'autres acteurs incontournables de l'économie circulaire du bâtiment en région (Néo Eco ou Recynoy).

La toute jeune entreprise va embaucher une quinzaine de personnes d'ici à fin 2023 et prévoit une implantation dans d'autres régions sur la foi du succès dans le Nord: dans l'entrepôt de Ronchin, les matériaux récupérés ne traînent pas longtemps.





www.lemoniteur.fr

Famille du média : Médias professionnels

Audience: 507690

Sujet du média : BTP-Architecture

12 Aout 2022

Journalistes : Corentin

Congard / Walter Salamand Nombre de mots: 15390

p. 1/5

<u>Visualiser l'article</u>

Commande publique - Malgré l'urgence, le verdissement des marchés reste une affaire de volonté



- ©

Le caractère véritablement contraignant des nouvelles obligations environnementales fait débat. Aux acteurs de s'emparer des outils, sans attendre.

Il est bien loin le temps de la neutralité de la commande publique qui consistait à défendre « l'idée selon laquelle la dépense publique, qui s'effectue à l'occasion d'un marché, ne doit pas être l'instrument d'autre chose que de la réalisation du meilleur achat au meilleur coût » (1). Le Code de la commande publique (CCP) n'est pas un outil exclusivement consacré à l'achat. Il participe indirectement à des politiques publiques telles que la promotion de l'activité des PME, de l'innovation ou des comportements sociaux et environnementaux vertueux même si son efficience pour satisfaire de tels objectifs ne fait pas l'unanimité (2). Le législateur mise avant tout sur l'effet de levier que représente le poids économique de la commande publique (101 milliards d'euros en 2021). Ainsi, sans aucune réserve, l' article L. 541-1 du Code de l'environnement prévoit que la commande publique est mise au service de la transition vers l'économie circulaire et de l'atteinte des objectifs en matière de prévention et de réduction de la production de déchets.

Effet différé. Plus encore, la loi Climat et résilience du 22 août 2021 érige « en principe de la commande publique », à l'instar de la liberté d'accès, de l'égalité de traitement et de la transparence des procédures, la participation à l'atteinte des objectifs de développement durable. La prise en considération de préoccupations environnementales sera prochainement - la plupart des dispositions ayant un effet différé à 2026 - présente à tous les stades de la procédure de mise en concurrence : définition du besoin, critères de choix des offres et conditions d'exécution du marché.

Mais aussi surprenant cela soit-il, la transition verte de la commande publique est loin d'être acquise : les préoccupations environnementales présentées quasi unanimement comme ambitieuses pourront être facilement contournées par les acheteurs





12 Aout 2022

www.lemoniteur.fr p. 2/5

Visualiser l'article

publics de sorte que, sans aucun doute, la commande publique durable reste une affaire de volonté.

Déclaration d'intention ou droit positif

Ainsi, l'article 35 alinéa 1 de la loi Climat et résilience a créé un nouvel article - L. 3-1 du CCP - qui, à première lecture, fait des préoccupations environnementales un principe majeur : « La commande publique participe à l'atteinte des objectifs de développement durable dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale, dans les conditions définies par le présent code. » On sait que, par le truchement de la jurisprudence, les principes de la commande publique définis à l'article L. 3 sont bien des principes de droit positif dont le non-respect peut conduire à la nullité de la procédure. Ils doivent être respectés en eux-mêmes et non parce qu'ils « permettent d'assurer l'efficacité de la commande publique et la bonne utilisation des deniers publics ». En sera-t-il de même de la prise en considération des objectifs de développement durable ?

Rien n'est moins certain. En effet, tout d'abord, ce principe est d'application immédiate, alors que, par exemple, les dispositions qui bouleverseront les pratiques d'achat comme l'usage de matériaux biosourcés ou bas carbone sont différées au 1er janvier 2030 (3).

Le rythme de l'achat public n'est absolument pas pris en considération par la législation.

Par ailleurs, l'article L. 3-1 n'a vocation à s'appliquer que « dans les conditions définies par le [CCP] », ce qui laisserait supposer que ce sont les conditions définies par le code qui sont appli-cables en droit et non la préservation du développement durable.

En fait, il revient d'abord aux acheteurs, et aux magistrats ensuite, de donner corps à ce principe par sa mise en oeuvre concrète et la sanction de son non-respect. En attendant, il serait hasardeux de parier qu'en l'état, le non-respect de ce principe pourrait être invoqué dans une procédure juridictionnelle.

Définition du besoin entre « vert clair et vert foncé »

L'intégration du développement durable dans la définition du besoin est pour certaines dispositions assez contraignante. On relèvera bien évidemment le recours à des matériaux de réemploi ou issus de ressources renouvelables, la réduction du plastique à usage unique, des déchets, etc. (4).

Le caractère contraignant des futures dispositions de l'article L. 2111-2 du CCP consacré aux spécifications techniques fait quant à lui débat. Celui-ci prévoit que l'acheteur définira des spécifications techniques qui prendront « en compte des objectifs de développement durable dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale ».

Obligation renforcée. Cette obligation au stade de la détermination du besoin existe depuis l'origine du Code de la commande publique à l'article L. 2111-1. Aussi elle est renforcée par l'article L. 2111-2 qui prévoit que les spécifications techniques, qui sont l'expression concrète de la définition du besoin, doivent également prendre en compte des objectifs de développement durable.

Assiste-t-on à la transformation d'une obligation de moyen en obligation de résultat ? Peut-être. Mais là encore, on envisage mal l'annulation d'un marché du fait de la construction d'un bâtiment en béton alors que la pierre aurait un meilleur bilan carbone. De même, il est fort possible que les collectivités continuent à acheter des bordures granit de Chine alors que leur



12 Aout 2022

www.lemoniteur.fr p. 3/5

Visualiser l'article

équivalent peut être produit dans des carrières nationales.

Enfin, le rythme de l'achat public n'est absolument pas pris en considération par la législation alors que celui-ci, très souvent calé sur le cycle électoral, impacte le développement durable et les deniers publics de manière significative. Le Code de la commande publique étant peu contraignant, il faudra faire confiance à nos élus pour changer leurs pratiques.

Des critères de choix bien encombrants

L'acheteur est tenu de définir, en vue de l'examen des offres, un ou plusieurs critères objectifs, précis et liés à l'objet du marché ou à ses conditions d'exécution, qui ne doivent pas avoir pour effet de conférer une liberté de choix illimitée à l'acheteur et doivent garantir la possibilité d'une véritable concurrence.

Si la lutte contre le dérèglement climatique n'est pas absente des dispositions en vigueur, il n'existe aujourd'hui aucune obligation de prise en compte des caractéristiques environnementales dans l'examen des offres. Dans ces conditions, le critère prix reste très largement favorisé par rapport à celui, par exemple, du coût du cycle de vie. Cette situation ne s'explique pas seulement par le désir des acheteurs d'acquérir une prestation à moindre coût, mais aussi par la difficulté à procéder au jugement d'une offre sur la base du coût du cycle de vie ou d'autres caractéristiques environnementales.

Préparatifs pour 2026. Pour les acheteurs qui ne se sont pas approprié les outils (facultatifs) existants, il est d'autant plus primordial de se familiariser dès à présent avec ce qui sera, en 2026, non plus une faculté mais une obligation. A cet horizon en effet, au moins l'un des critères devra prendre en compte les caractéristiques environnementales de l'offre. Il faut bien comprendre que ni la loi Climat et résilience, ni ses décrets d'application n'ont vocation à définir un critère environnemental générique.

Si les acheteurs ne prennent pas dès aujourd'hui la mesure de cette nouvelle réglementation, il y a de forts risques à ce que les procédures d'attribution soient confrontées aux écueils déjà sanctionnés par la jurisprudence : critère favorisant les candidats les plus proches géographiquement (CE, 12 septembre 2018, n° 420585); exigence de la production d'un bilan carbone sans en préciser le contenu ni en définir les modalités d'appréciation, laissant au pouvoir adjudicateur une liberté de choix discrétionnaire (CE, 15 février 2013, n° 363921); exigence de labellisation sans possibilité de présenter des produits aux caractéristiques équivalentes (article R. 2111-7 du CCP)...

Ressources à disposition. Pour faciliter l'intégration par les acheteurs publics de ces nouvelles considérations, des ressources sont à leur disposition : notice introductive sur la prise en compte du coût du cycle de vie du Groupe d'étude des marchés-Développement durable (GEM-DD), Ecolabel européen (pour lequel l'Ademe a publié un mémo technique accompagné d'un clausier), réseaux territoriaux « Commande publique et développement durable », plateforme Rapidd, manuel sur les marchés publics écologiques de la Commission européenne, critères de l'Union européenne pour des marchés publics écologiques (EU GPP criteria). De nombreux outils sont également recensés par l'Ademe et d'autres devront être développés d'ici à 2026 pour que des référentiels communs puissent être utilisés par les acheteurs.

Il existe un risque que le critère environnemental soit cannibalisé par d'autres, notamment par l'importance accordée au prix.

Bien évidemment, les acheteurs n'ont ni les moyens ni le temps nécessaire à l'appropriation des critères de choix liés au développement durable, ce qui appelle deux remarques. En premier lieu, certains d'entre eux se contenteront, du fait de la complexité de la matière, de l'utilisation de critères superficiels, tels que la valeur environnementale des produits ou techniques de travaux. Outre qu'un tel critère ne veut pas dire grand-chose, il conduira peut-être l'acheteur à se satisfaire



12 Aout 2022

www.lemoniteur.fr

Visualiser l'article

d'offres dont les bénéfices en termes de développement durable seront limités.

En second lieu, il faudra réserver une place significative au critère prenant en compte le développement durable. Il y a, en effet, un risque qu'en dépit de l'existence d'un critère environnemental pertinent, celui-ci soit cannibalisé par d'autres, notamment par l'importance accordée au critère prix. La pondération des critères pourrait en effet conduire à ce que les caractéristiques environnementales de l'offre cèdent finalement à l'importance donnée à ce dernier.

Une législation très souple sur les conditions d'exécution

La contribution de la commande publique à la lutte le dérèglement climatique s'étend à l'insertion, dans le contrat, de « clauses environnementales ». A ce titre, le CCAG travaux 2021 prévoit une « clause environnementale générale » (article 20.2), dont les acheteurs doivent préciser le contenu au sein du CCAP.

Cependant, là encore, le CCAG ne vient pas définir de clauses environnementales types. Il revient au maître d'ouvrage de les élaborer, étant précisé que les prescriptions imposées au titulaire du marché doivent être vérifiables selon des méthodes objectives. Ce point est d'autant plus important qu'en cas de non-respect des obligations prévues, le titulaire se voit appliquer une pénalité définie par le maître d'ouvrage. La transition vers des achats publics durables suppose donc également que les acheteurs soient en mesure de soumettre l'exécution du marché au respect d'obligations précises dont les modalités d'évaluation ne feront pas débat.

Si l'intégration d'une clause environnementale n'est pas encore obligatoire, les acheteurs publics vont devoir s'approprier les outils leur permettant de définir de telles stipulations dans leurs marchés. En effet, en 2026, il est prévu que les conditions d'exécution du marché « doivent » prendre en compte des considérations relatives à l'environnement (art. L. 2112-2 du CCP). Pour parvenir à l'objectif du Plan national pour des achats durables (PNAD) 2022-2025 de 100 % des contrats de la commande publique avec une considération environnementale d'ici à 2025 et anticiper l'obligation qui sera en vigueur à compter de 2026, les acheteurs publics doivent développer une méthodologie leur permettant de définir, en fonction de la nature des contrats à conclure, des clauses environnementales mettant à la charge du titulaire des obligations pertinentes et vérifiables.

Une tâche délicate. En l'état des ressources et des outils disponibles, cette tâche, indispensable, s'annonce délicate. Il existe pourtant un risque à ce que, en l'absence de formation et d'accompagnement des acheteurs publics, des clauses environnementales superficielles se multiplient (5). En attendant, des acteurs privés, comme l'association <u>CD2E</u>, via son outil « La clause verte » (6), mettent à disposition des clauses à insérer dans les contrats publics sur différents segments d'achats à fort enjeu environnemental, par exemple pour la résistance des marquages routiers face à l'usure de la circulation.

Là encore, l'achat public durable est une affaire de volonté. En l'état, les obligations du Code de la commande publique pourront être facilement esquivées pour se satisfaire d'un greenwashing de bonne conscience.

Ce qu'il faut retenir

- La loi Climat et résilience érige « en principe de la commande publique », à l'instar de la liberté d'accès, de l'égalité de traitement et de la transparence des procédures, la participation à l'atteinte des objectifs de développement durable.
- La prise en considération de préoccupations environnementales devra, d'ici à 2026, être présente à tous les stades de la procédure de mise en concurrence : définition du besoin, critères de choix des offres, conditions d'exécution du marché.
 - Pour ambitieuses qu'elles soient, les nouvelles règles pourraient dans une certaine mesure être contournées par les



12 Aout 2022

www.lemoniteur.fr p. 5/5

Visualiser l'article

acheteurs publics sans risquer de véritable sanction.

- Cependant, compte tenu de l'urgence, les acheteurs doivent dès à présent verdir leurs marchés, même si le manque d'outils et de temps rend cette tâche parfois ardue.
- (1) « L'illégalité du critère du "mieux-disant social dans les marchés publics », Denis Piveteau, AJDA 2002, p. 46. (2) Les notes du Conseil d'analyse économique, n° 22, avril 2015. (3) Article L. 228-4 du C. env. : « A compter du 1er janvier 2030, l'usage des matériaux biosourcés ou bas carbone intervient dans au moins 25 % des rénovations lourdes et des constructions relevant de la commande publique. » (4) Loi Transition énergétique du 17 août 2015 (art. 14, VI), loi Climat et résilience (art. 36), loi Economie circulaire du 10 février 2020 (art. 55 et 58). (5) « Décarboner l'administration publique », The Shift Project, octobre 2021. (6) https://laclauseverte.fr/





Famille du média : Médias régionaux

(hors PQR)

Périodicité : Hebdomadaire

Audience: 53911 Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 17 aout 2022 P.36 Journalistes : Esteban Nominé

Nombre de mots: 662

p. 1/1

Hauts-de-France

TOUT EN MATÉRIAUX BIOSOURCÉS Les enfants découvrent la salle polyvalente du futur

LE CROCQ Le 1er juillet, les écoliers du RPI Cormeilles - Le Crocq - Villers-Vicomte ont assisté à la présentation du projet de salle multifonction en matériaux biosourcés.

l s'agissait d'une sortie spéciale pour les écoliers. Vendredi 1er juillet, ils avaient rendez-vous à 15 heures sur le site de la future salle polyvalente du Crocq. Mais les enfants n'étaient pas venus les mains vides. Ils avaient amené avec eux leurs coloriages des plans de la salle imaginée par l'archi-tecte Xavier Simonneaux. Ce dernier a lui-même présenté aux écoliers, aux habitants présents, ainsi qu'aux élus locaux les plans de la future salle polyvalente tout en matériaux biosourcés (voir encadré) et son parking d'une quinzaine de places. Une première sur le territoire de l'Oise Picarde.

UNE OSSATURE EN BOIS ET EN PAILLE

« La salle possédera une ossature en bois et en paille. Nous essaie-rons au maximum d'utiliser des matériaux locaux. L'intérieur et les murs seront en terre crue qui fera tampon pour l'humi-dité. Cela permettra également un traitement acoustique et les portes seront tournées côté champs pour atténuer le bruit », expliquait-il. Au total, neufcents ballots de paille (quatre hectares) seront nécessaires pour isoler la salle, ainsi que quatre-vingts arbres. C'est l'air présent dans la paille qui permettra d'isoler la salle. L'architecte a également souligné que le projet mobili-sait des entreprises locales se trouvant dans un périmètre de cinquante kilomètres autour du Crocq, hormis pour le char-pentier. « Le biosourcé permet de travailler en filière courte, insiste Xavier Simonneaux. Ça veut dire moins d'émissions de CO2 car moins de transports et des matériaux qui isolent deux fois mieux. Puis quand la salle atteindra sa fin de vie et sera déconstruite, dans plus d'un



L'architecte Xavier Simonneaux a expliqué aux petits comme aux grands les enjeux de cette salle novatrice.

siècle, elle ne polluera pas. Il suf-fira d'ajouter de l'eau à la paille pour créer du compost. On est dans une économie circulaire. » Dans la réalisation du projet, l'architecte est accompagné par le <u>CD2E</u>, collectif basé à Loos-en-Gohelle (Pas-de-Calais) qui forment sur cinq jours (pro-paille) à la construction paille et épaule les collectivités dans leurs projets de transition écologique. Dé plus, Vincent Thellier, consultant filières biosourcées du CD2E, réfutait la mauvaise réputation que traîne la paille (sensible au feu, attire rongeurs et insectes).

LIVRAISON EN 2023

Les travaux de la salle ont déià commencé depuis quelques mois. Le terrassement a été réalisé, ainsi que les fonda-tions, et la salle polyvalente en matériaux biosourcés devrait ouvrir ses portes en juin 2023. Elle pourrait d'ailleurs être utilisée par les enfants du regroupement pédagogique. D'ici là, un chantier école sera ouvert à tous pour découvrir et en apprendre davantage sur la filière biosourcée. « C'est un projet qui doit semer les bonnes graines. » Après le goûter offert aux enfants, chacun est reparti avec sept épis.

Les élus quant à eux n'ont pas

Matériaux biosourcés, qu'est-ce-que c'est?

Selon le site ecologie.gouv, du gouvernement, « les matériaux biosourcés sont issus de la matière organique renouvelable, d'origine végétale ou animale. (...) La nature de ces matériaux est multiple : bois, chanvre, paille, ouate de cellulose, textiles recyclés, balles de céréales, miscanthus, liège, lin, chaume, herbe de prairie, etc. (...) L'utilisation des matériaux biosourcés concourt significativement au stockage de carbone atmosphérique et à la préservation des ressources naturelles. »



Les écoliers ont pu prendre le goûter après avoir écouté l'architecte.

tari d'éloges concernant la future salle du Crocq. « Tu seras un modèle, un témoin. Nous sommes très favorables à ce type de projets », a insisté Jean Cauwel, président de l'Oise Picarde et maire de Breteuil.

Le maire Jean-Pierre Grévin a également annoncé que la commune, aidée par la Région, replantera cette année des haies dans tous ses chemins.







Famille du média : Médias régionaux

(hors PQR)

Périodicité : Hebdomadaire

Audience : **53911**Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition : 17 aout 2022 P.37

Journalistes : Esteban Nominé

Nombre de mots: 655

p. 1/1

Hauts-de-France

TOUT EN MATÉRIAUX BIOSOURCÉS

Les enfants découvrent la salle polyvalente du futur

LECROCQ Le 1er juillet, les écoliers du RPI Cormeilles - Le Crocq - Villers-Vicomte ont assisté à la présentation du projet de salle multifonction en matériaux biosourcés.

l s'agissait d'une sortie spéciale pour les écoliers. Vendredi 1er juillet, ils avaient rendez-vous à 15 heures sur le site de la future salle polyvalente du Crocq. Mais les enfants n'étaient pas venus les mains vides. Ils avaient amené avec eux leurs coloriages des plans de la salle imaginée par l'architecte Xavier Simonneaux. Ce dernier a lui-même présenté aux écoliers, aux habitants présents, ainsi qu'aux élus locaux les plans de la future salle polyvalente tout en matériaux biosourcés (voir encadré) et son parking d'une quinzaine de places. Une première sur le territoire de l'Oise Picarde.

OUNE OSSATURE EN BOIS ET EN PAILLE

« La salle possédera une ossature en bois et en paille. Nous essaie-rons au maximum d'utiliser des matériaux locaux. L'intérieur et les murs seront en terre crue qui fera tampon pour l'humidité. Cela permettra également un traitement acoustique et les portes seront tournées côté champs pour atténuer le bruit », expliquait-il. Au total, neuf-cents ballots de paille (quatre hectares) seront nécessaires pour isoler la salle, ainsi que quatre-vingts arbres. C'est l'air présent dans la paille qui permettra d'isoler la salle. L'architecte a également souligné que le projet mobilisait des entreprises locales se trouvant dans un périmètre de cinquante kilomètres autour du Crocq, hormis pour le char-pentier. « Le biosourcé permet de travailler en filière courte, insiste Xavier Simonneaux. Ça veut dire moins d'émissions de CO2 car moins de transports et des matériaux qui isolent deux fois mieux. Puis quand la salle atteindra sa fin de vie et sera déconstruite, dans plus d'un



L'architecte Xavier Simonneaux a expliqué aux petits comme aux grands les enjeux de cette salle novatrice.

siècle, elle ne polluera pas. Il suffira d'ajouter de l'eau à la paille pour créer du compost. On est dans une économie circulaire. » Dans la réalisation du projet, l'architecte est accompagné par le CD2E, collectif basé à Loos-en-Gohelle (Pas-de-Calais) qui forment sur cinq jours (pro-paille) à la construction paille et épaule les collectivités dans leurs projets de transition écologique. De plus, Vincent Thellier, consultant filières biosourcées du CD2E, réfutait la mauvaise réputation que traîne la paille (sensible au feu, attire rongeurs et insectes).

LIVRAISON EN 2023

Les travaux de la salle ont déjà commencé depuis quelques mois. Le terrassement a été réalisé, ainsi que les fondations, et la salle polyvalente en matériaux biosourcés devrait ouvrir ses portes en juin 2023. Elle pourrait d'ailleurs être utilisée par les enfants du regroupement pédagogique. D'ici là, un chantier école sera ouvert à tous pour découvrir et en apprendre davantage sur la filière biosourcée. « C'est un projet qui doit semer les bonnes graines. » Après le goûter offert aux enfants, chacun est reparti avec sept épis.

Les élus quant à eux n'ont pas tari d'éloges concernant la

Matériaux biosourcés, qu'est-ce-que c'est?

Selon le site ecologie gouv, du gouvernement, « les matériaux biosourcés sont issus de la matière organique renouvelable, d'origine végétale ou animale. (...) La nature de ces matériaux est multiple: bois, chanvre, paille, ouate de cellulose, textiles recyclés, balles de céréales, miscanthus, liège, lin, chaume, herbe de prairie, etc. (...) L'utilisation des matériaux biosourcés concourt significativement au stockage de carbone atmosphérique et à la préservation des ressources naturelles.»



Les écoliers ont pu prendre le goûter après avoir écouté l'architecte.

future salle du Crocq. « Tu seras un modèle, un témoin. Nous sommes très favorables à ce type de projets », a insisté Jean Cauwel, président de l'Oise Picarde et maire de Breteuil. Le maire Jean-Pierre Grévin

a également annoncé que la commune, aidée par la Région, replantera cette année des haies dans tous ses chemins. Esteban Nominé







www.lavoixdunord.fr

Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Audience: 4322863

Sujet du média : Actualités-Infos Générales

17 Aout 2022

Journalistes: Yannick

Boucher

Nombre de mots : 5581

p. 1/4

Visualiser l'article

C'est nouveau, je partage mon électricité solaire avec mes voisins

L'autoconsommation collective est née à Loos-en-Gohelle et Pérenchies pour partager de l'énergie renouvelable en mode circuit-court. Les factures baissent comme les émissions de CO2 ; les collectivités locales, les habitants et les entreprises y regardent de bien plus près.



Nicolas Hernigou et ses panneaux solaires alimentant des commerces et des logements en circuit court dans le centre de Pérenchies. PHOTO «LA VOIX»

Une cinquantaine de panneaux photovoltaïques absorbent la lumière et la chaleur sur le toit de <u>Cohérence Energies</u>, un cabinet d'ingénierie environnementale à Pérenchies et acteur historique du développement des énergies renouvelables dans le Nord et le Pas-de-Calais.

Les 60 m² de surface ne servent pas seulement à alimenter la petite entreprise de 12 salariés en électricité. Plus de 20 % profitent à la pharmacie du coin, 30 % à la boulangerie voisine, 15 % à un ménage qui se chauffe au tout électrique. Un abri à vélos électriques, des bornes pour un parking automobile et un immeuble d'habitation à 2 km de distance sont également distribués.





C'est nouveau, je partage mon électricité solaire avec mes voisins

17 Aout 2022

www.lavoixdunord.fr p. 2/4

Visualiser l'article



Le système une première en France fonctionne si bien qu'en 2030, l'extension de la boucle locale de Pérenchies, avec d'autres surfaces de production, pourrait fournir l'électricité de près de 15 % de la consommation résidentielle de la commune, soit 1 200 habitants.

Du nouveau ? Une première expérience concluante avait déjà été menée à Loos-en-Gohelle, cité pionnière de la transition écolo en région, soutenue par un coup de pouce réglementaire autorisant depuis 2017 l'autoconsommation collective sans condition. Un « *plan solaire participatif* » avait été lancé en 2018, baptisé Mine de Soleil, pour alimenter des bâtiments communaux, <u>chose faite depuis l'été dernier.</u>

Un producteur, des consommateurs voisins

L'idée du regroupement de plusieurs consommateurs autour d'une unité de production solaire locale fait son chemin, comme celle d'une **réappropriation citoyenne de la production électrique par les territoires.** Un tiers de la centaine de projets nationaux sont issus des Hauts-de-France, avec celui de Pérenchies pour pousser la roue d'une nouvelle solution alternative à la consommation d'électricité ni nucléaire, ni thermique mais <u>renouvelable, par le soleil</u>. « *L'intérêt devient également évident de consommer sur place l'électricité produite par des panneaux solaires* », estime Nicolas Hernigou à la tête de Cohérence Energies.



C'est nouveau, je partage mon électricité solaire avec mes voisins

17 Aout 2022

www.lavoixdunord.fr p. 3/4

Visualiser l'article



Et avec un plan de déploiement communal, chacun peut vendre le surplus d'énergie à son voisin. Tout se fait automatiquement par les compteurs de type Linky. Chacun adhère à une association (sans frais, ici Soleil du Nord) qui déclare les consommations à Enedis, le propriétaire du réseau. Chacun peut aussi voir ce qui lui a été attribué sur un portail internet et constater que la facture est moins lourde en bout de compte sur les deux mois de consommation totalement couverts pour l'instant dans l'année par les panneaux de Cohérence Energies.

« Pour nous c'est intéressant, le prix est fixé pendant au moins trois ans, jusqu'à 20 ans », précise Julien Delapierre à la pharmacie du centre. « On ne s'est occupés de rien, il n'y a aucune coupure au moment du changement de système », ajoute Chloé, son épouse, visiblement enchantée.



C'est nouveau, je partage mon électricité solaire avec mes voisins

17 Aout 2022

www.lavoixdunord.fr p. 4/4

Visualiser l'article



Un tel modèle économique était inimaginable il y a encore cinq ans, même à une échelle très modeste. « *Mais ça commence* à bouger sérieusement et on m'appelle de partout », observe Nicolas Hernigou. Les projets émergent, le prix de l'électricité a bondi de 30 % en un an en France et l'idée d'une production locale, entre voisins, est une nouvelle source de motivation, au-delà des cercles hyper confidentiels de la seule militance écologiste.

Ici c'est pour tout le monde et c'est encouragé par la loi. Il aura fallu 40 ans pour y parvenir en France.

L'autoconsommation collective en projets

Le bailleur social Pas-de-Calais Habitat envisage de déployer 7 000 m² de panneaux solaires sur les toits de ses immeubles afin de partager l'énergie produite entre locataires, correspondant à la consommation de 2 100 logements. « La Région est pilote sur l'autoconsommation collective avec une bonne vingtaine de projets lancés et de nombreuses marques d'intérêt pour en lancer d'autres », estime François-Xavier Callens, expert en énergies renouvelables au pôle de développement des écoentreprises Cd2e à Loos-en-Gohelle, qui fut l'un des premiers lieux à partager ses panneaux avec les autres bâtiments du site 11-19.

Pour des économies... et pour la planète

À présent, une entreprise pense à partager son solaire au centre régional de transport (CRT) de Lesquin. L'agglomération de Lens-Liévin pense à distribuer à partir d'un seul site de production vers des écoles, salles de sport, mairies, salles des fêtes. Le conseil départemental du Pas-de-Calais pense à trois installations pour produire vers plusieurs de ses bâtiments à Arras. Un collège à Ardres s'alimente sans oublier ses logements de fonction. La mairie de Lambersart veut s'engager, celle de La Madeleine souhaite dix installations de production à partager d'ici trois ans. Souvent pour économiser de l'argent, mais aussi pour la planète...





Famille du média : PQR/PQD (Quotidiens régionaux)

Périodicité : Quotidienne

Audience : **N.C.** Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 25 aout 2022 P.19

Journalistes : Y. B.

Nombre de mots : 221

p. 1/1

L'autoconsommation collective en projets

Le bailleur social Pas-de-Calais Habitat envisage de déployer 7 000 m² de panneaux solaires sur les toits de ses immeubles afin de partager entre locataires l'énergie produite, correspondant à la consommation de 2 100 logements. « La région est pilote sur l'autoconsommation collective avec une bonne vingtaine de projets lancés et de nombreuses marques d'intérêt pour en lancer d'autres », estime François-Xavier Callens, expert en énergies renouvelables au pôle de développement des éco-entreprises CD2E à Loos-en-Gohelle, qui fut l'un des premiers lieux à partager ses panneaux avec les autres bâtiments du site 11-19.

À présent, une entreprise pense à partager son solaire au centre régional de transport (CRT) de Lesquin. L'agglomération de Lens-Liévin envisage de distribuer à partir d'un seul site de production vers des écoles, salles de sport, mairies, salles des fêtes.

POUR DES ÉCONOMIES... ET POUR LA PLANÈTE

Le conseil départemental du Pasde-Calais pense, lui, à trois installations pour produire vers plusieurs de ses bâtiments à Arras. Un collège à Ardres s'alimente sans oublier ses logements de fonction. La mairie de Lambersart veut s'engager, celle de La Madeleine souhaite dix installations de production à partager d'ici trois ans. Souvent pour économiser de l'argent, mais aussi pour la planète... • Y. B.







Famille du média : PQR/PQD

(Quotidiens régionaux)

Périodicité : **Quotidienne** Audience : **1055000**

Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition: 25 aout 2022 P.3

Journalistes : Y. B.

Nombre de mots : 221

p. 1/1

L'autoconsommation collective en projets

Le bailleur social Pas-de-Calais Habitat envisage de déployer 7 000 m² de panneaux solaires sur les toits de ses immeubles afin de partager entre locataires l'énergie produite, correspon-dant à la consommation de 2 100 logements. «La région est pilote sur l'autoconsommation collective avec une bonne vingtaine de projets lancés et de nombreuses marques d'intérêt pour en lancer d'autres », estime François-Xavier Callens, expert en énergies renouvelables au pôle de développement des éco-entreprises CD2E à Loos-en-Gohelle, qui fut l'un des premiers lieux à partager ses panneaux avec les autres bâtiments du site 11-19.

À présent, une entreprise pense à partager son solaire au centre régional de transport (CRT) de Lesquin. L'agglomération de Lens-Liévin envisage de distribuer à partir d'un seul site de production vers des écoles, salles de sport, mairies, salles des fêtes.

POUR DES ÉCONOMIES... ET POUR LA PLANÈTE

Le conseil départemental du Pasde-Calais pense, lui, à trois installations pour produire vers plusieurs de ses bâtiments à Arras. Un collège à Ardres s'alimente sans oublier ses logements de fonction. La mairie de Lambersart veut s'engager, celle de La Madeleine souhaite dix installations de production à partager d'ici trois ans. Souvent pour économiser de l'argent, mais aussi pour la planète... • Y.B.





BIEN FAIT POUR TA COM'